CIDEF 1031

BURKINA FASO

Avec les compliments du
Camarade Ministre du Plan et
de la Coopération.

La Directrice de la Planification du développement

" Pays en Voie de Développement "
Centre International de l'Enfance
Château de Longchamp - Bois de Boulogne
PARIS - XVIe

PREMIER

PLAN QUINQUENNAL

DE DEVELOPPEMENT POPULAIRE

1986 - 1990

Politiques Sectorielles

VOLUME II

S O M M A I R E

	PAGES
AVANT-PROPOS	I - III
A. SECTEURS DE PRODUCTION	1 - 2
1. AGRICULTURE - ELEVAGE	3 - 64
2. ENVIRONNEMENT	65 - 82
3. MINES	83 - 96
4. INDUSTRIES	97 - 116
5. ARTISANAT	117 - 134
B. SECTEURS DE SOUTIEN A LA PRODUCTION	135 - 136
6. EAU ET AMENAGEMENTS HYDROAGRICOLES	137 - 164
7. ENERGIE	165 - 180
8. TRANSPORTS	181 - 208
9. COMMUNICATIONS	209 - 224
10. COMMERCE	225 - 246
11. TOURISME ET HOTELLERIE	247 - 264
C. SECTEURS SOCIAUX	265 - 266
12. EDUCATION ET FORMATION	267 - 312
13. SANTE	313 - 336
14. ACTION SOCIALE	337 - 346
15. HABITAT ET URBANISME	347 - 364
16. INFORMATION - ARTS ET CULTURE - SPORTS ET LOISIRS	365 - 396
D. ORGANISATION - INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS	397 - 422

"Pays en Voie de Développement"
Centre International de l'Enfance
Château de Longchamp - Bois de Boulogne
PARIS - XVIe

AVANT PROPOS

Le présent document portant Rapport Sectoriel présente pour chaque secteur de planification :

1. **L'ANALYSE DE LA SITUATION**

2. **LA POLITIQUE DU SECTEUR**
   - **2.1. Les objectifs**
     - 2.1.1. Les objectifs stratégiques
     - 2.1.2. Les objectifs au cours du Plan
   - **2.2. Les moyens à mettre en oeuvre**
     - 2.2.1. Les programmes d'investissement
     - 2.2.2. Les mesures d'accompagnement

3. **LES EFFETS ATTENDUS**

La présentation retenue pour les projets et programmes inscrits dans le Plan permet de saisir les informations suivantes :

* L'entité initiatrice de chaque projet ou programme et la structure qui le réalise en dernière instance (ministère ou province) ;

* La localisation provinciale (N° d'ordre de la Province) ;

* Le coût total initial, sa tranche au cours du Plan et sa répartition entre investissement humain et coût monétaire. La distinction "coût total initial" de projet et "coût tranche Plan Quinquennal" permet de programmer correctement les projets dont l'exécution a soit commencé avant 1986, soit se poursuivra après 1990 ;

.../...

* Les financements acquis selon les sources intérieures - Budget National (B.N.), Budget Provincial (B.P.), Prêts internes du système bancaire, et autres sources (autofinancement et contributions diverses) - et les sources extérieures - subventions et prêts.

La clef de lecture des tableaux est la suivante :

* Lorsque la lettre "M" est inscrite en face d'un projet dans la colonne "origine/localisation" cela veut dire que le projet a été initié par le ministère au niveau central et son exécution est de la responsabilité exclusive du ministère concerné ;

* L'indication "P(M)" dans la même colonne signifie que le projet a été initié par une province mais que le projet a été reconsidéré dans le cadre d'un programme plus global au niveau central (ministère) et que sa réalisation sera conjointe (ministère/province) ;

* L'indication "M(P)" concerne les projets ou programmes initiés par le ministère mais à exécuter conjointement avec les provinces ;

* La lettre "P" devant le projet indique que le projet a été initié par la province et sera exclusivement exécuté par elle ;

* Les financements à rechercher ;

* La programmation annuelle des investissements. A ce sujet, il faut noter que, au cours de l'exécution du Plan, les bilans permettront de réaliser une modulation qui soit compatible aux contraintes macroéconomiques et financières.

Les projets et programmes ont été ensuite présentés selon la typologie suivante :

* TYPE "A" : Projets en cours d'exécution ;

.../...

* TYPE "B" : Projets pas encore démarrés ;

* TYPE "B1" : Projets pas encore démarrés mais dont le financement est totalement acquis ;

* TYPE "B2" : Projets pas encore démarrés mais dont le financement est partiellement acquis ;

* TYPE "B3" : Projets pas encore démarrés mais dont le financement est entièrement à rechercher.

A. LES SECTEURS DE PRODUCTION

1. AGRICULTURE - ELEVAGE

1. ANALYSE DE LA SITUATION

L'agriculture burkinabè est de type extensif peu performant et consommatrice d'espace. La densité de la population dans le plateau central atteint un niveau tel que l'espace vient à manquer : le paysan diminue la période de jachère, il épuise les sols, détruisant ainsi son propre capital.

Cette situation nécessite l'intervention de l'Etat notamment par la mise en oeuvre de la réforme agraire et foncière. Cette intervention est beaucoup plus massive dans les programmes de soutien à la production agricole, la fourniture d'intrants et d'équipements modernes, commercialisation des céréales et des cultures de rente respectivement par l'intermédiaire de l'Office National des Céréales et la Caisse de Stabilisation des Prix et des Produits Agricoles.

1.1. Production végétale

1.1.1. Etat des techniques

Seuls quelques thèmes techniques ont été introduits et sont appliqués par un nombre limité de producteurs.

- **Semences améliorées :**

La production n'a jamais atteint 500 tonnes alors que les besoins exprimés sont de 52 000 tonnes.

A l'exception du riz et du coton, l'utilisation des semences améliorées reste très limitée.

- **Engrais :**

Environ 3 % des surfaces cultivées sont engraissées selon les normes en vigueur. La moyenne d'utilisation d'engrais minéral est de 10 kg/ha, ce qui est très en-deça des normes.

.../...

- **Culture attelée :**

Introduite depuis les années 1950, la culture attelée est encore peu pratiquée. Seulement 8 à 9 % des exploitations agricoles sont équipées de matériel à traction animale.

- **Protection des végétaux :**

Seul le coton fait l'objet de soins attentifs et de progrès constants dans le domaine des cultures pluviales. Des actions ponctuelles sont menées çà et là (lutte contre les sautériaux, traitement des semences par des fongicides).

- **Aménagements fonciers et sites anti-érosifs :**

De nombreux facteurs ayant contribué à accélérer l'érosion hydraulique et éolienne, la baisse de l'alimentation hydrique et la perte des terres fertiles, la sauvegarde du patrimoine foncier est devenue impérieuse.

- **Cultures irriguées :**

Les superficies aménagées en maîtrise totale de l'eau sont de l'ordre de 8 500 ha, soit à peine 6 % du potentiel existant évalué à environ 160 000 ha.

- **Recherche agronomique :**

Jusqu'à un passé très récent, elle était dispersée à travers des institutions atomisées et inarticulées. Elle concernait essentiellement la production végétale.

.../...

1.1.2. Etat de la formation, de la vulgarisation et de l'organisation du monde rural

Bien qu'elles aient été au centre des projets de développement rural, la formation et l'organisation paysannes restent caractérisées par les faits suivants :

- un nombre d'exploitations par encadreur très élevé (302 à 1 333) selon les régions ;
- une frange importante de la population paysanne, notamment la population féminine, n'a jamais bénéficié de formation adéquate ;
- un système de vulgarisation qui, dans son ensemble, est coûteux et inefficace.

1.1.3. Evolution de la production

La production céréalière a quasiment stagné durant la dernière décade tandis que la population a crû à un taux de 2,68 %, ce qui implique une diminution du disponible pour la consommation par habitant. Seule la production de coton a crû de 7,6 %.

Le Burkina Faso a ainsi connu un déficit alimentaire structurel qui tend à s'aggraver d'année en année.

1.2. Production animale

1.2.1. Etat des techniques

- **Alimentation des animaux :**

L'élevage du bovin reste encore extensif, transhumant et nomade.

.../...

L'élevage des petits ruminants connaît le même mode que celui des bovins sauf en hivernage où ils sont gardés à cause des cultures.

L'aviculture connaît un début d'amélioration (Opération pour le Développement de l'Aviculture Traditionnelle).

- Couverture sanitaire :

Compte tenu de la grande mobilité des troupeaux, les interventions ont consisté en des campagnes de vaccination au niveau national, régional ou international.

- Potentiel génétique des animaux :

Les paramètres de production de la quasi totalité des espèces locales sont encore très mal connus.

- Recherche zootechnique :

Elle est à un stade relativement embryonnaire. La seule amélioration génétique concerne l'introduction de la race AZAWAK du Niger. Les stations d'élevage sont très peu fonctionnelles.

1.2.2. Etat de la formation et de l'organisation des éleveurs

L'organisation des éleveurs est rendue difficile par leur mobilité et leur dispersion. Seulement 15 à 20 groupements d'éleveurs existent sur l'ensemble du territoire.

1.2.3. Evolution de la production

Le croît annuel est de 2 % pour les bovins et de 3 % pour les ovins et caprins ; le taux d'exploitation étant respectivement de 10,5 % et de 25 à 35 %.

.../...

La consommation de produits d'origine animale est de 7 à 8,5 Kg/habitant/an.

1.3. Contraintes à l'augmentation de la production agricole

- Contraintes naturelles :

Elles tiennent essentiellement aux phénomènes suivants :

* La baisse notoire et capricieuse des précipitations et leur mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace ;

* L'inadéquation de la distribution de la population sur les terres cultivées.

- Contraintes qui s'opposent à la diffusion des innovations techniques :

Ce sont :

* Coût des intrants, la méfiance du paysan, l'inadaptation dans certains cas et la complexité des thèmes.

* Elles concernent à la fois : les semences améliorées, les engrais, la fumure organique, la culture attelée, les techniques d'amnagement, l'alimentation des animaux, la mobilité du cheptel.

- Contraintes liées à la formation à l'organisation du monde rural :

Ce sont :

* le faible taux d'encadrement ;
* la non sédentarisation de l'élevage ;
* l'absence d'un système de formation appropriée.

- Contraintes socio-économiques :

Il s'agit des limites imposées par les facteurs suivants:

.../...

* faible revenu des paysans ;
* commercialisation défaillante ;
* pesanteurs sociologiques ;
* difficultés de recouvrement des recettes du bétail hors zone franc.

1.4. Potentialités

- Production végétale

* Possibilité d'extension des cultures (2/3 des surfaces cultivables en pluvial et 90 % du potentiel irrigable environ sont encore inexploités) ;

* Possibilité d'intensification par l'usage de fumure organique, d'engrais minéraux et de semences améliorées.

- Production animale

* Existence d'un cheptel important et diversifié correspondant à 3 000 000 Unités de Bétail Tropical (UBT) et permettant des développements importants dans les productions suivantes : lait, viande, cuirs et peaux, fumier, oeufs) ;

* Importante population d'éleveurs maîtrisant bien certains aspects de l'élevage, conduite du troupeau notamment (30 % des exploitants agricoles) et apte à évoluer vers des systèmes plus performants ;

* Espace brut (valorisable par aménagements) disponible de façon importante notamment dans les régions Sud;

.../...

* Existence de sous-produits agricoles pour l'alimentation animale qui, en complément de l'affouragement, représente un facteur favorable pour l'intensification de l'élevage et son intégration plus complète à l'agriculture ;

* Existence d'un très important marché intérieur et extérieur pour les productions animales ;

* Possibilités de développement de l'apiculture et de la sericiculture actuellement au stade expérimental.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

Les objectifs de base assignés au secteur de l'Agriculture et de l'Elevage pour le Plan Quinquennal 1986-1990 sont :

- Dans le domaine économique :

* La poursuite de la recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires ;

* Une contribution décisive à l'équilibre de la balance commerciale.

- Dans le domaine social :

* L'amélioration des revenus et des niveaux de vie des producteurs et de leurs familles.

.../...

- Dans le domaine du patrimoine foncier :

  * La conservation des ressources en terre et l'optimisation de l'emploi du capital foncier.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

La poursuite de ces quatre objectifs de base, qui ne pourront être atteints dans leur intégralité que dans une perspective de développement à long terme, implique, compte tenu des conditions propres à notre économie, à notre société et à notre patrimoine foncier, le choix d'objectifs plus spécifiques. Ceux-ci constituent les idées-forces du plan sectoriel à moyen terme, d'où découleront les programmes et les politiques à mettre en oeuvre.

Ces objectifs spécifiques sont les suivants :

- En liaison avec la recherche de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaires ainsi qu'avec celle de l'équilibre de la balance commerciale :

  * l'intensification des cultures pluviales ;
  * le développement des cultures irriguées ;
  * l'intensification contrôlée des productions animales ;
  * la diversification des produits de rente ;
  * l'intégration agriculture - industrie ;
  * la stabilité des approvisionnements.

- En liaison avec l'amélioration des revenus et des niveaux de vie des producteurs et de leurs familles :

  * l'organisation du monde paysan ;
  * la promotion des femmes dans le développement et l'amélioration de leurs conditions de travail ;
  * la rémunération adéquate du travail des exploitants;

.../...

  * l'amélioration du taux d'occupation de la population active agricole et rurale ;
  * la réduction des disparités régionales de revenus;
  * un meilleur accès aux crédits.

- En liaison avec la conservation du patrimoine foncier :

  * la mise en oeuvre de la réforme foncière et l'aménagement du territoire et des terroirs ;
  * la rééquilibrage de la pression démographique sur la terre ;
  * l'intégration agro-sylvo-pastorale et les "trois luttes";
  * la décentralisation de la planification et de la gestion.

L'analyse de l'évolution possible des exploitations-types dans le pays, découpé en trois régions agronomiques homogènes, permet de constater que le développement des cultures céréalières pluviales ne peut espérer dépasser le taux annuel de 3,4 % pendant la durée du Plan.

Compte tenu des délais nécessaires à une pleine utilisation du potentiel agricole, le taux de croissance de la production globale de l'agriculture sera de 3,9 % en moyenne par an durant le présent Plan Quinquennal.

La progression des cultures céréalières pluviales se fera comme suit :

.../...

ANNEES	Superficies HA	Rendements moyens KG/HA	Production tonnes
1986 /87	2 117 000	580	1 237 000
1987 /88	2 144 000	600	1 277 000
1988 /89	2 175 000	610	1 319 000
1989 /90	2 206 000	620	1 368 000
1990 /91	2 239 000	630	1 419 000

Les principales autres spéculations, dans le domaine de la production végétale, évolueront comme suit :

Années / Cultures	Année de base	86/87	87/88	88/89	89/90	90/91	Taux moyens annuels
- Céréales	1 200 000	1 237 000	1 277 000	1 319 000	1 368 000	1 418 000	3,4
- Tubercules	122 000	125 600	130 000	135 300	141 300	148 400	4,0
- Légumineuses.	170 000	175 100	181 200	188 500	197 500	206 800	4,0
- Cultures maraîchères et fruitières.	150 000	154 500	160 700	168 700	178 800	191 400	5,0
- Coton	115 000	120 000	130 000	138 000	147 000	156 000	6,3

Pour ce qui concerne la production animale, les objectifs quantifiés, pour l'année 1990, sont les suivants :

OBJECTIFS QUANTITATIFS DE PRODUCTIONS ANIMALES

	1985	1990	Taux de croissance annuel %
Stock animal (x 1000 têtes)			
- Bovins	2 100	2 430	3,0
- Petits ruminants	5 000	6 080	4,0
- Volaille	15 000	17 820	3,5
Production (x 1000 kg)			
- Viandes	51 000	66 290	5,4
- Lait	110 000	149 580	6,3
- Oeufs	10 300	14 970	3,3
- **Valeur stock animal ***	162 500	191 210	3,3
- **Valeur des productions ***	49 200	65 562	5,9
- **Valeur totale ***	211 700	256 772	3,9

* En millions FCFA.

.../

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

L'enveloppe financière nécessaire à la réalisation du programme du secteur est de 124 276 millions de FCFA dont 79 383 millions d'acquis soit près de 64 % de l'enveloppe.

Celle-ci se repartit ainsi qu'il suit :

Agriculture : 76.863,87 soit 61,84 % de l'enveloppe du secteur
Elevage : 20.631,53 soit 16,61 % " "
Formation : 26.780,30 soit 21,55 % "

.../...

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION											
1. Projet Niéna Dionkélé 1ère phase	M	12	2 610,00	1 380,00	-	1 380,00	276,00	276,00	276,00	276,00	276,00
2. Lutte intégrée 2è phase	M	01 - 30	640,00	235,00	-	235,00	117,50	117,50	-	-	-
3. ACOPAM	M	7,16,17,23,30.	118,00	70,00	-	70,00	23,33	23,33	23,34	-	-
4. Micro-réalisation 1ère phase	M	1 - 30	1 135,00	430,00	-	430,00	430,00	-	-	-	-
5. Production végétale et vulgarisation agricole dans l'ORD du Sahel	M	19	609,00	181,00	-	181,00	181,00	-	-	-	-
6. Projet Fara-Poura	M	15,25	880,00	845,00	-	845,00	140,50	122,5	250,5	230,5	101,0
7. Unité de Planification de Zorgho	M	7	5 761,00	2 658,00	-	2 658,00	721,00	613,00	452,00	430,00	442,00
8. Unité de Planification de Manga	M	30	847,00	616,00	-	616,00	246,00	143,00	61,00	83,00	83,00
9. Projet de Développement intégré Bougouriba II	M	3,21	6 564,00	4 305,00	-	4 305,00	861,00	861,00	861,00	861,00	861,00
10. Développement agricole dans l'ORD des Hauts-Bassins	M	10,12	3 798,00	2 828,00	-	2 828,00	565,50	565,50	565,50	565,50	566,00
11. Développement agricole dans l'ORD de la Volta Noire	M	13,15,27	6 281,00	5 045,00	-	5 045,00	1 009,00	1 009,00	1 009,00	1 009,00	1 009,00
12. Projet Pilote de développement agricole de Koudougou	M	5,20,25	3 917,00	3 070,00	-	3 070,00	614,00	614,00	614,00	614,00	614,00
13. Développement agricole dans l'ORD de l'Est	M	8,9,29	7 219,00	5 389,00	-	5 389,00	1 077,80	1 077,80	1 077,80	1 077,80	1 077,80
14. Développement rural intégré dans le département du Centre-Est	M	14,4	17 835,00	13 755,00	-	13 755,00	2 751,00	2 751,00	2 751,00	2 751,00	2 751,00
15. Réabilitation du périmètre de la Vallée du Kou	M	10	1 548,00	107,00	-	107,00	107,00	-	-	-	-
16 Programme amélioration du Niébé	M	1 à 30	68,00	28,00	-	28,00	28,00	-	-	-	-
17 Projet arachidier	M	1,2,16,11,23,30	1 160,00	960,00	-	960,00	240,00	240,00	240,00	240,00	-
18 ... entatio. pour le développement	M	1 à 30	1 200,00	604,00	-	604,00	151,00	151,00	151,00	151,00	-
19. Projet engrais vivrier	M	1 à 30	11 061,50	11 061,50	-	11 061,50	2 446,50	1 643,10	4 780,60	1 268,10	923,20
20. Création de la section fertilité et restauration de la fertilité des sols	M	1 à 30	344,10	310.90	-	310.90	90.00	102.60	86.70	31.60	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
21 Cartographie pédologique systématique à moyenne échelle	M	1 à 30	707,60	536,90	-	536,90	-	123,70	143,40	141,40	128,40
22 Financement du Laboratoire d'analyse des sols du BUNASOLS	M	11	355,40	355,40	-	355,40	110,80	104,90	45,50	45,70	48,50
23 Banques de céréales	P	27	2,60	2,60	1,30	1,30	0,30	1,00	-	-	-
" "	P	28	33,60	33,60	10,08	23,52	23,52	-	-	-	-
" "	P	15	2,4	2,4	0,72	1,68	1,68	-	-	-	-
" "	P	5	8,57	8,57	2,57	6,00	6,00	-	-	-	-
"	P	26	72,80	72,80	5,26	67,54	16,88	16,88	16,88	16,90	-
"	P	22	9,00	9,00	2,70	6,30	6,30	-	-	-	-
" "	P	25	6,30	6,30	0,96	5,34	5,34	-	-	-	-
" "	P	6	168,40	168,40	50,52	117,88	40,42	33,68	37,05	6,73	
24 Champs collectifs											
" "	P	27	0,64	0,64	0,32	0,32	0,06	0,06	0,06	0,06	0,08
" "	P	12	19	19	12,61	6,39	1,27	1,28	1,28	1,28	1,28
" "	P	5	51,84	51,84	36,29	15,55	3,11	3,11	3,11	3,11	3,11
" "	P	6	4,31	4,31	4,31	-	-	-	-	-	-
" "	P	9	386,96	386,96	160,40	226,56	45,31	45,31	45,31	45,32	45,31
25 Construction logement encadreur	P	28	2,10	2,10	0,84	1,26	1,26	-	-	-	-
26 Equipement des Groupements Villageois (G.V.)	P	22	2,44	2,44	-	2,44	2,44	-	-	-	-
27 Coopérative maraîchère et fruitière	P	22	20,00	20,00	6,00	14,00	14,00	-	-	-	-
28 Aménagement de vergers	P	12	4,93	4,93	4,67	0,26	0,13	0,13	-	-	-
29 Création de Fermes semencières	P	4	202,50	202,50	-	202,50	202,50	-	-	-	-
30 Ferme avicole	P	5	15,00	15,00	5,00	10,00	10,00	-	-	-	-
31 Contrepartie aide d'urgence 1984	M	1 à 30	1 233,00	488,00	-	488,00	122,00	122,00	122,00	122,00	-
TOTAL A			76 904,99	56 272,09	304,55	55 967,54	12 689,45	10 762,38	13 614,03	9 971,0	8 930,68

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS											
32. Aménagement des terroirs dans le plateau Central	M	1, 20, 23	771,00	771,00	-	771,00	-	192,75	192,75	192,75	192,75
33. Equipement de petits paysans dans les Provinces déficitaires	M	20, 23, 29	86,00	86,00	-	86,00	-	21,50	21,50	21,50	21,50
34. Micro-réalisation IIè phase	M	1 à 30	1 250,00	1 250,00	-	1 250,00	-	312,50	312,50	312,50	312,50
35. Développement rural intégré de la Comoé	M	6	3 419,00	3 419,00	-	3 419,00	683,80	683,80	683,80	683,80	683,80
36. Unité de Développement de Bané PM	M	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37. Projet Bagré Sud PM	M	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
38. Aménagement pastoral de la Vallée de la Nouhao PM	M	4, 14	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39. Unité de planification de la Kompienga PM	M	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40. Etude Aménagement Régional intégré de la zone d'influence de la Kompienga PM	M	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
41. Aménagement de terroirs	M	16	3 739,00	1 495,60	-	1 495,60	-	373,90	373,90	373,90	373,90
42. Ligne de crédit polyvalente	M	1 à 30	2 500,00	2 000,00	-	2 000,00	-	500,00	500,00	500,00	500,00
43. Aménagement de petits périmètres irrigués	M	16, 26, 24	1 250,00	1 000,00	-	1 000,00	-	250,00	250,00	250,00	250,00
44. Banques de céréales											
" "	P	27	3,14	3,14	1,34	1,80	-	0,60	0,60	0,60	-
" "	P	13	2,40	2,40	0,72	1,68	-	0,56	1,12	-	-
" "	P	20	12,00	12,00	2,40	9,60	9,60	-	-	-	-
" "	P	22	13,50	13,50	4,05	9,45	-	3,15	3,15	3,15	-
" "	P	25	2,50	2,50	0,33	2,17	-	2,17	-	-	-
" "	P	23	46,35	46,35	16,19	30,16	9,39	14,35	5,93	0,49	-
" "	P	4	45,00	45,00	18,00	27,00	11,25	6,75	4,50	4,50	-
45 Appui à 10 Groupements Villageois féminins	M	27	32,00	32,00	-	32,00	-	20,00	4,00	4,00	4,00
46 Cultures maraîchères	P	5	5,33	5,33	3,73	1,60	-	1,60	-	-	-
	P	17	0,40	0,40	-	0,40	-	0,40	-	-	-
	P	23	5,00	5,00	1,75	3,25	-	3,25	-	-	-
47. Equipement agricole	P	20	8,00	8,00	-	8,00	-	8,00	-	-	-
48. Chambres froides	P	22	30,00	30,00	-	30,00	-	15,00	15,00	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
49 Unité de Planification de Poni	M	21	641,00	641,00	-	641,00	2,00	10,00	278,00	206,00	145,00
50 Production fourragère	P	21	0,15	0,15	0,05	0,10	-	0,02	0,08	-	-
51 " "	P	19	0,82	0,82	0,59	0,23	-	0,23	-	-	-
52 Culture maraîchères fruitères	P	11	10,00	10,00	10,00	-	-	-	-	-	-
53 Formation de paysans semenciers	P	1	4,96	4,96	-	4,96	0,99	0,99	0,99	0,99	1,00
54 Approvisionnement Banques de Céréales	P	1	9,00	9,00	-	9,00	9,00	-	-	-	-
55 Champs collectifs	P	21	22,23	22,23	5,13	17,10	3,42	3,42	3,42	3,42	3,42
56 " "	P	19	19,70	19,70	10,8	8,90	4,16	4,74	-	-	-
57 Banques de céréales	P	11	0,70	0,70	0,70	-	-	-	-	-	-
58 Champs collectifs	P	25	70,00	70,00	21,00	49,00	9,80	9,80	9,80	9,80	9,80
TOTAL B1			13999,18	11005,78	96,78	10909,00	743,41	2 439,48	2 661,04	2567,40	2497,67
B2 PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS											
59 Création de fermes semencières	P	19,25,9	885,05	885,05	15,87	869,18	156,33	156,33	244,06	156,33	156,13
60 Culture maraîchères et fruitières	P	19	5,52	5,52	0,46	5,06	0,55	0,88	1,10	1,21	1,32
"	P	22	26,00	26,00	7,80	18,20	8,00	5,00	5,20	-	-
61 Banques de céréales	P	1	176,20	176,20	14,00	162,20	32,44	32,44	32,44	32,44	32,44
" "	P	10	23,40	23,40	7,02	16,38	8,19	4,41	3,78	-	-
	P	19	80,00	80,00	16,00	64,00	12,80	12,80	12,80	12,80	12,80
" "	P	12	12,60	12,60	3,78	8,82	1,26	2,52	2,52	2,52	-
"	P	17	38,64	38,64	14,59	24,05	6,12	8,74	9,19	-	-
"	P	18	24,50	24,50	5,85	18.65	3,73	3,73	3,73	3,73	3,73
62 Construction logement encadreurs	P	18	2,70	2,70	0,81	1,89	1,89	-	-	-	-
63 Magasin de stockage	P	12	14,40	14,40	4,32	10,08	-	2,52	2,52	2,52	2,52
64 Jardins potagers	P	5	1,18	1,18	0,43	0,75	-	0,75	-	-	-
TOTAL B2			1290,19	1290,19	90,93	1199,26	231,310	230,12	317,34	211,55	208,94

Pays en Voie de Développement
Centre

SECTEUR DE : L'AGRICULTURE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B3. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER											
65 Recueil de données de base pour un soutien à la programmation et une évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle	M	5,6,11,29	56,21	56,21	-	56,21	-	28,10	28,11	-	-
66 Equipement complet d'attelage en traction bovine dans les centres pénitentiaires	M	1 à 30	41,55	41,55	-	41,55	-	20,55	10,00	5,00	6,00
67 Equipement en petit matériel de jardinage	M	11	15,80	15,80	-	15,80	-	5,00	5,80	5,00	-
68 Complexe agro-pastoral	M	15	190,00	190,00	-	190,00	-	27,00	52,35	110,65	-
69 Production végétale	M	6,21,12,15,25	272,00	272,00	-	272,00	72,20	29,16	45,15	53,95	71,54
70 Centre pilote de production	M	11	27,35	27,35	-	27,35	-	10,00	17,35	-	-
71 Valorisation des matières organiques	M	6,11	746,00	662,80	-	662,80	-	413,20	83,20	83,20	83,20
72 Laboratoire d'alimentation de nutrition et de technologie alimentaire	M	11	257,90	257,90	-	257,90	-	123,50	123,50	10,90	-
73 Désinfection des semences	M	1 à 30	669,90	536,00	-	536,00	-	134,00	134,00	134,00	134,00
74 Protection des céréales stockées en zones rurales	M	1 à 30	800,00	800,00	-	800,00	-	173,00	182,00	215,00	230,00
75 Unité de planification de Kombissiri	M	2	1 503,00	1 503,00	-	1 503,00	-	90,00	527,00	469,00	417,00
76 Etablissement d'une section de contrôle sanitaire des semences et parties des plantes	M	11	31,07	31,07	-	31,07	-	31,07	-	-	-
77 Etablissement d'une section de lutte anti-aviaire	M	1 à 30	127,60	127,60	-	127,60	-	54,00	48,00	25,60	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
78. Création d'un service de conservation des eaux et des sols	M	11	1 160,00	1 160,00	-	1 160,00	-	513,10	211,60	223,50	211,80
79. Réduction des pertes par le traitement des parties aériennes des grandes Cultures.	M	1 à 30	1 281,30	851,60	-	851,60	-	172,78	192,87	222,90	263,05
80. Recherche de technologie appropriée pour le traitement et la transformation des produits locaux (Néré, Soja).	M	4,14	74,82	74,82	-	74,82	-	-	37,40	37,42	-
81. CFJA	P	19	6,00	6,00	0,30	5,70	-	5,70	-	-	-
"	P	22	4,00	4,00	-	4,00	-	-	-	4,00	-
82. Transformation et conservation de produits maraîchers.	P	23	5,00	5,00	1,50	3,50	-	-	3,50	-	-
83. Jardin botanique	P	23	1,00	1,00	-	1,00	-	-	1,00	-	-
84. Banques de céréales	P	5	82,86	82,86	24,86	58,00	-	14,00	14,00	14,00	16,00
"	P	2	32,80	32,80	9,84	22,96	22,96	-	-	-	-
"	P	4	9,00	9,00	3,60	5,40	-	-	1,08	2,16	2,16
"	P	7	32,20	32,20	9,66	22,54	2,33	11,41	5,00	3,80	-
85. Champs collectifs	P	5	18,00	18,00	10,50	7,50	2,50	2,50	2,50	-	-
86. Logement encadreurs	P	2	2,50	2,50	0,75	1,75	-	1,75	-	-	-
87. Aménagement aval de barrage et de bas fonds.	P	25	14,00	14,00	4,20	9,80	1,96	1,96	1,96	1,96	1,96
"	P	17	0,50	0,50	0,30	0,20	-	-	0,20	-	-
88. Cultures maraîchères et fruitières	P	21	0,94	0,94	0,66	0,28	0,22	0,02	0,02	0,02	-
"	P	25	3,50	3,50	1,90	1,60	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32
"	P	18	1,20	1,20	0,36	0,84	0,84	-	-	-	-
89. Banques de céréales	P	21	5,07	5,07	1,52	3,55	1,60	0,57	0,81	0,57	-
"	P	9	36,34	36,34	8,24	28,10	1,40	9,83	12,64	2,81	1,42
90 Construction logement encadreurs	P	1	0,60	0,60	0,28	0,32	-	0,16	-	0,16	-
"	P	10	5,28	5,28	1,59	3,69	1,84	1,85	-	-	-

.../...

Pays En Voie de D... Centre Int...

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
91. Magasin de stockage	P	10	34,20	34,20	10,26	23,94	16,38	6,30	1,26	-	-
92. Construction CFJA	P	18	1,00	1,00	0,30	0,70	0,40	0,30	-	-	-
93. Périmètres maraîchers	M	26,19,17,1,23	319,00	319,00	-	319,00	-	-	106,33	106,33	106,34
94. Conservation des sols	M	26,19,1,17,23	1,162,00	1,162,00	-	1,162 ,00	-	290,50	290,50	290,50	290,50
95. Banques de céréales.	M	26,19,1,17,23	494,00	494,00	-	494,00	-	123,50	123,50	123,50	123,50
TOTAL B3			9 525,49	8 878,69	90,62	8 788,07	124,95	2 295,13	2 262,95	2 146, 25	1 958,79
TOTAL A + B1 + B2 + B3			101 719,85	77 446,75	582,88	76 863,87	13 789,12	15 727,11	18 855,36	14 896,20	13 596,08

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION											
1. Animation, formation et promotion des organismes à caractère coopératif	M	01.....30	114,00	34 ,00	-	34,00	34,00				
2. Sensibilisation et formation des paysans autour des barrages	M	2,30,7,23,17	355,00	89 ,00	-	89,00	43,50	36,00	9,50		
3. Coordination, animation féminine dans les groupements villageois	M	6,10,14,23,27,30	128,00	88 ,00	-	88,00	44,00	44,00			
4. Planification rurale	M	01.....30	130,00	37,00	-	37,00	37,00				
5. Formation des jeunes agriculteurs	M	2,7,11,16,18,30	100,00	50 ,00	-	50,00	50,00				
6. Education II	M	01.....30	9301,00	720,00	-	720 ,00	720 ,00				
7. Formation des jeunes agriculteurs dans les ORD du Centre-Est, Yatenga, Est-Comoé	M	4,14,9,8,28,6,29 27,20	1130 ,00	825,00	-	825 ,00	165 ,00	165 ,00	165,00	165,00	165 ,00
8. Renforcement du service national de vulgarisation agricole	M	01.....30	1428,00	951 ,00	-	951,00	251,00	350 ,00	350 ,00		
9. Projet régional de gestion financière dans le Sahel	M	1.....30	1050 ,00	622,00	-	622 ,00	122 ,00	125,00	125,00	125 ,00	125,00
10. Alphabétisation des adultes	M	01.....30	2725 ,00	1612,30	-	1612,30	82,80	200,50	364,50	482 ,00	482,50
11. Organisation du monde rural	M	01.....30	13,18	12,60	-	12,60	3,50	6,30	2,80		
TOTAL A			16474,18	5040,90	-	5040,90	1552,80	926,80	1016,80	772 ,00	772,50

Pays en Voie de
Centre Int

SECTEUR DE : FORMATION - ORGANISATION DU MONDE RURAL

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS											
12. Renforcement des enseignements primaires, secondaires et du monde rural	M	3,15,13,5,22,25, 20,23,1,17,24,26, 19,10,12	3721,00	2530,00	-	2530,00	-	635,00	630,00	635,00	630,00
13. Consolidation et perfectionnement des coopérateurs sous forme de sessions	M	1.....30	56,70	45,20		45,20		11,30	11,30	11,30	11,30
14. Consolidation et création de coopératives d'épargne et des crédits	M	1.....30	1446,00	1446,00		1446,00	85,44	340,14	340,14	340,14	340,14
15. Appui aux GV féminins	P	27	32,00	32,00	-	32,00		32,00			
TOTAL B1			5255,70	4053,20		4053,20	85,44	1018,44	981,44	986,44	901,44
B2 PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS											
16. Installation et formation de 60 JA sur les périmètres	M	27,22,25,4	19,20	19,20	3,10	16,10		5,40	5,40	5,30	
17. Formation des vaccinateurs	P	15	0,10	0,10	-	0,10		0,10			
TOTAL B2			19,30	19,30	3,10	16,20		5,50	5,40	5,30	

SECTEUR DE : FORMATION - ORGANISATION DU MONDE RURAL

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
B3. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER											
18. Formation des personnes de la DFOMR d'appui à la formation des producteurs	M	01.....30	438,00	191,00	-	191,00		27,00	59,00	52,00	53,00
19. Création de fermes pilotes	M	6,10,15,25,22,27, 11,23,28	12820,00	8249,00	-	8249,00		2031,00	2752,00	1843,00	1623,00
20 Installation des jeunes agriculteurs sur des périmètres irrigués	M	01.....30	45,00	37,70	-	37,70			10,80	10,80	16,10
21 Appui aux GV de femmes	M	01.....30	157,90	116,00	-	116,00			34,50	40,90	40,60
22. Formation, vulgarisation, organisation du monde rural	M	01.....30	1386,60	335,30	-	335,30		81,60	95,90	94,50	63,30
23. Projet national de vulgarisation agri.	M	01.....30	7029	3000,00	-	3000,00			1000,00	1000,00	1000,00
24. Création d'un centre d'étude et de formation en machinisme agricole	M	11	221,00	221,00	-	221,00			221,00		
25. Evolution des GV vers des formes coopératives	M	01.....30	945,00	475,00	-	475,00			95,00	190,00	190,00
26. Installation de 25.000 jeunes agricult. sortant des CFJA en coopératives dans les villages	M	01.....30	19070,00	5045,00	-	5045,00		1261,25	1261,25	1261,25	1261,25
TOTAL B3			42112,50	17 670,00	-	17 670,00		3400,85	5529,45	4492,45	4 247,25
TOTAL A + B1 + B2 + B3			63 861,68	26783,40	3,10	26780,30	1638,24	5351,59	7533,09	6256,19	6 001,19

Pays en Voie de Développement
Centre International

SECTEUR DE AGRICULTURE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets / Situation du financement / Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
		Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION														
1. Projets Niena Dionkélé 1° phase	M	12	2610,00	1380,00	-	1380,00	-	-	-	-	-	-	1380,00	1380,00	-
2. Projet de lutte intégrée 2°phase	M	01..30	640,00	235,00	-	235,00	-	-	-	-	-	235,00	-	235,00	-
3. ACOPAM	M	07,16,18 23,30	118,00	70,00	-	70,00	-	-	-	-	-	70,00	-	70,00	-
4. Micro-réalisations 1°phase	M	01..30	1135,00	430,00	-	430,00	-	-	-	-	-	430,00	-	430,00	-
5. Production végétale et vulgarisation agricole dans l'ORD Sahel	M	19	609,00	181,00	-	181,00	-	-	-	-	-	181,00	-	181,00	-
6. Projet Fara-Poura	M	15,25	880,00	845,00	-	845,00	-	-	-	-	-	-	845,00	845,00	-
7. Unité de planification de Zorgho	M	7	5761,00	2658,00	-	2658,00	-	-	-	-	-	2658,00	-	2658,00	-
8. Unité de planification de Manga	M	30	847,00	616,00	-	616,00	-	-	-	-	-	616,00	-	616,00	-
9. Projet de développement intégré Bougouriba II	M	3,21	6564,00	4305,00	-	4305,00	-	-	-	-	-	-	4305,00	4305,00	-
10. Développement agricole dans l'ORD des Hauts-Bassins	M	10,12	3798,00	2828,00	-	2828,00	-	-	-	-	-	63,00	2765,00	2828,00	
11. Développement agricole dans l'ORD de la Volta-Noire	M	13,15,27	6281,00	5045,00	-	5045,00	-	-	-	-	-	62,00	4983,00	5045,00	-
12. Projet pilote de développement agricole de Koudougou	M	5,20,25	3917,00	3070,00	-	3070,00	-	-	-	-	-	624,00	2446,00	3070,00	-
13. Développement agricole dans l'ORD de l'Est	M	8,9,28	7219,00	5389,00	-	5389,00	-	-	-	-	-	411,00	4978,00	5389,00	-
14. Développement rural intégré dans le département du Centre-Est	M	14,4	17835,00	13755,00	-	13755,00	-	-	-	-	-	13755,00	-	13755,00	-
15. Réhabilitation du périmètre de la vallée du Kou	M	10	1548,00	107,00	-	107,00	-	-	-	-	-	-	107,00	107,00	-
16. Programme amélioration du Niébé	M	01..30	68,00	28,00	-	28,00	-	-	-	-	-	28,00	-	28,00	-
17. Projet arachidier	M	1,2,11,16 23,30	1160,00	960,00	-	960,00	-	-	-	-	-	-	960,00	960,00	-
18. Alimentation pour le développement	M	01..30	1200,00	604,00	-	604,00	-	-	-	-	-	604,00	-	604,00	-
19. Projet engrais vivrier	M	01..30	11061,50	11061,50	-	11061,50	-	-	-	-	-	-	11061,50	11061,50	-
20. Création de la section fertilité et restauration de la fertilité des sols	M	01..30	344,10	310,90	-	310,90	54,70	-	-	-	54,70	256,20	-	256,20	-

SECTEUR DE AGRICULTURE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets / Situation du financement / Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
		Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
21. Cartographie pédologique systématique à moyenne échelle	M	01..30	707,60	536,90	-	536,90	138,30	-	-	-	138,30	398,60	-	398,60	-
22. Financement du laboratoire d'analyse des sols du BUNASOL	M	11	355,40	355,40	-	355,40	106,30	-	-	-	106,30	249,10	-	249,10	-
23. Banques de céréales	P	27	2,60	2,60	1,30	1,30	-	-	-	1,30	1,30	-	-	-	-
" "	P	28	33,60	33,60	10,08	23,52	-	-	-	-	-	23,52	-	23,52	-
" "	P	15	2,40	2,40	0,72	1,68	-	-	-	1,68	1,68	-	-	-	-
" "	P	5	8,57	8,57	2,57	6,00	-	-	-	-	-	6,00	-	6,00	-
" "	P	26	72,80	72,80	5,26	67,54	-	-	-	-	-	67,54	-	67,54	-
" "	P	22	9,00	9,00	2,70	6,30				6,30	6,30				
" "	P	25	6,30	6,30	0,96	5,34				5,34	5,34				
" "	P	6	168,40	168,40	50,52	117,88						117,88		117,88	
24. Champs collectifs	P	27	0,64	0,64	0,32	0,32				0,32	0,32				
" "	P	12	19,00	19,00	12,61	6,39				6,39	6,39				
" "	P	5	51,84	51,84	36,29	15,55				15,55	15,55				
" "	P	6	4,31	4,31	4,31	-									
" "	P	9	386,96	386,96	160,40	226,56				226,56	226,56				
25. Construction de logement	P	28	2,10	2,10	0,84	1,26				1,26	1,26				
26. Equipement des GV	P	22	2,44	2,44		2,44						2,44		2,44	
27. Coopératives maraîchères et fruitières	P	22	20,00	20,00	6,00	14,00						14,00		14,00	
28. Aménagement de vergers	P	12	4,93	4,93	4,67	0,26				0,26	0,26				
29. Création de fermes semencières	P	4	202,50	202,50	-	202,50						202,50		202,50	
30. Fermes avicoles	P	5	15,00	15,00	5,00	10,00						10,00		10,00	
31. Contrepartie aide d'urgence	M	01..30	1233,00	488,00	-	488,00						488,00		488,00	
TOTAL A			76904,99	56272,09	304,55	55967,54	299,30	-	-	264,96	564,26	21572,78	33830,50	55403,28	
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS															
32. Aménagement des terroirs dans le Plateau Central	M	1,20,23	771,00	771,00	-	771,00						771,00	-	771,00	

Pays en Voie de Développement
Centre Int

SECTEUR DE AGRICULTURE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)=(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
33. Equipement de petits paysans dans les provinces déficitaires	M	20,23,29	86,00	86,00	-	86,00						86,00	-	86,00	
34. Micro-réalisations 2e phase	M	01..30	1250	1250,00	-	1250,00						1250,00	-	1250,00	
35. Développement rural intégré de la Comoé	M	6	3419,00	3419,00	-	3419,00							3419,00	3419,00	
36. Unité de développement de Bané(PM)	M	4													
37. Projet Bagré-Sud (PM)	M	4													
38. Aménagement pastoral de la vallée de la Nouhao (PM)	M	4,14													
39. Unité de planification de la Kompienga (PM)	M	4													
40. Etude aménagement régional intégré de la zone d'influence de la Kompienga (PM)	M	4													
41. Aménagement de terroirs	M	16	3739,00	1495,60	-	1495,60						1495,60		1495,60	
42. Ligne de crédit polyvalente	M	-	2500,00	2000,00	-	2000,00						2000,00		2000,00	
43. Aménagement ' petits périmètres irrigués	M	16,26,24	1250,00	1000,00	-	1000,00						1000,00		1000,00	
44. Banques de céréales	P	27	3,14	3,14	1,34	1,80				1,80	1,80				
" "	P	13	2,40	2,40	0,72	1,68				1,68	1,68				
" "	P	20	12,00	12,00	2,40	9,60						9,60		9,60	
" "	P	22	13,50	13,50	4,05	9,45						9,45		9,45	
" "	P	25	2,50	2,50	0,33	2,17				2,17	2,17				
" "	P	23	46,35	46,35	16,19	30,16						30,16		30,16	
" "	P	4	45,00	45,00	18,00	27,00						27,00		27,00	
45. Appui à 10 GV féminins	P	27	32,00	32,00	-	32,00						32,00		32,00	
46. Cultures maraîchères	P	5	5,33	5,33	3,73	1,60				1,60	1,60				
" "	P	17	0,40	0,40	-	0,40				0,40	0,40				
" "	P	23	5,00	5,00	1,75	3,25				3,25	3,25				
47. Equipement agricole	P	20	8,00	8,00	-	8,00						8,00	-	8,00	
48. Chambres froides	P	22	30,00	30,00	-	30,00						30,00	-	30,00	
49. Unité de planification de Pont	M	21	641,00	641,00	-	641,00							641,00	641,00	
50. Production fourragère	P	21	0,15	0,15	0,05	0,10				0,10	0,10				
51. Production fourragère	P	19	0,82	0,82	0,59	0,23				0,23	0,23				

SECTEUR DE AGRICULTURE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)=(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
52. Cultures maraîchères et fruitières	P	11	10,00	10,00	10,00	-									
53. Formation de paysans semenciers	P	1	4,96	4,96	-	4,96				4,96	4,96				
54. Approvisionnement de Banques de céréales	P	1	9,00	9,00	-	9,00						9,00		9,00	
55. Champs collectifs	P	21	22,23	22,23	5,13	17,10				17,10	17,10				
56. Champs collectifs	P	19	19,70	19,70	10,80	8,90				8,90	8,90				
57. Banques de céréales	P	11	0,70	0,70	0,70	-									
58. Champs collectifs	P	25	70,00	70,00	21,00	49,00				49,00	49,00				
TOTAL B1			13999,18	11005,78	96,78	10909,00				91,19	91,19	6757,81	4060,00	10817,81	
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS															
59. Création de fermes semencières	P(M)	19,25,9	885,05	885,05	15,87	869,18						121,87		121,87	747,31
60. Cultures maraîchères et fruitières	P	19	5,52	5,52	0,46	5,06				1,00	1,00				4,06
" " "	P	22	26,00	26,00	7,80	18,20						10,00		10,00	8,20
61. Banques de céréales	P	10	23,40	23,40	7,02	16,38				11,30	11,30				5,08
" "	P	1	176,20	176,20	14,00	162,20				48,60	48,60				113,60
" "	P	19	80,00	80,00	16,00	64,00				32,00	32,00				32,00
" "	P	12	12,60	12,60	3,78	8,82				8,00	8,00				0,82
" "	P	17	38,64	38,64	14,59	24,05				7,88	7,88				16,17
" "	P	18	24,50	24,50	5,85	18,65				5,75	5,75				12,90
62. Construc. logement encadreur	P	18	2,70	2,70	0,81	1,89				1,00	1,00				0,89
63. Magasin de stockage	P	12	14,40	14,40	4,32	10,08				6,00	6,00				4,08
64. Jardins potagers	P	5	1,18	1,18	0,43	0,75				0,25	0,25				0,50
TOTAL B2			1290,19	1290,19	90,93	1199,26				121,78	121,78	131,87	-	131,87	945,61

Pays En Voie de Développement
Centre de Documentation

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER															
65. Recueil de données de base pour un soutien à la programmation et une évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle	M	5,6,11,29	56,21	56,21	-	56,21	-	-	-	-	-	-	-	-	56,21
66. Equipement complet d'attelages en traction bovine dans les pénitenciers	M	1..30	41,55	41,55	-	41,55	-	-	-	-	-	-	-	-	41,55
67. Equipement en petit matériel de jardinage	M	11	15,80	15,80		15,80	-	-	-	-	-	-	-	-	15,80
68. Complexe agro-pastoral	M	15	190,00	190,00	-	190,00	-	-	-	-	-	-	-	-	190,00
69. Production végétale	M	6,21,12, 15,25	272,00	272,00	-	272,00	-	-	-	-	-	-	-	-	272,00
70. Centre pilote de production	M	11	27,35	27,35	-	27,35	-	-	-	-	-	-	-	-	27,35
71. Valorisation de matières organiques	M	6,11	746,00	662,80	-	662,80	-	-	-	-	-	-	-	-	662,80
72. Laboratoire d'alimentation, de nutrition et de technologie alimentaire	M	11	257,90	257,90	-	257,90	-	-	-	-	-	-	-	-	257,90
73. Désinfection des semences	M	1..30	669,90	536,00	-	536,00	-	-	-	-	-	-	-	-	536,00
74. Protection de céréales stockées en zones rurales	M	1..30	800,00	800,00	-	800,00	-	-	-	-	-	-	-	-	800,00
75. Unité Planif. de Kombissiri	M	2	1503,00	1503,00	-	1503,00	-	-	-	-	-	-	-	-	1503,00
76. Etablissement d'une section de contrôle sanitaire des semences et parties des plantes	M	11	31,07	31,07	-	31,07	-	-	-	-	-	-	-	-	31,07
77. Etablissement d'une section de lutte anti-aviaire	M	1..30	127,60	127,60	-	127,60	-	-	-	-	-	-	-	-	127,60
78. Création d'un service de conservation des eaux et des sols	M	11	1160,00	1160,00	-	1160,00	-	-	-	-	-	-	-	-	1160,00
79. Réduction des pertes par le traitement des parties aériennes des grandes cultures	M	1..30	1281,30	851,60	-	851,60	-	-	-	-	-	-	-	-	

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION															
1. Programme d'animation et de promotion organisations à caractère coopératif.	M	01..30	114,00	34,00	-	34,00	-	-	-	-	-	34,00	-	34,00	-
2. Sensibilisation et formation des paysans autour des barrages	M	2,7,18,30	355,00	89,00	-	89,00	-	-	-	-	-	89,00	-	89,00	-
3. Coordination, animation féminine dans les G.V.	M	01..30	128,00	88,00	-	88,00	-	-	-	-	-	88,00	-	88,00	-
4. Planification rurale	M	01..30	130,00	37,00	-	37,00	-	-	-	-	-	37,00	-	37,00	-
5. Formation des jeunes agriculteurs dans l'ORD du Centre	M	2,11,16, 18,30,7	100,00	50,00	-	50,00	-	-	-	-	-	50,00	-	50,00	-
6. Education II	M	01..30	9301	720,00	-	720,00	-	-	-	-	-	720,00	-	720,00	-
7. Formation des JA dans les ORD du Centre-Est, du Yatenga, de l'EST et de la Comoé	M	4,8,9,6, 14,28,29	1130	825,00	-	825,00	-	-	-	-	-	825,00	-	825,00	-
8. Renforcement du service national de vulgarisation agricole	M	11	1428	951,00	-	951,00	-	-	-	-	-	951,00	-	951,00	-
9. Projet régional de gestion financière au Sahel	M	1..30	1050	622,00	-	622,00	-	-	-	-	-	622,00	-	622,00	-
10. Alphabétisation des adultes	M	1..30	2725	1612,30	-	1612,30	-	-	-	-	-	1612,30	-	1612,30	-
11. Organisation du monde rural	M	01..30	13,18	12,60	-	12,60	-	-	-	-	-	12,60	-	12,60	-
TOTAL A			16474,18	5040,90	-	5040,90	-	-	-	-	-	5040,90	-	5040,90	-
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS															
12. Consolidation et création de coopératives d'épargne et de crédits	M	1..30	1446	1446	-	1446	-	-	-	-	-	1446	-	1446	-

Pays en Voie de Développement
Centre International

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
							Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Tranche FODP											
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
80. Recherche de technologies appropriées pour le traitement et la transformation de produits locaux (néré, soja, ...)	M	4,14	74,82	74,82	-	74,82	-	-	-	-	-	-	-	-	74,82
81. CFJA	P	19	6,00	6,00	0,30	5,70	-	-	-	-	-	-	-	-	5,70
"	P	22	4,00	4,00	-	4,00	-	-	-	-	-	-	-	-	4,00
82. Transformation et conservation de produits maraîchers	P	23	5,00	5,00	1,50	3,50	-	-	-	-	-	-	-	-	3,50
83. Jardins botaniques	P	23	1,00	1,00	-	1,00	-	-	-	-	-	-	-	-	1,00
84. Banque de céréales	P	5	82,86	82,86	24,86	58,00	-	-	-	-	-	-	-	-	58,00
" "	P	2	32,80	32,80	9,84	22,96	-	-	-	-	-	-	-	-	22,96
" "	P	4	9,00	9,00	3,60	5,40	-	-	-	-	-	-	-	-	5,40
" "	P	7	32,20	32,20	9,66	22,54	-	-	-	-	-	-	-	-	22,54
85. Champs collectifs	P	5	18,00	18,00	10,50	7,50	-	-	-	-	-	-	-	-	7,50
86. Logement encadreurs	P	2	2,50	2,50	0,75	1,75	-	-	-	-	-	-	-	-	1,75
87. Aménagement aval de barrages et de bas-fonds	P	25	14,00	14,00	4,20	9,80	-	-	-	-	-	-	-	-	9,80
" " "	P	17	0,50	0,50	0,30	0,20	-	-	-	-	-	-	-	-	0,20
88. Cultures maraîchères et fruitières	P	21	0,94	0,94	0,66	0,28	-	-	-	-	-	-	-	-	0,28
" " "	P	25	3,50	3,50	1,90	1,60	-	-	-	-	-	-	-	-	1,60
" " "	P	18	1,20	1,20	0,36	0,84	-	-	-	-	-	-	-	-	0,84
89. Banques de céréales	P	21	5,07	5,07	1,52	3,55	-	-	-	-	-	-	-	-	3,55
" "	P	9	36,34	36,34	8,24	28,10	-	-	-	-	-	-	-	-	28,10
90. Constr. logement encadreur	P	1	0,60	0,60	0,28	0,32	-	-	-	-	-	-	-	-	0,32
" " "	P	10	5,28	5,28	1,59	3,69	-	-	-	-	-	-	-	-	3,69
91. Magasins de stockage	P	10	34,20	34,20	10,26	23,94	-	-	-	-	-	-	-	-	23,94
92. Construction CFJA	P	18	1,00	1,00	0,30	0,70	-	-	-	-	-	-	-	-	0,70
93. Périmètres maraîchers	M	26,19,17 1,23	319,00	319,00	-	319,00	-	-	-	-	-	-	-	-	319,0
94. Conservation des sols	M	26,19,17 1,23	1162,00	1162,00	-	1162,00	-	-	-	-	-	-	-	-	1162,00
95. Banques de céréales	M	" " "	494,00	494,00	-	494,00	-	-	-	-	-	-	-	-	494,00
TOTAL B3			9525,49	8878,69	90,62	8788,07	-	-	-	-	-	-	-	-	8788,07
TOTAL A + B1 + B2 + B3			101719,88	77446,75	582,88	76863,87	299,30	-	-	477,93	777,23	28462,45	37890,50	66352,95	9733,68

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
							Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Tranche FODP											
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
13. Renforcement des enseignements primaire, secondaire et du monde rural	M	3,15,13, 5,22,25 20,23,1, 17,24,26, 19,10,12	3721	2530	-	2530	554	-	-	-	554	-	1976	1976	-
14. Consolidation et perfectionnement des coopératives sous forme de sessions	M	1..30	56,70	45,20		45,20	-	-	-	-	-	45,20	-	45,20	-
15. Appui aux groupements féminins pour la promotion du statut des femmes	P	27	32,00	32,00	-	32,00	-	-	-	-	-	32,00	-	32,00	-
TOTAL B1			5255,70	4053,20		4053,20	554,00	-	-	-	554,00	1523,2	1976	3499,20	-
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS															
16. Installation et formation de 60 jeunes agriculteurs sur des périmètres : Sourou, Fara, Poura, Bagré	M	27,25,4	19,20	19,20	3,10	16,10	-	-	-	-	-	-	12,60	12,60	3,50
17. Formation de vaccinateurs	P	15	0,10	0,10	-	0,10	-	-	-	-	-	0,05	-	0,05	0,05
TOTAL B2			19,30	19,30	3,10	16,20	-	-	-	-	-	0,05	12,6	12,65	3,55
B3. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER															
18. Formation du personnel (de la DFOMR) d'appui à la formation des producteurs	M	01..30	438,00	191,00	-	191,00	-	-	-	-	-	-	-	-	191,00

Pays en voie de
Centre

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FADP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)=(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
19. Création de fermes pilotes	M	6,10,15, 25,22,27, 11,23,28	12820	8249		8249									8249
20. Installation des jeunes agriculteurs sur les périmètres irrigués	M	1..30	45,00	37,70	-	37,70	-	-	-	-	-	-	-	-	37,70
21. Appui aux groupements villageois des femmes	M	01..30	157,90	116,00	-	116,00	-	-	-	-	-	-	-	-	116,00
22. Centres provinciaux de formation, production, vulgarisation agricole	M	01..30	1386,60	335,30	-	335,30	-	-	-	-	-	-	-	-	335,30
23. Projet national de vulgarisation agricole	M	01..30	7029	3000	-	3000	-	-	-	-	-	-	-	-	3000
24. Création d'un centre d'étude et de formation en machinisme agri.	M	11	221,00	221,00	-	221,00	-	-	-	-	-	-	-	-	221,00
25. Evolution des GV vers des formes coopératives	M	01..30	945,00	475,00	-	475,00	-	-	-	-	-	-	-	-	475,00
26. Installat° de 25 000 Jeunes Agriculteurs sortant des CFJA.	M	01..30	19 070,00	5045,00	-	5045,00	-	-	-	-	-	-	-	-	5045,00
TOTAL B3			42112,5	17670,0		17670,00	-	-	-	-	-	-	-	-	17670,00
TOTAL A + B1 + B2 + B3			63861,68	26783,40	3,10	26780,30	554,00	-	-	-	554,00	6564,15	1988,60	8552,75	17673,55

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	199
A. Projets en cours d'exécution											
Elevage de petits ruminants - Yatenga	M	29	957,00	342,00		342,00	114,00	114,00	114,00		
Développement de l'élevage ds les ORD des Hts-Bassins - Comoé	M	6, 10, 12	747,00	180,00		180,00		100,00	80,00		
Aménagement pastoral de Léo	M		112,00	28,00		28,00	28,00				
Unité sous-régionale de lutte contre la trypanosomiase	M	1 à 30	1537,00	42,00		42,00	14,00	14,00	14,00		
Développement de l'élevage dans l'ORD du Sahel	M	19	515,00	75,00		75,00	75,00				
Cultures fourragères et améliorantes en zone sahélienne	M	19, 24, 26	635,00	23,00		23,00	23,00				
Extension de l'ENESA	M	11	329,00	168,00		168,00	168,00				
Création d'une cellule de statistiques animales	M	11	45,00	11,00		11,00	11,00				
Vulgarisation de cultures fourragères à Barani	M	13	40,00	40,00		40,00	40,00				
PHANAVET	M	11	158,00	158,00		158,00	57,30	100,70			
Développement de l'apiculture	M	6, 10, 12	88,00	78,00		78,00	39,00	39,00			
Développement de l'aviculture villag.	M	1,2,30,11,16,5,20, 22,25,9,28,23,17	130,00	130,00		130,00	90,00	40,00			
Production de lapins et de reproducteurs pour les centres FJA	M	2,30,11,16,5,20, 22,25,9,28,1,23,17	130,00	58,00		58,00	29,00	29,00			
Parcs de vaccination	P	4	1,50	1,50	0,60	0,90	0,90				
Parcs de vaccination	P	5	0,43	0,43	0,08	0,35		0,35			
Parcs de vaccination	P	1	7,34	7,34	3,50	3,84	0,32	0,63	0,69	1,30	0,90
Parcs de vaccination	P	8	3,00	3,00	0,90	2,10	2,10				
Parcs de vaccination	P	7	3,50	3,50	1,05	2,45	0,18	1,92	0,35		
Parcs de vaccination	P	27	2,00	2,00	0,60	1,40	1,40				

Pays en Voie de Développement
Centre International

SECTEUR DE : ELEVAGE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Elevage de porcs	P	5	0,33	0,33	0,10	0,23		0.23			
Magasins de stockage	P	28	8,40	8,40	2,52	5,88	5,88				
Magasins de stockage	P	14	4,00	4,00	1,20	2,80	2,80				
Magasins de stockage	P	8	4,50	4,50	1,35	3,15	3,15				
Poste d'élevage	P	28	5,80	5,80		5,80	5,80				
Poste d'élevage	P	4	6,00	6,00	2,40	3,60	3,60				
Poste d'élevage	P	6	14,16	14,16	4,25	9,91	9,91				
Pharmacie vétérinaire	P	14	1,20	1,20	0,36	0,84	0,84				
Poste vétérinaire	P	28	2,80	2,80	0,84	1,96	1,96				
Equipement ferme avicole	P	14	0,50	0,50		0,50	0,50				
Aires d'abattage	P	4	1,80	1,80	0,72	1,08	1,08				
Pistes à bétail	P	4	0,50	0,50		0,50	0,50				
TOTAL A			5490,76	1400,76	20,47	1380,29	729,22	439,83	209,04	1,3	0,9
B1 Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis											
Projet Sondré Est	M	30	209,00	209,00		209,00	172,50	8,50	9,00	11,00	8,00
Séchage de viande	M	1 à 30	100,00	100,00		100,00	100,00				
Fabrication et distribution de blocs melasse-urée	M	10	100,00	100,00		100,00		60,00	40,00		
Développement élevage ds l'Oudalan	M	19	500,00	500,00		500,00		80,00	140,00	140	140,00
Développement de l'élevage dans l'ORD de l'Est	M	9	715,00	715,00		715,00	65,00	162,50	162,50	162,50	162,50
Projet d'élevage de la Nouhao	PM	4									

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Parcs de vaccination	P	27	6,00	6,00	1,80	4,20		2,80	1,40		
Parcs de vaccination	P	24	5,17	5,17	3,37	1,80		0,98	0,82		
Parcs de vaccination	P	28	2,20	2,20	0,44	1,76		1,76			
Parcs de vaccination	P	13	2,80	2,80	1,40	1,40		0,50	0,60	0,30	
Parcs de vaccination	P	21	0,93	0,93	0,21	0,72	0,15	0,15	0,16	0,15	0,11
Parcs de vaccination	P	14	7,10	7,10	2,10	5,00	5,00				
Parcs de vaccination	P	4	3,00	3,00	0,80	2,20	1,10	1,10			
Parcs de vaccination	P	8	6,82	6,82	2,36	4,46	4,46				
Ferme avicole	P	27	0,50	0,50	0,15	0,35		0,20	0,15		
Ferme avicole	P	5	1,77	1,77	0,53	1,24	0,62	0,62			
Aire d'abattage	P	27	0,10	0,10	0,05	0,05		0,05			
Aire d'abattage	P	24	0,38	0,38		0,38	0,06	0,14	0,06	0,06	0,06
Aire d'abattage	P	14	3,00	3,00	0,90	2,10	2,10				
Aire d'abattage	P	4	3,60	3,60	1,44	2,16	2,16				
Pharmacie vétérinaire	P	28	1,80	1,80	0,45	1,35		1,35			
Pharmacie vétérinaire	P	14	2,40	2,40	0,72	1,68	1,68				
Pharmacie vétérinaire	P	4	1,20	1,20	0,48	0,72	0,72				
Pharmacie vétérinaire	P	18	5,20	5,20	1,56	3,64	3,64				
Poste d'élevage	P	24	9,00	9,00	2,43	6,57		1,10	2,17	2,20	1,10
Poste d'élevage	P	8	9,00	9,00	2,70	6,30	5,04	1,26			
Poste vétérinaire	P	13	2,40	2,40	0,72	1,68		1,68			
Poste vétérinaire	P	14	6,00	6,00	1,80	4,20	4,20				
Marché de bétail	P	14	3,00	3,00	0,00	3,00	3,00				
Réfection marché de bétail	P	14	1,00	1,00		1,00	1,00				
Boucherie	P	14	0,50	0,50		0,50	0,50				
Piste à bétail	P	14	0,50	0,50		0,50	0,50				

Centre International

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Magasin de stockage	P	4	4,00	4,00	1,60	2,40		2,40			
Magasin de stockage	P	8	6,00	6,00	1,80	4,20		4,20			
Magasin de stockage	P	13	0,80	0,80	0,24	0,56		0,56			
TOTAL B1			1720,17	1720,17	30,05	1690,12	373,43	331,85	356,86	316,21	311,77
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis											
Parcs de vaccination	P	1	7,30	7,30	3,50	3,80	0,32	0,63	0,63	1,3	0,92
Parcs de vaccination	P	23	1,00	1,00	0,35	0,65	0,65				
Parcs de vaccination	P	19	15,80	15,80	5,55	10,25	0,94	5,59	1,86	1,86	
Parcs de vaccination	P	25	1,40	1,40	1,40	0,00					
Parcs de vaccination	P	7	2,50	2,50	0,05	2,45	0,18	1,40	0,87		
Parcs de vaccination	P	9	8,00	8,00	3,20	4,80	2,44	0,48			1,88
Parcs de vaccination	P	10	9,90	9,90	3,15	6,75	3,43	3,32			
Parcs de vaccination	P	12	1,68	1,68	1,68	0,00					
Parcs de vaccination	P	17	1,50	1,50	0,89	0,61	0,36		0,13		0,12
Boucherie	P	18	9,80	9,80	2,94	6,86	1,40	1,35	1,37	1,37	1,37
Boucherie	P	21	0,75	0,75	0,64	0,11	0,06	0,05			
Boucherie	P	9	1,00	1,00		1,00		1,00			
Boucherie	P	18	5,00	5,00	1,50	3,50	2,00	1,50			
Poste vétérinaire	P	19	2,00	2,00	0,40	1,60			1,60		
Poste vétérinaire	P	25	3,00	3,00	1,00	2,00		1,00		1,00	
Poste vétérinaire	P	10	2,70	2,70	0,81	1,89	0,95	0,94			
Poste vétérinaire	P	12	1,15	1,15	0,45	0,70	0,35	0,35			

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Poste vétérinaire	P	6	1,15	1,15	0,35	0,8		0,8			
Poste vétérinaire	P	14	21,00	21,00	8,40	12,60	6,00	3,60	3,00		
Poste vétérinaire	P	15	14,00	14,00	5,25	8,75		5,00	3,75		
Poste vétérinaire	P	16	5,16	5,16	1,16	4,00			2,00	2,00	
Production fourragère	P	19	0,82	0,82	0,59	0,23		0,23			
Centre fourrager	P	19	4,50	4,50		4,50			4,50		
Parc d'attente	P	19	3,50	3,50	0,70	2,80			2,80		
Centre d'élevage	P	19	30,70	30,70	7,50	23,20		23,20			
Aire d'abattage	P	25	0,50	0,50	0,10	0,40		0,40			
Aire d'abattage	P	17	1,40	1,40	0,42	0,98	0,49	0,49			
Aire d'abattage	P	5	0,78	0,78	0,23	0,55	0,55				
Aire d'abattage	P	6	1,95	1,95		1,95	0,65	0,65	0,65		
Aire d'abattage	P	9	6,00	6,00		6,00	1,00	1,00	3,00	1,00	
Aire d'abattage	P	14	5,00	5,00	2,00	3,00		2,00	1,00		
Aire d'abattage	P	23	0,270	0,270	0,10	0,170		0,170			
Aire d'abattage	P	27	0,10	0,10	0,05	0,05		0,05			
Aire d'abattage	P	4	27,00	27,00	1,08	25,92		7,00	7,00	7,00	4,92
Aire d'abattage	P	3	10,56	10,56	2,11	8,45	8,45				
Pharmacie vétérinaire	P	12	2,23	2,23		2,23		1,11	1,12		
Pharmacie vétérinaire	P	17	1,50	1,50	0,45	1,05					1,05
Pharmacie vétérinaire	P	1	30,07	30,07	5,27	24,80	4,8	4,80	4,80	4,80	5,60
Pharmacie vétérinaire	P	8	1,20	1,20	0,48	0,72		0,72			

Pays en voie de développement
Centre International

SECTEUR DE :

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Poste d'élevage	P	5	0,71	0,71		0,71		0,71			
Acquisition de matériel agricole	P	5	29,35	29,35		29,35		29,35			
Ferme avicole	P	18	2,00	2,00	0,60	1,40	1,40				
Ferme avicole	P	15	4,50	4,50	1,35	3,15			1,50	1,65	
Ferme avicole	P	27	0,86	0,86	0,26	0,60		0,60			
Total B 2			281,29	281,29	65,96	215,33	36,42	99,49	41,58	21,98	15,86
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher											
Redynamisation des stations d'élevage	M	10,19	603,00	483,00		483,00			363,00	60,00	60,00
Redynamisation de 3 centres avicoles	M	11,5,10	300,00	216,00		216,00			130,00	43,00	43,00
Réorganisation des éleveurs sédentaires	M	1 à 30	3.200,00	2.100,00		2.100,00			1.000,00	550,00	550,00
Equipement des équipes d'inspection des denrées d'origine animale	M	1 à 30	144,00	144,00		144,00		114,00	10,00	10,00	10,0
Développement de l'élevage au Séno	M	24	297,00	240,00		240,00		60,00	60,00	60,00	60,00
Développement de l'élevage au Soum	M	26	3.600,00	2.880,00		2.880,00		720,00	720,00	720,00	720,00
Lutte contre les glossines	M	6,3,10,21,12	2.000,00	1.500,00		1.500,00			800,00	400,00	300,00
Déparasitage des animaux domestiques	M	1 à 30	718,00	576,00		576,00		144,00	144,00	144,00	144,00
Création de fermes agropastorales	M	19,23,24	2.600,00	1.730,00		1.730,00			1.170,00	280,00	280,00
Unités de production laitière	M	10,11	1.545,00	1.080,00		1.080,00			620,00	230,00	230,00
Centre de récupération des veaux	M	24,26	600,00	440,00		440,00		200,00	80,00	80,00	80,00
Développement de l'élevage trypanotolérant	M	3,5,6,10,12,21, 22,25	380,00	354,00		354,00		276,00	26,00	26,00	26,00
Campagne de vaccination antirabique des carnivores domestiques dans les Centres urbains	M	1 à 30	541,00	472,00		472,00		185,00	115,00	92,00	80,00
Unité de production de vaccins et de produits pharmaceutiques	M	11	400,00	160,00		160,00			20,00	60,00	80,00

SECTEUR DE :

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Utilisation des sous-produits agro-industriels	M	1 à 30	450,00	450,00		450,00		150,00	150,00	100,00	50,00
Restauration de pâturages du Sahel & du plateau central	M	24,19,23,20	1.548,00	744,00		744,00			271,00	307,00	166,00
Accroissement du disponible fourrager	M	1 à 30	1.295,00	962,00		962,00		348,00	302,00	156,00	156,00
Développement de l'aviculture traditionnelle et fermière	M	1 à 30	500,00	500,00		500,00			250,00	250,00	
Développement aviculture périurbaine dans les Hauts-Bassins & de la Comoé	M	10,6,3,12,21	140,00	140,00		140,00		70,00	70,00		
Projet d'implantation de ferme avicole et cunicole	M	2,11,30,16,5,25 22	500,00	500,00		500,00		200,00	100,00	100,00	100,00
Parcs de vaccination	P	27	21,00	21,00	6,30	14,70	3,50		4,20	3,50	3,50
Parcs de vaccination	P	5	2,14	2,14	0,64	1,50		1,50			
"	P	16	1,68	1,68	1,26	0,42		0,14	0,14	0,14	
"	P	14	10,50	10,50	3,15	7,35		4,90		2,45	
"	P	4	7,50	7,50	3,00	4,50		3,00	1,50		
" "	P	2	0,50	0,50	0,15	0,35		0,35			
Elevage de lapins	P	5	0,87	0,87	0,26	0,61		0,61			
Ferme avicole	P	27	0,36	0,36	0,11	0,25			0,13	0,12	
Apiculture	P	23	3,00	3,00	1,20	1,80		1,80			
Poste vétérinaire	P	16	5,16	5,16	1,16	4,00			2,00	2,00	
Poste vétérinaire	P	13	1,20	1,20	0,36	0,84		0,84			
Poste vétérinaire	P	14	42,00	42,00	12,60	29,40		8,40	8,40	8,40	4,20
Ferme porcine	P	28	5,00	5,00	1,50	3,50		3,50			
Ferme avicole	P	18	0,80	0,80	0,24	0,56		0,28	0,28		
" "	P	28	0,33	0,33	0,33	-					

Pays en Voie de Développement
Centre International

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Aire d'abattage	P	28	0,30	0,30	0,09	0,21		0,21			
	p	14	6,00	6,00	1,80	4,20			3,00	1,20	
	P	4	19,80	19,80	7,92	11,88		1,08	3,20	3,20	4,40
	P	8	1,05	1,05	0,31	0,74		0,40	0,24	0,10	
Magasin de stockage	P	14	12,00	12,00	3,60	8,40		5,60	2,10	0,70	
	P	8	3,00	3,00	0,90	2,10			2,10		
Porcherie	P	14	0,10	0,10	-	0,10			0,10		
	P	18	1,20	1,20	0,36	0,84		0,42	0,42		
	P	8	5,60	5,60	1,68	3,92	1,12	1,12	1,68		
Poste d'élevage	P	4	18,00	18,00	7,20	10,80		3,60	3,60	3,60	
	P	8	1,80	1,80	0,54	1,26			1,26		
Pharmacie vétérinaire	P										1,89
	P	8	2,70	2,70	0,81	1,89					2 16
	P	4	9,60	9,60	3,84	5,76		0,72	1,44	1,44	
Logement vétérinaire	P	18	9,80	9,80	2,94	6,86		1,96	1,96	1,96	0,98
Marché de bétail	P	8	1,50	1,50	0,45	1,05	1,05				
Equipement du laboratoire central et décentralisation.	M	11	364,00	364,00	-	364,00		141,00	84,00	126,00	13,00
Création de 6 centres d'embouche paysanne	M	01 30	863,00	637,00	-	637,00			212,33	212,33	212,34
Centre de production sélection et centre de séchage de volaille.	M	5,9,23,29	800,00	100,00		100,00				50,00	50,00
Construction de magasin de stockage	M	21,25,6,12,15	15,00	15,00		15,00	15,00				
Développement de l'élevage dans les ORD	M	26,23,1,17,19	429,00	429,00		429,00			143,00	143,00	143,00
TOTAL B3			24 026,49	17 410,49	64,70	17 345,79	20,67	2 648,43	6 878,08	4 228,14	3 570,47

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
TOTAL A + B1 + B2 + B3			31 518,71	20 812,71	181,18	20 631,53	1 159,74	3 519,60	7 485,56	4 567,63	3 899,00

Centre Int

SECTEUR DE ELEVAGE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécution															
Elevage des petits ruminants dans le Yatenga	M	29	957,00	342,00		342,00						342,00		342,00	
Dévelop. de l'élevage dans les ORD des Hts-Bassins - Comoé	M	6,10,12	747,00	180,00		180,00						180,00		180,00	
Aménagement pastoral de Léo	M	25	112,00	28,00		28,00						28,00		28,00	
Unité sous-régionale de lutte contre la trypanosomiase	M	1 à 30	1537	42,00		42,00						42,00		42,00	
Développement de l'élevage dans l'ORD du Sahel	M	19	515,00	75,00		75,00						75,00		75,00	
Cultures fourragères et améliorantes en zone sahélienne	M	19,24,26	635,00	23,00		23,00						23,00		23,00	
Extension de l'ENESA	M	11	329,00	168,00		168,00						168,00		168,00	
Création d'1 cellule de statistiques animales	M	11	45,00	11,00		11,00						11,00		11,00	
Vulgarisation de cultures fourragères à Barani	M	13	40,00	40,00		40,00						40,00		40,00	
PHA NA VET	M	11	158,00	158,00		158,00						158,00		158,00	
Développement de l'apiculture	M	6,10,12	88,00	78,00		78,00						78,00		78,00	
Dévelop. de l'aviculture villag.	M	2,30,11, 16,5,20, 22,25,9, 28,1,23, 17	130,00	130,00		130,00						130,00		130,00	
Product. de lapins et de reproducteurs pour les centres FJA	M	2,30,11, 16,5,20 22,25,9, 28,1,23, 17	130,00	58,00		58,00						58,00		58,00	
Parcs de vaccination	P	1	7,34	7,34	3,50	3,84				3,50	3,50				0,34
"	P	4	1,50	1,50	0,60	0,90						0,90		0,90	
"	P	5	0,43	0,43	0,08	0,35									0,35
"	P	7	3,50	3,50	1,05	2,45				2,45	2,45				
"	P	8	3,00	3,00	0,9	2,10						2,10		2,10	
"	P	27	2,00	2,00	0,60	1,40									1,40
Elevage de porcs	P	5	0,33	0,33	0,10	0,23									0,23
Magasins de stockage	P	28	8,40	8,40	2,52	5,88				5,88	5,88				

SECTEUR DE ELEVAGE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Magasin de stockage	P	14	4,00	4,00	1,20	2,80									2,80
Magasin de stockage	P	8	4,50	4,50	1,35	3,15									3,15
Poste d'élevage	P	28	5,80	5,80		5,80						5,80		5,80	
"	P	4	6,00	6,00	2,40	3,60						3,60		3,60	
"	P	8	14,16	14,16	4,25	9,91				9,91	9,91				
Pharmacie vétérinaire	P	14	1,20	1,20	0,36	0,84				0,84	0,84				
Poste vétérinaire	P	28	2,80	2,80	0,84	1,96				1,96	1,96				
Equipement ferme avicole	P	14	0,50	0,50		0,50				0,50	0,50				
Aires d'abattage	P	4	1,80	1,80	0,72	1,08						1,08		1,08	
Pistes à bétail	P	4	0,50	0,50		0,50						0,50		0,50	
TOTAL A			5490,76	1400,76	20,47	1380,29				25,04	25,04	1346,98		1346,98	8,27
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis															
Projet Sondré est	M	30	209,00	209,00		209,00						209,00		209,00	
Séchage de viande	M	1 à 30	100,00	100,00		100,00						100,00		100,00	
Fabrication et distribution de blocs de melasse - urée	M	10	100,00	100,00		100,00						100,00		100,00	
Dévelop. élevage dans Oudalan	M	19	500,00	500,00		500,00						500,00		500,00	
Développement élevage dans l'ORD de l'Est	M	9	715,00	715,00		715,00						715,00		715,00	
Projets d'élevage de la Nouhao	M	4	PM												
Parcs de vaccination	P	27	6,00	6,00	1,80	4,20				4,20	4,20				
"	P	24	5,17	5,17	3,37	1,80				1,80	1,80				
"	P	28	2,20	2,20	0,44	1,76				1,76	1,76				
"	P	13	2,80	2,80	1,40	1,40				1,40	1,40				
"	P	21	0,93	0,93	0,21	0,72				0,72	0,72				
"	P	14	7,10	7,10	2,10	5				5	5				
"	P	4	3,00	3,00	0,80	2,20						2,20		2,20	
"	P	8	6,82	6,82	2,36	4,46				4,46	4,46				
Ferme avicole	P	27	0,50	0,50	0,15	0,35				0,35	0,35				

Centre International

SECTEUR DE ELEVAGE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Ferme avicole	P	5	1,77	1,77	0,53	1,24				1,24	1,24				
Aire d'abattage	P	27	0,10	0,10	0,05	0,05		0,05			0,05				
"	P	24	0,38	0,38		0,38				0,38	0,38				
"	P	14	3,00	3,00	0,90	2,10				2,10	2,10				
"	P	4	3,60	3,60	1,44	2,16				2,16	2,16				
Pharmacies vétérinaires	P	28	1,80	1,80	0,45	1,35				1,35	1,35				
"	P	14	2,40	2,40	0,72	1,68				1,68	1,68				
"	P	4	1,20	1,20	0,48	0,72				0,72	0,72				
"	P	18	5,20	5,20	1,56	3,64						3,64		3,64	
Poste d'élevage	P	24	9,00	9,00	2,43	6,57						6,57		6,57	
"	P	8	9,00	9,00	2,70	6,30						6,30		6,30	
Poste vétérinaire	P	13	2,4	2,4	0,72	1,68				1,68	1,68				
"	P	14	6,00	6,00	1,80	4,20						4,20		4,20	
Marché de bétail	P	14	3,00	3,00		3,00				3,00	3,00				
Réfection marché de bétail	P	14	1,00	1,00		1,00				1,00	1,00				
Boucherie	P	14	0,50	0,50		0,50				0,50	0,50				
Piste à bétail	P	14	0,50	0,50		0,50				0,50	0,50				
Magasin de stockage	P	4	4,00	4,00	1,60	2,40						2,40		2,40	
"	P	8	6,00	6,00	1,80	4,20						4,20		4,20	
"	P	13	0,80	0,80	0,24	0,56				0,56	0,56				
TOTAL B1			1720,17	1720,17	30,05	1690,12		0,05		36,56	36,61	1653,51		1653,51	
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis															
Parcs de vaccination	P	1	7,30	7,30	3,50	3,80				3,80	3,80				
"	P	23	1,00	1,00	0,35	0,65				0,65	0,65				
"	P	10	15,80	15,80	5,55	10,25						10,25		10,25	
"	P	25	1,40	1,4	1,40	-									
"	P	7	2,50	2,50	0,05	2,45				2,45	2,45				
"	P	9	8,00	8,00	3,20	4,80						4,80		4,80	
"	P	10	9,90	9,90	3,15	6,75						6,75		6,75	

SECTEUR DE ELEVAGE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Parcs de vaccination	P	12	1,68	1,68	1,68										
"	P	17	1,5	1,50	0,89	0,61				0,61	0,61				
Boucherie	P	18	9,8	9,8	2,94	6,86						6,86		6,86	
Boucherie	P	21	0,75	0,75	0,64	0,11				0,11	0,11				
"	P	9	1,00	1,00		1,00				1,00	1,00				
"	P	18	5,00	5,00	1,50	3,50				3,50	3,50				
Poste vétérinaire	P	19	2,00	2,00	0,40	1,60				0,80	0,80				0,80
"	P	25	3,00	3,00	1,00	2,00				1,00	1,00				1,00
"	P	10	2,70	2,70	0,81	1,89									1,89
"	P	12	1,15	1,15	0,45	0,70									0,70
"	P	6	1,15	1,15	0,35	0,80									0,80
"	P	14	21	21,00	8,40	12,60									12,60
"	P	15	14,00	14,00	5,25	8,75									8,75
"	P	16	5,16	5,16	1,16	4,00									4,00
Production fourragère	P	19	0,82	0,82	0,59	0,23				0,23	0,23				
Centre fourrager	P	19	4,50	4,50		4,50									4,50
Centre d'élevage	P	19	30,70	30,70	7,50	23,20									23,20
Parc d'attente	P	19	3,50	3,50	0,70	2,80				0,80	0,8				2,00
Aire d'abattage	P	25	0,50	0,50	0,10	0,40									0,40
"	P	17	1,40	1,40	0,42	0,98									0,98
"	P	5	0,78	0,78	0,23	0,55									0,55
"	P	6	1,95	1,95		1,95				0,95	0,95				1,00
"	P	9	6,00	6,00		6,00				2,00	2,00				4,00
"	P	14	5,00	5,00	2,00	3,00									3,00
"	P	23	0,27	0,27	0,10	0,17				0,10	0,10				0,07
"	P	27	0,10	0,10	0,05	0,05									0,05
"	P	4	27	27,00	1,08	25,92						20,92		20,92	5,00
"	P	3	10,56	10,56	2,11	8,45				2,11	2,11				6,34
Pharmacie vétérinaire	P	12	2,23	2,23		2,23				0,23	0,23				2,00
"	P	17	1,5	1,50	0,45	1,05									1,05
"	P	1	30,07	30,07	5,27	24,80				4,80	4,80				20,00
"	P	8	1,20	1,20	0,48	0,72									0,72

SECTEUR DE ELEVAGE — TABLEAU DE FINANCEMENT — (En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Poste d'élevage	P	5	0,71	0,71		0,71				0,71	0,71				21,10
Acquisit. matériel agric.	P	5	29,35	29,35		29,35				8,25	8,25				1,00
Ferme avicole	P	18	2,00	2,00	0,60	1,40				0,40	0,40				3,15
"	P	15	4,50	4,50	1,35	3,15									0,60
"	P	27	0,86	0,86	0,26	0,60									
TOTAL B2			281,29	281,29	65,96	215,33				34,50	34,5	49,58		49,58	131,25
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher															
Redynamisat. des stations d'élevage	M	10, 19	603,00	483,00		483,00									483,00
Redynamisation de 3 centres avicoles	M	11,5,10	300,00	216,00		216,00									216.00
Réorganisation des éléveurs sédentaires	M	1 à 30	3200,00	2100,00		2100,00									2100.00
Equip. des équipes d'inspection de denrées d'origine animale	M	1 à 30	144,00	144,00		144,00									144,00
Développement de l'élevage au Séno	M	24	297,00	240,00		240,00									240.00
Dévelop. de l'élevage au Soum	M	26	3600,00	2880,00		2880,00									2880,00
Lutte contre les glossines	M	3,6,10, 21,12	2000,00	1500,00		1500,00									1500,00
Déparasitage des animaux domest.	M	1 à 30	718,00	576,00		576,00									576,00
Création de fermes agropastor.	M	19,23,24	2600,00	1730,00		1730,00									1730,00
Unité de product. laitière	M	10, 11	1515,00	1080,00		1080,00									1080,00
Centre de récupérat. de veaux	M	24, 26	600,00	440,00		440,00									440,00
Développement de l'élevage trypanotolérant	M	3,5,6, 10,12,21 22,35	380,00	354,00		354,00									354,00
Campagne de vaccination anti-rabique des carnivores domestiques ds les centres urbains	M	1 à 30	541,00	472,00		472,00									472,00

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Unité de product. de vaccins & de produits pharmaceutiques	M	11	400,00	160,00		160,00									160,00
Utilisation des sous-produits agro-industriels	M	1 à 30	450,00	450,00		450,00									450,00
Restauration de pâturages du Sahel et du plateau central	M	19, 20, 23, 24	1548	744,00		744,00									744,00
Accroissement du disponible fourrager.	M	1 à 30	1295	962,00		962,00									962,00
Développement de l'aviculture traditionnelle et fermière	M	1 à 30	500,00	500,00		500,00									500,00
Développement de l'aviculture périurbaine ds les Hts-Bassins-Comoé	M	3,6,10 12,21	140,00	140,00		140,00									140,00
Projet d'implantation de ferme avicole et cunicole	M	2,5,11, 22,25, 30,16	500,00	500,00		500,00									500,00
Parc de vaccination	P	27	21,00	21,00	6,30	14,70									14,70
"	P	5	2,14	2,14	0,64	1,50									1,50
"	P	16	1,68	1,68	1,26	0,42									0,42
"	P	14	10,50	10,50	3,15	7,35									7,35
"	P	4	7,50	7,50	3,00	4,50									4,50
"	P	2	0,50	0,50	0,15	0,35									0,35
Elevage de lapins	P	5	0,87	0,87	0,26	0,61									0,61
Ferme avicole	P	27	0,36	0,36	0,11	0,25									0,25
Apiculture	P	23	3,00	3,00	1,20	1,80									1,80
Poste vétérinaire	P	16	5,16	5,16	1,16	4,00									4,00
"	P	13	1,20	1,20	0,36	0,84									0,84
"	P	14	42,00	42,00	12,60	29,40									29,40
Ferme porcine	P	28	5,00	5,00	1,50	3,50									3,50
Ferme avicole	P	28	0,33	0,33	0,33										
"	P	18	0,80	0,80	0,24	0,56									0,56
Aire d'abattage	P	28	0,30	0,30	0,09	0,21									0,21
"	P	14	6,00	6,00	1,80	4,20									4,20
"	P	4	19,80	19,80	7,92	11,88									11,88
"	P	8	1,05	1,05	0,31	0,74									0,74
Magasin de stockage	P	14	12,00	12,00	3,60	8,40									8,40
"	P	8	3,00	3,00	0,90	2,10									2,10

SECTEUR DE ELEVAGE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
							Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Tranche FODP			B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)									
Porcherie	P	14	0,10	0,10		0,10									0,10
"	P	18	1,20	1,20	0,36	0,84									0,84
"	P	8	5,60	5,60	1,68	3,92									3,92
Poste d'élevage	P	4	18,00	18,00	7,20	10,80									10,80
"	P	8	1,80	1,80	0,54	1,26									1,26
Pharmacie vétérinaire	P	8	2,70	2,70	0,81	1,89									1,89
"	P	4	9,60	9,60	3,84	5,76									5,76
Logement vétérinaire	P	18	9,80	9,80	2,94	6,86									6,86
Marché de bétail	P	8	1,50	1,50	0,45	1,05									1,05
Equipement du laboratoire central et décentralisation	M	11	364,00	364,00		364,00									364,00
Création de 6 centres d'embouche paysane	M	1 à 30	863,00	637,00		637,00									637,00
Centre de production selection et centre de séchage de volaille	M	5,9, 23,29	800,00	100,00		100,00									100,00
Construction de magasin de stockage	M	21,25 6,15, 12	15,00	15,00		15,00									15,00
Développement de l'élevage dans les ORD	M	26,23 1,17, 19	429,00	429,00		429,00									429,00
TOTAL B3			24026,49	17410,49	64,70	17345,79									17345,79
TOTAL A + B1 + B2 + B3			31518,71	20813,71	181,18	20631,53		0,05		96,10	96,15	3050,07		3050,07	17485,31

2.2.2. Mesures d'accompagnement

Au sens large, la stratégie du développement du secteur est constituée par l'ensemble des objectifs, sous-objectifs, programmes et politiques. Cependant, dans le cadre de la mobilisation des ressources essentielles que constituent l'homme et la terre, le Plan met l'accent sur trois axes principaux autour desquels s'articulent l'ensemble des activités de développement.

Il s'agit de :

- La mise en oeuvre de la réforme agraire ;
- L'organisation du monde paysan ;
- Les intégrations intra et intersectorielles.

- Mise en oeuvre de la réforme agraire

En abolissant les entraves socio-économiques traditionnelles qui oppressent les paysans, la réforme agraire doit insuffler une dynamique puissante pour l'amélioration qualitative et quantitative des productions agricoles (animales et végétales).

L'application de la réforme agraire qui implique une gestion rationnelle de l'espace rural doit aboutir nécessairement à la transformation des systèmes extensifs qui existent actuellement en matière d'agriculture et d'élevage ; dans cette optique, la sédentarisation, l'intensification et la diversification des productions agricoles constituent dorénavant des actions prioritaires à développer avec le souci de préserver l'équilibre de l'écosystème.

Aussi est-il primordial de réaliser un inventaire exhaustif des ressources en sol. Les études pédologiques à moyenne et grande échelles permettront d'identifier les locations des différentes zones à vocation agricole, pastorale et sylvicole.

Centre Int...

.../...

Au niveau du pays, en y ajoutant les données agro-climatiques, économiques et sociales, il sera possible de formuler un plan d'aménagement du territoire qui, entre autres orientations, indiquera les spécialisations régionales à rechercher.

Au niveau des terroirs, sur la base de ces mêmes études et de l'expérience accumulée par les villageois eux-mêmes, la réforme permettra d'accélérer leur aménagement rationnel qui prévoira en particulier les zones réservées à l'habitation, aux pâturages, aux cultures et au reboisement ou encore à des activités intégrées comme l'agro-foresterie.

Au titre de la sédentarisation, il s'agira de rompre avec l'agriculture itinérante et le nomadisme pastoral incontrôlés. Les actions de production animale et végétale devront se dérouler dans les zones qui leur seront affectées, soit séparement, soit en association, selon les besoins de l'intensification et de préservation de la fertilité des sols.

Cependant, ces actions n'auront de chances de succès que si elles sont menées par des masses populaires conscientes et organisées de façon conséquente.

- Organisation des producteurs et formation

L'analyse de la situation de l'agriculture montre que sa faible productivité découle du faible niveau d'organisation et de formation des producteurs et de l'utilisation de techniques archaïques. Déjà ,la création et la diffusion des "groupements villageois" ont représenté un pas important dans la levée de ces contraintes. Mais cela ne suffit pas. Il faut progressivement passer au stade de la coopérativisation qui a été dans plusieurs pays, un instrument déterminant pour la modernisation de l'agriculture. En plus, dans un but principalement

.../...

de recherche appliquée et de formation technique des coopérateurs, des fermes pilotes seront instituées qui devront représenter des modèles transposables pour l'aménagement physique des terroirs comme pour les systèmes de production mis en oeuvre.

- Coopératives agricoles

Les groupements villageois sont des formes précoopératives d'organisation. Leur succès indique qu'il est possible d'accéder maintenant à ce type supérieur de groupement que constitue la coopérative. Cette institution, fondée sur la libre adhésion, le fonctionnement démocratique, la solidarité véritable et la cohésion de ses membres, permettra une plus grande mobilisation des ressources et une meilleure gestion de celles-ci dans l'intérêt du pays comme de chacun des coopérateurs.

Trois type de coopératives seront proposés aux producteurs, qui se différencieront selon leur degré d'intégration des moyens de production. Le type I correspondra au type classique de coopérative de production ou de services où les coopérateurs, gardant chacun la gestion et le contrôle de leur exploitation propre, décideront de mettre en commun certains moyens en vue d'objectifs spécifiques.

Le type III s'identifiera aux coopératives socialistes de production-exploitation (moyens de production et travail auront une utilisation collective). Le type II sera intermédiaire entre les types I et III (voir tableau ci-après). Il est bien entendu que les collectivités locales pourront se déterminer librement et démocratiquement vers le type de leur choix, bien que l'objectif à long terme serait, à la suite d'un travail d'animation politique et idéologique, qu'elles évoluent vers le type III.

.../...

TYPE DE COOPERATIVES AGRICOLES

Type I	Type II	Type III
Exploitations individuelles parcellaires	Exploitations individuelles remembrées	Exploitations collectives
Moyens de production collectifs (équipements).	Moyens de production collectifs (équipements)	Moyens de production collectifs (équipements intrants agricoles).
Travail organisé	Travail collectif	Travail collectif
Revenu individuel	Revenu individuel	
Activité collective de production	Activité collective de production	Rémunération en fonction du temps de travail effectué.

- **Fermes pilotes**

Ainsi qu'il a été indiqué, ces nouvelles structures devront constituer des exploitations modèles et servir d'appui à la coopérativisation, notamment sous l'angle de l'aménagement physique de l'exploitation, de la mise au point de systèmes de culture et de paquets technologiques et de la formation. Il serait, par ailleurs, utile qu'elles aient des relations privilégiées avec la recherche agronomique et zootechnique afin de tester en vrai grandeur, du point de vue technique comme du point de vue économique, les solutions préconisées. De plus, il n'est pas exclu qu'elles puissent fournir aux coopératives des semences améliorées ou du matériel génétique animal de qualité, comme cela se fait couramment dans d'autres pays. Enfin, dans le cadre de la nécessaire diversification des productions pour l'exportation (végétale ou animale), la ferme pilote sera utilisée en premier lieu pour la réalisation d'expériences nouvelles qui, si elles réussissent, pourront être diffusées dans le monde paysan.

.../...

L'existence de ces fermes pilotes sera liée à leurs résultats économiques et financiers et à leur valeur dans le domaine du transfert des connaissances et des technologies. En effet, elles ne seront valables que dans la mesure où elles prouveront leur capacité de gestion et d'autonomie financière (tout en rémunérant adéquatement leur personnel salarié) ainsi que leur utilité pour promouvoir le milieu paysan environnant.

- **Intégrations sectorielles**

Troisième volet de la stratégie, basé sur la reconnaissance que l'intégration des activités économiques contribue puissamment au développement de chacune d'elles comme de l'ensemble de l'économie, le Plan favorise les intégrations des sous-secteurs à l'intérieur du secteur agricole et l'intégration de ce dernier avec d'autres secteurs de l'économie. De plus, considérant le rôle exceptionnel que joue la femme dans la communauté agricole et rurale, le Plan appuiera avec détermination sa meilleure intégration économique et sociale.

Intégration intra sectorielle

L'intégration agro-sylvo-pastorale sera recherchée systématiquement dans le cadre de l'aménagement des terroirs comme dans celui des exploitations. On retiendra particulièrement trois orientations principales :

* L'intégration de l'agriculture et de l'élevage au sein de l'exploitation agricole, source de nombreux facteurs positifs pour l'intensification de l'une comme de l'autre.

* L'intégration agro-foresterie qui est un élément essentiel de la protection de l'environnement, tout en assurant à l'exploitant des revenus additionnels et aux familles du bois de chauffe.

.../...

* L'intégration sylvo-pastorale qui permet, en plantant des espèces pouvant servir de fourrage, d'assurer un élément complémentaire pour l'alimentation du bétail.

Intégrations intersectorielles

La nécessité d'assurer des emplois pour la population qui croît à un rythme accéléré et les besoins propres du secteur agricole en amont comme en aval se conjuguent pour rendre indispensable une relation privilégiée de l'agriculture avec l'industrie et avec le commerce.

* L'intégration agriculture-industrie est particulièrement nécessaire pour permettre l'intensification. En amont de la production, le secteur agricole nécessite des équipements et des outils (pour l'irrigation, la préparation de la terre, les travaux culturaux et le traitement des récoltes) que le pays peut avantageusement fabriquer dans le cadre de l'industrie proprement dite ainsi que de l'artisanat rural de production. Il en est de même pour la formulation de certains engrais et en particulier des engrais phosphatés. En aval de la production, cette intégration sera également bénéfique pour :

équiper les villages et les exploitations, dans le cadre de technologies appropriées, afin de diminuer les pertes après récolte, augmenter la qualité de celles-ci et procéder aux transformations nécessaires en vue de l'auto-consommation et de la vente (ceci pouvant concerner de nombreux produits : céréales, karité, arachides, coton, cuirs et peaux, etc...) ;

à un niveau supérieur, développer la capacité de traitement et de transformation industrielle des matières agricoles, afin de garder le maximum de plus-value dans le pays.

.../...

Il faut noter que le Plan encouragera, dans le cadre privilégié des coopératives agricoles, le développement d'activités de transformation de produits agricoles qui pourront bénéficier de la main d'oeuvre disponible en morte-saison.

* L'intégration agriculture-commerce sera recherchée de façon systématique tant pour l'approvisionnement des intrants en temps opportun et des biens manufacturés que pour l'écoulement aux prix officiels des récoltes vers les centres urbains comme vers les zones rurales déficitaires. Dans ce cadre, il convient d'indiquer le rôle déterminant que pourront jouer les groupements de producteurs et notamment les banques de céréales dont le Plan encouragera la diffusion.

Par ailleurs, il est précisé que dans les Plans d'aménagement du territoire, il sera donné priorité aux infrastructures destinées à désenclaver les zones rurales.

Promotion des femmes dans le développement rural

Dernier volet, mais non le moindre, de la stratégie d'intégration, le Plan favorisera toute action permettant aux femmes, au travers de leurs groupements, d'occuper une place de premier plan dans le développement de la communauté rurale. Comme les hommes, sans discrimination, elles bénéficieront de l'alphabétisation fonctionnelle et autres activités de formation en vue de tâches techniques et de gestion. Par ailleurs, elles recevront un appui technique pour le développement de leurs activités domestiques comme les jardins de case et le petit élevage qui ont un rôle essentiel dans l'alimentation familiale et l'équilibre nutritionnel de la diète.

.../...

Enfin, le Plan encouragera, dans le cadre des microréalisations et des initiatives de base, la création d'infrastructures ainsi que les dotations d'équipements destinés à réduire la pénibilité du travail des femmes et à leur épargner du temps (hydraulique villageoise, moulins à céréales, presses à karité, moyens de transport etc...).

- Politique des prix

Le principe de base qui guidera la politique des prix aux producteurs sera de leur garantir la stabilité de la rémunération réelle de leur travail pour chaque culture d'intérêt national (céréales, légumineuses et cultures de rente principalement). Ceci implique deux éléments :

* d'une part, que le niveau des prix de référence soit révisé chaque année en fonction de l'indice des prix des biens manufacturés et,

* d'autre part, que des ajustements de ces prix de référence soient envisagés en fonction des variations, des rendements de chaque récolte par rapport à des rendements moyens. Ce mécanisme qui sera mis progressivement en oeuvre pendant la période du Plan, permettra d'assurer à la fois une stabilité de revenu des paysans dans le temps et de garantir une meilleure répartition de ces revenus dans l'espace.

Pour pouvoir mener à bien cette politique, des études sont encore nécessaires pour déterminer les moyens financiers et logistiques de la mise en oeuvre. Par ailleurs la capacité de la DEP (Direction des Etudes et de la Planification du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage) sera renforcée pour mieux suivre la gestion économique des exploitations agricoles et piloter la politique des prix et subventions à l'agriculture.

.../...

- Politique du crédit agricole

Le crédit agricole est une ressource fondamentale pour la modernisation des exploitations. La mise en oeuvre de la réforme agraire qui sécurisera les exploitants, encouragera le recours au crédit agricole. Celui-ci devra donc s'adapter pour faire face à une demande croissante. Actuellement le crédit agricole, concédé par la CNCA (Caisse Nationale de Crédit Agricole) transite par les ORD (Organismes Régionaux de Développement) et les projets. La réforme institutionnelle pose le problème des structures-relais entre la Caisse et les paysans. Le Plan encouragera le renforcement des coopératives d'épargne et de crédit existantes ainsi que la création de nouvelles coopératives de ce type. Par ailleurs, ce sera une prérogative des coopératives de production de pouvoir bénéficier de prêts directement accordés par la CNCA sans intermédiaires.

L'augmentation du crédit rural au niveau des collectivités permettra ainsi d'améliorer son coût et d'obtenir des taux d'intérêt plus favorables.

A côté des crédits de campagne, une politique de crédit à l'équipement des exploitations sera progressivement mise en oeuvre en liaison avec la réalisation de la réforme agraire. En coordination avec le Ministère des Ressources Financières, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pilotera la politique du crédit agricole, formulera périodiquement les objectifs à atteindre et prévoira les moyens à mettre en oeuvre.

- Politique de commercialisation

En matière de produits vivriers de base et notamment de céréales, le taux d'urbanisation de même que la persistance de régions rurales déficitaires demanderont que des volumes chaque année plus importants soient mis sur le marché.

.../...

Le rôle de l'Etat, en matière de commercialisation, sera de contrôler et réguler le marché pour garantir les approvisionnements tout en faisant appliquer la politique des prix. L'OFNACER augmentera ses capacités de stockage de sécurité et de régulation et continuera à gérer l'importation des céréales. Mais il aura aussi, en liaison avec les Ministères concernés, à organiser et contrôler les Opérateurs Economiques Privés de la commercialisation. Ceux-ci seront regroupés en association d'Opérateurs agréés et seront tenus de respecter les prix officiels. A cette condition seulement, ils pourront bénéficier de l'appui du secteur public, notamment pour l'obtention de crédits d'équipement et de campagne à des taux intéressants.

Dans l'esprit de l'autogestion, le Plan encouragera le développement des banques de céréales ainsi que des coopératives de services pour la commercialisation tant des intrants et biens manufacturés que des produits agricoles et animaux.

Par ailleurs, pour que les paysans puissent mieux défendre leurs intérêts, une information régulière leur sera transmise par la radio sur l'état des marchés, les cours pratiqués et autres éléments utiles.

3. LES EFFETS ATTENDUS

La mise en oeuvre du programme d'investissement du secteur "Agriculture-Elevage" entrainera de nombreux effets qui peuvent se subdivisés en deux catégories à savoir : les effets qualitatifs et les effets quantitatifs. Les plus importants sont repertoriés ici pour donner une idée de l'impact attendu du programme.

- **Effets qualitatifs**

  Les effets qualitatifs sont attendus à la fois du secteur dit traditionnel et du secteur dit moderne du fait du phénomène d'imitation.

.../...

L'appui technique et financier pour l'autogestion des activités sociales et économiques entreprises par les populations devra se traduire par la promotion de l'auto-développement auprès des communautés de base.

Par ailleurs, la réalisation du sous-programme de défense et de restauration des sols et d'aménagement du territoire donnera lieu à l'élaboration d'un schéma directeur d'aménagement qui sera suivi d'actions de développement dans tous les aspects du développement rural incluant la protection de l'environnement, la stabilisation des populations et l'implantation d'infrastructures socio-économiques.

La création d'un service de conservation des eaux et des sols permettra l'élaboration d'une politique et d'une stratégie de lutte contre la dégradation des sols et la désertification.

Dans le domaine spécifique de l'élevage, l'amélioration génétique permettra d'accroître la production et la disponibilité d'animaux de trait.

La pratique de constitution de réserves fourragères dûe à la sédentarisation des éleveurs permettra de changer le système d'élevage en vigueur pour le rendre plus performant, stable et économiquement rentable.

Un accent particulier est mis sur la formation des producteurs en vue d'en faire de gestionnaires capables de maîtriser les problèmes de leurs exploitations agricoles. L'innovation la plus importante dans ce domaine sera la formation de couples de paysans (3 200 couples pour la période du Plan) permettant ainsi une meilleure prise en compte de la répartition du travail entre l'homme et la femme et assurant une véritable intégration de la femme rurale dans le développement.

.../...

- Effets quantitatifs

Les effets mentionnés ici sont ceux attendus du secteur dit "moderne "et encadré qui constitue le domaine le plus opérationnel pour la fixation des objectifs du secteur "Agriculture-Elevage".

La mise en oeuvre d'un système d'encadrement plus performant assurera un rythme de passage des exploitations du secteur traditionnel vers le secteur intensifié de l'ordre de 11,7 % par an pendant la période quinquennale. Cela portera le nombre des exploitations intensifiées de 72 000 à 125 000 entre 1985 et 1990 ; les superficies passant de 288 000 ha à 502 000 ha pour la même période.

La production attendue évoluera de 220 000 tonnes en 1985 à 433 00 tonnes en 1990 avec un rythme de croissance de l'ordre de 14,5 %/an. La production additionnelle des principales céréales du secteur intensifié au cours du quinquennat s'établit ainsi qu'il suit :

Production additionnelle (en tonne)

Rubriques	1986	1990
Sorgho	47 215	77 641
Mil	24 637	35 975
Maïs	5 068	10 416
Riz	1 109	2 037
Total céréales	78 029	126 069

.../.

En outre le Plan Quinquennal prévoit la formation de :

12 Ingénieurs de la formation des Jeunes Agriculteurs (JA) ;
90 Conseillers de la formation des Jeunes Agriculteurs (JA) ;
160 Assistants FJA ;
225 Formateurs des JA ;
25 000 Producteurs.

L'alphabétisation de 700 000 adultes sera programmée durant le quinquennat.

Les autres effets quantitatifs sont notamment :

- la production de 54 tonnes de miel et de 7,2 tonnes de cire ;
- la production de 3 436 000 tonnes de compost ;
- la baisse des taux de mortalité des bovins (de 10 % à 5 %) des petits ruminants (de 30 % à 15 %).

" Pays en Voie de Développement "
Centre International de l'Enfance
Château de Longchamp - Bois de Boulogne
PARIS - XVI°

2. ENVIRONNEMENT

1. ANALYSE DE LA SITUATION

Depuis plus d'une décennie, les sécheresses successives ont accentué le processus de désertification par suite des nombreuses interventions de l'homme et des effets climatiques, rompant ainsi l'équilibre d'un écosystème déjà très fragile.

Le déboisement des zones rurales et urbaines est devenu un phénomène général et alarmant. Sur les 274 200 km² de superficie du pays, la superficie forestière, qui est de 15 000 000 d'ha, régresse de 250 000 ha environ par an depuis 1980. En 1985, les besoins en bois de chauffe et de service atteignaient 5 300 000 m³ et la production annuelle 3 500 000 m3, d'où un déficit de 1 800 000 m³.

Face à cette situation, différentes actions ont été menées pour combattre le fléau de la désertification.

Protection et régénération des ressources ligneuses

Les actions menées dans ce domaine sont les suivantes :

- reboisement industriel (16 300 ha de 1973 à 1984) et villageois (4 700 ha) ;

- programme de foyers améliorés ;
- aménagement pilote de forêts classées ;
- 96 pépinières départementales.

En dépit de toutes ces actions, la situation forestière du pays est très critique, due essentiellement aux feux de brousse, à l'agriculture extensive et à la coupe anarchique de bois. Cela a amené le peuple burkinabè à s'engager dans les 3 luttes que sont :

- la lutte contre la coupe anarchique du bois ;
- la lutte contre les feux de brousse ;
- la lutte contre la divagation des animaux.

.../...

L'évaluation de ces trois luttes a montré que son application a été quasi effective : la lutte contre la coupe anarchique du bois et la lutte contre les feux de brousse ont été dans la majorité des cas observées.

L'application de la lutte contre la divagation des animaux a posé quelques problèmes. En effet, dans beaucoup de cas des abus ont été constatés et des animaux ont été abattus de façon abusive. L'ignorance des textes ou leurs mauvaises interprétations sont les causes de ces abattages abusifs. Ainsi beaucoup d'éleveurs ont été contraints d'émigrer vers les pays voisins.

Protection et aménagement de la faune

Dans le domaine de la faune, le Burkina fait partie des pays de l'Afrique de l'Ouest qui disposent encore de potentialités intéressantes. Les inventaires et prospections réalisés entre 1979 et 1983 ont montré que la faune compte 35 espèces de grands mammifères dont les populations sont réparties sur 39 000 km². Ces dernières ont considérablement diminué à cause du braconnage, des pratiques agricoles, de la divagation des animaux domestiques dans les parcs, des feux de brousse, de la législation inadaptée et de la dégradation de l'environnement.

Les actions entreprises ont consisté en :

- l'aménagement des aires de conservation (de l'ordre de 1 400 000 ha);
- l'inventaire et les prospections ;
- l'information et la sensibilisation.

Développement de la pêche et de la pisciculture

Peu développée, l'exploitation de nos plans d'eau (52 000 ha) est concentrée essentiellement sur les différents barrages. Il existe actuellement une trentaine de centres de pêche. Les besoins de consommation sont de 9 000 tonnes. La production tourne autour de 6 000 tonnes par an alors que les potentialités sont de 12 500 tonnes de poisson/an.

.../...

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

La stratégie de lutte contre la désertification s'appuie fondamentalement sur les masses populaires mobilisées et sensibilisées. Il s'agit de gagner les 3 luttes.

Les objectifs globaux du secteur sont :

- protéger l'environnement et lutter contre la désertification,
- contribuer à atteindre l'autosuffisance alimentaire,
- satisfaire les besoins du pays en énergie, en bois d'oeuvre et en bois de service.

Au délà de ces objectifs globaux, il existe des objectifs spécifiques dans les domaines de la forêt, de la faune, de la pêche et de la pisciculture.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

Forêts

- protéger et régénérer les ressources ligneuses,
- approvisionner les populations en bois,
- contribuer à l'accroissement de la production végétale.

Les actions suivantes seront menées pour que les objectifs fixés puissent être atteints :

- satisfaction des besoins des populations en plants pour les actions de reboisement. Pour cela, il faut :

.../...

* Assurer le fonctionnement des 96 pépinières départementales existantes ayant une capacité de production de 4 500 000 plants/an.

* Créer 160 nouvelles pépinières départementales qui fourniront 8 000 000 de plants/an.

- Développement de l'agro-foresterie et de la lutte anti-érosive;
- Satisfaction de la demande en semences forestières par la fourniture de graines d'une large gamme d'espèces, de qualité physiologique et génétique satisfaisante ;
- Amélioration de la productivité agricole et pastorale ;
- Réalisation de 70 000 ha de plantations villageoises familiales, de 3 000 ha de plantations péri-urbaines dans les 30 Provinces;
- Aménagement de forêts classées ;
- Protection et reconstitution des forêts galeries ;
- Diffusion de foyers améliorés et des énergies de substitution;
- Gestion rationnelle des ressources forestières ;
- Contrôle du phénomène migratoire ;
- Application des 3 luttes ;
- Recherche forestière.

Faune

La faune doit désormais être perçue au Burkina comme un bien du peuple. Sa gestion doit être comprise comme une action de développement populaire et non l'apanage du seul forestier.

Les objectifs en matière de conservation de la faune sont :

- développement approprié des populations animales sauvages et conservation de leur diversité ;

.../...

- organisation de toutes les utilisations durables au profit du plus grand nombre de burkinabé.

Au niveau des actions permettant d'atteindre les objectifs, il sera réalisé :

* La protection et l'aménagement des aires de conservation ;
* L'organisation d'un système de chasse villageoise ;
* Des études et recherches sur la faune.

Pêche et pisciculture

L'objectif consiste en :

- l'augmentation de la production nationale de poisson de 6 000 tonnes à 9 000 tonnes, de la consommation moyenne de 1,5 kg à 2 kg/hab/an.

Les actions spécifiques dans le cadre de la poursuite de cet objectif sont les suivantes :

* Développement de l'aquaculture ;
* Développement de la pisciculture familiale et villageoise ;
* Sensibilisation et formation des pêcheurs ;
* Etudes et recherches sur la faune halieutique.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Le coût total du programme d'investissement dans le secteur de l'environnement s'élève à 11 415 millions dont 3 105 millions sont acquis. La répartition par sous-secteur est la suivante :

- Bois et forêts, faune = 9 813 millions FCFA dont 2 433 millions sont acquis ;
- Pêche et Pisciculture = 1 601 millions FCFA dont 671 millions FCFA sont acquis.

SECTEUR DE : L'ENVIRONNEMENT

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION											
Sous-secteur Bois et Forêts-Faune											
- Centre National de semences forestières	M	Toutes provinces	704,80	704,80	-	704,80	191,81	182,41	163,86	119,36	47,36
- Fonctionnement de 90 pépinières départementales	M (P)	" "	995,98	995,98	-	995,98	199,20	199,20	199,20	199,20	199,18
- Aménagement des plantations industrielles	M (P)	10,11,19,24	308,91	100,00	-	100,00	-	15,00	20,00	35,00	30,00
- Formation personnel et responsables villageois	M (P)	Toutes provinces	888,38	444,20	-	444,20	30,00	60,00	100,00	120,00	134,20
- Plantations villageoises et familiales	M (P)	" "	8383,78	4191,89	3091,89	1100,00	100,00	170,00	200,00	280,00	350,00
- Haies vives	M (P)	" "	45,42	45,42	-	45,42	17,96	12,35	15,11	-	-
- Aménagement des forêts classées	M (P)	6,10,15,18,22,23	197,97	100,00	-	100,00	20,00	25,00	35,00	10,00	10,00
- Plantations péri-urbaines	M (P)	Toutes provinces	468,06	100,00	-	100,00	10,00	20,00	20,00	25,00	25,00
- Abornement et signalisation des forêts classées au Burkina Faso	M (P)	" "	507,88	100,00	-	100,00	15,00	15,00	20,00	25,00	25,00
- Création et fonctionnement de 160 pépinières départementales	M (P)	" "	1959,79	500,00	-	500,00	50,00	80,00	100,00	120,00	150,00
- Ranch de gibier de Nazinga	M (P)	16	165,00	100,00	-	100,00	20,00	25,00	35,00	10,00	10,00
Sous-Total			14625,97	7382,29	3091,89	4290,40	653,97	803,96	908,17	943,56	980,74
Sous-secteur Pêche et Pisciculture											
- Réhabilitation projet Aquaculture Banfora	M	6	331,40	200,00	-	200,00	75,00	35,00	30,00	30,00	30,00
Sous-Total			331,40	200,00	-	200,00	75,00	35,00	30,00	30,00	30,00
TOTAL A.			14957,37	7582,29	3091,89	4490,40	728,97	838,96	938,17	973,56	1010,74

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS											
Sous-secteur Bois et Forêts-Faune											
- Bois de défriche Kompienga	M (P)	9	PM								
- Bois de défriche Bagré	M (P)	4	PM								
- Régénération d'acacia albida	M (P)	Toutes provinces	431,93	235,00	-	235,00	50,00	55,00	40,00	45,00	45,00
- Stabilisation du couvert forestier au Passoré	M (P)	20	1200,00	500,00	-	500,00	50,00	150,00	150,00	75,00	75,00
- Embellissement ville de Poura	M (P)	15	18,70	18,70	-	18,70	5,00	10,00	3,70	-	-
Sous-Total			1650,63	753,70	-	753,70	105,00	215,00	193,70	120,00	120,00
Sous-secteur Pêche et Pisciculture											
- Organisation d'une pêcherie à Mogtedo	M (P)	7	73,13	73,13	-	73,13	20,00	20,00	13,13	10,00	10,00
- Valorisation du potentiel halieutique au Burkina	M (P)	Toutes provinces	942,68	350,00	-	350,00	-	75,00	125,00	100,00	50,00
- Aménagement piscicole et renforcement de l'encadrement au Sourou	M (P)	27	73,50	73,50	-	73,50	25,00	25,00	23,50	-	-
- Formation et développement de la pêche	M (P)	10	175,00	175,00	-	175,00	75,00	75,00	25,00	-	-
- Projet Pêche Kompienga	M (P)	9	PM								
- Projet Pêche Bagré	M (P)	4	PM								
Sous-Total			1264,31	671,63	-	671,63	120,00	195,00	186,63	110,00	60,00
TOTAL B1.			2914,94	1425,33	-	1425,33	225,00	410,00	380,33	230,00	180,00

Centre International

SECTEUR DE : L'ENVIRONNEMENT

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis											
NEANT											
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher											
Sous-secteur Bois et Forêts-Faune											
- Appui à la planification et à la coordination des projets et des activités au sein du M.E.T.	M	11	143,75	75,00	-	75,00	-	30,00	20,00	12,50	12,50
- Ecole Nationale Forestière de Dindéresso	M	10	1.085,07	500,00	-	500,00	-	100,00	150,00	150,00	100,00
- Protection aménagement des aires de conservation de la faune	M(P)	3,9,28	781,34	200,00	-	200,00	-	-	60,00	110,00	30,00
- Acquisition de matériel d'exploitation et formation en techniques d'exploitation forestière	M	Toutes provinces	24,15	24,15	-	24,15	-	24,15	-	-	-
- Organisation et contrôle de l'exploitation forestière	M(P)	5,10,11,12,29	887,26,	250,00	-	250,00	-	70,00	80,00	50,00	50,00
- Etude pour l'organisation de la chasse villageoise (de susbistance) et l'application du système des secteurs et concessions de chasse	M(P)	Toutes provinces	350,00	200,00	-	200,00	20,00	30,00	50,00	50,00	50,00
- Inventaire et suivi cartographique de la végétation au Burkina Faso	M	" "	160,00	30,00	-	30,00	-	10,00	10,00	5,00	5,00
- Protection des ouvrages hydro- agricoles et périmètres irrigués	M		299,25	299,25	-	299,25	-	-	95	130,25	74
- Approvisionnement des centres urbains en bois de feu	M(P)		750	750		750	-	-	200	250	300

SECTEUR DE : L'ENVIRONNEMENT

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Sous-secteur Bois et Forêts-Faune (Suite)											
- Développement de ranch de gibier à l'Est	M(P)		350	350		350	-	-	130	140	80
- Appui aux institutions	M		1.500	1.500		1.500	-	-	480	600	420
- Constitution de réserves botaniques	M(P)		250	250		250	-	-	70	120	60
- Appui à la mise en oeuvre des 3 luttes	M(P)		313,44	313,44	-	313,44	-	55	160	80,44	18
- Etude et diffusion de la règlementation forestière	M(P)		27,63	27,63		27,63	-	-	12	11	4,63
Sous total			6.921,89	4.769,47		4.769,47	20	319,15	1.517	1.709,19	1.204,13
Sous-secteur Pêche et Pisciculture											
- Création d'une station de pisciculture à Douna	M(P)	6	117,00	75,00	-	75,00	-	-	40,00	20,00	15,00
- Création d'une cellule statistique	M	11	45,00	45,00	-	45,00	-	20,00	10,00	10,00	5,0
- Création d'une station de pisciculture à Nasso	M(P)	10	613,00	250,00	-	250,00	-	-	60,00	120,00	70, 00
- Formation et équipement des pêcheurs et exploitation du grand barrage du Sourou	M(P)	27	700,00	200,00	-	200,00	-	-	75,00	75,00	50,00
- Etablissement d'un centre de documentation	M	11	60,00	60,00	-	60,00	-	40,00	20,00	-	-
- Plan directeur de développement de la pêche et de la pisciculture	M	Toutes provinces	100,00	100,00	-	100,00	-	20,00	40,00	40,00	-
Sous total			1.635,00	730,00	-	730,00	-	80,00	245,00	265,00	140,00
TOTAL B3			8.556,89	5.499,47		5.499,47	20,00	399,15	1.762,00	1.974,19	1.344,13
TOTAUX A + B1 + B2 + B3			26.429,20	14.507,09	3.091,89	11.415,20	973,97	1.648,11	3.080,50	3.187,75	2.534,87

Centre Int...

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécution															
Sous-secteur Bois et forêts Faune															
- Ranch à gibier de Nazinga	M(P)	16	165	100	-	100	46,8				46,8	658		658	100
- Centre National de semences forestières	M	Toutes prov.	704,8	704,8	-	704,8									
- Fonctionnement de 90 pépinières départementales	M(P)	"	995,98	995,98	-	995,98	270				270				725,98
- Aménagement des plantations industrielles	M(P)	10,11, 19,24	308,91	100	-	100	18,3				18,3				81,7
- Formation personnel et responsables villageois	M(P)	Toutes prov.	888,38	444,20	-	444,20	40				40				404,2
- Plantations villageoises et familiales	M(P)	"	8.383,78	4.191,89	3.091,89	1.100	420				420				680
- Haies vives	M(P)	"	45,42	45,42		45,42						45,42		45,42	
- Aménagement des forêts classées	M(P)	6,10,15, 18,22,23,	197,97	100		100	21				21				79
- Plantations péri-urbaines	M(P)	Toutes prov.	468,06	100		100	10				10				90
- Abonnement et signalisation des forêts classées au Burkina Faso	M(P)	"	507,88	100		100	30				30				70
- Création et fonctionnement de 160 pépinières départementales	M(P)	"	1.959,79	500		500	120				120				380
Sous total			14.625,97	7.382,29	3.091,89	4.290,4	976,1				976,10	703,42		703,42	2.610,88
Sous-secteur Pêche et Pisciculture															
- Réhabilitation du projet Aquaculture de Banfora	M	6	331,4	200		200									200
Sous total			331,4	200		200									200
TOTAL A			14.957,37	7.582,29	3.091,89	4.490,4	976,1				976,1	703,42		703,42	2.810,88

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis															
Sous-secteur Bois et Forêts-Faune															
- Bois de défriche Kompienga	M(P)	9	PM												
- Bois de défriche Bagré	M(P)	4	PM												
- Régénération d'acacia albida	M(P)	Ttes Pro	431,93	235		235	129,13				129,13	105,87		105,87	
- Stabilisation du couvert forestier au Passoré	M(P)	20	1.200	500		500						500		500	
- Embellissement ville de Poura	M(P)	15	18,70	18,70		18,70	3,6				3,6	15,10		15,10	
Sous total			1.650,63	753,70		753,70	132,73				132,73	620,97		620,97	
Sous-secteur Pêche et Pisciculture															
- Organisation d'une pêcherie à Mogtedo	M(P)	7	73,13	73,13		73,13	11,51				11,51	61,62		61,62	
- Valorisation du potentiel halieutique au Burkina	M(P)	Ttes pro	942,68	350		350	25				25	325		325	
- Aménagement piscicole et renforcement de l'encadrement au Sourou	M(P)	27	73,5	73,5		73,5						73,5		73,5	
- Formation et développement de la pêche	M(P)	10	175	175		175						175		175	
- Projet Pêche Kompienga	M(P)	9	PM												
- Projet Pêche Bagré	M(P)	4	PM												
Sous total			1.264,31	671,63		671,63	36,51				36,51	635,12		635,12	
TOTAL B1			2.914,94	1.425,33		1.425,33	169,24				169,24	1.256,09		1.256,09	

Centre International

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PAQP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis															
Néant															
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher															
Sous-secteur Bois et Forêts-Faune															
- Appui à la planification et à la coordination des projets et des activités au sein du M.E.T	M	11	143,75	75		75									75
- Ecole Nationale Forestière de Dindéresso	M	10	1.085,07	500		500									500
- Protection et aménagements des aires de conservation de la faune	M(P)	3,9,28	781,34	200		200									200
- Acquisition de matériel d'exploitation et formation de personnel en technique d'exploitation forestière	M	Ttes pro	24,15	24,15		24,15									24,15
- Organisation et contrôle de l'exploitation forestière	M(P)	5,10,11, 12,29	887,26	250		250									250
- Etude pour l'organisation de la chasse villageoise (de subsistance) et l'application du système des secteurs et concessions de chasse	M(P)	Ttes pro	350	200		200									200
- Inventaire et suivi, cartographique de la végétation au Burkina Faso	M	"	160	30		30									30
- Protection des ouvrages hydro-agricoles et périmètres irrigués	M		299,25	299,25		299,25									299,25
- Approvisionnement des centres urbains en bois de feu	M(P)		750	750		750									750
- Développement de ranch de gibier à l'Est	M(P)		350	350		350									350
- Appui aux institutions	M		1.500	1.500		1.500									1.500

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PAQP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
- Constitution de réserves botaniques	M(P)		250	250		250									250
- Appui à la mise en oeuvre des 3 luttes	M(P)		313,44	313,44		313,44									313,44
- Etude et diffusion de la règlementation forestière	M(P)		27,63	27,63		27,63									27,63
Sous total			6.921,89	4.769,47		4.769,47									4.769,47
Sous-secteur Pêche et Pisciculture															
- Création d'une station de pisciculture à Douna	M(P)	6	117	75		75									75
- Création d'une cellule statistique	M(P)	11	45	45		45									45
- Création d'une station de pisciculture à Nasso	M(P)	10	613	250		250									250
- Formation et équipement des pêcheurs et exploitation du grand barrage du Sourou	M(P)	27	700	200		200									200
- Etablissement d'un centre de documentation	M	11	60	60		60									60
- Plan directeur de Développement de la pêche et de la pisciculture	M		100	100		100									100
Sous total			1.635,00	730		730									730
TOTAL B3			8.556,89	5.499,47		5.499,47									5.499,47
TOTAL A + B1 + B2 + B3			26.429,20	14.507,09	3.091,89	11.415,20	1.145,34				1.145,34	1.959,51		1.959,51	8.310,35

Centre International

2.2.2. Mesures d'accompagnement

La sensibilisation sur les trois luttes et leur évaluation périodique constituent des conditions nécessaires pour la réussite des objectifs du secteur "environnement".

3. EFFETS ATTENDUS

D'une manière générale, les effets attendus sont d'ordre écologique :

- Protection des sols ;
- meilleure infiltration des eaux de pluie ;
- amélioration des micro-climats et promotion de l'autosuffisance alimentaire.

Forêt

A l'issue de la réalisation du Premier Plan Quinquennal de Développement Populaire, on pourra observer les effets suivants :

- amélioration de la réussite des plantations et des techniques de production des plants ;
- production de 146 000 m³ de bois/an ;
- régénération de 27 ha de champs permanents en acacia albida (ou Zaâga);
- reconstitution du couvert forestier ;
- maîtrise de l'exploitation et de la distribution du bois ;
- réduction de la consommation de bois de 25 à 30 % ;
- création d'emplois.

Faune

La réalisation des actions en matière de faune engendrera les effets suivants :

.../...

- le renforcement quantitatif et qualitatif du réseau national des aires de conservation de la faune qui passera de 4,5 % du territoire à 7,75 %, ainsi que le maintien et l'amélioration de la couverture végétale naturelle du Burkina ;

- la responsabilisation des populations rurales et leur participation active à la gestion ;

- une meilleure organisation des prélèvements, la revalorisation de la chasse villageoise et l'exploitation intensive des ranchs de gibier (30 à 45 tonnes l'an) ;

- la réduction du braconnage, des utilisations et pratiques anarchiques;

- la disponibilité de données de base pour l'organisation des prélèvements, l'aménagement des habitats, la fixation des quotas, l'application des régimes de feux contrôlés, le choix de méthodes de récoltes, la préparation et la commercialisation des produits (viande, peaux, trophées);

- l'amélioration de la qualité touristique des Parcs Nationaux, des réserves de faune et des zones cynégétiques ;

- l'amélioration des recettes dans les domaines de la chasse (80 à 100 000 000 FCFA/saison), le tourisme de vision au niveau des réserves (25 à 30 millions) l'industrie touristique, l'industrie du cuir etc....

Pêche et pisciculture

La réalisation de l'ensemble des actions retenues permettra :

- d'accroître la production nationale de 6 000 à 9 000 t/an,
- de favoriser une plus grande consommation de poisson et, partant,
- d'améliorer la qualité de l'alimentation des populations, rurales notamment,
- de créer des emplois nouveaux à la campagne, ce qui contribuera à atténuer le problème de l'exode rural.

3. MINES ET INDUSTRIES MINIERES

1. ANALYSE DE LA SITUATION

L'industrie minière, de par sa nature (extraction, transformation et commercialisation des produits miniers), peut et doit contribuer de façon effective au développement économique et social de notre pays.

C'est pour cela qu'il convient de lui donner une orientation nouvelle basée sur une analyse objective du secteur minier et conforme aux directives du Conseil National de la Révolution pour l'élaboration du Premier Plan Quinquennal de Développemement Populaire.

Avant 1960, il n'existait que 2 mines en exploitation au Burkina : la mine de cuivre de Gaoua et la mine d'or de Poura. La seule activité de recherche se limitait à des travaux de cartographie.

S'agissant de la situation minière aujourd'hui on peut distinguer :

- les gisements en exploitation au nombre desquels : or de Poura et de Sebba, antimoine de Magoulou, phosphate de Kodjari ;

- les gisements exploitables si les conditions économiques sont favorables, tels que : le manganèse de Tambao, le manganèse de Kiéré, le calcaire à ciment de Tin-Hrassan, l'or de Guiro, etc... ;

- les gisements déjà évalués tels que le nickel de Bouga, les bauxistes de Wempapassido, Kosso et Fara ;

- les gisements en évaluation tels que le cuivre aurifère de Bougagagaol, l'or de Kwademen, le zinc de Perkoa, etc... ;

- les gisements de reconnaissance tels que les diamants de Barsalogo et de Zabré, les indices de zinc, de cuivre et d'or de Zoguyon, etc....

Le développement minier du Burkina se heurte à de multiples difficultés dont les principales sont :

.../...

- sa situation géographique : éloignement de la mer et faible réseau de communication rendant difficile l'évacuation des minerais destinés au marché mondial ;

- les difficultés d'approvisionnement en eau et en énergie dont l'industrie minière est forte consommatrice ;

- l'insuffisance de cadres spécialisés ;

- le sous-équipement technique et technologique.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

La politique de promotion du secteur minier doit viser les objectifs globaux suivants, définis dans les directives du Conseil National de la Révolution pour l'élaboration du Premier Plan Quinquennal de Développement Populaire, à savoir :

- l'autosuffisance alimentaire, par la production des matières premières favorisant le développement du secteur agricole telles que les phosphates, les sulfures, les dolomies, etc.. ;

- la satisfaction des besoins fondamentaux des masses par l'intensification de la recherche et l'exploitation des matières permettant de soutenir la politique de l'habitat (ciment, chaux hydraulique) ;

- la valorisation des ressources nationales par la prospection et l'exploitation de petites et moyennes mines au moyen de l'épargne nationale et qui utilisent des techniques de production à haute intensité de main d'oeuvre.

.../...

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

La réalisation des objectifs implique la mise en oeuvre de dix huit projets sont envisagés :

- dix (10) projets d'exploitation,
- quatre (4) projets d'évaluation,
- quatre (4) projets de rechercher.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Le programme du secteur minier s'élève à 22 229 millions dont 10 848 millions sont acquis.

.../...

Centre [illegible]

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. Projets en cours d'exécution											
- Exploitation or de Guiro et de Bayildjaga	M	24	850,00	850,00	-	850,00	850,00				
- Exploitation gîte d'or de SEBBA (SOMICOB)	M	24	1.000,00	1.000,00	-	1.000,00	1.000,00				
- Etudes technico-économiques du gisement de sulfures massifs de Perkoa	M	22	6.920,00	6.920,00	-	6 920,00	3.700,00	3.220,0			
- Reconnaissances minières dans le Nord et le Nord Ouest	M		1.724,00	1.724,00	-	1.724,00	1.198,00	526,00			
Sous total			10.494,00	10.494,00		10.494,00	6.748,00	3.746,00			
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis											
- Exploitation gisements aurifère région Arbinda	M	26	80,00	80,00	-	80,00	80,00				
- Etudes technico économiques des filons de quartz aurifère de Taparko	M	17	142,00	142,00	-	142,00	142,00				
- Prospection géophysique aéroportée du gisement de sulfure de Perkoa	M	22	473,00	473,00	-	473,00	473,00				
- Etudes technico économiques de certains filons aurifères de la région d'Arbinda	M	26	257,00	257,00	-	257,00	257,00				
tal			952,00	952,00		952,00	952,00				
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis											
- Exploitation calcaire à chaux de Dioungoko	M	10	2.756,00	2.756,00		2.756,00	1.000,00	1.000,00	756,00		
- Exploitation gisement aurifère de Taparko	M	17	529,00	529,00		529,00	142,00	100,00	287,00		
- Exploitation manganèse de Kiéré	M	10	395,00	395,00		395,00	80,00	100,00	215,00		
Sous total			3.680,00	3.680,00		3.680	1.222,00	1.200,00	1 258,00		

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher											
- Exploitation sulfures massifs de Perkoa	M	22	42.000,00	4.000,00	-	4.000,00				450,00	3.550,00
- Exploitation or d'arbinda, Bouroum et Taparko	M	17,26	300,00	300,00	-	300,00		300,00			
- Exploitation or de Diouga et Gangaol	M	24	592,00	592,00	-	592,00		592,00			
- Tambao (PM)	M		(25.472)	(25.472)		(25.472)					
- Etudes technico économiques des indices à Sulfures massifs de zinc, cuivre associés à l'or de Zoguyon	M	3	466,00	466,00		466,00	310,00	156,00			
- Reconnaissance et évaluation du gîte aurifère de Kiéré	M	10	152,00	152,00		152,00		152,00			
rches minières dans le sillon de l'Est	M	-	1.593,00	1.593,00		1.593,00		483,00	526,00	584,00	
ous total			45.103,00	7.103,00		7.103,00	310,00	1 683,00	526,00	1.034,00	3.550,00
TOTAUX			60.229,00	22.229,00		22.229,00	9.232,00	6.629,00	1.784,00	1.034,00	3.550,00

Centre International

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécution															
- Exploitation or de guiro et de Bayildjaga	M	24	850,00	850,00	-	850,00	434,00	-		416,00	850,00				
- Exploitation gîte d'or de SEBBA (SOMICOB)	M	24	1.000,00	1.000,00	-	1.000,00	510,00			490,00	1.000,00				
- Etudes technico économiques du gisement de sulfures massifs de Perkoa	M	22	6.920,00	6.920,00	-	6.920,00						3.700,00		3.700,00	3.220,00
- Reconnaissances minières dans le Nord et le Nord Ouest	M		1.724,00	1.724,00	-	1.724,00						1.724,00		1.724,00	
Sous total A			10.494,00	10.494,00	-	10.494,00	944,00			906,00	1.850,00	5424,00		5.424,00	3.220,00
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis															
- Exploitation gisement aurifère de la région d'ARBINDA	M	26	80,00	80,00	-	80,00	80,00				80,00				
- Etudes technico économiques des filons de quartz aurifère de TA - PARKO	M	17	142,00	142,00		142,00							142,00	142,00	
- Prospection géophysique aéroportée du gisement de sulfure de Perkoa	M	22	473,00	473,00		473,00						50,00	423,00	473,00	
- Etudes technico économiques de certains filons aurifères de la région d'ARBINDA	M	26	257,00	257,00		257,00						257,00	-	257,00	
Sous total B1			952,00	952,00		952,00	80,00				80,00	307,00	565,00	872,00	
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis															
- Exploitation calcaire à chaux de Diougoko	M	10	2.756,00	2.756,00	-	2.756,00						2.400,00	-	2.400,00	356,00
- Exploitation gisement aurifère de Taparko	M	17	529,00	529,00		529,00							142,00	142,00	387,00
- Exploitation manganèse de Kiéré	M	10	395,00	395,00		395,00				80,00	80,00				315,00
Sous total B2			3.680,00	3.680,00		3.680,00				80,00	80,00	2.400,00	142,00	2.542,00	1.058,00

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P.	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher															
- Exploitation sulfures massifs de Perkoa	M	22	42.000,00	4.000,00		4.000,00									4.000,00
- Exploitation or d'Arbinda, Bouroum, Taparko	M	17,26	300,00	300,00		300,00									300,00
- Exploitation or de Diouga et Gangaol	M	24	592,00	592,00		592,00									592,00
- Tambao (PM)	M		(25.472)	(25.472)		(25.472)									(25.472)
- Etudes technico-économiques des indices à sulfures massifs de zinc, de cuivre associés à l'or de Zoguyor	M	3	466,00	466,00		466,00									466,00
- Reconnaissance et évaluation du gîte aurifère de Kiéré	M	10	152,00	152,00		152,00									152,00
- Recherches minières dans le sillon birimien de l'Est	M		1.593,00	1.593,00		1.593,00									1.593,00
Sous total B3			45.103,00	7.103,00		7.103,00									7.103,00
TOTAUX			60.229,00	22.229,00		22.229,00	1.024,00			986,00	2.010,00	8131,00	707,00	8.838,00	11.381,00

Centre International

2.2.2. Mesures d'accompagnement

Le Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina (BUMIGEB) sera doté d'un matériel lourd de sondage, de terrassement, d'un matériel roulant et d'un matériel de laboratoire. En plus de ces équipements, la maîtrise de l'eau et de l'énergie est nécessaire.

L'amélioration des infrastructures de transport contribuera également à assurer le succès du programme.

De plus les besoins en personnel du BUMIGEB (Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina) se chiffrent à 14 cadres dont 5 Géologues, 3 Géophysiciens, 2 Minéralurgistes, 1 Economiste minier et 3 Ingénieurs des mines.

Quant aux moyens humains pour la mise en oeuvre des projets de recherche, d'évaluation et d'exploitation, il faut environ 205 Cadres, 857 Agents divers et 4 252 Occasionnels. Ces besoins sont considérés en même temps comme des emplois générés par le programme du secteur minier.

Par ailleurs, le développement du secteur minier exige d'énormes capitaux, du personnel de haute qualification et une parfaite maîtrise de la technologie.

Pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés dans le cadre du Premier Plan Quinquennal de Développement Populaire, le secteur minier doit satisfaire ces exigences par :

. Tout d'abord, le renforcement en moyens tant financiers qu'humains des structures chargées de la promotion du secteur minier : structure de recherche et d'exploitation ;

.../...

. Ensuite et/ou simultanément, le développement de la coopération tant régionale qu'internationale dans les domaines suivants :

- échanges d'expériences en matière de recherche géologique et minière ;

- création et utilisation d'infrastructures régionales de mise en valeur de substances minérales (laboratoires d'analyses, instituts de traitement).

3. EFFETS ATTENDUS

Les principaux effets attendus de la réalisation de ce programme sont les suivants :

- Création d'emplois :

Les emplois créés sur toute la période du Plan par la réalisation du programme minier sont estimés à 3 965 dont 760 permanents et 3 205 temporaires ;

- Satisfaction des besoins des masses dans le domaine de l'habitat par la production de chaux ;

- Augmentation des recettes budgétaires :

L'exploitation minière générera des ressources importantes pour l'Etat, tout en favorisant des rentrées de devises ;

- Réduction de la dépendance économique de notre pays :

La valorisation des ressources locales (or, calcaires, phosphates, manganèse, etc...) entraînera une baisse des importations, une augmentation du niveau des exportations et partant une économie de devises et une amélioration de la balance commerciale. En effet, la réalisation des projets d'exploitation permet d'espérer les productions suivantes :

.../...

PRODUCTION D'OR (EN KG)

Désignation des projets \ Années	1986	1987	1988	1989	1990	TOTAL
1. Guiro-Baïldjaga	108	135	150	144	148	685
2. Diouga-Gangaol-Bouroum.	78	146	117	67	95	503
3. Taparko	56	64	72	60	60	312
4. Arbinda	50	50	50	50	50	250
5. Orpaillage de Sebba.	107	129	-	-	-	236
6. SOMICOB (Sebba)	84	300	500	840	840	2 564
7. Orpaillage (Arbinda-Bouroum-Taparko).	150	160	160	-	-	470
8. SOREMIB	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000
TOTAL	2 633	2 984	3 049	3 161	3 193	15 020

AUTRES PRODUCTIONS (EN TONNES)

Désignation des projets \ Années	1986	1987	1988	1989	1990	TOTAL
1. Manganèse de kiéré	12 500	12 500	15 000	17 500	20 000	77 500
2. Calcaire à chaux de Dioungoko.	-	-	15 000	15 000	30 000	60 000

Le programme d'exploitation minière permettra donc de produire en moyenne 3 tonnes d'or par an durant le Plan Quinquennal.

En outre, ce programme stimulera la production de manganèse et de calcaire.

.../...

- Autres effets :

- développement des infrastructures sociales (écoles, dispesnaires) ;
- développement du petit commerce ;
- éclosion de pôles de croissance.

4. INDUSTRIES MANUFACTURIERES

1. ANALYSE DE LA SITUATION

1.1. Traits caractéristiques

En 1960, une vingtaine d'unités de production constituait l'ensemble de l'industrie. Dix années plus tard, elles étaient au nombre de trente. Une expansion notable (1967-1975) porta le nombre à soixante

Aujourd'hui, une cinquantaine d'unités industrielles continuent à fonctionner ; une quinzaine ont cessé leur activité.

L'industrie burkinabè reste embryonnaire :

- elle représente 12,6 % du PIB contre 40 % pour l'agriculture, l'élevage la pêche et la pisciculture ;

- elle a employé environ 8 000 à 9 000 personnes jusqu'en 1980, soit moins de 1 % de la population active. Elle n'employait que 5 150 personnes en 1982 ;

- elle sert surtout le marché intérieur, notamment celui des produits agro-alimentaires autrefois importés ;

- ses exportations sont marginales : 2,8 % du total des exportations;

- elle est concentrée à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ; mais quelques villes moyennes ont de grosses unités de production ;

* Filature tissage de coton à Koudougou ;

* Minoterie et complexe sucrier à Banfora.

L'industrie burkinabè est en crise : elle travaille en sous-capacité, elle accumule les pertes, elle n'attire plus les investisseurs.

.../..

Les causes de cette crise sont à rechercher :

- dans les deux chocs pétroliers : la hausse des coûts de transport s'est répercutée sur le prix d'achat des matières premières et des semi-produits achetés par les industries burkinabè ;

- dans la sécheresse persistante qui a conduit à une quasi stagnation du secteur primaire, secteur moteur de l'économie ;

- dans les différentes politiques industrielles suivies dans le passé, caractérisées par l'absence de plan coordonné et l'absence de volonté politique répondant aux aspirations des populations et aux exigences de la bonne marche des entreprises.

Il est devenu urgent d'amorcer une nouvelle dynamique industrielle.

Le mouvement historique du 4 août 1983 a engagé le pays dans une nouvelle phase de développement ; il a notamment clarifié les orientations assignées à l'industrialisation.

1.2. Contraintes et atouts

1.2.1. Contraintes

Le développement du secteur industriel se heurte à un certain nombre de contraintes qui peuvent être classée en cinq (5) catégories :

- Contraintes physiques

* Ressources énergétiques limitées ou insuffisamment exploitées;
* Enclavement du pays ;
* Insuffisance des infrastructures (voies de communications, services industriels, télécommunications eau, etc..).

.../....

- Contraintes économiques

* Faiblesse des revenus notamment des revenus paysans d'où : étroitesse du marché ;
* Insuffisance des matières premières locales ;
* Faible productivité de l'agriculture traditionnelle, laquelle ne peut livrer à l'industrie des produits en quantité suffisante ;
* Dépense technologique se traduisant par des transferts de savoir-faire peu efficaces ;
* Coût élevé des principaux facteurs de production, lesquels ont un fort contenu en importation : énergie, transports, approvisionnements importés, assistance technique étrangère;
* Difficultés de financement des investissements publics et privés;
* Inexistence d'un tissu industriel ;
* Forte concurrence en qualité et en prix des produits importés et notamment ceux de la sous-région ;

- Contraintes techniques

* Insuffisance de l'information industrielle (technologies et équipements) ;
* Entretien insuffisant de l'outil de production ;
* Insuffisance des données pour la préparation des projets ;
* Insuffisance des études sectorielles et d'identification.

.../...

- Contraintes institutionnelles et réglementaires

* Manque de dynamisme du support institutionnel existant en raison, entre autres, de l'insuffisance des moyens humains et matériels adéquats ;

* Insuffisance des mécanismes de planification et de coordination ;

* Lourdeur des procédures administratives : délai d'agrément, lenteur excessive de l'homologation des prix, etc... ;

* Protection insuffisante du marché.

- Contraintes humaines

* Insuffisance des cadres (techniciens et ingénieurs) ;

* Insuffisance des capacités de gestion due à la fois à l'insuffisance de la formation à la gestion et au manque de sensibilisation à la bonne gestion ;

* Manque d'esprit d'entreprise et de traditions industrielles;
* Insuffisance du système de formation : enseignement technique de base, formation continue ;

* Absence d'un processus efficace d'apprentissage des techniques mises en oeuvre.

1.2.2. Atouts

L'industrie burkinabè bénéficie aussi d'un nombre d'atouts non négligeables qui peuvent favoriser le démarrage d'un processus d'industrialisation.

.../...

- Atouts physiques

* L'existence d'un potentiel hydro-électrique : Kompienga, Bagré, Noumbiel.

- Atouts économiques

* Faible coût de la main-d'oeuvre ;
* Existence de ressources de base agro-pastorale et minière ;
* Faible coût de certaines matières premières locales ;
* Existence d'une infrastructure minimum de base permettant un démarrage d'activités industrielles (zone industrielle) ;

* L'existence d'un réseau bancaire ;
* L'appartenance à une zone monétaire homogène et à monnaie couvertible.

- Atouts institutionnels et règlementaires

* La volonté politique du CNR de soutenir l'industrialisation du pays ;

* Les dispositions fiscales favorables à l'industrie :

. celles du code des investissements ;
. les allègements de droit fiscal à l'importation sur certains approvisionnements (décret 84/308/CNR du 17/08/84).

* L'existence d'institutions financières disposées à appuyer le développement industriel :

. Caisse Nationale de Dépôts et d'Investissements (CNDI) ;
. Union Révolutionnaire des Banques (UREBA) ;
. Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) ;
. Caisse Autonome d'Investissements.

- Atouts humains

* L'ardeur au travail de la population burkinabè.

.../...

2. POLTIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

La stratégie du développement industriel durant le Plan Quinquennal 1986-1990 procède d'une vision claire des conditions dans lesquelles, l'industrie est appelée à intervenir.

Il convient donc pour mesurer l'effort et orienter les choix, de bien prendre en compte les obstacles qu'il faut vaincre et les atouts sur lesquels, il est possible de s'appuyer.

L'industrialisation du pays reposera sur les trois objectifs suivants :

- soutenir le développement de l'agriculture considérée comme la priorité du développement national ;
- valoriser les ressources, même limitées, dont dispose le pays;
- contribuer à la satisfaction des besoins considérables des masses populaires, produire les biens qui concourent à l'amélioration de leurs conditions de vie.

L'industrie doit être réorientée en vue d'en faire un puissant auxiliaire de l'agriculture.

Les actions se porteront naturellement en priorité sur toute la transformation des produits agricoles ; en second lieu sur les produits industriels destinés à l'agriculture (intrants, équipement emballages, etc...), en troisième lieu, sur les unités industrielles liées à l'élevage.

Enfin, des actions intéresseront également la production des produits de première nécessité.

.../...

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

- **Activités agro-industrielles de transformation de la production agricole nationale**

  * Transformation des céréales locales : maïs, mil, sorgho, ...;
  * Conservation et transformation des fruits et légumes : tomates, mangues, ... ;
  * Développement de l'industrie des oléagineux : karité, arachide, coton ;
  * Conservation et transformation des tubercules : igname, oignon;
  * Conserverie de viande ;
  * Aliment pour bétail notamment à partir des sous-produits de transformation agricole ;
  * Développement de la filière coton ;
  * Valorisation des plantes à usage médécinal.

- **Productions industrielles destinées à l'agriculture**
  * Formulation d'engrais ;
  * Formulation de pesticides ;
  * Fabrication d'outils agricoles à main ;
  * Fabrication de matériel de ferme (charette-citerne) ;
  * Fabrication de matériel agricole ;
  * Fabrication de matériel hydraulique ;
  * Emballages (pour les produits agricoles et industriels).

- **Valorisation des ressources naturelles non agricoles**

  * Valorisation des produits destinés à la fabrication de matériaux de construction (calcaire, ...) ;
  * Transformation des phosphates.

.../...

- **Activités destinées à la satisfaction des besoins fondamentaux des masses populaires**

  * Produits pharmaceutiques ;
  * Articles ménagers.

- **Mécanique générale et services de réparation**

Il s'agit d'ateliers à répartir sur l'ensemble du territoire et dont l'activité est essentielle au bon fonctionnement de l'appareil productif.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

L'enveloppe globale nécessaire à la mise en oeuvre du programme s'élève à 29 224 millions FCFA dont 5 807 millions sont acquis.

.../...

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
I/- INDUSTRIE MANUFACTURIERE											
A. Projets en cours d'exécut°											
- SAVANA	M	10	1 260,60	1 260,60	-	1 260,60	990,00	270,60			
SBMC(Société Burkinabè de manufacture de Cusir)	M	11	226,30	226,30	-	226,30	226,30				
Yasopias (PM)		11									
- SOFIB Huilerie (PM)		10									
- Unité de Transformation plantes en médicament.	P	9	16,00	16,00	-	16,00	16,00				
Sous-Total			1 502,90	1 502,90	-	1 502,90	1 232,30	270,60			
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis											
- Abattoir séchoir	P	19	1,00	1,00	0,20	0,80	-	0,80			
- Abattoir séchoir	P	21	9,00	9,00	2,00	7,00	7,00				
- Aliments pour bétail	M	6	250,00	250,00	-	250,00		250,00			
- Atelier Mécanique de Kossodo (AMK)	M	11	55,00	55,00	-	55,00		55,00			
- Glace alimentaire	P	8	2,50	2,50	-	2,50	2,50				
- Unité de fabrique de pierre à lécher	P	19	6,00	6,00	1,20	4,80			4,80		
Sous-Total			323,50	323,50	3,40	320,10	9,50	305,80	4,80		
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement											
- Société Industrielle Nationale de la Chaussure (SINAC).	M	11	205,00	205,00	-	205,00	80,00	125,00			
- Union des Coopératives Burkinabè Agricoles et Maraichères(UCOBAM).	M	11	224,20	224,20	-	224,20	132,50	91,70			
- Centre National d'Equipement Agricole (CNEA	M	11	4 437,00	3 235,00	-	3 235,00	-	766,00	936,00	785,00	748,00
- Unité de Fabrique de Glace alimentaire	P	29	52,00	52,00	-	52,00	17,00	35,00			

PM (Pour mémoire) : il s'agit des Projets privés

.../...

Centre International

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
- Unité de broyage de clinker	M	11	6 490,00	6 490,00	-	6 490,00	-	2 615,00	3 275,00	300,00	300,00
- Société Industrielle du Faso (SIFA)(PM)		10									
- Société Africaine de Réalisation Industriel- (SARI)(PM)		11									
Sous-Total			11 408,20	10 206,20	-	10 206,20	229,50	3 632,70	4 211,00	1 085,00	1 048,00
B3 Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher											
- Unité de transformation de viande en Corned Beef	M	11	1 533,00	1 533,00	-	1 533,00	120,00	524,00	524,00	365,00	
- Phosphates de Kodjari	M	28	3 000,00	3 000,00	-	3 000,00	-	-	3 000,00		
- Maïserie	M	6	10 402,00	4 400,00	-	4 400,00	-	-	-	2 581,40	1 818,60
- Atelier de Construct° de Matériel Agricole (APICOMA)	M	11	186,70	186,70	-	186,70			186,70		
- Pesticide	M	10	2 746,70	1 922,70	-	1 922,70			1 706,00	216,70	
- Unités de product° de Matériel et équipement Sportifs	M	1, 10, 11	26,50	26,50	-	26,50			10,00	16,50	
- Boulangerie	P	8	50,00	50,00	-	50,00				50,00	
- 2 Boulangeries	P	28	100,00	100,00	3,00	97,00					97,00
- Abattoir séchoir	P	28	9,00	9,00	2,00	7,00			7,00		
- Abattoir séchoir	P	27	32,00	32,00	10,00	22,00			22,00		
- 4 abattoirs séchoirs	P	2	36,00	36,00	4,00	32,00		8,00	8,00	8,00	8,00
- 2 Unités de Fabrique de pierre à lécher	M	24,26	226,00	226,00	-	226,00			226,00		
- Boulangerie	P	27	50,00	50,00	4,00	46,00			20,00	13,00	13,00
- Atelier de construct° Métalliques Diverses (ACMD)(PM)		11									
- SOVORES(PM)		11									
- BRAKINA (PM)											
- SIBB (Société Industrielle de Biscuits et Bonbons)(PM)		11									

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
- Produits pharmaceutiques	M	11	3 759,00	3 759,00		3 759,00				2 000,00	1 759,00
- Faso Fani (extension)	M	5	550,00	550,00	-	550,00			550,00		
- Presses à huile dans les onze ORD	M	1 à 30	680,00	680,00		680,00				680,00	
- Promot° Industries Villageoises dans les ORD	M	1 à 30	657,00	657,00	-	657,00				657,00	
Sous-Total			24 043,90	17 217,90	23,00	17 194,90	120,00	532,00	6 259,70	6 587,60	3 695,60
TOTAL GENERAL			37278,50	29250,50	26,40	29224,10	1 591,30	4 741,10	10 475,50	7 672,60	4 743,60

Centre International de Documentation

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécut°															
SAVANA	M	10	1260,60	1260,60	-	1260,60			740,00	250,00	990,00				270,60
- Société Burkinabè de Manufacture des Cuirs (SBMC).	M	11	226,30	226,30	-	226,30				226,30	226,30				
- Faso Plastique (Faso-Plas)(PM*)		11													
- SOFIB Huilerie(PM)		10													
- Unité de Transformat° de Plantes en Médicaments	P	9	16,00	16,00	-	16,00				16,00	16,00				
Sous-Total			1 502,90	1 502,90		1 502,90			740,00	492,30	1 232,30				270,60
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis															
- Abattoir Séchoir	P	19	1,00	1,00	0,20	0,80				0,80	0,80				
- Abattoir séchoir	p	21	9,00	9,00	2,00	7,00		7,00			7,00				
- Aliments pour bétail	M	6	250,00	250,00		250,00			250,00		250,00				
- Atelier Mécanique Kossodo (A.M.K.)	M	11	55,00	55,00		55,00				55,00	55,00				
- Glace alimentaire	P	8	2,50	2,50		2,50		2,50			2,50				
- Unité de fabrique de pierres à lécher.	P	19	6,00	6,00	1,20	4,80				4,80	4,80				
Sous-Total			323,50	323,50	3,40	320,10		9,50	250,00	60,60	320,10				
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis.															
- Société Industrielle Nationale de la Chaussure (SINAC).	M	11	205,00	205,00	-	205,00			80,00		80,00				125,00
- Union des Coopératives Burkinabè Agricoles et Maraichères (UCOBAM)	M	11	224,20	224,20	-	224,20				132,50	132,50				91,70
- Centre National d'Equipement Agricole (CNEA).	M	11	4437,00	3235,00	-	3235,00							1225,00	1 225	2010,00
- Unité de fabrique de glace alimentaire.	P	29	52,00	52,00	-	52,00				17,00	17,00				35,00
- Unité de broyage de clinker	M	11	6490,00	6490,00	-	6490,00				600,00	600,00		2200,00	2200,00	3690,00
- Société Industrielle du Faso (SIFA) (PM)		10													
- Société Africaine de Réalisat° Industrielle (SARI). (PM)		11													
Sous-Total			11408,20	10206,20		10206,20			80,00	749,50	829,50		3425,00	3425,00	5951,70

* PM (Pour mémoire) : il s'agit des Projets privés

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher.															
- Unité de transformation de viande Corned Beef.	M	11	1533,00	1533,00	-	1533,00									1533,00
- Phosphates de Kodjari	M	28	3000,00	3000,00	-	3000,00									3000,00
- Maïserie	M	6	10402,00	4400,00	-	4400,00									4400,00
- Atelier de Construct° de matériel Agricole (APICOMA)	M	11	186,70	186,70	-	186,70									186,70
- Pesticides	M	10	2746,70	1922,70	-	1922,70									1922,70
- Unité de Product° de Matériel de Sport.	M	1,10,11	26,50	26,50		26,50									26,50
- Boulangerie	P	8	50,00	50,00		50,00									50,00
- 2 Boulangeries	P	28	100,00	100,00	3,00	97,00									97,00
- Abattoir Séchoir	P	28	9,00	9,00	2,00	7,00									7,00
- Abattoirs Séchoirs	P	27	32,00	32,00	10,00	22,00									22,00
- 4 Abattoirs Séchoirs	P	2	36,00	36,00	4,00	32,00									32,00
- 2 Unités de fabrique de pierre à lécher.	P	24,26	226,00	226,00		226,00									226,00
- Boulangerie	P	27	50,00	50,00	4,00	46,00									46,00
- Atelier de Construct° Métalliques diverses (ACMD)(PM)		11													
- SOVORES (PM)		11													
- BRAKINA(PM)		10													
- SIBB (Société Industrielle de Biscuits et de bonbon(PM)		11													
- Faso Fani (Extension)	M	5	550,00	550,00		550,00									550,00
- Produits pharmaceutiques	M	11	3759,00	3759,00	-	3759,00									3759,00
- Presses à huile dans les onze ORD	M	1 à 30	680,00	680,00	-	680,00									680,00
- Promot° industries villageoises dans les onze ORD	M	1 à 30	657,00	657,00	-	657,00									657,00
Sous-Total			24043,90	17217,90	23,00	17194,90									17194,90
TOTAL GENERAL			37278,50	29250,50	26,40	29 224,10		9,50	1 070,00	1 302,40	2 381,90		3425,00	3425,00	23417,70

Centre

Secteur : INDUSTRIE MANUFACTURIERE

TABLEAU RECAPITULATIF - PROGRAMMATION

Programmation / Secteurs Sous-Secteurs	Coût Total Initial	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des Investissements				
		Coût Total	Investis. Humain	Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Catégorie A									
P 107 (Sous-Total)	1 502,90	1 502,90	-	1 502,90	1 232,30	270,60			
Catégorie B1									
P 107 sous Total)	323,50	323,50	3,40	320,10	9,50	305,80	4,80		
Catégorie B2									
P 107	4 918,20	3 716,20	-	3 716,20	229,50	1 017,70	936,00	785,00	748,00
P 108 (Sous Total)	11 408,20	10 206,20	-	10 206,20	229,50	3 632,70	4 211,00	1 085,00	1 048,00
Catégorie B3									
P 108	18 397,90	11 571,90	23,00	11 548,90	120.00	532,00	5 709,70	3 250,60	1 936,60
P 109	5 646,00	5 646,00	-	5 646,00			550,00	3 337,00	1 759,00
P 109 (Sous-Total B3)	24 043,90	17 217,90	23,00	17 194,90	120,00	532,00	6 259,70	6 587,60	3 695,60
P 109 (TOTAL GENERAL)	37 278,50	29 250,50	26,40	29 224,10	1 591,30	4 741,10	10 475,50	7 672,60	4 743,60

2.2.2. Mesures d'accompagnement

- Moyens institutionnels

La nouvelle politique se traduira par des changements importants et notamment par une nouvelle conception de l'encadrement institutionnel de l'industrie. Les institutions concernées sont : la Direction du Développement Industriel, la Direction de l'Artisanat, l'Office du Commerce Extérieur, le Centre National de Perfectionnement des Artisans Ruraux.

Les services administratifs responsables de la promotion et du suivi des projets industriels veilleront avec la plus grande vigueur à ce que le gain en devises (projets d'import-substitutions et projets d'exportation) excédent les coûts en devises (importations d'équipement, d'intrants et de savoir-faire).

Des mesures de protection modérée, compatibles avec les règles de la CEAO et de la CEDAO, seront prises pour favoriser la croissance des industries naissantes.

Les prix des produits industriels seront homologués par le Ministère chargé du Commerce ; la fixation des prix tiendra compte des contraintes suivantes :

* Pouvoir d'achat des masses populaires burkinabè ;
* Concurrence internationale qui est souvent le meilleur régulateur des prix ;
* Equilibre financier des sociétés industrielles, qui ne pourront prétendre à aucune subvention.

.../..

- Réorganisation de certains textes juridiques

Elle consistera en une réforme d'un certain nombre de textes (le code des investissements, le code des impôts, le code des douanes, le code des domaines, de l'enregistrement et du timbre, etc...).

- Moyens techniques et humains

Sur le plan technique, les technologies simples et peu coûteuses seront privilégiées. Il faudra identifier et valoriser les technologies nationales tout en assimilant autant que possible les technologies étrangères.

Les emplois créés seront les suivants :

* Environ 3 000 ouvriers et assimilés ;
* 60 cadres nationaux ;
* 17 cadres expatriés.

En outre, il convient de poursuivre la politique systématique de formation des cadres nationaux en vue de la relève de l'assistance technique.

3. EFFETS ATTENDUS

Il est difficile de déterminer tous les changements qualitatifs et quantitatifs que peut apporter la mise en oeuvre du programme. Nous n'analyserons donc que les effets les plus significatifs.

- Une meilleure intégration Industrie-Agriculture

Elle se traduira par :

* une amélioration quantitative et qualitative de la production agricole;

* une meilleure valorisation des produits agricoles. Ainsi, par exemple, une nouvelle unité industrielle produira au terme du Plan, 550 tonnes/an de concentré de tomates, 1 800 tonnes/an de jus de fruits, 135 tonnes/an de concentré de mangues, 35 tonnes de confitures et une autre unité produira dix (10) millions de boîtes/an de conserves de viande ;

* la constitution d'un véritable tissu industriel.

- Une meilleure valorisation des ressources naturelles

Le programme vise à réorienter le tissu industriel vers la valorisation des ressources nationales. Les avantages d'une telle politique sont multiples :

* Meilleure maîtrise du secteur ;
* Meilleure adaptation de la production aux exigences du marché ;
* Croissance de la valeur ajoutée nationale.

- L'amélioration de la balance commerciale

La réalisation du programme industriel permettra de baisser le niveau des importations de produits alimentaires lesquelles représentent environ 25 % des importations totales du pays. En outre, la mise en valeur des ressources nationales entraînera une chute sensible des importations en intrants industriels.

- L'élevation de la capacité d'emploi du secteur industriel

La réalisation du programme permettra d'une part de sauvegarder des emplois qui sont menacés et d'autre part de créer des emplois nouveaux.

Emplois à sauvegarder : 2 050
Création de nouveaux emplois : 3 115.

- **La redynamisation générale du secteur industriel**

Le secteur industriel burkinabè est essoufflé. La réalisation du programme industriel redonnera confiance aux Opérateurs Economiques, confiance nécessaire pour la survie du secteur. Il en résultera également une augmentation quantitative et qualitative de la production industrielle.

- **La satisfaction des autres besoins fondamentaux des masses populaires**

Le programme industriel favorisera la production de biens de première nécessité : produits alimentaires, biens d'équipement, matériaux de construction, produits pharmaceutiques, etc..., qui seront proposés à des prix plus avantageux que les produits importés. La réalisation de ce programme conduira donc à l'élevation du niveau de vie des populations.

5. ARTISANAT

1. ANALYSE DE LA SITUATION

1.1. Caractéristiques

Les statistiques disponibles pour le secteur artisanal sont données à titre indicatif ; leur caractère fractionnaire est dû à l'inexistence d'une véritable politique nationale.

L'étude menée en 1978 par l'Office National de la Promotion de l'Emploi (ONPE) sur le secteur non structuré faisait ressortir un nombre de 30 500 artisans qui se répartissaient comme suit :

Répartition des artisans par spécialité et milieu

SPECIALITE	MILIEU			TOTAL
	Rural	Semi-urbain	Urbain	
- Textile	4 451	755	5 053	10 239
- Peau et Cuir	370	75	309	1 354
- Bois	512	169	1 555	3 236
- Métaux	6 005	529	4 329	10 863
- Mécanique	158	75	463	694
- Electricité	72	44	607	723
- Poterie	622	18	18	721
- Construction	1 092	277	2 369	3 738
TOTAL	**13 382**	**1 920**	**14 766**	**30 568**

D'après ce tableau il y aurait plus d'artisans en milieu urbain qu'en milieu rural et les activités relatives aux métaux l'emporteraient sur les textiles, la maçonnerie, la menuiserie.

.../...

Il y a trois centres de formation à l'artisanat :

- le Centre National de Perfectionnement des Artisans Ruraux (CNPAR) présent à Ouagadougou Bobo-Dioulasso et disposant de quatre antennes régionales ; sa capacité annuelle est de 210 artisans ; cinq métiers y sont enseignés : forge, menuiserie, maçonnerie, petite mécanique pour cyclomoteurs, construction de puits ; le CNPAR assure également le perfectionnement en forge, fabrication de briques, cycles, puits;

- le Centre de Perfectionnement des Artisans Urbains (CPAU) qui forme à la mécanique générale ;

- le Centre de Formation Féminine et Artisanale (CFFA) qui peut former 40 femmes en broderie et 40 femmes en tapisserie sur un cycle de 5 ans.

Diverses tentatives ont été faites pour organiser le secteur :

- Commission consultative nationale pour le développement industriel et artisanal (1967) ;

- Création de la Direction du Développement Industriel et Artisanal (DDIA, 1969) ;

- Création de l'Office de Promotion de l'Entreprise Burkinabè (OPEB) dissout en 1986.

1.2. Contraintes du secteur

Les contraintes majeures freinant le développement de l'artisanat burkinabè sont :

.../...

- Obstacles humains et psycho-sociologiques

* La division traditionnelle du travail par caste et par sexe.
* Le complexe d'infériorité lié à l'exercice d'un travail manuel,
* L'aliénation culturelle conduisant aux mépris des produits de l'artisanat local,

* La réticence des artisans à livrer leurs secrets et leurs expériences,

* L'analphabétisme, très élevé : seulement 12,8 % des artisans ont suivi quelques cours de l'école primaire.

- Obstacles techniques

* Le faible niveau technique des artisans ce qui explique la fragilité et le manque de fini des produits,

* L'absence de moyens techniques de production adéquats pour mettre en valeur les qualités professionnelles,

* Les ruptures fréquentes d'approvisionnement en pièces de rechange du fait de l'absence de contrat de maintenance entre les fournisseurs et les entreprises artisanales.

- Obstacles d'ordre économique

* L'inorganisation des circuits de distribution des produits et des matières premières de l'artisanat,

* Une concurrence féroce des produits industriels,
* Les coûts élevés des biens d'équipement,
* L'absence d'institution financière spécialisée,
* L'inaccessibilité au système bancaire (critère d'octroi de crédits excluant de fait les artisans).

.../...

- **Obstacles d'ordre organisationnel et institutionnel**

  * L'absence d'une politique réelle de promotion de l'artisanat,
  * L'intervention désordonnée de plusieurs institutions privées, publiques et non gouvernementales dans le secteur,
  * L'absence d'une règlementation de la profession artisanale,
  * L'insuffisance quantitative et qualitative des structures de formation et d'encadrement.

Tous ces blocages au développement du secteur artisanal nécessitent la mise en place d'une stratégie pour sa redynamisation.

Avec l'avènement du Conseil National de la Révolution l'une des tâches primordiales assignées à ce secteur est de favoriser l'initiative et l'esprit créateur afin de mobiliser et de diffuser les possibilités technologiques adaptables à nos besoins locaux. C'est dans ce cadre que des actions de sensibilisation ont été menées en vue de revaloriser l'artisanat burkinabè. Il s'agit notamment des actions suivantes :

- le séminaire sur l'artisanat organisé conjointement par la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Burkina (CCIAB), l'ONAC et l'OPEB en 1984 ;

- les journées d'exposition vente "artisanat 84" ;
- les journées d'exposition vente de l'habit burkinabè ;
- les foires artisanales.

Toutes ces actions visent à motiver le peuple burkinabè à consommer local, à réduire le chômage par la professionnalisation des activités : initiation des artisans aux innovations technologiques, l'accroissement de la production, amélioration de la qualité, expositions, et foires.

.../...

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

Ces objectifs seront définis en fonction des objectifs prioritaires du Plan qui concernent l'agriculture, l'élevage, l'hydraulique et l'énergie.

Dans le domaine agricole, les artisans s'efforceront principalement de réaliser et de vulgariser des outillages et des équipements agricoles (charrues, houes, etc...) pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Dans le domaine de l'hydraulique les forgerons travailleront en collaboration avec les menuisiers et les puisatiers à la conception de pompes originales et adaptables à notre pays.

Dans le domaine de l'énergie les artisans se consacreront entre autres à la vulgarisation des foyers améliorés.

Les menuisiers, les tisserands etc... en contribuant à la réduction des importations de certains produits augmenteront la valeur ajoutée nationale.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

- **Organisation de l'artisanat**

L'organisation de l'artisanat passe par la connaissance de l'artisan et de son métier. Le dépouillement du recensement général de la population de 1985 apportera des éléments de

.../...

réponse. Ensuite il faudra stimuler l'esprit d'association et de coopération entre les artisans. Ces regroupements apporteront des réponses rapides et efficaces à certains besoins exprimés dans les domaines de la forge, la menuiserie, la maroquinerie, les puits, la mécanique.

Ils devraient prendre la forme de groupements précoopératifs et coopératifs, d'association, de pôles de production établis sur une base spatiale.

- **Encadrement, formation et perfectionnement des artisans**

Le perfectionnement professionnel des artisans passera par une politique d'alphabétisation qui inclura un volet sur la gestion et la comptabilité, permettant aux artisans de calculer ne serait-ce que des coûts de revient. Cette formation est d'autant plus nécessaire que les demandes formulées en ce sens par le milieu rural sont en hausse : le CNPAR a prévu pour la période 1986-1990 la formation et le recyclage de 900 artisans, toutes spécialités confondues et l'introduction de l'alphabétisation fonctionnelle tant pour les artisans déjà formés que pour ceux à former.

- **Création d'un environnement économique et financier favorable à l'artisanat**

Elle se fera avec la recherche de sources adéquates de financement et d'approvisionnement en inputs et biens d'équipement, la prise de dispositions spéciales au niveau du code des investissements etc....

- **Organisation et promotion de l'artisanat**

Celles-ci passent par :

.../...

* La promotion des produits sur les marchés intérieurs et extérieurs. La prospection et la promotion des produits se fera sous forme de foires et d'expositions-ventes auxquelles les artisans burkinabè participeront au niveau national et international ;

* La faveur qui sera accordée aux artisans pour les marchés de l'Etat.

Une campagne massive de sensibilisation sera entreprise auprès des autorités administratives et politiques (Hauts-Commissaires, Préfets, CDR), des ONG (Organisations Non Gouvernementales) et des Opérateurs Economiques, en vue d'une utilisation optimum des capacités techniques des artisans.

- **Création d'un cadre juridique pour l'artisanat**

Il s'agira d'élaborer une règlementation spéciale de la profession d'artisan après avoir reconnu la spécificité du secteur.

2.2. Moyens à mettre en eouvre

2.2.1. Programme d'investissement

Le programme du secteur artisanal relève à la fois des Provinces et d'un grand nombre de ministères et d'organismes sous tutelle, ce qui implique un effort de coordination particulier.

Le coût total du programme s'élève à 2 898 millions de FCFA dont 1 871 millions d'acquis.

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION											
1. Organisation des artisans ruraux (ONPE)	M		673,00	673,00	-	673,00	95,00	119,00	144,00	150,00	165,00
2. Formation des artisans (ONPE)	M		463,92	463,92	-	463,92	79,31	84,50	91,06	99,75	109,30
3. 2 Moulins	P	11	2,18	1,09	-	1,09	1,09	-	-	-	-
SOUS-TOTAL A			1139,10	1138,01	-	1138,01	175,40	203,50	235,06	249,75	274,30
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS											
1. Métier à tisser	P	23	0,24	0,24	-	0,24	0,06	0,06	0,06	0,06	-
2. 135 moulins	P	29	108,67	108,67	32,60	76,07	19,67	16,92	14,10	19,74	5,64
3. Agradissement atelier de tissage pour femmes	P	17	2,70	2,70	-	2,70	-	2,70	-	-	-
4. 24 Moulins	P	23	33,86	33,86	-	33,86	5,64	5,64	7,10	5,64	9,84
5. 5 Moulins	P	25	6,15	6,15	0,10	6,05	1,97	2,04	2,04	-	-
6. 14 Moulins	P	26	20,00	20,00	-	20,00	3,00	4,00	4,00	4,00	5,00
7. 10 Moulins	P	27	15,00	15,00	4,00	11,00	-	-	2,60	3,15	5,25
8. Centre artisanal	P	24	3,50	3,50	0,94	2,56	-	2,56	-	-	-
9. Etude d'une unité de transformation de soumbala et d'une savonnerie	P	11	53,21	53,21	-	53,21	1,57	0,60	10,00	31,04	10,00
10. Atelier de tissage	P	24	0,30	0,30	-	0,30	-	-	0,30	-	-
11. Moulins	P	14	9,00	9,00	-	9,00	9,00	-	-	-	-
12. Atelier de sérigraphie et de Calligraphie	P	10	5,00	5,00	-	5,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
13. Centre artisanal féminin	P	01	0,76	0,76	0,20	0,56	0,56	-	-	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
14. Centre de formation artisanale	P	24	6,50	6,50	-	6,50	-	6,50	-	-	-
15. Bobinage de moteur électrique	P	10	10,50	10,50	-	10,50	2,10	2,10	2,10	2,10	2,10
SOUS-TOTAL B1			275,39	275,39	37,84	237,55	44,57	41,12	43,30	66,73	38,83
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS											
1. Atelier de vannerie	P	06	8,55	8,55	3,52	5,03	-	1,25	1,26	1,26	1,26
2. Atelier de teinture	P	06	2,05	2,05	0,61	1,44	0,48	0,48	0,48	-	-
3. Métier à tisser	P	05	0,61	0,61	0,18	0,43	0,43	-	-	-	-
SOUS-TOTAL B2			11,21	11,21	4,31	6,90	0,91	1,73	1,74	1,26	1,26
B3. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER											
1. Centre national de technologie appropriées (ONPE)	M		1028,00	337,00	-	337,00	80,80	123,20	104,50	28,50	-
2. Formation des femmes rurales (ONPE)	M		540,20	540,00	-	540,20	265,90	148,80	125,50	-	-
3. Organisation des artisans urbains de Ouagadougou (ONPE)	M		178,30	178,30	-	178,30	61,10	79,10	38,10	-	-
4. Construction d'un centre artisanal	P	21	12,00	12,00	2,00	10,00	-	10,00	-	-	-
5. Fonds de garantie pour artisans (CCIA)	M		100,00	100,00	-	100,00	-	-	-	100,00	-
6. Construction d'un centre pour artisans	P	26	3,5	3,5	0,94	2,56	-	-	2,56	-	-
7. Formation des artisans	P	26	3,20	3,20	-	3,20	-	-	-	3,20	-
8. Centre d'apprentissage pour tissage et teinture	P	20	2,50	2,50	-	2,50	0,50	2,00	-	-	-
9. Encadrement - Formation	P	29	17,50	17,50	-	17,50	-	4,38	4,38	4,38	4,36

Centre International de Documentation

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
10. Centre artisanal féminin	P	30	4,00	4,00	-	4,00	-	4,00	-	-	-
11. Centre de formation pour artisans (ONAC)	M		160,00	160,00	-	160,00	-	-	95,00	65,00	-
12. Poterie (formation)	P	01	0,03	0,03	-	0,03	0,03	-	-	-	-
13. Teinture (Amélioration)	P	01	0,03	0,03	-	0,03	-	0,03	-	-	-
14. Modernisation de Poteries	P	30	0,14	0,14	-	0,14	-	-	-	0,14	-
15. Modernisation colliers de traction	P	30	0,17	0,17	-	0,17	-	0,17	-	-	-
16. Cordonnerie	P	01	0,15	0,15	-	0,15	-	0,08	0,07	-	-
17. Création atelier de couture (Ess. Famil.)	M		8,28	8,28	-	8,28	-	8,28	-	-	-
18. Création d'un atelier de frabrication de jouets	M		6,00	6,00	-	6,00	-	-	3,88	2,12	-
19. Création de 3 ateliers de petite mécanique	M		5,81	5,81	-	5,81	-	-	5,66	0,15	-
20. Création d'un atelier de plomberie	M		5,14	5,14	-	5,14	-	-	5,08	0,06	-
21. Approvisionnement en matériel pour équiper un centre artisanal	P	01	3,20	3,20	-	3,20	-	0,80	0,80	0,80	0,80
22. Equipement de potières	P	16	1,60	1,60	-	1,60	0,50	-	0,59	0,51	-
23. Couvertures (confection)	P	24	0,32	0,32	-	0,32	0,06	0,06	0,06	0,07	0,07
24. Confection de nattes	P	24	1,25	1,25	-	1,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
25. Construction et équipement de centres artisanaux	P	01	35,23	35,23	4,40	30,83	5,60	5,60	7,00	5,63	7,00
26. Construction et équipement d'un centre artisanal	P	18	10,00	10,00	3,00	7,00	1,00	2,00	2,00	2,00	-
27. Centre communautaire	P	01	1,61	1,61	0,20	1,41	-	-	1,41	-	-
28. Formation professionnelle artisanale	P	20	13,00	13,00	4,00	9,00	1,50	3,50	4,00	-	-
29. Centre artisanal	P	19	1,60	1,60	0,32	1,28	-	-	1,28	-	-
30. Centre de formation des artisans ruraux	P	28	98,43	98,43	29,52	68,91	-	68,91	-	-	-

SECTEUR DE : L'ARTISANAT

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
31. Forge	P	01	8,52	8,52	1,00	7,52	3,02	-	1,50	1,50	1,50
32. Centre artisanal mixte	P	09	0,30	0,30	-	0,30	-	0,30	-	-	-
33. Poterie	P	07	0,10	0,10	0,03	0,07	-	0,07	-	-	-
34. Construction d'un local pour abriter un centre	P	01	2,40	2,40	0,40	2,00	-	-	-	2,00	-
SOUS-TOTAL B3			2252,51	1561,51	45,81	1515,7	420,26	461,53	403,62	216,31	13,9
TOTAL GENERAL			3678,21	2 986,12	87,96	2 898,16	641,14	710,88	683,72	534,05	328,37

Centre International de Référence
Réseau de Lecture

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Origine / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
							Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Tranche PQDP											
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION															
1. Organisation des artisans ruraux (ONPE)	M		673,00	673,00	-	673,00	508,00	-	-	-	508,00	-	-	-	165,00
2. Formation des artisans (ONPE)	M		463,92	463,92	-	463,92	322,80	-	-	-	322,80	-	-	-	141,12
3. 2 moulins	P	11	2,18	1,09	-	1,09	-	1,09	-	-	1,09	-	-	-	
SOUS TOTAL A			1139,10	1138,01	-	1138,01	830,80	1,09	-	-	831,89	-	-	-	306,12
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST ACQUIS															
1. Métier à tisser	P	23	0,24	0,24		0,24				0,24	0,24				
2. 135 moulins	P	29	108,67	108,67	32,60	76,07			76,07		76,07				
3. Agrandissement atelier de tissage pour femmes	P	17	2,70	2,70		2,70				2,70	2,70				
4. 24 moulins	P	23	33,86	33,86		33,86				33,86	33,86				
5. 5 moulins	P	25	6,15	6,15	0,10	6,05				6,05	6,05				
6. 14 moulins	P	26	20,00	20,00		20,00				20,00	20,00				
7. 10 moulins	P	27	15,00	15,00	4,00	11,00				11,00	11,00				
8. Centre artisanal	P	24	3,50	3,50	0,94	2,56				2,56	2,56				
9. Etude d'une unité de transformation de soumbala et d'une savonnerie	P	11	53,21	53,21		53,21		53,21			53,21				
10. Atelier de tissage	P	24	0,30	0,30		0,30				0,30	0,30				
11. Moulins	P	14	9,00	9,00		9,00				9,00	9,00				
12. Atelier de sérigraphie et de calligraphie	P	10	5,00	5,00		5,00				5,00	5,00				
13. Centre artisanal féminin	P	01	0,76	0,76	0,20	0,56				0,56	0,56				
14. Centre de formation artisanale	P	24	6,50	6,50		6,50						6,50		6,50	
15. Bobinage de moteur électrique	P	10	10,50	10,50		10,50				10,50	10,50				
SOUS-TOTAL B1			275,39	275,39	37,84	237,55		53,21	76,07	101,77	231,05	6,50		6,50	
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS															
1. Atelier de vannerie	P	06	8,55	8,55	3,52	5,03				0,16	0,16				4,87
2. Atelier de teinture	P	06	2,05	2,05	0,61	1,44				0,91	0,91				0,53

.../...

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Origine / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
							Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Tranche PQDP											
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
3. Métier à tisser	P	05	0,61	0,61	0,18	0,43				0,15	0,15				0,28
SOUS-TOTAL B2			11,21	11,21	4,31	6,90				1,22	1,22				5,68
B3. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER															
1. Centre National de Technologies Appropriées (ONPE)	M		1028,00	337,00		337,00									337,00
2. Formation des femmes rurales (ONPE)	M		540,20	540,20		540,20									540,20
3. Organisation des artisans urbains de Ouagadougou (ONPE)	M		178,30	178,30		178,30									178,30
4. Construction d'un centre d'artisanat	P	21	12,00	12,00	2,00	10,00									10,00
5. Fonds de garantie pour artisans (CCIA)	M		100,00	100,00		100,00									100,00
6. Construction d'un centre pour artisans	P	21	3,50	3,50	0,94	2,56									2,56
7. Formation des artisans	P	26	3,20	3,20		3,20									3,20
8. Centre d'apprentissage pour tissage et teinture	P	20	2,50	2,50		2,50									2,50
9. Encadrement - Formation	P	29	17,50	17,50		17,50									17,50
10. Centre artisanal féminin	P	30	4,00	4,00		4,00									4,00
11. Centre de formation pour artisans (ONAC)	M		160,00	160,00		160,00									160,00
12. Poterie (Formation)	P	01	0,03	0,03		0,03									0,03
13. Teinture (amélioration)	P	01	0,03	0,03		0,03									0,03
14. Modernisation de poterie	P	30	0,14	0,14		0,14									0,14
15. Modernisation colliers de traction	P	30	0,17	0,17		0,17									0,17
16. Cordonnerie	P	01	0,15	0,15		0,15									0,15
17. Création atelier de couture (Ess.Fa.)	M		8,28	8,28		8,28									8,28
18. Création d'un atelier de fabrication de jouets (Ess. Famil.)	M		6,00	6,00		6,00									6,00
19. Création de 3 ateliers de petite mécanique (Essor Familiale)	M		5,81	5,81		5,81									5,81
20. Création d'un atelier de plomberie (Essor Familiale)	M		5,14	5,14		5,14									5,14

.../...

Centre

SECTEUR DE L'ARTISANAT

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQIP			Sources Nationales						Sources Extérieures		
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.: (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
21. Approvisionnement en matériel pour équipement un centre artisanal	P	01	3,20	3,20		3,20									3,20
22. Equipement de potières	P	16	1,60	1,60		1,60									1,60
23. Couvertures (confection)	P	24	0,32	0,32		0,32									0,32
24. Confection de nattes	P	24	1,25	1,25		1,25									1,25
25. Construction et équipement de centres artisanaux	P	01	35,23	35,23	4,40	30,83									30,83
26. Construction et équipement d'un centre artisanal	P	18	10,00	10,00	3,00	7,00									7,00
27. Centre communautaire	P	01	1,61	1,61	0,20	1,41									1,41
28. Formation professionnelle artisanale	P	20	13,00	13,00	4,00	9,00									9,00
29. Centre artisanal	P	19	1,60	1,60	0,32	1,28									1,28
30. Centre de formation des artisans ruraux	P	28	98,43	98,43	29,52	68,91									68,91
31. Forge	P	01	8,52	8,52	1,00	7,52									7,52
32. Centre artisanal mixte	P	09	0,30	0,30		0,30									0,30
33. Poterie	P	07	0,10	0,10	0,03	0,07									0,07
34. Construction d'un local pour abriter un centre	P	01	2,40	2,40	0,40	2,00									2,00
SOUS-TOTAL B3			2252,51	1561,51	45,81	1515,70									1515,70
TOTAL GENERAL			3678,81	2 986,12	87,96	2 998,16	830,80	54,30	76,07	102,99	1069,16	6,50		6,50	1 827,50

2.2.2. Mesures d'accompagnement

- Dans le cadre de la modernisation de l'agriculture de nouveaux débouchés seront offerts aux artisans : charrues, pièces détachées, matériel de culture attelée etc ...

- Le développemenet de l'élevage permettra un meilleur approvisionnement des artisans du cuir ;

- De même l'industrie offrira des opportunités de sous-traitance au secteur artisanal ;

- l'expansion du secteur touristique élargira le marché des produits de l'artisanat ;

- Les banques telles que la CNCA, l'UREBA, la BND (à travers son fonds de garantie) et les autres institutions financières étudieront des modalités spéciales d'attribution de crédit aux artisans.

3. EFFETS ATTENDUS

Les effets attendus s'inscrivent dans le cadre des objectifs globaux du Plan Quinquennal de Développement Populaire :

- Promotion des artisans

Le suivi et l'encadrement des artisans permettront l'organisation de la profession, une meilleure maîtrise de leurs unités de production et une intégration des différents corps et métiers.

- Amélioration des techniques de production

L'introduction de normes de fabrication et la création d'un label de qualité, conduiront à l'amélioration des techniques de production.

.../...

- Création d'emplois

L'investissement attendu dans le secteur étant évalué près de 3 Milliards F CFA, compte tenu du principe généralement admis de l'élasticité très élevée emploi-investissement dans le secteur artisanal, on peut escompter une forte création d'emplois. C'est ainsi que le programme d'investissements des ministères entrainera à lui seul la création de près de 4.000 emplois.

- Autres effets

Le développement de l'artisanat permettra :

* de mieux utiliser les matières premières locales (peau, essences locales ...)
* de mieux satisfaire les besoins fondamentaux des masses populaires
* de faciliter la croissance de l'agriculture en lui proposant des biens et services appropriés
* de soutenir la politique de l'habitat (fabrication de portes, de fenêtres, de mobilier)
* de soutenir la politique de lutte contre la désertification par l'application de technologies appropriées
* d'augmenter les revenus des artisans
* de réaliser un meilleur équilibre de la balance commerciale.

B. SECTEURS DE SOUTIEN A LA PRODUCTION

6. EAU ET AMENAGEMENTS HYDRO-AGRICOLES

1. ANALYSE DE LA SITUATION

L'analyse de la situation actuelle s'articulera autour de six (6) sous-secteurs qui ont été identifiés comme composantes du secteur Eau et Aménagements hydro-agricoles résumés dans le tableau suivant.

Ces sous-secteurs sont :

- L'Hydraulique Villageoise et Pastorale (HVP) ;
- L'Hydraulique Urbaine et Industrielle (HUI) ;
- L'Hydraulique Agricole (HA) ;
- L'Assainissement (ASS) ;
- Les Etudes et recherches appliquées (ET) ;
- La formation.

SOUS-SECTEUR	OUVRAGES DISPONIBLES EN DECEMBRE 1985	REALISATION DES DERNIERES ANNEES	COUT DES 10 DERNIERES ANNEES (M)
HVP	8.771	7.180	21.571
HUI	23 centres urbains et semi-urbains	-	11.489
. HA	300 barrages en terre depuis 1960	Construction de :	
		- 21 barrages	4.123
		Réfection de :	
		- 33 barrages	1.252
	28 petites retenues	26	391
	8.296 ha irrigués	4.591 ha	10.902
		1.140 ha BFA	1.140
	3.548 ha BFS	2.700 ha	354
	50.000 ha SAE	47.745 ha	1.987
		287 banques de céréales	1.177
	Matériel ONRAH	-	1.224
ASS	Canal central Moro-Naba	Même réalisation	1.850
Etudes	-	-	5.744
TOTAL	-	-	63.184

1.1. Hydraulique villageoise et pastorale

L'hydraulique villageoise et pastorale couvre l'approvisionnement en eau potable des populations rurales à partir de puits modernes et de forages assurant un débit minimum de 10 m³/jour.

En 1985 et conformément à l'objectif de la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DIEPA) auquel le Burkina a souscrit, une personne est considérée comme desservie en milieu rural si elle dispose d'au moins 10 l/jour.

DE 1981 à 1985,5.771 ouvrages ont été exécutés soit une moyenne de 1.154 par an.

Les principales contraintes du secteur sont :

- L'insuffisance de la capacité d'absorption due aux retards dans la mobilisation des fonds ;

- La multiplicité des types de pompes qui ne rend pas facile l'entretien de celles-ci. Actuellement, l'on compte 25 types de pompes installées ou en expérimentation tandis que l'approvisionnement en pièces de rechange n'est pas assuré.

1.2. Hydraulique urbaine et industrielle

L'hydraulique urbaine et industrielle approvisionne 55 % de la population urbaine. Cela est dû aux raisons ci-après :

- Insuffisance des ressources en eau dans tous les centres sauf Bobo-Dioulasso et Banfora ;

.../...

- Déficit financier chronique des centres secondaires qui s'explique par le nombre insuffisant des abonnés ;

- Le coût de l'énergie qui grève les frais d'exploitation ;

- Le taux de croissance élevé de la population dans les centres comme Ouagadougou ;

- Le faible revenu des consommateurs potentiels.

Les réseaux de Bobo-Dioulasso et Ouagadougou fonctionnent depuis 1951 et 1952. En début 1985, 23 centres étaient en fonctionnement. De 1980 à 1985, on est parvenu à la mise en service de 3 centres par an, 5 centres ayant été créés rien qu'en 1985.

1.3. Hydraulique agricole

L'hydraulique agricole comprend les différents aspects de construction de barrages et retenues, aménagement de leur aval, exploitation de bas-fonds simples (BFS) et de bas-fonds améliorés (BFA), de même que l'aménagement de sites anti-érosifs.

8 % du potentiel national sont aménagés en maîtrise totale ou partielle. Le sous-secteur est confronté néanmoins aux insuffisances ci-après :

- Le manque d'entretien des ouvrages hydrauliques ;

- Le non paiement des redevances hydro-agricoles ;

- La mauvaise organisation des exploitants ;

- Le manque de suivi des ouvrages et l'absence d'une évaluation des projets existants devant servir de base à une politique cohérente dans ce sous-secteur ;

.../...

- L'insuffisance de statistiques permettant une appréciation correcte de l'impact des différentes réalisations.

1.4. Assainissement

De grands ouvrages d'assainissement ont été réalisés en 1966 et 1980, le Canal Central et celui dit du Moro-Naba. L'exécution des projets de lotissement a donné lieu à la construction de petits canaux d'assainissement pluvial qui sont, pour la plupart bouchés, par manque d'entretien.

Une surtaxe d'assainissement a été incorporée à la facture d'eau des abonnés de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) et devrait servir à l'entretien du réseau d'assainissement.

On note une insuffisance de coordination entre les différentes actions menées par les divers intervenants.

1.5. Etudes

Les études dans le secteur de l'eau et des aménagements hydro-agricoles sont caractérisées par une certaine dispersion et le manque d'une vision d'ensemble susceptible de fonder la politique du secteur.

Font défaut en particulier :

- Les études de base établissant un inventaire des ressources en eau souterraine et de surface ;
- Les études recensant le potentiel d'aménagement en maîtrise de l'eau, pour chacun des types d'aménagements ;
- Un cadre général permettant de définir les conditions à satisfaire pour les études d'aménagements hydro-agricoles ;
- Le volet études est confronté au problème de la méconnaissance des travaux du secteur qui se trouvent dispersés à plusieurs niveaux.

.../...

1.6. Personnel et Formation

267 agents émargent au budget de l'Etat (ministère chargé de l'Eau et organismes sous tutelle).

Ce personnel s'avère insuffisant eu égard aux besoins des différents services impliqués dans le secteur. En particulier, un goulot d'étranglement important apparaît au niveau de l'ONBAH.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

Au Burkina, les précipitations annuelles sont de 300 mm dans la partie sahélienne au Nord pour atteindre 1.000 mm dans l'extrême Sud-Ouest en passant par des zones de 700 et 900 mm au Centre et à l'Ouest.

La mauvaise répartition des pluies dans l'espace et dans le temps, les conditions géographiques et géologiques du territoire sont la cause de la rareté des ressources en eau superficielle et souterraine.

A cette situation s'ajoute le phénomène de la sécheresse qui a débuté vers 1970 et qui sévit dans le Nord en s'étendant progressivement à tout le territoire. Le phénomène de la sécheresse n'est pas nouveau; il s'est manifesté ponctuellement dans le passé et est revenu quelquefois avec plus d'ampleur. Mais la sécheresse qui a débuté vers 1970 prend de plus en plus un caractère permanent. Ses effets sur l'environnement sont désastreux et l'écologie a été perturbée à tel point que l'on peut émettre des doutes quant à un retour d'une situation environnementale normale et équilibrée. Face à un tel drame, et compte tenu de l'expérience des 10 dernières années, il convient que les pays du Sahel et en particulier le Burkina Faso, élaborent une politique cohérente d'approvisionnement et d'exploitation de l'eau.

.../...

2.1.1. Objectifs stratégiques

La politique nationale de l'Eau a pour objectifs de :

- Contribuer à assurer une amélioration continue des conditions matérielles et sanitaires du peuple en apportant des solutions appropriées aux problèmes hydrauliques ;

- Protéger et restaurer l'environnement en luttant contre l'action agressive de l'eau, de façon à ce que cet élément essentiel et indispensable à toute vie humaine, animale, végétale et à l'équilibre biologique de la nature, ne devienne facteur de limitation au développement socio-économique.

L'exploitation de ces ressources tiendra compte des priorités suivantes:

- Destiner l'eau à la boisson et aux besoins domestiques, afin que chaque burkinabè puisse voir sa santé et son niveau de vie s'améliorer pour lui permettre de participer au mieux au développement de son pays ;

- Tenant compte de l'absolue nécessité d'atteindre au plus tôt l'autosuffisance alimentaire, et du caractère capricieux de la pluviométrie, la deuxième place sera accordée à l'hydraulique agricole et pastorale ;

- Enfin, tous les secteurs de l'économie nationale étant tributaires de l'eau, l'eau sera gérée au Burkina Faso pour permettre le développement continu des ressources énergétiques, de la pêche et de l'industrie en tenant compte des ressources disponibles.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

2.1.2.1. Hydraulique urbaine, villageoise et pastorale

Soucieux d'accroître la desserte en eau des populations rurales et urbaines, l'objectif au cours de la période 1986-1990, est d'atteindre la couverture ci-après :

.../...

- En hydraulique villageoise et pastorale, fournir 20 l/j/ha aux populations rurales. A cet effet, il est prévu :

  * La réalisation de plus de 8.200 puits et forages nouveaux ;
  * La réhabilitation de 3.036 ouvrages.

- En hydraulique urbaine et industrielle, l'accent sera mis sur le renforcement et l'extension des 23 centres existants et en particulier sur l'approvisionnement de la ville de Ouagadougou.

En plus de ce programme, la création de 28 nouveaux centres permettra la desserte de 51 centres au total.

L'étude de nouveaux centres sera menée en même temps pour préparer le programme du quinquennat prochain - 19 études sont, de ce fait, envisagées. En outre, les schémas directeurs de 9 centres seront élaborés.

Enfin, des mesures d'assainissement seront entreprises dans les grands centres urbains comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso à la charge de l'ONEA et des bénéficiaires ; des études seront menées pour une plus grande connaissance du secteur et pour une meilleure préparation du prochain Plan.

2.1.2.2. Aménagements hydro-agricoles

Afin de répondre à l'objectif global d'autosuffisance alimentaire, le Plan Quinquennal mettra aussi l'accent sur la réfection des ouvrages existants et l'aménagement de leur aval, conformément à la politique générale de réhabilitation définie pour le présent Plan.

Une expérimentation nouvelle sera tentée au cours de ce Plan à travers l'exploitation de grands périmètres comme le Sourou, Bagré et la plaine de Douna. 5.000 ha seront aménagés au total sur ces plaines.

.../...

Cependant, un accent sera mis au cours du Plan sur la petite et moyenne irrigation. Celle-ci se faisant à coût moindre et permettant à travers une gestion plus simple d'accroître la productivité de l'agriculture, une certaine expérience sera acquise afin de déterminer les solutions les plus adaptées au Burkina, tant sur le plan technique qu'organisationnel et social. Ainsi, 1.458 ha seront exploités en riz, maïs, etc ...

L'aménagement de bas-fonds sera de même mené et au total, en 1990, 3.500 ha supplémentaires permettront l'accroissement de la productivité agricole. Un vaste programme de 9.000 ha de sites anti-érosifs contribuera à restaurer la fertilité des sols.

Le présent Plan vise aussi la formation de 50 ingénieurs, 50 techniciens supérieurs, 150 techniciens et 50 agents administratifs et financiers.

Enfin, en ce qui concerne les études, un programme de pré-investissement permettra de préparer le quinquennat suivant, en liaison avec l'évaluation des performances des réalisations menées au cours du présent Plan.

L'objectif du programme de pré-investissement est d'atteindre une capacité d'aménagement et de mise en exploitation de grands périmètres d'environ 1.500 ha/an à la fin de ce Plan.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Le programme du secteur Eau et Aménagements hydro-agricoles s'élève à 150.045,13 Millions F CFA soit 23,8 % de l'enveloppe globale de financement du Plan. Le financement acquis est 111 812,79 Millions CFA soit 74,5 % du coût du programme.

.../...

SECTEUR DE : L'EAU ET DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRICOLES

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION											
Hydraulique villageoise et Pastorale											
340 forages BID	M	02-16-30	914,00	914,00	-	914,00	152,00	762,00	-	-	-
140 forages BID	M	05-08-19-20-24-26	1.170,00	1.170,00	-	1.170,00	585,00	585,00	-	-	-
150 forages Banque Mondiale	M	Urgence Sahel	675,00	675,00	-	675,00	-	675,00	-	-	-
325 forages CCCE	M	07-11-18-19-24-26	1.600,00	1.600,00	-	1.600,00	-	1.600,00	-	-	-
280 forages Italie-FAO(PM)	M										
80 points d'eau BOAD/FEER	M	20-25	300,00	300,00	-	300,00	-	300,00	-	-	-
800 " " Fonds Saoudien	M	-	4.725,00	4.725,00	-	4.725,00	1.181,25	1.181,25	1.181,25	1.181,25	-
325 " " UNICEF/FENU/PNUD	M	-	1.525,00	1.525,00	-	1.525,00	1.525,00	-	-	-	-
90 " " PNUD	M	-	333,00	333,00	-	333,00	333,00	-	-	-	-
600 " " KFW	M	08-09-28	3.909,00	3.909,00	-	3.909,00	781,00	781,00	782,00	782,00	783,00
350 " " FED	M	06-29	1.971,00	1.971,00	-	1.971,00	985,50	985,50	-	-	-
117 " " PPI, Canada, Caritas	P	01	140,05	140,05	-	140,05	27,53	27,53	27,53	28,73	28,73
2 puits pastoraux	P	04	0,90	0,90	-	0,90	0,90	-	-	-	-
2 puits et forages	P	05	4,50	4,50	-	4,50	4,50	-	-	-	-
1 puits à Kombory	P	13	1,90	1,90	-	1,90	1,90	-	-	-	-
1 puits pastoral à Loropéni (Bougouriba II)	P	21	0,65	0,65	0,15	0,50	0,50	-	-	-	-
16 puits ONG	P	22	35,50	35,50	10,65	24,85	24,85	-	-	-	-
HYDRAULIQUE URBAINE ET INDUSTRIELLE											
AEP 11 nouveaux centres											
7 centres secondaires BOAD/Pays-Bas	M	01-04-12-20-26-29-30	1.194,00	1.194,00	-	1.194,00	1.194,00	-	-	-	-
2 centres KFW/BKF	M	02-04	603,00	603,00	20,00	583,00	248,00	335,00	-	-	-
1 centre ONEA à Léo	M	25	70,00	70,00	-	70,00	70,00	-	-	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
1 centre FAC Arbinda	M	26	116,75	116,75	10,00	106,75	106,75	-	-	-	-
Extension et Renforcement 4 centres											
3 centres DANIDA (Banfora, Ouaga, Dori)	M	06-11-24	1.400,00	1.400,00	-	1.400,00	700,00	700,00	-	-	-
1 centre Pays-Bas à Kaya	M	23	70,00	70,00	-	70,00	70,00	-	-	-	-
HYDRAULIQUE AGRICOLE											
40 ha aval Savili FAC	M	05	60,00	60,00	-	60,00	60,00	-	-	-	-
500 ha Douna	M	06	3.800,00	3.800,00	-	3.800,00	1.900,00	1.900,00	-	-	-
2.400 ha Sourou (+ études)	M	13-27	17.653,00	9.000,00	-	9.000,00	900,00	3.060,00	1.665,00	1.665,00	1.710,00
240 ha aval barrages + équipement + 3 réfections (Pays-Bas)	M	-	2.334,00	2.334,00	-	2.334,00	389,00	778,00	778,00	389,00	-
175 ha aval de barrages BID	M	-	460,00	460,00	-	460,00	460,00	-	-	-	-
Aval de barrages Banque Mondiale	M	-	645,00	645,00	-	645,00	322,00	323,00	-	-	-
220 ha Fonds Kowêtien/OPEP + études mares du Sahel(Partie Liptako)	M	-	3.630,00	3.630,00	-	3.630,00	1.400,00	1.115,00	1.115,00	-	-
Réfection barrages et aval-FAD	M	-	1.639,00	1.639,00	-	1.639,00	-	819,00	820,00	-	-
Construction 25 retenues PPD	M	-	479,00	479,00	-	479,00	115,00	364,00	-	-	-
Micro-réalisations FED	M	-	414,00	414,00	-	414,00	82,00	82,00	82,00	84,00	84,00
3.000 ha Aménagement Bas-fonds simples	M	-	426,00	426,00	-	426,00	85,00	85,00	85,00	85,00	86,00
500 ha Aménagement bas-fonds améliorés	M	19 provinces	1.890,00	1.890,00	-	1.890,00	378,00	378,00	378,00	378,00	378,00
63.000 ha sites anti-érosifs FEER											
Sites anti-érosifs BOAD	M		1.000,00	1.000,00	-	1.000,00	200,00	200,00	200,00	200,00	200,00
" " " IDA/pays-Bas	M		3.300,00	3.300,00	-	3.300,00	660,00	660,00	660,00	660,00	660,00
22.600 ha sites anti érosifs BM/ FIDA/Italie (PM)											
1 barrage (Vatican)	P	02	156,00	156,00	46,80	109,20	-	109,20	-	-	-
5 retenues à Dano et à Dissin	P	03	33,31	33,31	10,69	22,62	22,62	-	-	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
2 retenues	P	04	17,07	17,07	6,8	10,27	10,27	-	-	-	-
5 retenues	P	05	66,57	66,57	19,97	46,60	46,60	-	-	-	-
1 barrage à Niou	P	18	315,00	315,00	-	315,00	315,00	-	-	-	-
1 barrage + usine transformation karité(1.600,48)(PM)	P	18									
3 retenues Mission Catholique	P	22	122,00	122,00	36,6	85,40	42,70	42,70	-	-	-
6 retenues Africare	P	22	86,00	86,00	25,80	60,20	60,20	-	-	-	-
1 retenue FEME à Kayéro	P	25	15,00	15,00	3,00	12,00	6,00	6,00	-	-	-
1 " ONG	P	26	6,00	6,00	-	6,00	6,00	-	-	-	-
ETUDES											
Etude barrage Samandéni	M	-	570,00	570,00	-	570,00	285,00	285,00	-	-	-
" 60 barrages Corée	M	-	570,00	570,00	-	570,00	285,00	285,00	-	-	-
Sous-total A			60.446,20	51.793,20	190,46	51.602,74	16.022,07	18.424,18	7.773,78	5.452,98	3.929,73
B1 : PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS											
Hydraulique Villageoise et Pastorale											
500 forages CEAO (2è phase)	M	03-21-25	2.329,00	2.329,00	-	2.329,00	-	776,00	776,00	777,00	-
250 forages BOAD	M	10-12	1.476,00	1.476,00	-	1.476,00	-	738,00	738,00	-	-
400 points d'eau Conseil Entente 2è phase			1.739,00	1.739,00	-	1.739,00	-	869,50	869,50	-	-
Puits Pastoraux	P	04	0,45	0,45	-	0,45	0,45	-	-	-	-
5 forages	P	04	15,00	15,00	1,50	13,50	13,50	-	-	-	-
15 Puits et forages	P	05	21,43	21,43	6,43	15,00	-	15,00	-	-	-
5 forages PPIB Mission Catholique	P	14	20,00	20,00	-	20,00	20,00	-	-	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
46 Puits busés	P	18	72,00	72,00	-	72,00	22,00	50,00	-	-	-
4 Puits Pastoraux	P	21	15,60	15,60	4,68	10,92	10,92	-	-	-	-
90 Puits	P	23	108,00	108,00	37,80	70,20	46,80	10,14	4,68	3,12	5,46
60 forages	P	23	108,00	108,00	-	108,00	61,50	14,40	10,50	9,00	12,60
55 forages CILSS-FAO	P	24	165,00	165,00	-	165,00	33,00	33,00	33,00	33,00	33,00
5 puits pastoraux	P	26	2,5,00	2,50	1,35	1,15	1,15	-	-	-	-
HYDRAULIQUE URBAINE ET INDUSTRIELLE											
AEP de 2 centres KFW/BKF	M	08-18	210,00	210,00	-	210,00	102,00	108,00	-	-	-
9 centres KFW phase II extension	M	04-06-09-14 15(2)-21-27	750,00	750,00	-	750,00	-	750,00	-	-	-
Mesures d'urgence AEP Ouaga KFW	M	11	1.860,00	1.860,00	-	1.860,00	-	1.302,00	558,00	-	-
HYDRAULIQUE AGRICOLE											
Projet Bagré 1ère tranche (2.100 ha)	M	04	37.517,00	37.517,00	-	37.517,00	485,00	5.624,00	9.860,00	11.355,00	10.193,00
500 ha petits périmètres irrigués Canada	M	-	2.500,00	2.500,00	-	2.500,00	-	500,00	1.000,00	1.000,00	-
5 constructions barrages + matériel-Italie	M	-	2.200,00	2.200,00	-	2.200,00	-	1.100,00	1.100,00	-	-
4 " " + 50 ha à l'aval FENU	M	-	295,00	295,00	-	295,00	-	295,00	-	-	-
Réfection périmètres irrigués Chine Populaire	M	-	490,00	490,00	-	490,00	-	490,00	-	-	-
Aménagement périmètres irrigués 117 ha	P	01	87,73	87,73	-	87,73	11,66	48,07	10,00	9,00	9,00
Réfection d'un barrage	P	02	5,00	5,00	-	5,00	-	5,00	-	-	-
Construction 9 retenues	P	03	49,16	49,16	13,54	35,62	17,42	18,2	-	-	-
" 2 retenues	P	04	52,00	52,00	20,80	31,20	-	7,80	-	-	23,40
Réfection 2 retenues FAO	P	04	10,00	10,00	4,00	6,00	6,00	-	-	-	-
13 retenues d'eau	P	05	185,71	185,71	55,71	130,00	40,00	40,00	50,00	-	-
4 retenues AICE-CEE	P	08	72,00	72,00	21,60	50,40	-	-	25,20	25,20	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
12 retenues	P	10	183,60	183,60	-	183,60	55,08	47,43	32,13	24,48	24,48
6 retenues PPIB ORD Kaya	P	14	102,00	102,00	30,00	72,00	72,00	-	-	-	-
12 retenues PPIB	P	17	144,00	144,00	43,20	100,80	-	25,20	25,20	25,20	25,20
2 retenues " à Boulsa	P	17	120,00	120,00	36,00	84,00	-	42,00	-	42,00	-
1 " " à Zéguédéguin	P	17	2,38	2,38	0,72	1,66	-	1,66	-	-	-
2 retenues CECI à Bagaré et Nassou	P	20	33,00	33,00	3,00	30,00	1,50	28,50	-	-	-
5 retenues FEME-BEL - Mission	P	22	60,00	60,00	18,00	42,00	-	-	16,80	25,20	-
1 " ONG Canadienne	P	22	30,00	30,00	9,00	21,00	-	21,00	-	-	-
11 retenues Italie FDC-UFC	P	24	275	275	74,25	200,75	36,50	36,50	36,50	36,50	54,75
2 " FEME	P	25	30,00	30,00	6,00	24,00	-	12,00	12,00	-	-
Construction de 2 barrages	P	27	40,00	40,00	-	40,00	-	20,00	20,00	-	-
Réfection de 2 barrages ONG	P	27	20,00	20,00	-	20,00	-	10,00	10,00	-	-
16 ha périmètres maraîchers	P(M)	28	15,03	15,03	3,47	11,56	11,56	-	-	-	-
sites anti-érosifs	P	28	11,68	11,68	-	11,68	11,68	-	-	-	-
1 retenue à Yackin	P	30	20,00	20,00	-	20,00	-	20,00	-	-	-
Aménagement aval barrages 100 ha	P	30	18,50	18,50	-	18,50	-	18,50	-	-	-
ASSAINISSEMENT											
Assainissementpluvial + marigot Houet à Bobo Dioulasso	M	10	945,00	945,00	-	945,00	-	-	945,00	-	-
Assainissement pluvial + marigot Zogona à Ouagadougou	M	11	945,00	945,00	-	945,00	-	945,00	-	-	-
ETUDES											
Etude bilan d'eau Pays Bas	M	-	1.000,00	1.000,00	-	1.000,00	-	426,00	320,00	254,00	-
" schéma directeur 9 centres ONEA	M	-	360,00	360,00	-	360,00	-	180,00	180,00	-	-
" Renforcement AEP Bobo KFW	M	10	300,00	300,00	-	300,00	-	300,00	-	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
. Etude AEP 16 centres Pays-Bas : Tikaré, Dassouri, Dissin, Dano, Kokologo, Kindi, Coalla, Poura Toussiana, Tougouri, Boussouma Sebba, Djibasso, Pouytenga, Bondokouy, Fara	M	01-02-03(2) 05(2)-08-09-10 13-14-15-17-23-24-25	484,00	484,00	-	484,00	-	100,00	384,00	-	-
Etude AEP 3 centres Pays-Bas : Réo, Boussé, Toma	M	22-18-27	9,37	9,37	-	9,37	-	9,37	-	-	-
Etude factibilité 35 barrages KFW	M	-	600,00	600,00	-	600,00	-	600,00	-	-	-
" " 35 barrages BAD	M	-	675,00	675,00	-	675,00	-	275,00	400,00	-	-
FORMATION											
Formation de 80 agents pour entretien puits et forages	P	24	3,00	3,00	-	3,00	0,75	1,13	1,12	-	-
SOUS TOTAL B1			58.782,14	58.782,14	391,05	58.391,09	1.060,47	15.913,40	17.417,63	13.618,7	10.380,89
B2 : PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS											
Hydraulique Villageoise											
1.342 puits et forages dans les établissements secondaires (BM-OPEP-BAD)	M	01-03-08-09-13-17-18-19-20-22-23 26-28-29-30	4.871,00	4.871,00	-	4.871,00		1.217,75	1.217,75	1.217,75	1.217,75
3.036 puits et forages à réhabiliter (536 AVV 54 millions et 2.500 ONPF et ONG)	M	-	2.374,00	2.374,00	-	2.374,00		593,50	593,50	593,50	593,50
HYDRAULIQUE AGRICOLE											
19 nouvelles retenues AFVP-EAA	P	01	115,46	115,46	19,62	95,84		25,22	25,22	25,22	20,18
1 barrage à Kouliniéré PPIL	P	01	200,00	200,00	60,00	140,00		140,00			
SOUS TOTAL B2			7.560,46	7.560,46	79,62	7.480,84		1.976,47	1.836,47	1.836,47	1.831,43

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B3 : PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER											
Hydraulique Villageoise et Pastorale											
596 puits et forages CSPS/CM	M	-	2.163,00	2.163,00	-	2.163,00				1.081,50	1.081,50
52 puits et 30 retenues pour l'environnement	M	-	211,2	211,20	-	211,20	14,40	57,60	69,00	42,00	28,20
10 puits pastoraux	P	02	7,00	7,00	2,10	4,90		3,92	0,98		
1.000 nouveaux forages	M	-	3.700,00	3.700,00	-	3.700,00				1.850,00	1.850,00
HYDRAULIQUE URBAINE ET INDUSTRIELLE											
Renforcement AEP Boto	M	10	1.780,00	1.780,00	-	1.780,00		445,00	445,00	445,00	445,00
AEP Ouagadougou	M	11	13.000,00	4.000,00	-	4.000,00		1.000,00	1.000,00	1.000,00	1.000,00
AEP 4 centres	M	-	630,00	630,00	-	630,00		315,00	315,00		
Extension et renforcement 9 centres	M	05(2)-06-07-15-17-22-28-29	1.585,00	1.585,00	-	1.585,00			792,50	792,50	
Réseau d'approv. eau potable 11 centres	M		1.155,00	1.155,00	-	1.155,00	-				1.155,00
HYDRAULIQUE AGRICOLE											
Barrage Samandéni	M	-	5.132,00	5.132,00	-	5.132,00			1.710,00	1.710,00	1.712,00
66 constructions retenues	M	-	5.991,00	5.991,00	-	5.991,00			1.997,00	1.997,00	1.997,00
100 réfections de retenues	P(M)		260,00	260,00	-	260,00			85,00	86,00	89,00
Périmètres irrigués	M		1.476,00	1.476,00		1.476,00				738,00	738,00
4.400 ha sites anti érosifs	M	-	275,00	275,00	-	275,00				275,00	
Périmètres maraîchers	P	02	82,00	82,00	24,64	57,36			19,12	19,12	19,12
ETUDES											
Etudes hydrologiques	M		140,00	140,00	-	140,00				140,00	

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Cartes hydro-géologiques au 1/500.000	M		525,00	525,00	-	525,00				525,00	
Schéma directeur d'aménagement Comoé Yanon	M		300,00	300,00	-	300,00					300,00
" " " NAKANBE			300,00	300,00	-	300,00					300,00
" " " MOUHOUN	M		300,00	300,00	-	300,00					300,00
" " " Loumana	M		300,00	300,00	-	300,00					300,00
Etudes factibilité Douna 2è tranche	M		150,00	150,00	-	150,00					150,00
Schéma directeur expl. eaux de surface	M		1.700,00	1.700,00	-	1.700,00			300,00	700,00	700,00
FORMATION	M		435,00	435,00	-	435,00		108,00	108,00	109,00	110,00
SOUS-TOTAL 33			41.597,20	32.597,20	26,74	32.570,46	14,40	1.929,52	6.841,6	11.510,12	12.274,82
TOTAL GENERAL (A + B1 + B2 + B3)			168.386,00	150.733,00	687,87	150.045,13	17.096,94	38.243,57	33.869,48	32.418,27	28.416,87

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)=(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION															
Hydraulique villageoise et pastorales	3 619	points d'eau													
340 forages BID	M	02-16-30	914	914	-	914							914	914	
140 forages BID	M	05-08-19 20-24-26	1.170	1.170	-	1.170							1.170	1.170	
150 forage Banque Mondiale	M	Urg. Sah	675	675	-	675							675	675	
325 " CCCE	M	07-11-18 19-24-26	1.600	1.600	-	1.600							1.600	1.600	
280 " ITALIE-FAO - PM	M					-							-	-	
80 points d'eau BOAD/FEER	M	20-25	300	300	-	300							300	300	
800 points d'eau Fonds Saoudien	M	-	4.725	4.725	-	4.725						4.725	-	4.725	
325 " " UNICEF/FENU/PNUD	M	-	1.525	1.525	-	1.525	99				99	652	-	652	774
90 " " PNUD	M	-	333	333	-	333						333	-	333	
600 " " KFW	M	08-09-28	3.909	3.909	-	3.909						3.909	-	3.909	
350 " " FED	M	06-29	1.971	1.971		1.971						1.971	-	1.971	
117 points d'eau FPI, Canada, Caritas	P	01	140,05	140,05	-	140,05						119,7	-	119,7	20,35
2 puits pastoraux	P	04	0,9	0,9	-	0,9				0,9	0,9				
2 Puits et forages	P	05	4,5	4,5	-	4,5				4,5	4,5				
1 Puits à Kombory	P	13	1,9	1,9	-	1,9						1	-	1	0,9
1 puits Pastoral à Loropéni (Bougouriba II)	P	21	0,65	0,65	0,15	0,50						0,50	-	0,50	
16 Puits ONG	P	22	35,5	35,5	10,65	24,85						24,85	-	24,85	

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
HYDRAULIQUE URBAINE ET INDUSTRIELLE															
AEP 11 nouveaux Centres															
7 centres secondaires BOAD/Pays Bas	M	01-04-12-20 26-29-30	1.194	1.194	-	1.194	107	-	-	-	107	579	508	1.087	
2 centres KFW/BKF	M	02-04	603	603	20	583						583	-	583	
1 centre ONEA à Léo	M	25	70	70	-	70				70	70	-	-	-	
1 centre FAC Arbinda	M	26	116,75	116,75	10	106,75						106,75	-	106,75	
EXTENSION ET RENFORCEMENT 4 CENTRES															
3 Centres DANIDA (Banfora,Ouaga,Dori)	M	06-11-24	1.400	1.400	-	1.400						1.400	-	1.400	
1 centre Pays-Bas à Kaya	M	23	70	70	-	70						70	-	70	
HYDRAULIQUE AGRICOLE															
40 ha aval Savili FAC	M	05	60	60	-	60						60	-	60	
500 ha Douna	M	06	3.800	3.800	-	3.800						3.800	-	3.800	
2400 ha Sourou (+ études)	M	13-27	17.653	9.000	-	9.000	960	-	2.500	-	3.460	2.100	3.440	5540	
240 ha aval barrages + équipement + 3 réfections (Pays Bas)	M	-	2.334	2.334	-	2.334	158				158	2.176	-	2.176	
175 ha aval de barrages BID	M	-	460	460		460							460	460	
aval de barrages Banque Mondiale	M	-	645	645	-	645							645	645	
220 ha Fonds Kowétien (OPEP + études mares du Sahel (Partie Liptako)	M	-	3.630	3.630	-	3.630						2.940	690	3.630	
Réfection barrages et aval (FAD)	M	-	1.639	1.639	-	1.639							1.639	1.639	
Construction 25 retenues PPD	M	-	479	479	-	479						479	-	479	
Micro-réalisations FED	M	-	414	414	-	414	87				87	327	-	327	
3000 ha Aménagement Basfonds simples	M	-	426	426	-	426						18	53	71	355
500 ha " " améliorés		19 prov	1.890	1.890	-	1.890						284	850	1.134	756
63.000 HA SITES ANTIEROSIFS FEER															
Sites antérosifs BOAD	M		1.000	1.000	-	1.000							1.000	1.000	
" " IDA/Pays-Bas	M		3.300	3.300	-	3.300						2.225	1.075	3.300	
22.600 ha sites antiérosifs FM/FIDA/ ITALIE FM	M														
1 barrage Vatican	P	02	156	156	46,8	109,2						109,2	-	109,2	
5 retenues à Dano et à Dissin	P	03	33,31	33,31	10,69	22,62						22,62	-	22,62	

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
2 retenues	P	04	17,07	17,07	6,8	10,27									
5 retenues	P	05	66,57	66,57	19,97	46,60						10,27	-	10,27	
1 barrage à Niou	P	18	315	315	-	315						46,6	-	46,6	
1 barrage + usine transformation karité (1.600,48) PM	P	18										315	-	315	
3 retenues Mission Catholique	P	22	122	122	36,6	85,40									
6 " Africare	P	22	86	86	25,80	60,20						85,40	-	85,40	
1 " FEME à Kayéro	P	25	15	15	3	12						60,20	-	60,20	
1 " ONG	P	26	6	6	-	6						12	-	12	
												6	-	6	
ETUDES															
Etude barrage Samandéni	M	-	570	570	-	570	50				50	-	520	520	
Etude 60 barrages Corée	M	-	570	570	-	570							570	570	
SOUS-TOTAL A			60.446,2	51.793,2	190,46	51.602,74	1.461		2.500	75,4	4.036,4	29.551,09	16.109	45.660,09	1.906,25

Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets — Situation du financement	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B1 PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS															
Hydraulique Villageoise et Pastorale															
500 forages CEAO (2è phase)	M	03-21-25	2.329	2.329	-	2.329						2.329	-	2.329	
250 forages BOAD	M	10-12	1.476	1.476	-	1.476	150				150	-	1.326	1.326	
400 points d'eau Conseil Entente (2è phase)	M	-	1.739	1.739	-	1.739							1.739	1.739	
Puits pastoraux	P	04	0,45	0,45	-	0,45				0,45	0,45				
5 forages	P	04	15	15	1,5	13,5						13,5	-	13,5	
15 puits et forages	P	05	21,43	21,43	6,43	15						15	-	15	
5 forages PPIB, Mission Catholique	P	14	20	20	-	20						20	-	20	
46 puits busés	P	18	72	72	-	72						72	-	72	
4 puits Pastoraux	P	21	15,6	15,6	4,68	10,92						10,92	-	10,92	
90 puits	P	23	108	108	37,8	70,2						70,2	-	70,2	
60 forages	P	23	108	108	-	108						108	-	108	
55 forages CILSS-FAO	P	24	165	165	-	165						165	-	165	
5 Puits Pastoraux	P	26	2,5	2,5	1,35	1,15						1,15	-	1,15	
HYDRAULIQUE URBAINE ET INDUSTRIELLE															
AEP de 2 centres KFW/BKF	M	08-18	210	210	-	210	30				30	180	-	180	
9 centres KFW phase II-Extension Tenkodogo, Ranfora, Fada, Koupéla, Dédougou, Boromo, Pô, Gaoua, Tougan	M	04-06-09 14-15, 21-27	750	750	-	750						750	-	750	
Mesures d'urgence AEP Ouaga KFW	M	11	1.860	1.860	-	1.860						1.860	-	1.860	
HYDRAULIQUE AGRICOLE															
Projet Bagré 1ère tranche (2100 ha)	M	04	37.517	37.517	-	37.517						4.247	33.270	37.517	
500 ha petits périmètres irrigués Canada	M	-	2.500	2.500	-	2.500						2.500	-	2.500	
5 Constructions barrages + matériel-Italie	M	-	2.200	2.200	-	2.200	20				20	2.180	-	2.180	
4 Construction barrages + 50 ha à l'aval FENU	M	-	295	295	-	295	40				40	255	-	255	
Réfection Périmètres irrigués Chine Populaire	M	-	490	490	-	490							490	490	
Aménagement Périmètres irrigués 117 ha	P	01	87,73	87,73	-	87,73						87,73	-	87,73	

Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets — Situation du financement	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Réfection d'un barrage	P	02	5	5	-	5						5	-	5	
Construction 9 retenues	P	03	49,16	49,16	13,54	35,62						35,62	-	35,62	
" 2 retenues	p	04	52	52	20,8	31,2						31,2	-	31,2	
Réfection 2 retenues FAO	P	04	10	10	4	6						6	-	6	
13 retenues d'eau	P	05	185,71	185,71	55,71	130						130	-	130	
4 retenues AICE-CEE	P	08	72,00	72,00	21,6	50,4						50,4	-	50,4	
12 retenues	P	10	183,6	183,6	-	183,6						183,6	-	183,6	
6 retenues PPIB-ORD Kaya	P	14	102	102	30	72						72	-	72	
12 retenues PPIB	P	17	144	144	43,20	100,8						100,8	-	100,8	
2 " " à Boulsa	P	17	120	120	36	84						84	-	84	
1 " " à Zéguédéguin	P	17	2,38	2,38	0,72	1,66						1,66	-	1,66	
2 retenues CECI Bagaré et Nasson	p	20	33	33	3	30						30	-	30	
5 retenues FEME-BEL-MISSION	P	22	60	60	18	42						42	-	42	
1 retenue ONG Canadienne	P	22	30	30	9	21						21	-	21	
11 retenues Italie FIC-UFC	P	24	275	275	74,25	200,75						200,75	-	200.75	
2 " FEME	P	25	30	30	6	24						24	-	24	
Construction de 2 barrages	P	27	40	40	-	40						40	-	40	
Réfection 2 barrages ONG	P	27	20	20	-	20						20	-	20	
16 ha périmètres maraîchers	P (M)	28	15,03	15,03	3,47	11,56						11,56	-	11,56	
Sites anti-érosifs 30 ha	P	28	11,68	11,68	-	11,68						11,68	-	11,68	
1 retenue à Yackin	p	30	20	20	-	20						20	-	20	
Aménagement Aval barrages 100 ha	P	30	18,5	18,5	-	18,5						18,5	-	18,5	
ASSAINISSEMENT															
Assainissement pluvial + marigot Houet à Bobo-Dioulasso	M	10	945	945	-	945				945	945				
Assainissement pluvial + marigot Zogona à Ouagadougou	M	11	945	945	-	945				945	945				
ETUDES															
Etude bilan d'eau Pays-Bas	M	-	1.000	1.000	-	1.000						1.000	-	1.000	
" Schéma directeur 9 centres ONFA	M	-	360	360	-	360				360	360				
" Renforcement AEP Bobo KFW	M	10	300	300	-	300						300	-	300	

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Etude AEP 16 centres Pays Bas : Tikaré, Dassouri, Bissin, Dano, Kokologo, Kindi, Coalla, Poura, Toussiana Tougouri, Boussouma, Sebba, Djibasso, Pouytenga, Bondoukuy , Fara	M	01-02 03(2) 05(2) 08-09-10 13-14-15 17-23-24-25.	484	484	-	484						484	-	484	
. Etude AEP 3 centres Pays Bas : Réo, Boussé, Toma	M	22-18-27	9,37	9,37	-	9,37						9,37	-	9,37	
Etude factibilité 35 barrages KFW	M	-	600	600	-	600						600	-	600	
Etude " " " BAD	M	-	675	675	-	675	60				60	-	615	615	
FORMATION															
Formation de 80 agents pour entretien puits et forages	P	24	3	3	-	3						3	-	3	
Sous-total B1			58.782,14	58.782,14	391,05	58.391,09	300			2.250,45	2.550,45	18.400,64	37.440	55.840,64	
B2 : PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS															
Hydraulique villageoise															
1.342 puits et forages dans les établissements secondaires (FM-OPEP-BAD)	M	01-03-08-09-13-17-18-19-20 22-23-26-28-29-30	4.871	4.871	-	4.871							1.414	1.414	3.457
3.036 puits et forages à réhabiliter (536 AVV 54 millions et 2.500 ONPF et ONG)	M	-	2.374	2.374	-	2.374						2.190	-	2.190	184
HYDRAULIQUE AGRICOLE															
19 nouvelles retenues AFVP-FAA	P	01	115,46	115,46	19,62	95,84						71,21	-	71,21	24,63
1 barrage à Koulinéré FPTL	P	01	200	200	60	140						50	-	50	90
Sous-total B2			7.560,46	7.560,46	79,62	7.480,84						2.311,21	1.414	3.725,21	3.755,63

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3 : PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER															
Hydraulique Villageoise et Pastorale															
596 puits et forages CSPS/CM	M	-	2.163	2.163	-	2.163									2.163
52 puits et 30 retenues pour l'environnement	M	-	211,2	211,2	-	211,2									211,2
10 puits pastoraux	P	02	7,00	7,00	2,10	4,90									4,90
1.000 nouveaux forages	M	-	3.700	3.700	-	3.700									3.700
Hydraulique Urbaine et Industrielle															
Renforcement AEP Bobo	M	10	1.780	1.780	-	1.780									1.780
AEP Ouagadougou	M	11	13.000	4.000	-	4 000									4.000
AEP 4 centres	M	-	630	630	-	630									630
Extension et renforcement 9 centres	M	05(2)-06 07-15-17-22-28-29	1.585	1.585	-	1.585									1.585
Réseau d'approvisionnement eau potable 11 centres	M	02-04-16-18-19-22 23(2),27 29(2)	1.155	1.155	-	1.155									1.155
HYDRAULIQUE AGRICOLE															
Barrage Samandéni	M	-	5.132	5.132	-	5.132									5.132
66 constructions retenues	M	-	5.991	5.991	-	5.991									5.991
100 réfections de retenues	P(M)	-	260	260	-	260									260
Périmètres irrigués	M	-	1.476	1476	-	1.476									1.476
4.400 ha sites antiérosifs	M	-	275	275	-	275									275
Périmètres maraîchers	P	02	82,00	82,00	24,64	57,36									57,36
ETUDES															
Etudes hydrologiques	M	-	140	140	-	140									140
Cartes hydrogéologiques au 1/500.000	M	-	525	525	-	525									525
Schéma directeur d'aménagement Comoé Yanon	M	-	300	300	-	300									300

SECTEUR DE L'EAU ET DES AMENAGEMENTS HYDRO-AGRICOLES — TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Situation du financement	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total			Financement acquis								Financement à rechercher
							Sources Nationales				Sources Extérieures				
				Coût total initial	Tranche PDDP		B.P		Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total		
					Coût total(1)	I.H (2)		Prêts						Coût mn.. (3)=(1)+(2)	
Schéma directeur d'aménagement NAKANBE		M	-	300	300	-								300	300
Schéma dir. d'am. MOUHOUN		M	-	300	300	-								300	300
" " d'aménag. Loumana		M	-	300	300	-								300	300
Etude factibilité Douna 2è tranche		M	-	150	150	-								150	150
Schéma direct. d'expl. eau de surface		M	-	1.700	1.700	-								1.700	1.700
FORMATION		M	-	435	435	-								435	435
SOUS-total B3				41.597,2	32.597,20	26,74			2.325,85	6.586,85	50.262,94	51.963	105.225,94	32.570,46	38.232,34
TOTAL GENERAL (A + B1 + B2 + B3)				168.386	150.733	687,87		2.500						150.095,13	1.761

2.2.2. Mesures d'accompagnement

En vue de réaliser les objectifs et d'améliorer le système de planification, les mesures suivantes seront prises ;

- La définition claire des zones rurales, semi-urbaines et urbaines ;
- La création d'un fonds national de l'Eau ;
- L'établissement d'un schéma directeur à long terme pour la mobilisation et la répartition des ressources hydrauliques ;
- La mise en application du régime de l'eau ;
- Un suivi des ouvrages pour l'assainissement avec un plus grand contrôle de la qualité des eaux ;
- Une évaluation des périmètres pour assurer la réussite des grands projets hydro-agricoles ;
- L'institution d'un fichier de suivi des périmètres ;
- La coordination des actions des différents intervenants pour la définition d'une politique d'assainissement ;
- L'accélération des procédures administratives d'approbation des marchés;
- La responsabilisation des usagers pour une prise en charge progressive des ouvrages ;
- Des mesures d'auto-assainissement à pratiquer par les populations elles-mêmes.

3. EFFETS ATTENDUS

34,7 % de l'enveloppe du secteur sont alloués à l'approvisionnement en eau potable des populations rurales et urbaines.

.../...

Cela conduit à l'amélioration des conditions de vie des masses et à la réduction des maladies d'origine hydrique.

L'hydraulique agricole permettra l'installation de 10.000 exploitants agricoles, la création d'emplois annexes et un accroissement de production selon le tableau ci-après :

PRODUITS	PRODUCTION EN TONNES
Maïs	10.592
Riz	31.182
Sorgho	23.240
Blé	4.560
Sésame	960
Soja	360
Niébé	520
Arachide	510

Une production de 69.574 tonnes de céréales de grande consommation sera attendue (maïs, riz, sorgho et blé, ce qui contribuera à diminuer le déficit céréalier.

Une amélioration de la qualité de l'alimentation sera de même réalisée à travers l'accroissement de la production animale, piscicole et maraîchère.

7. ENERGIE

1. ANALYSE DE LA SITUATION

La situation énergétique nationale se caractérise par une double crise : d'une part, celle du pétrole trop cher dans le secteur moderne et, d'autre part, celle du bois qui se raréfie dans le secteur traditionnel.

En effet, le Burkina Faso est obligé d'importer les produits dont il a besoin, et les différentes augmentations des prix du pétrole , (aggravées par la hausse du dollar) ont constitué une charge de plus en plus lourde sur la balance des paiements. En 1984, la facture pétrolière a même dépassé le service de la dette (plus de 15 Milliards de F CFA).

C'est cette contrainte de chèreté des hydrocarbures (liée à l'enclavement du Burkina Faso) qui explique le prix de revient élevé de l'électricité (produite à cent pour cent à partir des sources thermiques diesel).

Ce coût élevé de l'énergie entrave le développement de certaines activités comme l'irrigation des terres, l'exploitation des richesses minières, l'industrie de transformation ...

Quant à la crise du bois de feu, elle s'explique essentiellement par les abattages excessifs liés au défrichage des terres agricoles, à la création des parcours de pâturage du bétail, et à la très forte consommation de bois (surtout dans les grands centres urbains). Ainsi, 150.000 à 160.000 ha de forêt sont dégradés chaque année. La conséquence est qu'on assiste à une destruction rapide du couvert forestier, à une diminution de la fertilité des sols.

La rationalisation de l'utilisation des sources d'énergie et l'importation à moindre coût des produits pétroliers demeureront les éléments-clés de la stratégie énergétique au cours de la période quinquennale (1986-1990).

.../...

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

Pour lever les contraintes qui s'opposent au développement du secteur de l'énergie, les objectifs stratégiques du secteur s'articuleront autour des quatre principaux axes suivants :

- Réduction du poids de la facture pétrolière par la substitution de sources d'énergie moins coûteuses et d'énergies renouvelables à l'énergie électrique d'origine thermique et aux hydrocarbures;

- Eradication du processus de désertification par l'application du mot d'ordre des "trois luttes" :

  * Lutte contre la coupe abusive de bois ;
  * Lutte contre les feux de brousse
  * Lutte contre la divagation des animaux.

- Contribution à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

La définition de ces objectifs stratégiques impose la conception d'une stratégie d'ensemble. Au cours de la période quinquennale (1986-1990), la politique à mener dans le secteur de l'énergie sera la suivante:

- En plus de la diversification des sources d'approvisionnement en produits pétroliers destinés à la production d'électricité (Côte-d'Ivoire, Togo, Brésil ...) et de la constitution de stocks de sécurité, réaliser les projets de barrages hydro-électriques (Kompienga et Bagré) et ceux d'interconnexion entre les réseaux électriques de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso et étudier les possibilités d'interconnexion avec le Ghana, rénover et installer de nouvelles infrastructures de stockage et de distribution de produits pétroliers renforcer le rôle de la SONABHY.

.../...

- En ce qui concerne l'objectif d'économie du bois de feu et de lutte contre la désertification :

Il sera mené une vaste campagne de diffusion de foyers améliorés (près de 2 Millions en 1990). Cette action est hautement prioritaire. Les activités de promotion seront axées sur les régions rurales (toutes les familles dans les provinces déficitaires et 50 % des familles dans les provinces excédentaires). Le programme entrepris dans ce sens sera axé dans deux directions :

. Premièrement, la promotion de l'autoconstruction de foyers "trois pierres" améliorés (au moyen d'un programme continu de démonstration poursuivi dans les régions rurales déficitaires) ;

. Deuxièmement, la création de filières privées (artisans) de fabrication et de commercialisation de foyers métalliques (fixes ou transportables) principalement dans les zones semi-urbaines et urbaines.

L'effort de perception des redevances sur le bois de feu à l'entrée des villes sera poursuivi et maintenu, en même temps que seront développées des actions en faveur de la protection de la forêt (tout en conférant aux provinces une responsabilité accrue en matière de gestion). L'extension du réseau national devra permettre d'encourager les actions individuelles et communautaires de plantation d'arbres.

Des efforts de substitution du gaz butane au bois de feu seront développés en même temps qu'il sera entrepris une évaluation préliminaire des possibilités de commercialisation d'un foyer fonctionnant au kérosène présentant une efficacité accrue, et répondant conjointement aux exigences locales en matière de cuisson ;

- Alimenter les équipements collectifs (hôpitaux) par des énergies renouvelables (notamment l'énergie solaire).

.../....

- Vulgariser plus de 10.000 séchoirs solaires et maisons de conservation en vue de réduire les pertes agricoles et rendre disponibles toute l'année certains produits (fruits, légumes ...) ;

- Construire 2 centrales thermiques : Bobo II et Ouaga III

- Réhabiliter les capacités de production existantes (centrale électrique Ouaga II ...).

La mise en oeuvre de cette politique durant la période quinquennale se traduira par une nette relance de la production et de la consommation d'énergie.

Production d'électricité

	PRODUCTION EN GWH	VARIATION EN %
1986	131,8	6,4
1987	138,1	4,8
1988	144,7	4,8
1989	151,6	4,8
1990	158,8	4,8
Taux de croissance annuel moyen (1986-1990)		5,1

.../...

Consommation d'électricité

	Consommation en GWH	Variation en %
1986	117,0	8,3
1987	123,3	5,4
1988	130,0	5,4
1989	137,0	5,4
1990	144,5	5,5
Taux de croissance annuel moyen en (1986-1990)		6,0

Diffusion des foyers améliorés

	Nombre de foyers à diffuser	Variation en %
1986	647.531	683,6
1987	992,665	53,3
1988	1.352.671	36,3
1989	1.555.233	15,0
1990	1.942.659	24,9

Vulgarisation du gaz butane

Période 1986 - 1990

	Prévision de consommation (Tonnes)	Taux d'accroissement annuel-Consommation (en %)	Nombre de ménages à équiper
1986	2.000	-	13 333
1987	2.800	40	18 666
1988	3.600	28,6	24 000
1989	4.400	22,2	29 333
1990	4.800	9,1	32 000

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Le montant total des investissements s'élève à 64 323,35 Millions de F CFA dont :

- 42.604,10 Millions de F CFA (soit 66 % de l'investissement total) sont déjà acquis.
- 57,93 % représentent les investissements dans le projet de barrage hydro-électrique de Kompienga.

SECTEUR DE : L'ENERGIE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
A. Projets en cours d'exécution											
Sous-Secteur Electricité											
- Barrage hydro-électrique de Kompienga	M	9	38 495,00	36 814,00	0,00	36 814,00	16 823,99	9 902,97	9 534,83	552,21	-
- Extension réseaux de distribution électricité	M	4,5,6,9,10,11,15, 21,23,24,29	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	200	200	200	200	200
- Ligne électrique et Poste Kossodo	M	11	780,00	780,00	0,00	780,00	390	390	-	-	-
- Construction Centrale électrique Bobo II	M	10	2 100,00	2 100,00	0,00	2 100,00	1 000	1 100	-	-	-
- Actualisation études barrage Noumbiel	M	21	150,00	50,00	0,00	50,00	50	-	-	-	-
Sous-Total Electricité			**42 525,00**	**40 744,00**	**0,00**	**40 744,00**	**18 463,99**	**11 592,97**	**9 734,83**	**752,21**	**200**
* Sous-secteur Hydro-carbures											
- Vulgarisation de gaz butane	M	10,11	1 136,00	1 136,00	0,00	1 136,00	227	227	227	227	228
- Siège de Société Pétrolière	M	11	401,00	401,00	0,00	401,00	201	200	-	-	-
Sous-Total Hydrocarbures			**1 537,00**	**1 537,00**	**0,00**	**1 537,00**	**428**	**427**	**227**	**2227**	**228**
* Sous-secteur Energie Nouvelles et Renouvelables (ENR)											
- Vulgarisation séchoirs solaires et maisons de conservation	M	-	209,20	209,20	0,00	209,00	2,6	14,3	35,9	64,3	92,1
- ENR pour la Santé	M	4,5,9,10,11,21,29	272,90	164,70	0,00	164,70	8,75	36,33	48,22	29,15	42,25
- Poursuite recherches en ENR	M	11	176,50	85,80	0,00	85,80	26,39	20,13	12,64	13,02	13,62
- Etudes économies d'énergie à Faso Fani	M	5	10,00	10,00	0,00	10,00	5	5	-	-	-
- Création Atelier IBE	M	11	18,00	18,00	0,00	18,00	18	-	-	-	-
Sous-Total ENR			686,60	487,70	0,00	487,70	60,74	75,76	96,76	106,47	147,97
SOUS-TOTAL A.			44 748,60	42 768,70	0,00	42 768,70	18 952,73	12 095,73	10 058,59	1 085,68	575,97

SECTEUR DE : L'ENERGIE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis											
* Sous-secteur Electricité											
- Achat d'un groupe électrogène	P	2	5,60	5,60	0,00	5,60	5,6	-	-	-	-
- Electrification de 6 écoles	P	6	3,10	3,10	0,00	3,10	2,00	1,10	-	-	-
- Installation d'un transformateur	P	6	10,00	10,00	0,00	10,00	-	10	-	-	-
Sous-Total Electricité			18,70	18,70	0,00	18,70	7,60	11,10	-	-	-
*Sous-secteur Hydro-carbures											
- Construction de stations d'essence.	P	10,11	100,00	100,00	0,00	100,00	40	20	40	-	-
- Installation pétrolière aviation	M	11	160,00	160,00	0,00	160,00	80	80	-	-	-
- Renovation de stations d'essence	M	11	100,00	100,00	0,00	100,00	100	-	-	-	-
- Points de vente de produits pétroliers	P(M)	1,4,8,9,10,12,13, 15,16,17,19,21,23, 27,30	191,00	191,00	0,00	191,00	60	40	43	48	-
Sous-Total Hydro-carbures			551,00	551,00	0,00	551,00	280	140	83	48	-
* Sous-secteur ENR			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total B1.			569,70	569,70	0,00	569,70	287,60	151,1	83	48	-
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis											
* Sous-secteur Electricité			0,00	0,00	0,00	0,00	-	-	-	-	-
* Sous-secteur Hydro-carbures			0,00	0,00	0,00	0,00	-	-	-	-	-
* Sous-secteur ENR											
- Product° et commercialisat° de chauffe-eau solaires	M	11	208,00	208,00	0,00	208,00	0,9	7,1	37,6	72,4	90
Sous-Total B2.			208,00	208,00	0,00	208,00	0,9	7,1	37,6	72,4	90

SECTEUR DE : L'ENERGIE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher											
* Sous-secteur Electricité											
- Barrage hydro-électrique BAGRE	M	4	P.M								
- Interconnexion électrique Côte d'Ivoire-Burkina	M	6, 10	11 667,45	11 667,45	0,00	11 667,45	176,16	4 782,03	6 639,07	70,19	-
- Construction Centrale électrique Ouaga III	M	11	8 508,00	6 000,00	0,00	6 000,00	-	1 500	3 000	1 500	-
- Réhabilitation Centrale Electrique Ouaga II	M	11	450,00	450,00	0,00	450,00	45	405	-	-	-
Sous-Total Electricité			20 625,45	18 117,45	0,00	18 117,45	221,16	6 687,03	9 639,07	1 570,19	-
* Sous-secteur Hydro-carbures			0,00	0,00	0,00	0,00	-	-	-	-	-
* Sous-secteur ENR											
- Accélération vulgarisation massive foyers améliorés.	P(M)	Toutes provinces	872,10	872,10	170,00	702,10	-	100	175	225	202,10
- Energie Nouvelle et Renouvelable pour l'irrigation	M		720,00	200,00	-	200,00	25	55	45	40	35
- Vulgarisation de biogaz	M(P)	Provinces régions militaires	137,00	137,00	14	123	23	25	25	25	25
Sous-Total ENR			1 729,10	1 209,10	184,00	1 025,10	48	180	245	290	262,1
*Charges récurrentes	M	-	1 634,40	1 634,40	0,00	1 634,40	266,7	278,5	326,5	406,2	356,5
Sous-Total B3	-	-	23 988,95	20 960,95	184,00	20 776,95	314,7	7 145,53	10 210,57	2 266,39	618,60
TOTAL GENERAL A + B1 + B2 + B3			69 515,25	64 507,35	184,00	64 323,35	19 777,09	19 399,46	20 389,76	3 472,47	1 284,57

SECTEUR DE L'ENERGIE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécution															
Sous-Secteur Electricité												14131,00	22683,00	36814,00	
- Barrage hydroélectrique de Kompienga	M	9	38 495,00	36 814,00		36 814,00									
- Extension réseaux de distribut° électricité	M	4,5,6,9, 10,11, 15,21, 23,24, 29.	1 000,00	1 000,00		1 000,00				1 000,00	1 000,00				
- Ligne électrique et Poste Kossodo	M	11	780,00	780,00		780,00							780,00	780,00	
- Construct° Centrale électrique Bobo II	M	10	2 100,00	2 100,00		2 100,00						2100,00		2100,00	
- Actualisat° études barrage Noumbiel	M	21	150,00	50,00		50,00				50,00	50,00				
Sous-Total Electricité			42525,00	40744,00		40744,00				1 050,00	1 050,00	16231,00	23463,00	39694,00	
* Sous-secteur Hydrocarbures															400,00
- Vulgarisat° de gaz butane	M	10,11	1 136,00	1 136,00		1 136,00				736,00	736,00				
- Siège de Société Pétrolière	M	11	401,00	401,00		401,00				401,00	401,00				
Sous-Total Hydrocarbures			1 537,00	1 537,00		1 537,00				1 137,00	1 137,00				400,00
* Sous-secteur Energie Nouvelles et Renouvelables (ENR)															
- Vulgarisat° séchoirs solaires et maisons de conservation	M	-	209,20	209,20		209,00						16,90		16,90	192,30
- ENR pour la Santé	M	4,5,9, 10,11, 21,29.	272,90	164,70		164,70						64,70		64,700	100,00
- Poursuite recherches en ENR	M	11	176,50	85,80		85,80						35,80		35,80	50,00
- Etudes économies d'énergie à Faso Fani	M	5	10,00	10,00		10,00						10,00		10,00	
- Création Atelier IBE	M	11	18,00	18,00		18,00						18,00		18,00	
Sous-Total ENR			686,60	487,70		487,70						145,40		145,40	342,30
SOUS-TOTAL A.			44 748,60	42 768,70		42 768,70				2 187,00	2 187,00	16376,40	23463,40	39839,40	742,30

SECTEUR DE L'ENERGIE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis															
* Sous-secteur Electricité															
- Achat d'un groupe électrogène	P	2	5,60	5,60		5,60		5,60			5,60				
- Electrificat° de 6 écoles	P	6	3,10	3,10		3,10		3,10			3,10				
- Installat° d'un transformateur	P	6	10,00	10,00		10,00		10,00			10,00				
Sous-Total Electricité			18,70	18,70		18,70		18,70			18,70				
* Sous-secteur Hydrocarbures															
- Construct° de stations d'essence	P	10,11	100,00	100,00		100,00				100,00	100,00				
- Installat° pétrolière aviation	M	11	160,00	160,00		160,00				160,00	160,00				
- Renovat° de stations d'essence	M	11	100,00	100,00		100,00				100,00	100,00				
- Points de vente de produits pétroliers.	P(M)	1,4,8,9 10,12, 13,15,16 17,19,21 23,27,30	191,00	191,00		191,00				191,00	191,00				
Sous-Total Hydrocarbures			551,00	551,00		551,00				551,00	551,00				
* Sous-secteur ENR															
Sous-Total B1.			569,70	569,70		569,70		18,70		551,00	569,70				
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis															
* Sous-secteur Electricité															
* Sous-secteur Hydrocarbures															
* Sous-secteur ENR															
- Product° et commercialisat° de chauffe-eau solaires.	M	11	208,00	208,00		208,00						8,00		8,00	200,00
Sous-Total B2.			208,00	208,00		208,00						8,00		8,00	200,00

SECTEUR DE L'ENERGIE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher															
* Sous-secteur Electricité															
- Barrage hydro-électrique BAGRE	M	4	P.M												11667,45
- Installation électrique Côte-d'Ivoire-Burkina	M	6, 10	11667,45	11667,45		11667,45									6000,00
- Construction Centrale électrique Ouaga III	M	11	8508,00	6000,00		6000,00									450,00
- Réhalisation Centrale Electrique Ouaga II	M	11	450,00	450,00		450,00									
Sous-Total Electricité			20625,45	18117,45		18117,45									18117,45
* Sous-secteur Hydro-carbures															
* Sous-secteur ENR															
- Accélérat° vulgarisat° massive foyers améliorés.	P(M)	Toutes Provinces	872,10	872,10	170,00	702,10									702,10
- Energie Nouvelle et Renouvelable pour l'irrigation	M		720,00	200,00	-	200,00									200,00
- Vulgarisation de biogaz	M(P)	provinces régions militaires	137,00	137,00	14	123									123,00
Sous-Total ENR			1729,10	1209,10	184,00	1025,10									1025,10
* Charges récurrentes	M		1634,40	1634,4		1634,4									1634,40
Sous-Total B3			23988,95	20960,95	184,00	20776,95									20776,95
TOTAL GENERAL A + B1 + B2 + B3			69515,25	64507,35	184,00	64323,35	...	18,70		2738,00	2756,70	16384,40	23463,00	39847,40	21 719,25

2.2.2. Mesures d'accompagnement

- Intégrer à la préparation du budget courant de l'Etat la prévision et la répartition des recettes fiscales pétrolières. L'affectation des taxes pétrolières à des fonds spéciaux sera limitée à des fins d'investissement telles l'entretien des routes ;

- Harmoniser la production électrique de la SONABEL et celle de certains particuliers produisant des surplus en veillant à ce que ces particuliers puissent distribuer leur production d'électricité dans les zones non encore desservies par la SONABEL et pour lesquelles il n'existe pas de projet d'approvisionnement dans un proche avenir. Cette forme de distribution s'effectuera selon une tarification à la fois incitatrice et conforme aux objectifs de développement de la SONABEL.

- Créer une structure de planification énergétique, regroupant les institutions impliquées dans le développement du secteur de l'énergie (Ministère de la Planification et du Développement Populaire, de l'Equipement, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, de l'Eau, de l'Environnement et du Tourisme) et dont le rôle sera de définir un schéma directeur dans le domaine énergétique;

- Renforcer le rôle de l'Institut Burkinabè de l'Energie (IBE), rôle qui consiste à développer l'utilisation des énergie renouvelables et à donner des conseils en matière de stratégie énergétique globale.

3. EFFETS ATTENDUS

La réalisation du programme du secteur de l'énergie aura les conséquences bénéfiques suivantes :

- Réduction du déficit forestier (de 2 Millions de m3 soit 121.000 ha de forêts naturelles de sauvés) : ce qui serait d'un apport au rétablissement et au maintien de l'équilibre écologique, à l'amélioration des sols et à l'augmentation des nappes phréatiques ;

- Réduction des pertes post-récolte (800 tonnes par an) ;

- Création d'emplois (plus de 500 emplois permanents et environ 2.000 emplois temporaires).

- Economies de devises (4 à 5 Milliards de F CFA)

- Meilleure couverture du pays en électricité et amélioration du niveau de vie des populations dans les zones semi-rurales et urbaines.

8. TRANSPORTS

1. ANALYSE DE LA SITUATION

La situation géographique du Burkina Faso confère au secteur des transports une importance vitale pour le pays. Par l'appui qu'il apporte à l'extension des activités industrielles et commerciales, ce secteur a joué et continuera de jouer un rôle fondamental.

1.1. Transport routier

1.1.1. Réseau routier

La route joue un rôle prépondérant dans le secteur des transports. Cette prépondérance trouve son explication dans la situation spécifique du pays. En effet, le Burkina Faso est non seulement un pays enclavé sans débouché maritime mais aussi un pays de transit pour les Etats de l'intérieur (Mali, Niger).

L'ensemble du réseau routier burkinabè se présente comme suit courant 1985 :

- Routes bitumées	:	1.476 km
- Routes en terre	:	6.697 km
- Routes secondaires	:	5.103 km
		13.276 km

Durant la période 1975 - 1983, l'accent a surtout été mis sur le désenclavement externe du Burkina Faso vers les pays côtiers (Ghana-Togo - Côte d'Ivoire). Cette politique s'est concrétisée par le bitumage de toutes les voies d'accès vers ces pays.

Cette action a été menée au détriment d'un désenclavement interne seul capable de permettre l'intensification des échanges inter-régionaux à l'intérieur du Burkina.

.../...

Toutefois, il faut noter que durant la période du Programme Populaire de Développement (PPD), un accent particulier a été mis sur le désenclavement entre provinces. Ainsi, 1.096 km de pistes rurales ont été construits se répartissent comme suit :

- Direction Régionale de	Ouagadougou	: 438 km
- "	" Bobo-Dioulasso	: 190 km
- "	" Fada N'Gourma	: 244 km
- "	" Ouahigouya	: 131 km
- "	" Dédougou	: 93 km
		1.096 km

Le réseau routier burkinabè se présente dans un état physique peu satisfaisant. Un effort s'impose en matière d'entretien routier.

1.1.2. L'activité de transport routier

Les transports de marchandises et de passagers sont entre les mains d'intérêts privés. Cette situation a favorisé l'éclosion d'une multitude d'artisans-opérateurs de transport, n'ayant pour la plupart, aucune notion de gestion rationnelle de leur activité.

L'absence de structure étatique ou même privée pouvant organiser, suivre et structurer l'activité de transport a eu pour conséquences :

- les difficultés de saisie et de tenue de statistiques fiables sur le parc automobile et les flux de trafic ;

- l'impossibilité de suivre et de contrôler le parc dans son ensemble;

- l'absence de réglementation en matière de tarification.

La mise en service récente du centre de formation des opérateurs de transport d'une part, et le début de fonctionnement du Centre de Contrôle des Véhicules Automobiles (CCVA) d'autre part, contribueront à amorcer une gestion rationnelle du secteur des transports au Burkina Faso.

.../...

Par ailleurs, la création tout aussi récente d'une Société d'Etat, la régie X9, vise à résoudre les problèmes de transport urbain et même inter-urbain de passagers. Toutefois, sa politique sociale se traduisant par des tarifs abordables, et son souci de recourir le moins possible aux subventions de l'Etat, rend difficile l'équilibre financier de la régie.

1.2. Transport ferroviaire

Le "réseau ferroviaire" du Burkina Faso est constitué d'une seule ligne reliant Abidjan à Ouagadougou. Le manque d'investissements stratégiques et la mauvaise gestion qui ont caractérisé la Régie Abidjan-Niger (RAN) ces dernières années ont eu pour conséquences:

- l'acquisition d'un matériel de prestige qui s'est trouvé par la suite mal entretenu et mal géré ;

- Une voie se trouvant actuellement dans un état déplorable ;

- Une mauvaise qualité du service rendu du fait d'un manque de sécurité, de confort et de rapidité.

Une telle situation a conduit la RAN à cumuler un déficit financier considérable, entravant ainsi son activité, l'exposant de ce fait à une concurrence sans merci exercée par les transporteurs privés et publics.
Concernant le chemin de fer du Sahel, les immenses efforts déployés pour sa réalisation, ont permis de faire tous les terrassements, ouvrages d'art et de poser 35 km de rails sur le tronçon Ouagadougou-Kaya.

1.3. Transport aérien

1.3.1. Infrastructures aéroportuaires

Le Burkina Faso possède deux types d'infrastructures aéroportuaires:

- Aéroports principaux (internationaux) : ceux de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ;
- Aérodromes secondaires dans les localités intérieures.

.../...

Le manque d'entretien et d'une politique cohérente de développement des infrastructures a conduit à la situation suivante :

- l'aéroport de Bobo a été délaissé, se prêtant mal au trafic internationa ;

- la piste actuelle de l'aéroport de Ouagadougou ne permet pas de faire face à un trafic international de gros porteurs ;

- de nombreux aérodromes secondaires ont vu leurs pistes se dégrader sans qu'il n'y ait eu d'efforts sérieux de maintenance.

1.3.2. L'activité de transport aérien

Le transport aérien au Burkina Faso est assuré par :

- Une compagnie nationale : Air Burkina ;

- Une compagnie multinationle : Air Burkina ;

- diverses compagnies étrangères : UTA, Air Ivoire, Point Air, Aéroflot, Air Algérie ...,

L'essentiel du trafic aérien du Burkina passe par les aéroports de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso. Le taux moyen de croissance durant les dernières années est de l'ordre de 9 % par an pour le trafic passagers qui reste toutefois assez faible. Ainsi, à itre de comparaison, le trafic global burkinabè ne représente que 2,5 à 3 % du total ASECNA. La plus grande partie de ce trafic revient à l'aéroport de Ouagadougou (90 % environ du total). Le trafic intérieur est faible par rapport au trafic international (Afrique et Europe). Il est assuré exclusivement par la compagnie nationale Air Burkina qui dessert actuellement trois provinces (Houet, Séno, Oudalan). Notons qu'au-delà de la desserte intérieure, Air Burkina utilise quelques lignes internationales :

.../...

- Ouagadougou - Niamey ;
- Ouagadougou - Bamako ;
- Ouagadougou - Abidjan ;
- Ouagadougou - Cotonou ;
- Ouagadougou - Lomé.

D'une manière générale, le marché du transport servi par Air Burkina est en hausse, surtout le trafic passagers. Cependant, elle procède actuellement à une réduction de sa flotte et ne peut profiter de cette tendance favorable du marché.

En effet, la situation financière difficile que traverse actuellement la compagnie mérite une attention particulière.

1.4. Infrastructures d'accueil et de transit

Dans le souci de diversification des corridors d'approvisionnement du Burkina, des entrepôts et terre-pleins ont été construits et aménagés dans la plupart des ports côtiers voisins.

L'aménagement d'infrastructures de stockage dans les gares terminales de marchandises au Burkina Faso constitue une solution au problème d'accueil et de traitement de ces marchandises aussi bien à l'importation qu'à l'exportation.
La gestion de celles-ci est en grande partie entre les mains des transitaires privés.

L'analyse de la situation actuelle du secteur des transports révèle les traits caractéristiques suivants :

- Toutes les actions auparavant menées dans le secteur des transports notamment dans le domaine des infrastructures routières, avaient mis l'accent sur le désenclavement extérieur du Burkina en négligeant le désenclavement intérieur ;

.../...

- L'entretien du réseau ayant été longtemps négligé, on dispose actuellement d'un réseau dont l'état physique est peu satisfaisant;

- L'activité de transport n'est pas structurée.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

Les objectifs stratégiques sont les suivants :

- Disposer d'un réseau national fiable et structuré capable d'appuyer le développement des échanges inter-régionaux, permettant l'écoulement des surplus agricoles des zones excédentaires vers les zones déficitaires et facilitant l'approvisionnement des différentes localités du pays en produits industriels divers.

- Permettre l'ouverture du Burkina Faso vers l'extérieur par le développement des transports aériens.

- Organiser et structurer l'activité de transport, et notamment rationaliser la gestion du secteur des transports routiers.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

Pour atteindre les objectifs stratégiques ainsi fixés, les actions suivantes seront menées durant la période 1986-1990 :

- Un Plan Directeur des Transports :

La politique des transports devra se placer dans une perspective à long terme, prendre en compte les tendances lourdes de répartition et de croissance des populations et des productions. Elle s'appuiera sur le Schéma National d'Aménagement du Territoire.

.../...

Le glissement progressif de la production céréalière des régions du Centre vers le Sud-Ouest, l'urbanisation accélérée, l'explosion démographique laissent prévoir une multiplication par un facteur 2,5 de la production céréalière dans le Sud-Ouest et par un facteur de l'ordre de 5 à 10 de la production commercialisée à destination des centres urbains et des régions déficitaires. Des infrastructures de transport, de stockage et de commercialisation en découleront. Le Plan Directeur des Transports coordonnera également le développement des différents modes de transport; il veillera à établir une concurrence équitable et si possible une complémentarité entre le rail et la route.

- L'entretien du réseau routier national ;

- Le redressement financier de la Régie Abidjan-Niger ;

- Le prolongement de la voie ferrée Abidjan-Ouagadougou jusqu'à Kaya, premier tronçon du chemin de fer du Sahel ;

- L'extension des programmes de construction de pistes rurales dans les zones traditionnellement excédentaires et dans celles traditionnellement déficitaires ;

- Le bitumage de nouveaux axes intérieurs se greffant ainsi au réseau international déjà bitumé ;

- L'amélioration des infrastructures aéroportuaires notamment par la construction de cinq aérodromes secondaires provinciaux, par l'équipement de l'aéroport de Bobo-Dioulasso et par l'allongement de la piste de l'aéroport de Ouagadougou.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Le programme d'investissement se monte à 112.047 Millions F CFA dont 35 337,58 Millions de F CFA d'acquis.

.../...

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. Projets en cours d'exécution											
* Transports routiers				-							
- Bitumage route Piega/Fr. Niger	M	9,28	9.700	PM(1)	-	-	-	-	-	-	-
- Construction ponts	P	4	8,00	8,00	3,20	4,80	4,80	-	-	-	-
- Aménagement route Pô-Tiébélé-Ziou-Zabré Manga	M	16,30,4	4.313	PM(1)	-	-	-	-	-	-	-
- Aménagement route Bilanga- Taparko	M	17,8	4.118	2.059	-	2.059	1.372	687	-	-	-
- Construction ponts	P	21	4,960	4,96	1,15	3,81	3,81	-	-	-	-
- Programme 4e Projet Routier	M	5,19,14,7,11	19.300	PM(1)	-	-	-	-	-	-	-
- Aménagement route Djibo/Dori/Falagountou	M	24,26	5.833	PM(1)	-	-	-	-	-	-	-
- Installation ponts bascules et pèse-essieux	M	10,12	75,00	75,00	-	75,00	75,00	-	-	-	-
- Construction route Boulsa/Kouguy	P	17,7	9,00	9,00	2,70	6,30	6,30	-	-	-	-
- Ouverture routes Patte d'Oie	P	11	14,00	14,00	-	14,00	14,00	-	-	-	-
- Acquisition materiel travaux publics	P	11	132,40	132,40	-	132,40	132,40	-	-	-	-
- Bitumage place de la Révolution	P(M)	29	81,05	81,05	1,05	80,00	80,00	-	-	-	-
- Construction pistes	P	15	6,60	6,60	-	6,60	1,32	1,32	1,32	1,32	1,32
- Réfection routes bitumées	P	11	121	121	-	121	121	-	-	-	-
Sous total			43 716,01	2.511,01	8,10	2.502,91	1.810,63	688,32	1,32	1,32	1,32
* Transports ferroviaires											
- Chemin de fer du Sahel (Tronçon Ouaga/Kaya)	M	23,18	11.087	5.753	-	5.753	4.434	1.319	-	-	-
Sous total			11.087	5.753	-	5.753	4.434	1.319	-	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
* Transports Aériens				-							
- Construction et équipement aéroport Bobo-Dioulasso	M	10	7.588	7.588	-	7.588	4.671	2.917	-	-	-
- Remise en état du Twin-Otter	M		100	100	-	100	100	-	-	-	-
Sous total			7.688	7.688	-	7.688	4.771	2.917	-	-	-
Infrastructures d'accueil et de transit											
- Ouverture nouveaux bureaux aux postes frontières (S.N.T.B)	M	1,9,6	18	18	-	18	18	-	-	-	-
- Information de la gestion (S.N.T.B)	M	11	12	12	-	12	12	-	-	-	-
Sous total			30	30		30	30	-	-	-	-
TOTAL A			62.521,01	15.982,01	8,10	15 973,91	11.045,63	4.924,32	1,32	1,32	1,32
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis											
* Transports routiers											
- Etude pour bitumage route Bobo-Orodara/ Frontière Mali	M	10,12	200	200	-	200	-	130	70	-	-

SECTEUR DE : TRANSPORTS

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
- Construction pistes rurales	P(M)	7	347	PM(3)	-	-	-	-	-	-	-
- Programme Routier 6° FED	M	6,25,27,3,21	5.865	5.865	-	5.865	-	4.673	1.192	-	-
- Programme"Pistes du Sahel"	M	19,27	1.600	1.600	-	1.600	-	1.140	460	-	-
- Aménagement route Kaya/Dori	M	17,23,24	7.300	7.300	-	7.300	-	2.920	2.920	1.460	
- Bitumage avenue BASSAWARGA	M	11	1.300	1.300	-	1.300	-	390	910	-	
- Construction Pistes	P	5	14,370	14,370	10,220	4,150	2,00	2,15	-	-	-
" "	P	17	29,70	29,70	15,06	14,64	4,48	2,78	2,27	2,07	1,77
" "	P(M)	19	107,83	PM(4)	-	-	-	-	-	-	-
" "	P	22	3,00	3,00	3,00	-	-	-	-	-	-
" "	P(M)	27	115,85	PM(4)	-	-	-	-	-	-	-
" "	P	23	34,03	34,03	20,42	13,61	3,29	2,58	2,58	2,58	2,58
" "	P	26	8,55	8,55	0,25	8,30	-	4,08	4,22	-	-
- Construction gare routière	P	9	5,00	5,00	2,00	3,00	-	2,00	1,00	-	-
- Construction ponts	P	3	16,12	16,12	16,12	-	-	-	-	-	-
- Construction gare routière	26	26	5,00	5,00	0,90	4,10	-	4,10	-	-	-
- Construction de ponts	P	4	8,00	8,00	3,20	4,80	-	4,80	-	-	-
" "	P	6	600	600	-	600	-	600	-	-	-
" "	P	10	7,500	7,500	1,30	6,20	-	4,60	1,60	-	-
" "	P	24	0,700	0,700	0,700	-	-	-	-	-	-
" "	P	22	13,50	13,50	4,40	9,10	9,10	-	-	-	-
" "	P	20	0,500	0,500	0,500	-	-	-	-	-	-
" "	P	29	4,300	4,300	1,300	3,00	1,00	-	1,00	-	1,00
- Réfection route Cossima-Tomé- Yoba	P	27	10,00	10,00	-	10,00	-	5,00	5,00	-	-
- Construction pistes agricoles (200 km)	P	8,28	1.300	1.300 PM(3)		-	PM(3)	-	-	-	-
- " "	P	28	79,5	79,5	-	79,5	-	-	79,5	-	-

PM(3) : Projets retenus dans le Programme de l'Agriculture
PM(4) : Projets retenus dans le Programme "Pistes du Sahel"

SECTEUR DE : TRANSPORTS

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
- Construction pistes agricoles (200 km).	P(M)	10	184,71	PM(5)	-	-	-	-	-	-	-
- Bitumage de l'Avenue CHE GUEVARA	M	11	370	370	-	370	-	370	-	-	-
Sous total			19 530,16	17 474,77	79,37	17 395,40	20,17	10 256,06	5.649,17	1.464,65	5,35
* Transports ferroviaires											
Néant											
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis											
* Transports aériens											
- Allongement piste aéroport Ouaga	M	11	3.400	3.400	-	3.400	-	1.020	2.380	-	-
- Informatisation gestion Air-Burkina	M		15	15	-	15	1,20	13,80			
Sous total			3.415	3.415	-	3.415	1,20	1.033,8	2.380	-	-
* structures d'accueil et de transit											
- Aménagement terminaux containers	M	10,11	500	500	-	500	250	250	-	-	-
- Construction siège CBC	M	11	900	900	-	900	-	600	300	-	-
- Construction d'un terre-plein à Lomé	M	TOGO	130	PM(2)	-		-	-	-	-	-
- Construction unité manutention	M	10,11	300	300	-	300	-	300	-	-	-
- Construction d'un terre-plein à Koudougou	M	5	42	PM(2)	-	-	-	-	-	-	-
Sous total			1.872	1.700		1.700	250	1.150	300	-	-
TOTAL B1			24 817,16	22 589,77	79,37	22 510,40	271,37	12 439,86	8.329,17	1.464,65	5,35

PM(5) : Projets retenus dans le programme ministériel d'entretien routier. - PM(2) : Projets dont la réalisation est laissée au secteur privé.

SECTEUR DE : TRANSPORTS

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis				-							
* Transports routiers											
- Construction pistes agricoles	P(M)	6	19,080	PM(3)	-	-	-	-	-	-	-
- " " "	P(M)	14	970,700	PM(3)	-	-	-	-	-	-	-
- " " "	P	20	105,83	105,83	3,13	102,700	2,70	25,00	25,00	25,00	25,00
- " " "	P	30	246,23	246,23	70,48	175,75	50,75	125,00	-	-	-
- Construction de ponts	P	6	24,200	24,200	7,20	17,00	-	8,50	8,50	-	-
- Construction de pistes	P	12	39,920	39,920	29,92	10	2,00	4,00	4,00	-	-
Sous total			1.405,96	416,18	110,73	305,45	55,45	162,50	37,50	25,00	25,00
* Transports ferroviaires											
- Clôture et éclairage gares	M	10,11	115	115	-	115	30	25	20	20	20
Sous total			115	115		115	30	25	20	20	20
* Transports aériens NEANT					-	-	-	-	-	-	-

PM(3) : Projets retenus dans le Programme de l'Agriculture

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis				-							
Infrastructures d'accueil et de transit											
- Construction entrepôt et aménagement Terre - plein - Cotonou (BENIN)	M	BENIN	643	PM	-	-	-	-	-	-	-
- Construction entrepôt et terre - plein TEMA (GHANA)	M	GHANA	440	PM(2)	-	-	-	-	-	-	-
Sous total			1.083	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL B2			2.603,96	531,18	110,73	420,45	85,45	187,50	57,50	45,00	45,00

PM(2) : Projet dont la réalisation est laissée au secteur privé.

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
. Projets démarrés dont le financement est totalement à rechercher											
* Transports routiers											
Programme entretien routier	M	2,4,6,10,11,12, 14,16,17,18,23, 24,28,29,30	30.000	22.025	-	22.025	-	-	10.075	5.975	5.975
Aménagement route Fada/Bilanga	M	8,9	3.285	3.285	-	3.285	-	-	3.285	-	-
Aménagement route Banfora/Sidéradougou/Gaoua/ Batié	M	6,20	8.500	2.964	-	2.964	-	-	988	988	988
Bitumage route Fada/Pama/Fr. Bénin	M	9,00	5.564	5.464	-	5.564	-	1.391	4.173	-	-
Bitumage route Bobo/Orodara/Ff. Mali	M	10,12	8.515	2.000	-	2.000	-	-	-	-	2.000
Bitumage route Bobo/Dédougou	M	10,15	16.000	11.000	-	11.000	-	-	-	5.000	6.000
Bitumage route Ouaga/Léo/Fr. Ghana	M	2,25,10	10.000	5.000	-	5.000	-	-	-	2.500	2.500
Elaboration d'un plan directeur des transports	M		150	150	-	150	-	150	-	-	-
Bitumage route Ouaga/Kaya/Dori	M	11,18,27,23,17	23.420	13.420	-	13.420	-	-	6.000	6.000	1.420
Bitumage Boulevard Circulaire	M	11	2.650	1.650	-	1.650	-	-	-	1.000	650
- Construction pistes	P	1	27,350	27,350	19,00	8,350	2,030	4,020	0,800	0,700	0,800
- " "	P	2	78,780	78,780	18,18	60,600	-	15,15	15,15	15,15	15,15
- Construction pistes et ponts	P	21	87,97	87,97	70,59	17,38	-	17,38	-	-	-
- Construction pistes	P	17	29,70	29,70	15,06	14,64	4,78	3,75	2,27	2,07	1,77
- " "	P	7	11,700	11,700	3,500	8,200	-	-	8,20	-	-
" "	P	13	97,00	97,00	24,700	72,300	-	-	20,00	20,00	32,30

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
-				-							
- Construction pistes	P	16	3,02	3,02	-	3,02	0,32	0,50	0,60	0,80	0,8
- " "	P	18	18,00	18,00	5,40	12,60	6,00	6,60	-	-	-
- Construction ponts	P	27	2,00	2,00	0,50	1,50	-	-	-	1,50	-
" "	P	29	51,12	51,12	50,82	0,30	-	-	-	0,30	-
- " "	P	27	59,30	59,30	37,74	21,56	-	5,00	10,00	6,56	-
- " "	P	4	7,20	7,20	2,88	4,32	-	-	4,32	-	-
- " "	P	4	2,40	2,40	0,92	1,48	0,49	0,99	-	-	-
- " "	P	7	1,00	1,00	0,30	0,70	0,70	-	-	-	-
- " "	P	12	38,64	38,64	4,00	34,64	-	6,93	13,86	13,85	-
- " "	P	18	115	115,00	4,50	110,50	-	26,50	32,00	26,00	26,00
- " "	P	22	20,50	20,50	6,15	14,35	-	-	5,74	5,74	2,87
- Acquisition matériel transport et navigation	P	11	45,00	45,00	-	45,00	20,00	5,00	-	-	20,00
- " "	P	24	0,80	0,80	-	0,80	-	-	0,80	-	-
- Construction 3 gares secondaires Ouaga	M	11	150,00	PM(2)	-	-	-	-	-	-	-
Sous total			108.930,48	67 384,48	264,24	67 120,24	34,32	1.632,82	24.634,74	21 185,67	19.632,69

PM(2) : Projets dont la réalisation est laissée au secteur privé

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
* Transports ferroviaires				-							
- Construction bloc Diesel	M	11	3.415	2.049	-	2.049	-	-	2.049	-	-
- Amélioration de la voie	M		6.189	3.150	-	3.150	-	240	1.160	786	964
- Acquisition matériel d'entretien	M		455	273	-	273	-	144,50	128,50	-	-
Sous total			10 059,00	5.472	-	5.472	-	384,50	3.337,50	786	964
* Transports aériens											
- Construction aérodromes secondaires (5)	M	Arly-Poura-Di-Pama Sebba	330	330	-	330	66,00	66,00	66,00	66,00	66,00
- Construction aérodrome Bongandé	M(P)	8	110	110	-	110	-	25,00	85,00	-	-
- Construction agence Air Burkina	M	10	50,00	50,00	-	50,00	-	-	33,00	17,00	-
- Agrandissement hangar Air Burkina	M	11	60	60	-	60	-	-	-	20	40
Sous total			550	550	-	550	66,00	91,00	184,00	103,00	106,00
TOTAL B3			119539,48	73 406,48	264,24	73 142,24	100,32	2.108,32	28.156,24	22 074,67	20.702,69
TOTAL GENERAL			209481,61	112.509,44	462,44	112.047	11.502,77	19660,00	36.544,23	23585,64	20.754,36

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécution															
* Transports routiers															
- Bitumage route PIBGA/Frontière Niger	M	28	9.700,00	PM(1)											
- Aménagement route PÔ/Ziou/Tiébélé/ Manga/Zabré	M	4,16,30	4.313,00	PM(1)											
- Aménagement route Bilanga/Taparko	M	17,8	4.118,00	2.059,00	-	2.059,00							2.059,00	2.059,00	
- Programme 4e Projet Routier	M	5,19,14 7,11	19.300,00	PM(1)											
- Aménagement route Djibo/Dori/Pala-gountou	M	24,26	5.833,00	PM(1)											
- Installation ponts bascules et pèse- essieux	M	10,12	75,00	75,00	-	75,00	-	-		75,00	75,00	-	-	-	-
- Refection routes bitumées	P	11	121,00	121,00	-	121,00	-	121,00		-	121,00	-	-	-	-
- Ouverture routes Patte d'Oie	P	11	14,00	14,00	-	14,00	-	14,00		-	14,00	-	-	-	-
- Acquisition matériel des travaux publics	P	11	132,40	132,40	-	132,40	-	132,40	-	-	132,40	-	-	-	-
- Bitumage place de la Révolution	P(M)	29	81,05	81,05	1,05	80,00	80,00	-	-	-	80,00	-	-	-	-
- Construction de pistes et ponts	P	21	4,96	4,96	1,15	3,81	-	3,81	-	-	3,81	-	-	-	-
- Construction route Boulsa / Kougey	P	7,17	9,00	9,00	2,70	6,30	-	6,30	-	-	6,300	-	-	-	-
- Construction de ponts	P	4	8,00	8,00	3,20	4,80	-	-	-	-	-	4,80	-	4,80	-
- Construction de pistes	P	15	6,60	6,60	-	6,60	-	6,60	-	-	6,60	-	-	-	-
Sous total			43.716,01	2.511,01	8,10	2.502,91	80,00	284,11	-	75,00	439,11	4,800	2.059	2.063,80	-
* Transports ferroviaires															
- Chemin de fer du Sahel (Tronçon Ouaga/Kaya)	M	11,18,23	11.087,00	5.753,00	-	5.753,00	-	-	-	-	-	5753,00	-	5753,00	-
Sous total			11.087,00	5753,00	-	5753,00	-	-	-	-	-	5753,00	-	5753,00	-
* Transports aériens															
- Aéroport Bobo (Construction et équipement)	M	10	7.588,00	7.588,00	-	7.588,00	-	-	-	-	-	4200,00	-	4 200,00	3.388 ,00
- Remise en état du Twin-Otter	M	11	100,00	100,00	-	100,00	-	-	-	100,00	100,00	-	-	-	-
Sous total			7.688,00	7688,00	-	7.688,00	-	-	—	100,00	100,00	4200,00	-	4 200,00	3.388 ,00

P.M (1) Projets initialement inscrits au PPD en cours de finition.

Situation / du financement — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
* Infrastructures d'accueil et de transit															
- Ouverture de bureaux aux postes frontière (SNTB)	M	4,9,6	18,00	18,00	-	18,00	-	-	-	18,00	18,00	-	-	-	-
- Informatisation gestion (SNTB)	M	11	12,00	12,00	-	12,00	-	-	-	12,00	12,00	-	-	-	-
Sous total			30,00	30,00	-	30,00	-	-	-	30,00	30,00	-	-	-	-
TOTAL A			62.521,01	15.982,01	8,10	15.973,91	80,00	284,11	-	205,00	569,11	9957,80	2059,00	12016,80	3.388,00
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis							-								
* Transports routiers															
- Etude Bobo/Orodara/Fr. Mali	M	10,12	200,00	200,00	-	200,00	-	-	-	-	-	200,00	-	200,00	-
- Programme Routier 6e FED	M	6,25,27, 3,21	5.865,00	5865,00	-	5865,00	-	-	-	-	-	5865,00	-	5865,00	-
- Programme "Pistes du Sahel"	M	19,24	1.600,00	1600,00	-	1.600,00	-	-	-	-	-	1600,00	-	1600,00	-
- Aménagement route Kaya/Dori	M	16,23,24	7.300,00	7300,00	-	7.300,00	-	-	-	-	-	7300,00	-	7300,00	-
- Bitumage avenue Bassawarga	M	1	1.300,00	1300,00	-	1.300,00	-	-	-	-	-	1300,00	-	1300,00	-
- Construction pistes	P	5	14,370	14.370	10,22	4,150	-	4,15	-	-	4,15	-	-	-	-
- " "	P	4	8,00	8,00	3,200	4,800	-	-	-	-	-	4,800	-	4,800	-
- " "	P	29	4,300	4,300	1,300	3,00	-	-	-	3,00	3,00	-	-	-	-
- " "	P	17	29,700	29,700	15,060	14,640	-	-	-	14,640	14,640	-	-	-	-
- " "	P (M)	19	107,83	PM(4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- " "	P	22	3,00	3,00	3,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- " "	P	23	34,03	34,03	20,42	13,610	-	-	-	13,610	13,610	-	-	-	-
- " "	P	26	8,55	8.550	0,250	8,300	-	8,300	-	-	8,300	-	-	-	-
- " "	P(M)	7	347,00	PM(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- " "	P	28	79,500	79,500	-	79,500	-	-	-	79,500	79,500	-	-	-	-
- " "	P(M)	24	115,850	PM(4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- " "	P(M)	8,28	1300,00	PM(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Réfection route Gossina/Toma/Yaba	P	27	10,00	10,00	-	10,00	-	-	-	10,00	10,00	-	-	-	-
- Construction gare routière	P	9	5,00	5,00	2,00	3,00	-	-	-	3,00	3,00	-	-	-	-
- Bitumage de l'Avenue CHE GUEVARA	M	11	370,00	370,00	-	370,00	-	-	-			370,00		370,00	-

PM(3) : Projet retenu dans le Programme de l'Agriculture

Situation / du financement — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B1 (Suite)															
- Construction gare routière	P	26	5,00	5,00	0,900	4,100	-	-	-	4,10	4,10	-	-	-	-
- Construction ponts	P	3	16,12	16,120	16,120	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- " "	M	6	600,00	600,00	-	600,00	-	-	-	-	-	600,00	-	600,00	-
" "	P	10	7,500	7,500	1,300	6,200	-	6,200	-	-	6,200	-	-	-	-
- " "	P	20	0,500	0,500	0,500	-									
- " "	P	12	13,500	13,500	4,400	9,100	-	-	-	-	-	9,100	-	9,100	-
- " "	P	24	0,700	0,700	0,700										
- Construction de pistes	P(M)	10	184,710	PM(5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous total			19 530,16	17 474,77	79,370	17 395,40	-	18,65	-	127,85	146,50	17248,90	-	17248,90	-
* Transports ferroviaires															
Néant															
* Transports aériens															
- Allongement de la piste de l'aéroport OUAGADOUGOU	P	11	3.400,00	3.400,00	-	3.400,00	-	-	-	-	-	-	3.400,00	3.400,00	-
- Informatisation de la gestion Air Burkina	M	11	15,00	15,00	-	15,00	-	-	-	15,00	15,00	-	-	-	-
Sous total			3.415,00	3.415,00	-	3.415,00	-	-	-	15,00	15,00	-	3.400,00	3400,00	-
* Infrastructures d'accueil et de transit															
Aménagement de terminaux containers	M	10,11	500,00	500,00	-	500,00	-	-	-	500,00	500,00	-	-	-	-
- Siège du CBC	M	11	900,00	900,00	-	900,00	-	-	300,00	600,00	900,00	-	-	-	-
- Construction d'un terre-plein à Loné	M	1000	130,00	PM(2)		-									
- Unité de manutention	M	10,11	300,00	300,00	-	300,00	-	-	-	300,00	300,00	-	-	-	-
- Construction d'un terre-plein à Koudougou	M	5	42	PM(2)											
Sous total			1.872,00	1700,00	-	1.700,00	-	-	300,00	1.400,00	1.700,00	-	-	-	-
TOTAL B1			24 817,16	22 589,77	79,370	22 510,40	-	18,65	300,00	1.542,85	1.861,50	17248,90	3.400	20 648,90	-

PM(5) Projet retenu dans le programme ministériel d'entretien routie

PM(2) : Projets dont la réalisation est laissée au secteur privé.

SECTEUR DES TRANSPORTS

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B2. Projets démarrés dont le financement est partiellement acquis															
* Transports routiers															
- Construction pistes	P	12	39,92	39,92	29,92	10,00	-	8,00	-	-	8,00	-	-	-	2,00
- " "	P	6	19,08	PM(3)	-	-	--	-	-	-	-	-	-	-	-
- " "	P	20	105,83	105,83	3,13	102,70	-	5,07	-	-	5,07	-	-	-	97,630
- " "	P	30	246,23	246,23	70,480	175,75	-	-	-	166,500	166,500	-	-	-	9,250
- Construction de ponts	P	6	24,200	24,200	7,200	17,00	-	-	-	10,00	10,00	-	-	-	7,00
- Construction de pistes	P(M)	14	970,700	PM(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous total			145,96	416,18	110,730	305,450	-	13,07	-	176,500	189,570	-	-	-	115,880
* Transports ferroviaires															
- Clôture et éclairage de gares	M	10,11	115,00	115,00	-	115,00	-	-	-	51,600	51,600	-	-	-	63,40
Sous total			115,00	115,00	-	115,00	-	-	-	51,600	51,600	-	-	-	63,400
* Transports aériens															
Néant															
* Infrastructures d'accueil et de transit															
- Construction d'un entrepôt et d'un terre-plein à Téma	M	GHANA	440,00	PM(2)											
- Construction d'un terre-plein et d'un entrepôt à Cotonou	M	BENIN	643,00	PM(2)											
Sous total			1.083,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL B2			2.603,96	531,18	110,73	420,45	-	13,07	-	228,10	241,17	-	-	-	179,28

PM(3) : Projet retenu dans le programme de l'Agriculture

SECTEUR DES TRANSPORTS

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher															
* Transports routiers															
- Aménagement Bilanga /Fada	M	9,8	3 285	3 285	-	3 285	-	-	-	-	-	-	-	-	3.285
- Programme d'entretien routier	M	2,4,6,9 10,11,12 14,16,17 18,23,25 28,29,30	30.000	22.025	-	22.025	-	-	-	-	-	-	-	-	22.025
- Aménagement de la route Banfora/Sidéradougou/Caoua/Batié	M	6,21	8.500	2.964	-	2.964	-	-	-	-	-	-	-	-	2.964
- Bitumage de la route Fada/Pama / Frontière Bénin	M	9	5.564	5.564	-	5.564	-	-	-	-	-	-	-	-	5.564
- Bitumage de la route Bobo/Orodara/ Frontière Mali	M	10,12	8.515	2.000	-	2.000	-	-	-	-	-	-	-	-	2.000
- Bitumage de la route Bobo/ Dédougou	M	10,15	16.000	10.630	-	10.630	-	-	-	-	-	-	-	-	10.630
- Bitumage Ouaga/Léo/Frontière Ghana	M	10,2,25	10.000	5.000	-	5.000	-	-	-	-	-	-	-	-	5.000
- Elaboration d'un plan directeur des transports	M		150,00	150,00	-	150,00	-	-	-	-	-	-	-	-	150,00
- Construction de 3 gares secondaires à Ouagadougou	M	11	150,00	PM(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Bitumage Boulevard Circulaire	M	11	2.650	1.650	-	1.650	-	-	-	-	-	-	-	-	1 650
- Construction pistes et ponts	P	21	87,970	87,970	70,590	17,380	-	-	-	-	-	-	-	-	17,380
- Construction ponts	P	27	2,00	2,00	0,500	1,500	-	-	-	-	-	-	-	-	1,500
- Construction pistes	P	17	29,700	29,700	15,06	14,640	-	-	-	-	-	-	-	-	14,640
- Bitumage Ouaga/Kaya/Dori	P	11,18 23,24, 17	23 420	13.420	-	13.420	-	-	-	-	-	-	-	-	13 420
- Construction pistes	P	1	27,350	27,350	19,00	8,350	-	-	-	-	-	-	-	-	8,350
- " "	P	2	78,780	78,780	18,180	60,600	-	-	-	-	-	-	-	-	60,600
- " "	P	7	11,700	11,700	3,500	8,200	-	-	-	-	-	-	-	-	8,200
- " "	P	14	97,00	97,00	24,700	72,300	-	-	-	-	-	-	-	-	72,300
- " "	P	18	18,00	18,00	5,400	12,600	-	-	-	-	-	-	-	-	12,600
- " "	P	27	59,300	59,300	37,740	21,560	-	-	-	-	-	-	-	-	21,560
- " "	P	29	51,120	51,120	50,820	0,300	-	-	-	-	-	-	-	-	0,300
- Construction de ponts	P	4	7,200	7,200	2,88	4,32	-	-	-	-	-	-	-	-	4,320

SECTEUR DES TRANSPORTS

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets — Situation du financement	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
- Construction de ponts	P	7	1,00	1,00	0,300	0,700	-	-	-	-	-	-	-	-	0,700
- " "	P	12	38,640	38,640	4,00	34,640	-	-	-	-	-	-	-	-	34,640
- " "	P	18	115,00	115,00	4,500	110,500	-	-	-	-	-	-	-	-	110,500
- Acquisition matériel de transport	P	11	45,00	45,00	-	45,00	-	-	-	-	-	-	-	-	45,00
- Acquisition matériel de naviagation	P	24	0,800	0,800	-	0,800	-	-	-	-	-	-	-	-	0,800
- Construction de ponts	P	4	2,400	2,400	0,920	1,480	-	-	-	-	-	-	-	-	1,480
- Construction de pistes	P	16	3,02	3,02	-	3,02	-	-	-	-	-	-	-	-	3,02
- Construction de ponts	P	22	20,50	20,50	6,150	14,350	-	-	-	-	-	-	-	-	14,350
Sous total			108 930,48	67 384,48	264,24	67 120,24	-	-	-	-	-	-	-	-	67 120,24
* Transports ferroviaires															
- Construction du bloc Diesel	M	11	3.415	2.049	-	2.049	-	-	-	-	-	-	-	-	2.049
- Amélioration de la voie	M	11,5,15, 10,6	6.189	3.150	-	3.150	-	-	-	-	-	-	-	-	3.150
- Acquisition d'un matériel d'entretien	M		455,00	273,00	-	273,00	-	-	-	-	-	-	-	-	273,00
Sous total			10.059	5.472	-	5.472	-	-	-	-	-	-	-	-	5.472
* Transports aériens															
- Construction de 5 aérodromes	M ..... PAMA M ..... SEBBA M ..... DI M ..... POURRA M ..... ARLY		330,00	330,00	-	330,00	-	-	-	-	-	-	-	-	330,00
- Construction agence Air Burkina	M	10	50,00	50,00	-	50,00	-	-	-	-	-	-	-	-	50,00
- Construction aéro Bogandé	M(P)	8	110,00	110,00	-	110,00	-	-	-	-	-	-	-	-	110,00
- Agrandissement hangar Air Burkina	M	11	60,00	60,00	-	60,00	-	-	-	-	-	-	-	-	60,00
Sous-Total			550,00	550,00	-	550,00	-	-	-	-	-	-	-	-	550,00
TOTAL B3.			119 539,48	73 406,48	264,24	73 142,24	-	-	-	-	-	-	-	-	73 142,24
TOTAL			209 481,61	112 509,44	462,44	112 047	80,00	315,03	300,00	1975,95	2671,78	27206,70	5 459,00	32665,70	76709,52

SECTEUR DES TRANSPORTS

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets — Situation du financement	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Projets A			62.521,10	15.982,01	8,10	15.973,91	80,00	284,11	-	205,00	569,11	9.957,8	2.059	12016,8	3.388
Projets B1			24 817,16	22 589,77	79,37	22 510,40	-	18,65	300,00	1.542,85	1.861,50	17248,9	3.400	20648,9	-
Projets B2			2.603,96	531,18	110,73	420,45	-	13,07	-	228,1	241,17	-	-	-	179,28
Projets B3			119 539,48	73 406,48	264,24	73 142,24	-	-	-	-	-	-	-	-	73 142,24
TOTAL GENERAL			209 481,61	112.509,44	462,44	112.047	80,00	315,83	300,00	1975,95	2671,78	27206,7	5.459	32665,7	76709,52

2.2.2. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

L'exécution du programme ainsi retenu s'accompagnera de diverses mesures institutionnelles et administratives. Ainsi, pour améliorer l'entretien routier, les mesures à prendre seront les suivantes:

- Les masses populaires seront mobilisées à travers leurs structures politiques pour assurer dans le cadre de l'investissement humain la réfection et l'entretien des routes et des pistes ;

- Les taxes spécifiques sur les routes bitumées seront intégralement reversées à la structure institutionnelle chargée de l'entretien routier ;

- Des dispositions seront prises pour que les 59 % de taxes perçues sur les carburants et lubrifiants soient effectivement affectées à l'entretien du réseau routier ;

- Les services techniques chargés des Transports Routiers étudieront les possibilités juridiques et pratiques d'instituer une taxe sur les véhicules de transport étrangers transitant par le Burkina Faso ;

- L'utilisation des matériaux locaux dans la construction et l'entretien des routes, fera l'objet de recherches destinées à réduire les importations ;

- Le réseau routier urbain des grandes villes (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso notamment) se trouvant actuellement dans un état déplorable, des possibilités de renforcement des moyens d'intervention des services de voirie seront étudiées, en collaboration avec le Ministère technique chargé de l'entretien routier.

.../...

3. EFFETS ATTENDUS

La réalisation des actions prévues dans le Premier Plan Quinquennal de Développement Populaire dans le secteur des Transports aura de multiples effets économiques et financiers, qualitatifs et quantitatifs:

- la suppression de goulots d'étranglement physiques ;

- la baisse en termes réels des coûts de transports de marchandises et de passagers ;

- et, en conséquence, l'accroissement des échanges de marchandises, notamment de produits agricoles et des transports de passagers vers l'étranger et à l'intérieur du pays.

9. COMMUNICATIONS

1. ANALYSE DE LA SITUATION

Le secteur des communications comprend les deux sous secteurs des postes, et des télécommunications.

1.1. Télécommunications

A partir de 1972 une politique d'équipement du sous secteur des télécommunications a été menée, ce qui fait que depuis 1977, le sous secteur compte :

- Six (6) centres téléphoniques automatiques (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Banfora, Koudougou, Ouahigouya, Fada N'Gourma) ;
- Un centre de Transit National ;
- Une station Terrienne Standard B ;
- Un Centre de Transit International ;
- L'interconnexion par faisceau hertzien du pays avec les pays voisins (Côte-d'Ivoire, Togo, Mali, Niger).

Ces équipements appuyés de 80 centraux manuels et de lignes aériennes permettent à 7997 abonnés de bénéficier des services de télécommunications. En 1984 on comptait 15741 postes téléphoniques répartis comme suit :

- Ouagadougou	:	60 %
- Bobo-Dioulasso	:	20 %
- Koudougou - Ouahigouya Banfora - N'Gourma	:	10 %
- Autres centres	:	10 %

La densité téléphonqie estimée en 1984 était alors de :

.../...

- Un poste téléphonique pour 445 habitants, ou 0,22 poste pour 100 habitants
- Une ligne principale pour 898 habitants ou 0,11 ligne principale pour 100 habitants.

La situation des centres automatiques existants (en 1985) est la suivante :

- Capacité du système	16 200 postes
- Capacité équipée	9 144 postes
- Capacité raccordée	6 590 postes
- Taux d'occupation	72 %

La transmission est assurée par quatre types de supports :

- Transmission par faisceau hertzien : elle est déjà réalisée avec la Côte-d'Ivoire, le Togo, le Mali, le Niger ; elle est en cours avec le Bénin et le Ghana dans le cadre du projet INTELCOM I (CEDEAO), et encore avec le Mali et le Niger sur d'autres axes dans le cadre de l'autorité du Liptako Gourma. Au niveau intérieur la première liaison réalisée est Gaoua, Diébougou, Bobo-Dioulasso, Dédougou qui a été reliée par le cable MIC de Dédougou à Ouagadougou.

- Transmission par lignes aériennes et courants porteurs :

  Les localités qui ne sont pas situées sur les grands axes équipés de faisceau hertzien sont reliées par ce type de support. Cinquante sept lignes aériennes longues de 6 000 km dont 25 liaisons par courants porteurs d'une longueur totale de 4 000 km desservent les localités intérieures du pays,

- Transmission par satellite :

  Le système dispose d'une station terrienne standard B d'une capacité de 60 volets équipées dont 41 exploitées, maise en service en 1977. Les services offerts sont la téléphonie, la télégraphie et la réception télévisuelle.

.../...

- En l'absence d'un plan directeur de développement des télécommunications, le réseau se trouve confronté à d'importants problèmes techniques ;

  Les 6 premiers centraux téléphoniques ont été équipés en 1977 en matériel non standardisé ; l'exploitation n'a pas pu en être faite de manière satisfaisante et ils doivent donc être remplacés. Cela par ailleurs a empêché de procéder à l'extension du centre urbain de Ouagadougou de 5 000 à 10 000 lignes comme initialement conçu. Cela a eu pour conséquence la saturation des centres de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso qui sont les plus importants.

  La saturation qui est apparue en 1980 a atteint son maximum durant la période 1983-1985. Pour remédier à cette situation un programme d'investissement couvrant les années 1982-1986 d'un coût de 18 Milliards de F CFA a été initié. Mais la mise en oeuvre de ce programme accuse un retard. La réalisation du programme permettra à 13 localité de bénéficier des services automatiques de télécommunications : ce sont : Kaya, Dori, Gorom-Gorom, Markoye, Yako, Gourcy, Tenado, Kokologo, Tanghin Dassouri, Diapaga, Arly, Orodara et Pô.

- La semi-automatisation des 8 Chefs lieux de provinces avec support plus fiable : Mané, Kombissiri, Koupela, Tenkodogo, Dédougou, Diébougou, Gaoua et Léo.

- L'intervention de notre pays avec tous les pays voisins par des liaisons de transmission par faisceaux hertziens.

  Ainsi les projets permettant de réaliser ce programme, et qui ont démarré depuis 1983, seront activés au cours du Plan Quinquennal dont la tranche s'élève à 7 620 Millions de F CFA.

  D'une manière générale l'architecture du réseau de télécommunications révèle que les principales directions sont desservies par une artère

.../...

fiable de transmission ; le support faisceaux hertziens a une disponibilité d'environ 90 % (norme admise 99,6 %) en raison d'une alimentation par groupe électrogène moins fiable que l'alimentation par panneaux solaires. Le support satellite (station terrienne de Somgandé) est de loin la plus fiable avec un coefficient disponible de 99,5%.

1.2. Poste

Le réseau postal burkinabè comporte quarante six (46) bureaux de poste de plein exercice et vingt huit (28) agences postales. Il est concentré dans les centres urbains au détriment des zones rurales; ainsi on a la répartition suivante : 19 bureaux en milieu urbain, 15 en milieu semi-urbain et 11 en milieu rural.

Pour suppléer à l'insuffisance des bureaux de poste en zone rurale, il a été conçu la poste automobile rurale (P.A.R). Ces bureaux de poste ambulant devaient couvrir le territoire national à partir de 1979, mais faute de moyens la P.A.R a été détournée de sa mission première et réduite au transport de courrier. Ainsi en 1985 le réseau postal burkinabè comptait :

- 45 bureaux de plein exercice
- 29 agences postales
- 1 guichet annexe (Aéroport Ouagadougou)
-11 centres motorisés (P.A.R.).

On dénombre en tout 83 points de contact conférant au territoire une densité postale de :

- 1 point de contact pour plus de 3 303 km2
- 1 point de contact pour 83 629 habitants
- 1 bureau de plein exercice pour 6 528 km2 ; taux de couverture 7 %
- 1 bureau de plein exercice pour 159 340 habitants, taux de couverture 0,1 %.

.../...

Les normes internationales étant :

* 1 bureau pour 20 à 40 km2
* 1 bureau pour 3 000 à 6 000 habitants.

La nécessité d'une meilleure couverture postale demeure, mais la méthode d'approche pour y remédier a profondément changé. Dans un souci d'économie les grandes constructions seront abandonnées pour des infrastructures plus modestes ce qui permettra d'accroître la desserte du monde rural.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

- Télécommunications

Les télécommunications sont un secteur où l'équipement technique constitue la base de toutes les activités. Pour obtenir un réseau moderne de télécommunication le programme d'équipement doit suivre un plan Directeur de Développement. Ce Plan Directeur des télécommunications sera mis sur pied au cours du Plan Quinquennal. Il s'articulera autour du Schéma National d'Aménagement du Territoire.

Pendant le Plan Quinquennal se poursuivra le programme d'investissement 1982-1986. Pour rentabiliser les équipements qui ont été installés dans le cadre de ce programme, un nouveau programme a été initié ; afin de :

* Poursuivre le désenclavement intérieur et extérieur du pays :

Sur le plan intérieur par le renforcement du réseau téléphonique rural existant et la création de nouveaux réseaux téléphoniques ruraux.

.../...

Sur le plan extérieur pour accroître la capacité des télécommunications internationales par l'acquisition et l'installation d'une station terrienne A et d'un centre de transit international.

* Décentraliser les services modernes de télécommunications dans tous les Chefs lieux de province, par l'automatisation ou la semi-autorisation des centraux téléphoniques, et l'extension des réseaux des localités concernées. Vingt (20) localités dont treize (13) chefs lieux de provinces bénéficieront d'un réseau automatique ou semi-automatique de télécommunications.

- **Poste**

La politique de réalisation d'infrastructures postales plus modestes entreprise lors du Programme Populaire de Développement (PPD) devra se poursuivre pendant le Plan Quinquennal. En effet dans le cadre du PPD 14 bureaux de poste dans les zones rurales ont été crées par l'effort conjoint l'OPT et des provinces. Ces bureaux sont en cours d'achèvement.

Cette politique se poursuivra dans le Plan Quinquennal :

* Désenclavement intérieur et extérieur du pays :

. Par le renforcement du réseau du contact : à cet effet trente et un nouveaux bureaux seront construits et une quarantaine d'agences postales seront créées ; de plus on prévoit la rénovation de treize bureaux de poste.

. Par l'augmentation des infrastructures de tri : à cet effet deux centres de tri (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) seront réalisés.

* Réhabiliter et promouvoir un nouveau service public postal :

. Améliorer les délais d'acheminement,
. Réaliser environ 32 000 tournées cyclistes durant le plan,
. Installer environ 3 000 boîtes postales supplémentaires,
. Installer une boîte postale par village dans les chefs lieux de département.

.../...

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Les investissements prévus s'élèvent à 19 182 Millions de F CFA dont 13 232,55 Millions acquis, soit 69 % du montant initial.

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A/-PROJETS EN COURS D'EXECUTION											
TELECOMMUNICATIONS											
TELECOM III	M		12083,50	5912,64	-	5912,64	2700,00	3212,64			
A.L.G.	M		3928,38	1195,50	-	1195,50	304,44	891,06			
INTELECOM I	M		1518,51	511,69	-	511,69	247,30	264,39			
Sous-Total TELECOM			17530,39	7619,83	-	7619,83	3251,74	4368,09			
POSTE											
Bureaux de poste de province	M		114,67	70,89	11,47	59,42	59,42	-			
TOTAL A SECTEUR			17645,06	7690,72	11,47	7679,25	3311,16	4368,09			
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS											
POSTE											
. Programme de construction de 31 Bureaux de poste			283	283	35	248	47,13	44,15	48,16	52,17	56,39
. Acquisition de 100 bicyclettes :	M		5	5	-	5	3,6	0,35	0,35	0,35	0,35
. Agences postales	M		12	12	-	12	-	12	-	-	-
. Rénovation de 13 bureaux de poste	M		50	50	-	50	15	10	10	10	5
. Renouvellement parcs auto de la P.A.R.	M		48	48	-	48	-	-	10	19	19

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
. Service commercial et formation de personnel	M	11	30	30	-	30	-	30	-	-	-
. Renouvellement parc machine	M	11	51	51	-	51	-	51	-	-	-
Sous-Total B1 Poste			479	479	35	444	65,73	147,5	68,51	81,52	80,74
TELECOMMUNICATIONS											
. Plan Directeur O.P.T.	M	11	236,3	236,3	-	236,3	72	134	30,3		
. Système informatique pour exploitation téléphonique	M	11	365	365	-	365	219	146			
. Extension Centre Urbain Ouaga	M	11	68	68	-	68	-	-	68		
. Renforcement du réseau de télécommunications rurales : liaisons VHF; lignes courant porteur; liaisons par mini FH.	M		560	560	-	560	180	90	168	122	
. Création d'un réseau de télécommunications rurales : liaisons VHF ; Construction de lignes aériennes	M		302	302	-	302	-	-	90,6	181,2	30,2
. Redéfinition de la commutation à Fada N'Gourma	M	9	300	300	-	300	90	180	30	-	-
. Création de bretelles intégrées au PANAFTEL. Insertion/Extraction de voies téléphoniques à Kantchari et Orodara. Programme d'énergie nouvelle	M		978	978	-	978	315,30	492,60	170,10		

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
. Automatisation de six (6) villes de province	M		1800	1800	-	1800	540	1080	180		
. Formation et recyclage de personnel	M	11	60	60	-	60	12	12	12	12	12
. Insertion/Extraction de voies téléphoniques à Zignaré et Tougouri.	M	18,23	40	40	-	40	12	28			
. Implantation de cabines téléphoniques publiques	M		100	100	-	100	25	25	25	25	
Sous-Total TELECOM			4809,3	4809,3	-	4809,3	1465,3	2187,6	774	340,2	42,2
TOTAL B1			5288,30	5288,30	35,00	5253,30	1531,03	2335,10	842,51	421,72	122,94
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS											
POSTE											
TELECOMMUNICATIONS											
. Station terrienne "A"	M	11	5900	5900	-	5900	-	4390	1510		
TOTAL B2 SECTEUR			5900	5900	-	5900	-	4390	1510		
B3. PROJETS NON DEMARRES ET DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER											
POSTE											
. Construction d'un centre de tri à Ouagadougou	M	11	350	350	-	350	-	200	150		
TOTAL B3 SECTEUR			350	350	-	350	-	200	150		
TOTAL GENERAL SECTEUR			29 183,36	19 229,02	46,47	19182,55	4812,19	11293,19	2502,51	421,72	122,94

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)=(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION															
TELECOMMUNICATIONS															
.TELECOM. III	M		12083,50	5912,64	-	5912,64				450,90	450,90	150	5311,74	5161,74	
. A.L.G.	M		3928,38	1195,50	-	1195,50						-	1195,5	1195,5	
. INTELCOM I	M		1518,51	511,69	-	511,69						-	511,69	511,69	
Sous-Total TELECOM			17530,39	7619,83	-	7619,83									
POSTE															
. Bureau de poste de province	M		114,67	70,89	11,47	59,42				59,42	59,42	-	-	-	
TOTAL A SECTEUR			17645,06	7690,72	11,47	7679,25				510,32	510,32	150	7018,93	7168,93	
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS															
POSTE															
. Programme de construction de 31 bureaux de poste	M		283	283	35	248				248	248				
. Acquisition de 100 bicyclettes	M		5	5	-	5				5	5				
. Agences postales	M		12	12	-	12				12	12				
. Renovation de 13 bureaux de poste	M		50	50	-	50				50	50				
. Renouvellement parc auto de la P.A.R.	M		48	48	-	48				48	48				
. Service commercial et formation de personnel	M	11	30	30	-	30				30	30				
. Renouvellement parc machines	M	11	51	51	-	51				51	51				
Sous-Total B1 POSTE			479	479	35	444				444	444				
TELECOMMUNICATIONS															
. Plan Directeur OPT	M	11	236,3	236,3	-	236,3				30	30	206,3	-	206,3	
. Système informatique pour exploitation téléphonique	M	11	365	365	-	365				125	125	240	-	240	
.Extension Centre Urbain Ouaga	M	11	68	68	-	68				68	68	-	-	-	

SECTEUR DE COMMUNICATIONS

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
. Renforcement du réseau de télécommunications rurales : liaisons par mini FH; lignes courant porteur	M		560	560	-	560				560	560	-	-	-	
. Création d'un réseau de télécommunications rurales : liaisons VHF; lignes aériennes	M		302	302	-	302				302	302	-	-	-	
. Rédéfinition de la communication à Fada N'Gourma	M	9	300	300	-	300						300		300	
. Création de bretelles intégrées au PANAFTEL. Insertion/Extraction de voies téléphoniques à Kantchari et Orodara. Programme d'énergie nouvelle.	M		978	978	-	978						978		978	
. Automatisation de six (6) villes de province	M		1800	1800	-								1800	1800	
. Formation et recyclage du personnel	M	11	60	60	-	60				60	60	-	-	-	
. Insertion/Extraction de voies téléphoniques à Zignaré et Tougouri.	M	18,23	40	40	-	40				40	40	-	-	-	
. Implantation de cabines téléphoniques publiques	M		100	100	-	100				100	100	-	-	-	
Sous-Total B1 TELECOM															
TOTAL B1 SECTEUR			5288,30	5288,30	35	5253,30				1729,00	1729,00	1724,3	1 800	3524,3	
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS															
POSTE															
NEANT															
TELECOMMUNICATIONS															
. Station Terrienne "A"	M	11	5900	5900	-	5900				300	300				5600
TOTAL B2 SECTEUR			5900	5900	-	5900				300	300				5600

SECTEUR DE COMMUNICATIONS

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3. PROJETS NON DEMARRES ET DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER															
POSTE															
. Construction d'un Centre de Tri à Ouagadougou	M	11	350	350	-	350									350
TOTAL B3 SECTEUR			350	350	-	350									350
TOTAL GENERAL SECTEUR	-		29183,36	19 229,02	46,47	19182,55				2539,32	2539,32	1874,30	8818,93	10693,23	5950

2.2.2. Mesures d'accompagnement

Ces mesures consisteront en un programme de récupération au maximum des équipements existants, avant toute acquisition nouvelle, ainsi qu'en un vaste programme de formation et de recyclage du personnel en vue d'optimiser l'utilisation des capacités installées :

Ainsi seront menées les opérations suivantes :

Formation de 90 nouveaux agents :

* Cadres supérieurs : 9
* Cadres moyens : 21
* Agents d'exécution : 60

Au cours du quinquennat, 95 postes existants seront à pourvoir.

3. EFFETS ATTENDUS

Au terme du Plan on passera :

- Pour le nombre des abonnés de 7 755 à 15 500 soit une augmentation de 15 % par an ;

- Pour les postes téléphoniques de 15 741 à 30 000 soit une augmentation de 14 % par an ;

Cela donne un poste pour 260 habitants et 0,368 ligne principale pour 100 habitants en 1990.

Au niveau postal on passera de 46 bureaux de poste en 1985 à 90 bureaux en 1990, soit 1 bureau pour 94 000 habitants.

10. COMMERCE

1. ANALYSE DE LA SITUATION

1.1. Commerce extérieur

Le commerce extérieur du Burkina se caractérise par un déficit structurel de la balance des biens et services non facteurs, déficit qui s'atténue toutefois à partir des années 1983.

Ainsi, de 1979 à 1982 le solde de la balance des biens et services non facteurs en volume est passé de - 28 % à - 31 % du P.I.B. Un redressement relatif intervient à partir de 1983 : le solde passe ainsi entre 1983 et 1985 de - 27 % à 21 % du P.I.B en termes réels. En valeur les données correspondantes sont comme suit: - 28 % à-33 % du P.I.B entre 1979 et 1982 ; - 29 % à-26 % entre 1983 et 1985.

La détérioration de la balance commerciale burkinabè tient donc autant de l'effet-volume que de l'effet prix qui sont tous défavorables aux exportations burkinabè..

Ainsi, alors qu'en 1975 le taux de couverture des importations par les exportations était de 29 %, celui-ci n'est plus que de 20 % en 1983. Un léger redressement a été observé néanmoins en 1985.

La décomposition sectorielle du déficit laisse apparaître ce qui suit :

- Seules les exportations de matières brutes non comestibles (cuirs et peaux ; graines, noix et amandes oléagineuses ; fibres textiles ; coton) couvrent de façon excédentaire leurs importations ;

.../...

- Le solde énergie s'est constamment détérioré, avec une brutale accélération à partir des années 1979 et 1980 ;

- Le solde agro-alimentaire est constamment négatif, avec une accentuation en 1981-1982 due aux effets négatifs de la sécheresse ;

- Le triplement du solde déficitaire des produits de l'industrie entre 1975 et 1983.

- Le solde déficitaire des services tendant à dépasser les recettes d'exportation, en raison de la faiblesse de la capacité nationale de frêt. Bien entendu, la situation commerciale difficile du Burkina n'est pas due seulement à une faiblesse et à un manque de compétitivité de l'offre. Elle résulte en partie aussi des fluctuations de change qui ont sérieusement affecté le Franc CFA ces dernières années, ainsi que de la détérioration constante des termes de l'échange de l'ordre de 2 % en moyenne par an entre 1981 et 1985.

1.2. Commerce intérieur

Le commerce intérieur sera analysé sous les trois aspects suivants:

- L'approvisionnement
- La distribution
- Les prix.

1.2.1. Approvisionnement

Le Burkina Faso s'approvisionne en produits industriels en grande partie importés et en produits agricoles et pastoraux.

.../...

- L'approvisionnement est assuré par deux types de structures se livrant concurrence :

- Une structure moderne relativement plus organisée, comprenant les filiales des multinationales installées en Europe (PEYRISSAC, CICA, BROSSETTE VALOR etc ...) et les gros commerçants étrangers (Libano-syriens).

- Une masse informelle de petits commerçants traditionnels analphabètes, considérant la réglementation à laquelle ils sont soumis comme une entrave administrative et coercitive, d'où les pratiques illégales d'actes de commerce et de fraude.

L'Etat intervient dans l'approvisionnement avec des structures spécialisées pour les produits de première nécessité et de grande consommation. Il s'agit essentiellement des sociétés et organismes suivants :

- FASO YAAR : pour les produits de grande consommation,
- OFNACER : pour les produits céréaliers,
- SONABHY : pour les hudrocarbures,
- CGP : dont la mission est d'entreprendre toute action tendant à éviter les fluctuations désordonnées des prix pouvant perturber l'approvisionnement du pays en biens de consommation courante. Ses objectifs fondamentaux sont :

* Uniformiser les prix à l'intérieur,

* Réguler l'approvisionnement.

- DIMA : spécialisée dans l'électoménager et représentant la firme RENAULT.

.../...

1.2.2. Distribution

Jusqu'en 1983 la distribution au Burkina Faso manquait de consistance. Les conséquences de cette mauvaise politique sont :

- Le manque d'organisation des opérateurs économiques
- La non application des textes réglementaires
- Une conception disparate des problèmes de distribution
- La multitude d'intermédiaires agissant impunément, au gré de leurs intérêts.

La distribution aux mains des commerçants privés est insaisissable et son contrôle reste difficile, ce qui entraîne parfois des spéculations et des pénuries artificielles.

L'intervention de l'Etat dans ce domaine couvre les produits de première nécessité et de grande consommation, et passe par les structures d'approvisionnement et de distribution que sont : Faso Yaar, OFNACER, Burkina et Shell, etc ...

* FASO YAAR

Pour assurer sa mission, Faso Yaar disposait de 43 boutiques de détail et de 9 magasins de stockage en six secteurs. Les importations représentaient en 1983, 70 à 80 % des produits commercialisés par Faso Yaar. Les principaux produits distribués en terme de parts de marchés sont le ciment (70 %) et le thé (71,5 %).

Afin de répondre aux objectifs du Programme Populaire de Développement, Faso Yaar a entrepris une stratégie d'approvisionnement différente, favorisant davantage la production nationale. Ainsi, les produits importés représentent en 1985 une part plus faible du chiffre d'affaires (60 %). Faso Yaar a préfinancé la construction de 90

.../...

magasins populaires de la Révolution et 12 ont été financés par la FAO. Le réseau de boutiques en détail en fin 1985 est de 145, dont 37 nouveaux magasins fonctionnels.

* OFNACER

L'OFNACER disposait de 104 centres de vente répartis dans 10 centres régionaux de gestion (CRG) dirigés par des contrôleurs : ces CRG sont Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Dédougou, Koupéla, Gaoua, Fada N'Gourma, Dori, Ouahigouya et Kaya.

L'OFNACER ne gère en grande partie que les aides alimentaires. Les moyens dont dispose l'Office ne permettent de couvrir que 7,6 % des besoins en céréales.

* BURKINA ET SHELL

Société nationale de distribution des hydrocarbures, Burkina et Shell couvre 27 % du marché avec un réseau de 57 points de vente dans 26 provinces, ainsi que 24 mélangeurs isolés.

La distribution reste largement aux mains des intérêts privés. Les structures étatiques, notamment Faso Yaar et l'OFNACER, n'arrivent guère à assurer la couverture du pays.

1.2.3. Politique des prix

Jusqu'à nos jours la politique des prix n'a pas été en mesure d'influencer de façon efficace sur la production. Les prix sont en général fixés de façon disparate et restent liés à la fiscalité. Aucune structure ne maîtrise encore les prix comme instrument au service du développement économique. Le Ministère du Commerce se contentait de constater la hausse des prix dans divers domaines sans pouvoir la contrôler.

.../...

Le développement du commerce au Burkina rencontre beucoup de difficultés. Pays sans littoral, les frais de transport grèvent les prix des produits ; les moyens de transport rendent les exportations difficiles.

Par ailleurs, le commerce intérieur burkinabè se caractérise par une faiblesse des circuits de distribution, et l'existence d'un grand nombre d'intermédiaires. Ceci a pour effet de rendre le secteur difficilement contrôlable et de grever les prix à la consommation. Les contraintes principales sont :

- Contraintes liées à l'Approvisionnement

  * Situation climatique défavorable à la production agricole
  * Infrastructures routières peu praticables
  * Insuffisance des infrastructures de stockage à l'intérieur et difficulté de gestion des infrastructures portuaires.

- Contraintes liées au prix

  * Manque de concertation des décideurs en matière de fixation des prix
  * Méconnaissance de certains éléments entrant dans la structure des prix
  * Insuffisance des structures de contrôle
  * Manque de moyens de contrôle des instruments de mesure et de la qualité des produits.

- Contraintes liées à la distribution

  * Insuffisance des moyens de transport
  * Insufissance des infrastructures de distribution
  * Manque d'infrastructures routières adéquates à l'intérieur du pays.

- Contraintes liées à l'exportation.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

La stratégie commerciale résultant de l'option pour une économie nationale indépendante, autosuffisante et planifiée, consistera à assurer une meilleure maîtrise de l'approvisionnement du pays, ainsi que l'extension des circuits de distribution en vue de la satisfaction des besoins fondamentaux du peuple.

Les objectifs stratégiques du secteur sont :

- Réorganisation du système distributif avec un accent tout particulier sur les structures d'intervention de l'Etat.

- Incitation à la production par une politique cohérente de commercialisation (système des prix, structures d'achat aux producteurs, commerçants privés agréés, etc ...).

- Réduction des déséquilibres des échanges extérieurs.

Pour atteindre ces objectifs stratégiques, aux mesures institutionnelles de réglementation, s'ajoutent le renforcement des infrastructures de commercialisation (magasins de stockage, points de vente etc ...). De plus le programme de réalisation des infrastructures routières et portuaires permettra de lever en partie les contraintes liées au transport.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

Les objectifs spécifiques retenus pour le secteur commerce pendant le Plan Quinquennal 1986-1990 sont les suivants :

.../...

En rélation avec le renforcement du rôle de l'Etat dans le système distributif, assurer progressivement le contrôle du peuple sur l'ensemble des circuits commerciaux.

Il s'agira de maîtriser les circuits internes de distribution par :

- L'application effective de la réglementation relative à la profession de commerçant ;

- La couverture de tout le pays en infrastructures de commercialisation ;

- L'accroissement de la capacité d'intervention de l'Etat dans la collecte et la distribution des produits céréaliers.

L'incitation à la production par une politique cohérente de commercialisation passe par :

- Le renforcement des structures de contrôle des prix,

- Une plus grande concertation des institutions intervenant dans la fixation des prix,

- La protection des produits industriels nationaux dans le respect des accords internationaux et sous-régionaux.

Quant à la réduction du déséquilibre des échanges extérieurs, elle se fera par :

- La promotion des produits nationaux tant à l'intérieur pour les besoins de la consommation locale qu'à l'extérieur pour les besoins de l'exportation.

- La sélectivité des importations.

.../...

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Pour atteindre les objectifs fixés dans le Plan 1986-1990 du secteur du commerce, le montant total des investissements du secteur s'élèvera à 6 831 Millions de F CFA dont 1 555,34 Millions de F CFA acquis soit 23 % du coût total.

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A/- PROJETS EN COURS D'EXECUTION											
. Construction de marchés	P	10	100,00	100,00	20,00	80,00	20	20	20	10	10
. Magasin villageois	P	5	4,93	4,93	1,48	3,45	3,45				
. Magasin Faso Yaar	P	2	10,00	10,00	3,00	7,00	3,50	3,50			
	"	26	2,00	2,00	0,27	1,73	1,73				
TOTAL A			116,93	116,93	24,75	92,18	28,68	23,50	20	10	10
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS											
. Entrepôts de 400m² dans cinq (5) Provinces en vue de l'exploitation de nouvelles cultures. Bureaux	M	4,6,9,13,21	298,58	298,58	-	298,58	59,72	59,71	59,72	59,71	59,72
. Création d'un centre de perfectionnement des opérateurs économiques	M	11	73,00	73,00	-	73,00	73,00	-	-	-	-
. Magasins Faso Yaar	P	26	6,00	6,00	0,81	5,19	1,73	1,73	1,73	-	-
	P	5	1,34	1,34	0,40	0,94	-	0,94	-	-	-
	P	15	10,00	10,00	3,00	7,00	1,00	3,00	3,00	-	-
	P	17	1,50	1,50	1,50	-	-	-	-	-	-
. Boutiques villageoises	P	15	3,50	3,50	1,05	2,45	-	2,45	-	-	-
	P	17	0,60	0,60	0,60	-	-	-	-	-	-
	P	10	21,00	21,00	6,30	14,70	0,52	3,12	4,16	3,12	3,78
	P	25	5,50	5,50	1,76	3,74	2,72	1,02	-	-	-
	"	5	0,67	0,67	0,20	0,47	-	0,47	-	-	-
. Magasins OFNACER	P	17	0,60	0,60	0,60	-	-	-	-	-	-
. Construction de marchés	"	5	8,00	8,00	2,38	5,62	-	2,81	2,81	-	-
	"	15	2,50	2,50	2,50	-	-	-	-	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
. Construction de marchés (suite)	"	19	15,00	15,00	4,50	10,50	10,50	-	-	-	-
	"	21	0,02	0,02	0,02	-	-	-	-	-	-
	"	28	33,60	33,60	3,15	30,45	-	-	30,45	-	-
	"	29	0,25	0,25	0,08	0,17	0,17	-	-	-	-
. Aménagement de marchés	P	10	12,50	12,50	3,80	8,70	-	5,00	3,70	-	-
	"	17	5,00	5,00	1,50	3,50	-	3,50	-	-	-
. Librairies	"	25	2,00	2,00	0,60	1,40	0,70	0,70	-	-	-
. Points de vente	"	28	0,60	0,60	0,18	0,42	-	0,42	-	-	-
. Marchés de bétail	"	28	7,38	7,38	0,7	6,68	-	6,68	-	-	-
TOTAL B1			509,14	509,14	35,63	473,51	150,06	91,55	105,57	62,83	63,50
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS											
. Soutien à l'UCOBAM dans la commercialisation des fruits et légumes	M	11	243,10	243,10	-	243,10	192,9	11,78	16,67	10,87	10,88
. Réhabilitation des installations frigorifiques	M	11	147,84	147,84	-	147,84	147,84	-	-	-	-
. Augmentation de la capacité de stockage OFNACER	M	1,2,4,6,7,8,16,18, 19,20,21,23,25 26,27,28,29,30	3448,02	3448,02	-	3448,02	635,10	673,00	724,80	749,50	665,62
. Magasins C.G.P. à Bobo	M	10	450,00	450,00	-	450,00	147	147	156	-	-
. Magasins Faso Yaar	P	6	20,00	20,00	6,00	14,00	7,00	7,00	-	-	-
	"	10	16,00	16,00	4,80	11,20	-	1,85	1,95	3,70	3,70
	"	27	3,00	3,00	0,90	2,10	-	1,50	0,60	-	-
	"	29	15,89	15,89	1,48	14,41	-	8,65	5,76	-	-
truction de marchés	"	3	7,00	7,00	2,10	4,90	-	4,90	-	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
. Aménagement de marchés	P	18	3,50	3,50	1,40	2,10	-	2,10	-	-	-
. Encadrement	"	29	2,87	2,87	-	2,87	0,57	0,57	0,56	0,57	0,60
. Boutiques villageoises	P	6	2,36	2,36	0,70	1,66	-	0,83	0,83	-	-
TOTAL B2			4359,58	4359,58	17,38	4342,2o	1130,41	859,18	907,17	764,64	680,80
33. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER											
. Centrale d'achat (Etudes)	M	11	50,00	50,00	-	50,00	-	50,00	-	-	-
. Entrepôts et relais de stockage Faso Yaar	M	3,11,15,21,24,28.	733,50	733,50	-	733,50	-	307,00	261,25	165,25	-
. Parc auto Faso Yaar	M	11	345,00	345,00	-	345,00	149,00	108,00	88,00	-	-
. Foires intérieures	M	2,3,4,8,9,10,7,13, 14,15,16,17,18,19, 21,23,24,25,26,27, 28,29,30.	300,00	300,00	-	300,00	37,50	75,00	75,00	75,00	37,50
Magasins Faso Yaar	P	1	7,58	7,58	-	7,58	-	-	-	7,58	-
	"	3	3,55	3,55	1,06	2,49	2,49	-	-	-	-
	"	5	6,30	6,30	-	6,30	-	-	6,30	-	-
	"	7	2,00	2,00	0,60	1,40	-	0,70	0,70	-	-
	"	12	11,66	11,66	1,63	10,03	-	10,03	-	-	-
	"	19	8,00	8,00	1,60	6,40	-	6,40	-	-	-
	"	20	9,00	9,00	2,75	6,25	1,25	3,00	2,00	-	-
	"	21	3,97	3,97	1,15	2,82	-	-	2,82	-	-
	"	22	3,57	3,57	1,07	2,50	-	2,50	-	-	-
	"	23	10,42	10,42	3,65	6,77	1,35	2,72	1,35	1,35	-
	"	24	8,50	8,50	5,67	2,83	-	0,94	0,94	0,95	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
. Magasins Faso Yaar (suite)	P	27	17,00	17,00	5,10	11,90	-	-	3,40	5,10	3,40
. Boutiques villageoises	P	1	12,60	12,60	4,00	8,60	1,60	1,60	1,60	1,60	2,20
	"	4	6,00	6,00	2,40	3,60	-	-	-	3,60	-
	"	7	7,50	7,50	2,25	5,25	1,05	1,40	1,40	0,80	0,60
	"	12	7,43	7,43	2,00	5,43	1,36	2,72	1,35	-	-
	"	23	3,29	3,29	1,15	2,14	-	-	0,76	0,62	0,76
	"	27	2,50	2,50	0,75	1,75	-	0,75	0,50	0,50	-
. Magasins villageois	P	3	3,35	3,35	1,60	1,75	1,75	-	-	-	-
	"	11	109,20	109,20	18,65	90,55	14,84	23,94	30,24	21,53	-
	"	21	3,78	3,78	1,89	1,89	-	1,89	-	-	-
	"	27	6,63	6,63	2,31	4,32	-	1,02	1,65	1,65	-
Magasins OFNACER	"	9	10,80	10,80	-	10,80	-	-	-	10,80	-
	"	21	1,04	1,04	0,49	0,55	0,13	0,12	0,30	-	-
	"	22	1,50	1,50	-	1,50	-	-	1,50	-	-
	"	24	86,00	86,00	-	86,00	-	21,50	21,50	21,50	21,50
. Construction de marchés	P	4	20,20	20,20	-	20,20	-	-	20,20	-	-
	"	11	84,20	84,20	-	84,20	4,20	80,00	-	-	-
	"	20	16,80	16,80	0,75	16,05	0,05	16,00	-	-	-
	"	22	6,40	6,40	1,92	4,48	-	-	2,99	1,49	-
	"	28	75,00	75,00	30,00	45,00	-	-	15,00	15,00	15,00
. Aménagement de marchés	P	1	10,00	10,00	-	10,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00
	"	9	3,00	3,00	0,90	2,10	-	-	-	-	2,10
	"	24	1,00	1,00	0,75	0,25	-	-	0,25	-	-
	"	30	8,70	8,70	0,30	8,40	3,00	3,00	2,40	-	-

SECTEUR DE : COMMERCE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Librairies	P	1	1,96	1,96	-	1,96	1,96	-	-	-	-
Conservation de peaux	"	20	1,88	1,88	0,56	1,32	-	-	0,32	1,00	-
. Magasin OFNACER	"	18	8,60	8,60	2,80	5,80	-	2,90	2,90	-	-
. Librairie	"	18	5,00	5,00	1,50	3,50	-	-	-	-	3,50
TOTAL B3			2024,41	2024,41	101,25	1923,16	223,53	725,13	548,62	337,32	88,56
TOTAL SECTEUR			7010,06	7010,06	179,01	6831,05	1532,68	1699,36	1581,36	1174,79	842,86

SECTEUR DE COMMERCE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût total	Coût total initial	Tranche PQDP		Financement acquis								Financement à rechercher
							Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A/-PROJETS EN COURS D'EXECUTION															
. Construction de marché	P	10	100,00	100,0	20,00	80,00	-	-	-	80,00	80,00	-	-	-	-
. Magasins Villageois (3)	P	5	4,93	4,93	1,48	3,45	-	-	-	3,45	3,45	-	-	-	-
. Magasin Faso Yaar	P	2	10,00	10,00	3,00	7,00	-	-	-	7,00	7,00	-	-	-	-
	"	26	2,0	2,0	0,27	1,73	-	-	-	1,73	1,73	-	-	-	-
TOTAL A.			116,93	116,93	24,75	92,18	-	-	-	92,18	92,18	-	-	-	-
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS															
. Entrepôts de 400m² dans cinq (5) Provinces en vue de l'exploitation de nouvelles cultures - Bureaux	M	4,6,9, 13, 21	298,58	298,58	-	298,58	-	-	-	298,58	298,58	-	-	-	-
. Création d'un centre de perfectionnement des opérateurs économiques	M	11	73,00	73,00	-	73,00	-	-	-	73,00	73,00	-	-	-	-
. Magasin Faso Yaar	P	26	6,00	6,00	0,81	5,19	-	-	-	5,19	5,19	-	-	-	-
	P	5	1,34	1,34	0,40	0,94	-	-	-	0,94	0,94	-	-	-	-
	P	15	10,00	10,00	3,00	7,00	-	7,00	-	-	7,00	-	-	-	-
	P	17	1,50	1,50	1,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Boutiques Villageoises	P	15	3,50	3,50	1,05	2,45	-	-	-	2,45	2,45	-	-	-	-
. Boutiques Villageoises (suite)	P	17	0,60	0,60	0,60	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	"	10	21,00	21,00	6,30	14,70	-	-	-	14,70	14,70	-	-	-	-
	"	25	5,50	5,50	1,76	3,74	-	-	-	3,74	3,74	-	-	-	-
	"	5	0,67	0,67	0,20	0,47	-	-	-	0,47	0,47	-	-	-	-
. Magasins OFNACER	"	17	0,60	0,60	0,60	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Construction de marchés	"	5	8,00	8,00	2,38	5,62	-	-	-	5,62	5,62	-	-	-	-
	"	15	2,50	2,50	2,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	"	19	15,00	15,00	4,50	10,50	-	-	-	10,50	10,50	-	-	-	-
	"	21	0,02	0,02	0,02	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	"	28	33,60	33,60	3,15	30,45	-	-	-	30,45	30,45	-	-	-	-
	"	29	0,25	0,25	0,08	0,17	-	-	-	0,17	0,17	-	-	-	-
. Aménagement de marchés	"	10	12,50	12,50	3,80	8,70	-	-	-	8,70	8,70	-	-	-	-
	"	17	5,00	5,00	1,50	3,50	-	-	-	3,50	3,50	-	-	-	-

.../...

Situation du financement / Origine / Réalisation — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
		Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
. Librairies	25	2,00	2,00	0,60	1,40	-	-	-	1,40	1,40	-	-	-	-
. Points de vente	28	0,60	0,60	0,18	0,42	-	-	-	0,42	0,42	-	-	-	-
. Marché de bétail	28	7,38	7,38	0,70	6,68	-	-	-	6,68	6,68	-	-	-	-
TOTAL B1		509,14	509,14	35,63	473,51	-	7,00	-	466,51	473,51	-	-	-	-
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS														
. Soutien à l'UCOBAM dans la commercialisation des fruits et légumes	M	243,10	243,10	-	243,10	-	-	-	77,00	77,00	-	-	-	166,10
. Réalisation des installations frigorifiques	M	147,84	147,84	-	147,84	-	-	-	46,64	46,64	-	-	-	101,20
. Augmentation de la capacité de stockage de l'OFNACER	M	1,2,4,6, 7,8,16, 18,19,20, 21,23, 25,26,27, 28,29,30 3448,02	3448,02	-	3448,02	-	-	-	-	-	621,00	-	621	2827,02
. Magasin CGP à Bobo	M	450,00	450,00	-	450,00	-	-	-	225,00	225,0	-	-	-	225,00
. Magasins Faso Yaar	P	20,00	20,00	6,00	14,00	-	-	-	5,60	5,60	-	-	-	8,40
	"	3,00	3,0	0,90	2,10	-	-	-	1,00	1,00	-	-	-	1,10
	"	15,89	15,89	1,48	14,41	-	-	-	2,38	2,38	-	-	-	12,03
. Construction de marchés	"	7,00	7,00	2,10	4,90	-	-	-	3,50	3,50	-	-	-	1,40
. Aménagement de marché	"	3,50	3,50	1,40	2,10	-	-	-	2,10	2,10	-	-	-	-
. Encadrement	P	2,87	2,87	-	2,87	-	-	-	1,87	1,87	-	-	-	1,00
. Boutiques villageoises	"	2,36	2,36	0,70	1,66	-	-	-	0,66	0,66	-	-	-	1,00
. Magasin Faso Yaar	"	16,00	16,00	4,80	11,20	-	-	-	2,90	2,90	-	-	-	8,30
TOTAL B2		4359,58	4359,58	17,38	4342,20	-	-	-	368,65	368,65	621,00	-	621	3352,55
B3. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER														
. Centrale d'achat (études)	M	50,00	50,00	-	50,00	-	-	-	-	-	-	-	-	50,00
. Entrepôts et relais de stockage Faso Yaar	M	3,11,15, 21,24,28 733,50	733,50	-	733,50	-	-	-	-	-	-	-	-	733,50

.../...

Situation du financement / Origine / Réalisation — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
		Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
. Parc auto Faso Yaar	M	11 345,00	345,00	-	345,00	-	-	-	-	-	-	-	-	345,00
. Foires intérieures	M	2,3,4,7, 8,9,10, 13,14, 15,16, 17,18, 19,21, 23,24, 25,26, 27,28, 29,30. 300,00	300,00	-	300,00	-	-	-	-	-	-	-	-	300,00
. Magasins Faso Yaar	P	1 7,58	7,58	-	7,58	-	-	-	-	-	-	-	-	7,58
	"	3 3,55	3,55	1,06	2,49	-	-	-	-	-	-	-	-	2,49
	"	5 6,30	6,30	-	6,30	-	-	-	-	-	-	-	-	6,30
	"	7 2,00	2,00	0,60	1,40	-	-	-	-	-	-	-	-	1,40
	"	12 11,66	11,66	1,63	10,03	-	-	-	-	-	-	-	-	10,03
	"	19 8,00	8,00	1,60	6,40	-	-	-	-	-	-	-	-	6,40
	"	20 9,00	9,00	2,75	6,25	-	-	-	-	-	-	-	-	6,25
	"	21 3,97	3,97	1,15	2,82	-	-	-	-	-	-	-	-	2,82
	"	22 3,57	3,57	1,07	2,50	-	-	-	-	-	-	-	-	2,50
	"	23 10,42	10,42	3,65	6,77	-	-	-	-	-	-	-	-	6,77
	"	24 8,50	8,50	5,67	2,83	-	-	-	-	-	-	-	-	2,83
	"	27 17,00	17,00	5,10	11,90	-	-	-	-	-	-	-	-	11,90
. Boutiques villageoises	"	1 12,60	12,60	4,60	8,60	-	-	-	-	-	-	-	-	8,60
	"	4 6,00	6,00	2,40	3,60	-	-	-	-	-	-	-	-	3,60
	"	7 7,60	7,50	2,25	5,25	-	-	-	-	-	-	-	-	5,25
	"	12 7,43	7,43	2,00	5,43	-	-	-	-	-	-	-	-	5,43
	"	23 3,29	3,29	1,15	2,14	-	-	-	-	-	-	-	-	2,14
	"	27 2,50	2,50	0,75	1,75	-	-	-	-	-	-	-	-	1,75
. Magasins villageois	"	3 3,35	3,35	1,60	1,75	-	-	-	-	-	-	-	-	1,75
	"	11 109,20	109,20	18,65	90,55	-	-	-	-	-	-	-	-	90,55
	"	21 3,78	3,78	1,89	1,89	-	-	-	-	-	-	-	-	1,89
	"	27 6,63	6,63	2,31	4,32	-	-	-	-	-	-	-	-	4,32
. Magasins OFNACER	"	9 10,80	10,80	-	10,80	-	-	-	-	-	-	-	-	10,80
	"	21 1,04	1,04	0,49	0,55	-	-	-	-	-	-	-	-	0,55
	"	22 1,50	1,50	-	1,50	-	-	-	-	-	-	-	-	1,50

.../...

SECTEUR DE COMMERCE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FADP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
. Magasins OFNACER (suite)	P	24	86,00	86,00	-	86,00	-	-	-	-	-	-	-	-	86,00
. Construction de marchés	"	4	20,20	20,20	-	20,20	-	-	-	-	-	-	-	-	20,20
	"	11	84,20	84,20	-	84,20	-	-	-	-	-	-	-	-	84,20
	"	20	16,80	16,80	0,75	16,05	-	-	-	-	-	-	-	-	16,05
	"	22	6,40	6,40	1,92	4,48	-	-	-	-	-	-	-	-	4,48
	"	28	75,00	75,00	30,00	45,00	-	-	-	-	-	-	-	-	45,00
. Aménagement de marchés	"	1	10,00	10,00	-	10,00	-	-	-	-	-	-	-	-	10,00
	"	9	3,00	3,00	0,90	2,10	-	-	-	-	-	-	-	-	2,10
	"	24	1,00	1,00	0,75	0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	0,25
	"	30	8,70	8,70	0,30	8,40	-	-	-	-	-	-	-	-	8,40
. Librairies	"	1	1,96	1,96	-	1,96	-	-	-	-	-	-	-	-	1,96
. Conservation de Peaux	"	20	1,88	1,88	0,56	1,32	-	-	-	-	-	-	-	-	1,32
. Magasins OFNACER	"	18	8,60	8,60	2,80	5,80	-	-	-	-	-	-	-	-	5,80
. Librairie	"	18	5,00	5,00	1,50	3,50	-	-	-	-	-	-	-	-	3,50
TOTAL B3	-	-	2024,41	2024,41	101,25	1923,16	-	-	-	-	-	-	-	-	1923,16
TOTAL SECTEUR			7010,06	7010,06	179,01	6831, 05	-	7,00	*	927,34	934,34	621	-	621	5275,71

2.2.2. Mesures d'accompagnement

La mise en oeuvre de la politique du secteur sera renforcée par les mesures d'accompagnement appropriées au niveau des sociétés d'Etat opérant dans le commerce. Ainsi :

- L'Office National des Céréales (OFNACER) doit jouer un rôle essentiel dans la collecte des céréales et la garantie au producteur d'un prix rémunérateur Il sera réorganisé et doté des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;

- La Caisse de Stabilisation des Prix des Produits Agricoles (CSPPA) tout en continuant à jouer son rôle de soutien au prix d'achat des cultures de rente, affectera les excédents éventuels exclusivement au financement de l'agriculture et de l'agro-industrie; elle contribuera :

* Aux investissements destinés à maintenir la compétitivité des cultures de rente burkinabè sur les marchés extérieurs;

* Aux investissements destinés à assurer la transformation sur place d'une partie croissante de la production agricole, permettant ainsi l'exportation de produits de plus en plus élaborés ;

* Aux investissements de modernisation de l'agriculture céréalière ;

- La Caisse Générale de Péréquation (CGP) s'efforcera d'accroître ses achats de produits agricoles sur le marché intérieur, au détriment des importations ; elle devra tout comme la CSPPA contribuer à la promotion de la production céréalière notamment pour les céréales relevant de sa compétence.

* L'entreprise FASO YAAR sera redressée et libérée de certaines contraintes ceci afin de lui permettre de poursuivre son rôle de distribution de produits de grande consommation à prix modique sur l'ensemble du territoire, et ainsi de lutter contre la spéculation.

3. EFFETS ATTENDUS

A l'horizon 1990 la réalisation du programme d'investissement permettra la réorganisation des circuits commerciaux qui entraîneront une meilleure politique de distribution à travers le pays et l'accroissement de la capacité de stockage de l'OFNACER ; ce qui portera le stock de sécurité de 30 000 tonne actuellement à 50 000 tonnes en 1990, et le stock de stabilisation de 65 100 à 77 350 tonnes à la fin du Plan.

Une meilleure collecte de produits sera assurée. Dans l'ensemble si les organismes d'Etat arrivent à jouer pleinemenet leur rôle, cela permettra d'assurer un meilleur approvisionnement du pays et une meilleure distribution de produits de grande consommation de première nécessité.

L'organisation du marché et la rationalisation des circuits d'exportation (crédit à l'exportation).

11. TOURISME ET HOTTELERIE

1. ANALYSE DE LA SITUATION

Deux périodes peuvent être distinguées dans l'évolution du secteur: évolution jusqu'en 1982 et évolution de 1983 à nos jours.

- Evolution du secteur jusqu'en 1982

Sur le plan administratif

Ce n'est qu'à partir de 1976 que le secteur a été supervisé par un ministère de tutelle. La Direction des Administrations des Industries touristiques et Hôtelières a été créée en 1977 et remplacée en 1981 par la Direction du Tourimse et de l'Hôtellerie (D.T.H).

Sur le plan des infrastructures

L'absence de statistiques fiables ne permet pas de donner avec précision ni la situation, ni l'évolution au cours de la période concernée. L'essentiel de l'infrastructure est constitué d'unités d'hébergement concentrées dans les grandes agglomérations.

Selon les statistiques, la capacité d'accueil du pays en 1976 s'élevait à 225 chambres réparties dans les trois localités suivantes:

Ouagadougou : 184 chambres
Bobo-Dioulasso : 35 chambres
Arly : 36 chambres

Les effectifs des touristes reçus au Burkina sont passés de 14.564 en 1975 à 50.041 en fin 1982 avec un fléchissement en 1977, 1980 et 1981.

La chasse, le safari vision, le tourisme d'affaire ont été les principaux motifs de visite de notre pays au cours de cette période. La répartition de la clientèle fait ressortir la prédominance des Européens.

.../...

Cette période peut être considérée comme celle d'un démarrage lent de l'activité touristique. Elle est également de l'inorganisation administrative et commerciale.

- Evolution du secteur de 1983 à nos jours

Les actions ponctuelles menées jusqu'en 1983 ne s'inscrivaient pas dans une politique intégrée de développement du tourisme.

Depuis 1983, les mesures suivantes ont été prises :

Susr le plan administratif :

Un certain nombre de textes ont été élaborés pour donner un cadre juridique et réglementaire à l'exploitation de ce secteur ;

Sur le plan commercial :

Un certain nombre d'actions promotionnelles ont été entreprises. Il s'agit de :

* L'édition de 5.000 cartes postales, 30.000 dépliants, 20.000 affiches ;
* La confection de 1.000 guides touristiques ;
* L'ouverture d'une salle d'exposition d'objets d'art à Ouagadougou;
* La participation à des manifestations touristiques ;
* L'organisation de voyages à l'intérieur du pays.

Quant aux actions commerciales, elles ont consisté en la :

* Conception et vente de circuits ;
* Location de véhicules ;
* Organisation de séjours, d'excursions en collaboration avec le Point Air.

.../...

Parmi les produits présentés aux visiteurs on retiendra :

* Le Sahel burkinabè : découverte de la partie Nord du pays en 7 jours ;
* Les sites de l'Ouest (7 jours) ;
* Les grandes réserves de l'Est (7 jours) ;
* Le pays Dogon par le Sahel burkinabè ;
* Les traditions et visages des pays Mossi et Nankana ;
* Des week-ends à Ouagadougou - Bobo-Dioulasso ;
* Des excursions : Pô, Sabou, Lac Bam, des visites commentées des villes.

1.1. Ressources touristiques

On peut distinguer :

- Les ressources naturelles :

Lacs, cascades, reliefs, forêts, parcs nationaux, réserves de faune, ... ;

- Les monuments historiques :

Mosquées, tombes, peintures rupestres, habitat traditionnel,...;

- Les manifestations socio-culturelles :

Cérémonies traditionnelles, expositions, carnavals, festival de cinéma, ...

Par ailleurs, il existe au Burkina des réalisations agro-industrielles, des centres artisanaux modernes et des plans d'eau artificiels qui peuvent susciter l'intérêt des touristes.

.../...

1.2. Infrastructures

Le Burkina dispose de 81 unités d'hébergement dont une majorité de petits hôtels (classés "une étoile" et "utilitaires") d'une capacité totale de 2.410 chambres et 3.610 lits.

Ces hôtels se concentrent à Ouagadougou (25 hôtels) et Bobo-Dioulasso (18 hôtels). 19 provinces disposent d'un hôtel au moins.

Le taux de remplissage moyen est faible : 28 %. L'hôtellerie emploie 1.521 personnes, en général peu qualifiées, seulement 2 % des employés soit une trentaine de personnes ont reçu une formation.

1.3. Clientèle

La clientèle du tourisme burkinabè est varié. En effet, le Burkina a été visité entre 1981 et 1983 par des ressortissants de tous les continents dont essentiellement des ressortissants européens. La durée moyenne de séjour est passée de 4 jours en 1981 à 2,27 jours en 1984. Les dépenses journalières sont passées de 9.000F C FA à 13.500 F CFA au cours de cette même période.

1.4. Potentialités

La localisation des sièges de plusieurs organisations internationales,régionales et sous-régionales constitue un marché potentiel pour le développement du secteur

1.5. Contraintes

Le développement du tourisme au Burkina n'a pas été à la mesure des immenses richesses touristiques du pays. Des contraintes de toutes sortes ont freiné ce développement :

.../...

- Insuffisance des textes réglementant le secteur ;
- Manque de personnel qualifié ;
- Manque de moyens financiers et matériels ;
- Concentration des manifestations nationales et internationales à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ;
- Mauvaise desserte aérienne (10 lignes, 7 compagnies) et coûts élevés des transports ;
- Difficulté d'accès aux sites touristiques.

Ces diverses contraintes rendent le secteur touristique peu compétitif par rapport aux pays voisins.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1 Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

- Faire du tourisme un moyen de rapprochement et de compréhension entre le peuple burkinabè et les autres peuples ;

- Développer les échanges inter-provinciaux afin que le brassage entre les différentes nationalités renforce l'identité culturelle burkinabè ;

- Faire connaître et apprécier le Burkina à travers son histoire, sa culture, son art et ses richesses naturelles ;

- Démocratiser et vulgariser le tourisme pour le mettre à la portée du plus grand nombre de burkinabè.

.../...

1.2. Les objectifs au cours du Plan

- Mise en valeur des ressources touristiques

Il s'agit de rendre commercialisables les nombreuses ressources touristiques du Burkina demeurées longtemps inexploitées.

Au cours du Plan Quinquennal, il s'agira essentiellement :

* D'élaborer un schéma directeur d'aménagement touristique afin d'orienter l'intervention dans le secteur d'activité et d'assurer la maîtrise de son développement ;

* De réhabiliter des circuits touristiques et d'aménager les sites correspondants. cette réhabilitation concernera les circuits "Sahel Burkinabè", Sites de l'Ouest", "Grandes Réserves de l'Est", et "Visages et Traditions des pays Mossi et Nankana".

- Augmentation et décongestion des infrastructures d'hébergement

Cet objectif vise à accroître la capacité d'accueil du pays et à rapprocher les unités d'hébergement des sites à visiter afin de les rentabiliser au mieux. Pour ce faire, il est prévu de réaliser 8 centres d'hébergement intégrés aux coopératives ou groupements villageois et d'encourager les investissements privés à intervenir dans le secteur.

- Promotion du Burkina comme destination touristique

Au Burkina, le flux de visiteurs étrangers demeure en-deçà des capacités d'accueil.
La réalisation d'un film touristique, l'ouverture d'une représentation à Paris, la participation aux manifestations touristiques internationales devrait à terme contribuer à augmenter ce flux.

.../...

- Création d'une structure nationale de promotion

Elle devra remédier à la dispersion actuelle en permettant la mise en commun des moyens humains et financiers.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Le programme d'investissement du secteur s'élève à 1 213 Millions de F CFA dont 175,88 Millions de F CFA d'acquis.

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. Projets en cours d'exécution											
Tourisme Néant											
Hôtellerie											
- Auberge populaire											
. Bogandé et Piéla	P(M)	8	18,00	18,00	1,80	16,20	16,20				
. Ouagadougou	P	11	5,98	5,98	-	5,98	5,98				
. Zeguidegguin	P(M)	17	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				
. Koupéla	M(P)	14	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				
. Corom-Corom	P	19	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				
- Campement											
à Houndé	P(M)	10	7,50	7,50	-	7,50	7,50				
à refectionner à Nouna	P(M)	15	5,00	5,00	-	5,00	5,00				
" Kaya	P(M)	23	9,00	9,00	1,80	7,20	7,20				
- Agrandissement hôtel poste de Koudougou	P	5	4,00	4,00	1,00	3,00	3,00				
TOTAL A			76,48	76,48	7,30	69,18	69,18				
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis											
Tourisme Néant											
Hôtellerie											
Campement à Diapaga	P	28	8,20	8,20	-	8,20	8,20				
" à Burunga, Dinguiri, Segné Foulgo	P	29	0,66	0,66	0,22	0,44	0,44				
- Auberge populaire Kombissiri	P(M)	2	12,76	12,76	2,10	10,66	10,66				
" " Diébougou	P(M)	3	9,00	9,00	0,90	8,10		8,10			

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
- Auberge populaire											
" " Koudougou	M(P)	5	9,00	9,00	0,90	8,10		8,10			
" " Zorgho	M(P)	7	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				
" " Fada	M(P)	9	9,00	9,00	0,90	8,10		8,10			
Auberge populaire à Pô	P(M)	16	9,00	9,00	0,90	8,10		8,10			
" " Dori	P(M)	24	9,00	9,00	0,90	8,10		8,10			
" " Tougan	P(M)	27	9,00	9,00	3,00	6,00	2,00	4,00			
Kanthari	P(M)	28	9,00	9,00	0,90	8,10		8,10			
Kaïbo	P(M)	30	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				
TOTAL B1			102,62	102,62	12,52	90,10	37,50	52,60			
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis											
Tourisme Néant											
Hôtellerie											
- Auberge populaire à Yako	P(M)	20	15,00	15,00	4,50	10,50	8,00	2,50			
" " Tansarga	P	28	9,00	9,00	0,90	8,10			8,10		
" " Ouahigouya	P	29	9,00	9,00	1,50	7,50		4,00	3,50		
TOTAL B2			33,00	33,00	6,90	26,10	8,00	6,50	11,60		
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher											
Tourisme											
Elaboration d'un plan directeur de développement touristique	M	Toutes Provinces	100,00	100,00	-	100,00	52,50	47,50			

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation — Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
- Confection d'un film touristique	M	Petites provinces	15,50	15,50	-	15,50			15,50		
- Participation aux manifestations touristiques internationales	M		78,80	78,80	-	78,80	15,76	15,76	15,76	15,76	15,76
- Ouverture d'une représentation touristique à Paris	M		50,50	50,50	-	50,50	28,10	5	5,40	5,90	6,10
Sous total Tourisme			244,80	244,80		244,80	96,36	68,26	36,66	21,66	21,86
Hôtellerie											
- Auberge populaire à :											
" Bilanga et Thiou	P	8	18,00	18,00	1,80	16,20		8,10		8,10	
" Bekuy et Fo	P	10	18,00	18,00	1,80	16,20		6,20	10,00		
" Markoye, Déou, Oursi	P	19	27,00	27,00	2,70	24,30		8,10	8,10	8,10	
- Campement à Dano	P	3	0,65	0,65	0,15	0,50		0,50			
Bagné et Samba	P	20	15,83	15,83	4,75	11,08		5,08	6,00		
Bani, Gorgadji, Seytenga	P	24	1,40	1,40	0,93	0,47		0,15	0,15	0,17	
- Réalisation de 8 centres d'hébergement intégrés aux coopératives ou groupements villageois à :											
Bazoulé	M(P)	2	3,00	3,00	0,37	2,63				2,63	
Djipalogo	M(P)	3	3,00	3,00	0,37	2,63				2,63	
Dieri et Samogohiri	M(P)	12	6,00	6,00	0,74	5,26			2,63		2,63
Loumbila	M(P)	18	3,00	3,00	0,37	2,63					2,63
Lorepéni	M(P)	21	3,00	3,00	0,37	2,63		2,63			
Talagountou	M(P)	24	3,00	3,00	0,37	2,63			2,63		
Bereuga	M(P)	29	3,00	3,00	0,37	2,63		2,63			
Sous total Hôtellerie			104,88	104,88	15,09	89,79	-	33,39	29,51	21,63	5,26

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation — Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
- Réhabilitation de circuits touristiques											
. Aménagement de sites touristiques											
. Sabou	M(P)	5	0,60	0,60	0,10	0,50					
. La Guinguette	M(P)	10	30,00	30,00	-	30,00		0,50			
. Oursi	M(P)	19	0,10	0,10	0,10	-					30,00
. Lorepéni	P	21	0,40	0,40	0,12	0,28			0,28		
. Equipement en moyens d'exploitation des circuits touristiques	M	11	68,40	68,40	-	68,40	16,40	30,32	21,68		
. Unités d'hébergement à											
Kongoussi, Bourzanga	M(P)	1	22,00	22,00	-	22,00					
Sabou	M(P)	5	23,00	23,00	-	23,00			11,00	11,00	
Tengrela	M(P)	6	4,30	4,30	-	4,30		23,00			
Bala et à la Guingette	M(P)	10	37,50	37,50	-	37,50			4,30		
Tin Akoff	M(P)	19	11,00	11,00	-	11,00		25,00	12,50		
Gaoua	M(P)	21	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10	11,00			
Léo	M(P)	25	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				
Djibo	M(P)	26	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				
. Centre national de formation touristique et hôtellière	M	11	472,00	472,00	-	472,00	4,00	415,50	16,50	17,50	18,50
Sous total Tourisme et Hôtellerie			696,30	696,30	3,02	693,28	44,70	505,32	66,26	28,50	48,50
TOTAL B3			1045,98	1.045,98	18,11	1.027,87	141,06	606,97	132,43	71,79	75,62
TOTAL A + B1 + B2 + B3			1258,08	1.258,08	44,83	1.213,25	255,74	666,07	144,03	71,79	75,62

Bureau de Lecture - BIS de Ouaga

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)=(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécution															
Tourisme Néant															
Hôtellerie															
- Auberge populaire															
. Bogandé et Piéla	P(M)	8	18,00	18,00	1,80	16,20	8,10	8,10			16,20				
. Ouagadougou	P	11	5,98	5,98	-	5,98		5,98			5,98				
. Zeguédeguin	P(M)	17	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				
. Koupéla	M(P)	14	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				
. Corom-Corom	P(M)	19	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				
- Campement															
. à transformer en auberge populaire à Houndé	P(M)	10	7,50	7,50	-	7,50	2,50			5,00	7,50				
. à refectionner à Nouna	P(M)	15	5,00	5,00	-	5,00	5,00				5,00				
Kaya	P(M)	23	9,00	9,00	1,80	7,20	7,20				7,20				
- Agrandissement hôtel poste de Koudougou	P	5	4,00	4,00	1,00	3,00		3,00			3,00				
TOTAL A			76,48	76,48	7,30	69,18	47,10	17,08		5,00	69,18				
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis															
Tourisme Néant															
Hôtellerie															
- Campement															
. à Diapaga	P	28	8,20	8,20	-	8,20			8,20		8,20				
. à Berenga, Dinguiri et Ségué Foulgo	P	29	0,66	0,66	0,22	0,44				0,44	0,44				
- Auberge populaire															
. à Kombissiri	P(M)	2	12,76	12,76	2,10	10,66	5,76	4,90			10,66				
. à Diébougou	P(M)	3	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)=(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
. à Koudougou	M(P)	5	9,00	9,00	0,90	8,10	8;10				8,10				
. à Zorgho	M(P)	7	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				
. à Fada	M(P)	9	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				
. à Pô	P(M)	16	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				
. Auberge populaire à Dori	P(M)	24	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				
. " " Tougan	P(M)	27	9,00	9,00	3,00	6,00	6,00				6,00				
. " " Kantchari	P(M)	28	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				
. " " Kaibo	P(M)	30	9,00	9,00	0,90	8,10	8,10				8,10				
TOTAL B1			102,62	102,62	12,52	90,10	76,56	4,90	8,20	0,44	90,10				
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement est acquis															
Tourisme Néant															
Hôtellerie															
- Auberge populaire à Yako	P(M)	20	15,00	15,00	4,50	10,50	8,10				8,10				2,40
. " " à Tansarga	P	28	9,00	9,00	0,90	8,10		5,00			5,00				3,10
. " " à Ouahigouya	P	29	9,00	9,00	1,50	7,50				3,50	3,50				4,00
TOTAL B2			33,00	33,00	6,90	26,10	8,10	5,00		3,50	16,60				9,50
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher															
Tourisme															
- Elaboration d'un plan directeur de développement touristique	M	Tte. Pro.	100,00	100,00	-	100,00									100,00
- Confection d'un film touristique	M	Tte.Prov.	15,50	15,50		15,50									15,50
- Participation aux manifestations touristiques internationales	M		78,80	78,80		78,80									78,80
- Ouverture d'une représentation touristique à l'étranger(Paris)	M		50,50	50,50		50,50									50,50
Sous total Tourisme			244,80	244,80		244,80									244,80

Bibliothèque de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total : Coût total initial	Coût total : Tranche PQDP : Coût total(1)	Tranche PQDP : I.H (2)	Tranche PQDP : Coût mon.. (3)=(1)+(2)	Financement acquis : Sources Nationales : B.N	Sources Nationales : B.P	Sources Nationales : Prêts	Sources Nationales : Autres ressources	Sources Nationales : Total	Sources Extérieures : Subv.	Sources Extérieures : Prêts	Sources Extérieures : Total	Financement à rechercher
Hôtellerie															
- Auberge populaire : Bilanga et Thiou	P	8	18,00	18,00	1,80	16,20									16,20
" " Békuy et Fo	P	10	18,00	18,00	1,80	16,20									16,20
Markoye, Diou, Oursi	P	19	27,00	27,00	2,70	24,30									24,30
- Campement à Dano	P	3	0,65	0,65	0,15	0,50									0,50
à Bagaré et Samba	P	20	15,83	15,83	4,75	11,08									11,08
à Bani, Gorgadji, Seytenga	P	24	1,40	1,40	0,93	0,47									0,47
- Réalisation de 8 centres d'hébergement intégrés aux coopératives ou groupements villageois :															
à Bazoulé	M(P)	2	3,00	3,00	0,37	2,63									2,63
à Djipalago	M(P)	3	3,00	3,00	0,37	2,63									2,63
à Diéré et Samoghiri	M(P)	12	6,00	6,00	0,74	5,26									5,26
à Loumbila	M(P)	18	3,00	3,00	0,37	2,63									2,63
à Lorépéni	M(P)	21	3,00	3,00	0,37	2,63									2,63
à Falagountou à Berenga	M(P) M(P)	24 29	3,00 3,00	3,00 3,00	0,37 0,37	2,63 2,63	-	-	-	-	-	-	-	-	2,63 2,63
Sous total Hôtellerie			104,88	104,88	15,09	89,79									89,79
Tourisme et Hôtellerie															
- Réhabilitation de circuits touristiques															
. Aménagement de sites touristiques															
. . Site de Sabou	M(P)	5	0,60	0,60	0,10	0,50									0,50
. . " " la Guinguette	M(P)	10	30,00	30,00	-	30,00									30,00
. . " " Oursi	M(P)	19	0,10	0,10	0,10	-									
. . " " Lorépéni	P	21	0,40	0,40	0,12	0,28									0,28
. Equipement en moyens d'exploitation des circuits touristiques	M	11	68,40	68,40	-	68,40									68,40
. Unités d'hébergement à : Kongoussi et Bourzanga	M(P)	1	22,00	22,00	-	22,00									22,00
" " Sabou	M(P)	5	23,00	23,00	-	23,00									23,00

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total : Coût total initial	Coût total : Tranche PQDP : Coût total(1)	Tranche PQDP : I.H (2)	Tranche PQDP : Coût mon.. (3)=(1)+(2)	Financement acquis : Sources Nationales : B.N	Sources Nationales : B.P	Sources Nationales : Prêts	Sources Nationales : Autres ressources	Sources Nationales : Total	Sources Extérieures : Subv.	Sources Extérieures : Prêts	Sources Extérieures : Total	Financement à rechercher
" " Tengrela	M(P)	6	4,30	4,30	-	4,30									4,30
Bala et à la Guinguette	M(P)	10	37,50	37,50	-	37,50									37,50
Tin Akoff	M(P)	19	11,00	11,00		11,00									11,00
Gaoua	M(P)	21	9,00	9,00	0,90	8,10									8,10
Léo	M(P)	25	9,00	9,00	0,90	8,10									8,10
Djibo	M(P)	26	9,00	9,00	0,90	8,10									8,10
. Centre national de formation touristique et hôtelière	M	11	472,00	472,00	-	472,00									472,00
Sous total Tourisme et Hôtellerie			696,30	696,30	3,02	693,28									693,28
TOTAL B3			1.045,98	1.045,98	18,11	1.027,87									1.027,87
TOTAL A + B1 + B2 + B3			1.258,08	1.258,08	44,83	1.213,25	131,76	26,98	8,20	8,94	175,88				1.037,37

2.2.2. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

- Sur le plan humain, il est prévu de recruter 57 agents.

- Sur le plan institutionnel, il est prévu :
* D'élaborer des textes tendant à encourager les investissements privés ;
* De décentraliser les structures administratives ;
* D'organiser les populations en association de développement touristique de leur localité (recensement des ressources toursitiques, accueil des visiteurs, ...) ;
* D'intéresser les élèves à ce type de tourisme en organisant des colonies de vacances.

3. EFFETS ATTENDUS

La réalisation des actions préconisées dans le cadre de Plan devra permettre :

- D'améliorer la balance des services ;
- De stimuler d'autres secteurs, par exemple : l'artisanat ;
- De mieux couvrir le territoire en structure d'hébergement et d'accroître la capacité d'accueil du pays par la construction de 69 unités d'hébergement (8 centres d'hébergement intégrés, 26 auberges populaires, 25 campements, 10 unités d'hébergement correspondants à 501 chambres ;
- D'accroître le nombre de touristes ; en maintenant un taux de croissance annuelle de 16,60 %, on pourrait atteindre plus de 100.000 clients en 1990 ;
- De créer 550 emplois directs ;
- D'améliorer les prestations de service ;
- De mieux maîtriser le secteur.

C. SECTEURS SOCIAUX

12. EDUCATION ET FORMATION

1. ANALYSE DE LA SITUATION

Les effectifs par niveau d'enseignement au cours de l'année scolaire 1985/1986 sont donnés par le tableau suivant :

NIVEAU	TOTAL	DONT PRIVE %
ENSEIGNEMENT DU 1ER DEGRE		
(CP1 à CM2)	351 807	8,7
ENSEIGNEMENT DU 2EME DEGRE	54 287	
Général	49 603	49,7
Technique	4 423	63,4
Normal	261	0,0
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	5 074	
Ouagadougou	3 901	0,0
Etranger (boursiers)	1 173	...
TOTAL TOUS NIVEAUX D'ENS.	411 168	

1.1. Enseignement du premier degré

- L'enseignement de base est encore assez peu répandu au Burkina, le taux brut de scolarisation reste un des plus faibles du monde. Pour la dernière rentrée scolaire 1985-86, sur une population scolarisable estimée à 1.471.583 jeunes (tranche d'âge 7 à 13 ans), seulement 351.807 étaient inscrits, soit un taux brut de scolarisation de 23,9 %. Le taux net de scolarisation, qui ne prend en compte que la population scolarisée de 7 à 13 ans (323.077 en 1985-86), n'est que d'environ 22 %.

.../...

Toutefois, l'évolution de la situation au cours des dernières années, fait apparaître des taux d'accroissement annuels du nombre d'élèves assez forts : dans l'enseignement public, + 13,4 % en 1984-85 et + 11,7 % en 1985-86 ; dans l'enseignement privé, + 13,9 % en 1984-85 et + 18,1 % en 1985-86. Mais, il faut souligner que l'enseignement privé reste peu développé dans le premier degré (8,7 % de l'effectif global des élèves) et localisé surtout dans les grandes villes.

Dans l'enseignement public, l'accroissement des effectifs a été favorisé par la mise en oeuvre du Programme Populaire de Développement (PPD) qui a permis l'ouverture de 550 classes nouvelles au cours de chacune des 2 dernières rentrées scolaires. Dans l'enseignement privé, par contre, l'ouverture de classes nouvelles a été très faible (1 en 1984-85 et 14 en 1985-86) si bien que la croissance des effectifs s'est traduite par l'élévation du nombre moyen d'élèves par classe qui est passé de 49 en 1983-84 à 64 en 1985-86, comme dans l'enseignement public.

- D'autre part, la scolarisation au Burkina est très inégalement répartie entre les provinces et à l'intérieur des provinces entre les zones urbaines, semi-urbaines et rurales. C'est dans les provinces où sont les principales villes du pays que les enfants sont les plus scolarisés : en 1985-86, le taux brut de scolarisation était de 62,3 % au Kadiogo, de 39,7 % dans le Houet et de 32 % dans le Boulkiemdé contre seulement 5,4 % dans le Séno, 7,6 % dans l'Oudalan et 8,6 % dans le Soum.

- Ensuite, on constate une forte disparité au détriment des filles: au cours des dix dernières années, elles représentent en moyenne 37 % de l'effectif scolarisé.

- Par ailleurs, le système éducatif burkinabè, qui n'atteint qu'une minorité de jeunes, reste très inadapté : il ne tient pas compte du contexte socio-culturel du pays.

.../...

Dans ce sens, un projet de réforme avait été élaboré à la fin des années 70 ; ses objectifs étaient les suivants :

* La démocratisation de l'éducation et du savoir ;
* Une éducation liée à la production ;
* La revalorisation de la culture nationale notamment par l'introduction des langues nationales dans l'enseignement.

La phase expérimentale du projet de réforme dans le cycle d'enseignement de base (primaire), avait démarré à la rentrée scolaire d'octobre 1979 avec l'ouverture de 28 écoles expérimentales dans trois zones linguistiques (moorephone, julaphone et fulaphone). Elle a été supprimée à la fin de l'année 1983-84 en raison de son inadaptation.

- Enfin, le rendement du système d'enseignement du premier degré est relativement faible : ainsi, sur une cohorte de 1.000 enfants inscrits au CP1, seulement 632 peuvent arriver au CM2 dont 295 avec l'espoir d'obtenir le CEPE et 56 l'entrée en sixième. Cela s'explique notamment par :

  * La surcharge des classes: jusqu'à plus de 110 élèves par classes(CP1, CP2 et CM2 en zone urbaine);
  * L'insuffisance numérique du personnel d'encadrement (environ un inspecteur ou un conseiller pédagogique pour 100 enseignants) eu égard au nombre sans cesse croissant d'enseignants sans formation pédagogique;
  * Le manque d'équipement et de matériel pédagogique des écoles.

- Pourtant, les dépenses publiques affectées à l'enseignement du premier degré sont importantes : environ 4.800 millions de FCFA pour l'année scolaire 1985-86, dont 99 % pour les frais de personnel et 1 % pour les dépenses de matériel. Les dépenses d'investissement étant assurées par

.../...

les collectivités publiques, par les populations et l'aide de certains organismes. Le coût unitaire annuel d'un élève du primaire public est estimé à environ 32.000 FCFA dont 16.200 FCFA à la charge de l'Etat.

1.2. Enseignement secondaire général, technique etnormal

1.2.1. Enseignement secondaire général

EFFECTIFS D'ELEVES (1985-1986)	TOTAL	% DU PRIVE
Premier cycle	39 472	51,2 %
Deuxième cycle	10 131	43,5 %
1er et 2ème cycle	49 603	49,7 %

Ce type d'enseignement est resté jusqu'à présent très sélectif au Burkina en raison de l'insuffisance des structures d'accueil: seulement 2 % environ des jeunes en âge d'être scolarisés à ce niveau d'enseignement sont inscrits dans les collèges et les lycées.

Les élèves de sexe féminin sont encore moins bien représentés qu'au niveau de l'enseignement primaire (33 % en moyenne).

D'autre part, si toutes les provinces, excepté l'Oudalan, sont maintenant dotées d'établissements du premier cycle, seuls les principaux centres urbains disposent du second cycle.

.../...

Toutefois, il faut souligner qu'au cours des deux dernières années scolaires, le nombre d'établissements publics a augmenté : dans le premier cycle, on passe de 37 établissements en 1983-84 à 51 en 1985-86 et dans le second cycle, de 15 à 24. Une majorité d'élèves sont maintenant inscrits dans l'enseignement public (50,3 % en 1985-86) même si l'enseignement privé reste encore important (60 établissements sur 112).

Les rendements scolaires sont insuffisants :

- Dans le premier cycle, sur 1.000 jeunes inscrits en 6ème, 846 parviennent en classe de 3ème, 306 d'entre eux en moyenne peuvent espérer réussir le concours d'entrée en seconde dans les établissements publics et privés conventionnés;

- Dans le second cycle, sur une cohorte de 1.000 jeunes inscrits en seconde, 819 parviennent en terminale dont 303 seront reçus au baccalauréat.

1.2.2. Enseignement secondaire technique

EFFECTIFS D'ELEVES (1985-1986)	TOTAL	% DU PRIVE
Cycle court	3 040	67,3 %
Cycle court	1 383	54,5 %
Cycle court et long	4 423	63,4 %

L'enseignement technique et professionnel est assez peu développé (environ 8% des effectifs de l'ensemble du secondaire) avec une prolifération d'établissements privés préparant surtout à des formations de secrétariat et de comptabilité. L'enseignement public compte seulement cinq établissements, tous à Ouagadougou. Les 13 autres établissements sont privés (dont 5 subventionnés).

.../...

Sept provinces seulement sur 30 disposent d'un établissement d'enseignement technique (Boulkiemdé, Comoé, Gourma, Houet, Kadiogo, Kossi et Yatenga) mais les établissements sont essentiellement concentrés dans les provinces du Houet et du Kadiogo.

On note la prédominance des formations en secrétariat et comptabilité au détriment des formations industrielles. De ce fait, les effectifs féminins (51,28 % de l'effectif total de l'enseignement technique) sont relativement bien représentés par rapport aux autres niveaux d'enseignement.

1.2.3. Enseignement secondaire normal

Jusqu'à présent, les deux cours normaux (Koudougou pour les garçons et Ouagadougou pour les filles) formaient chaque année (en deux ans) 130 élèves instituteurs-adjoints (100 hommes et 30 femmes). Au terme de l'année scolaire 1985-86, ces deux établissements qui sont déjà des lycées provinciaux, n'assureront plus la formation d'enseignants du premier degré.

Par contre, l'ENEP (Ecole Nationale d'Enseignement du Primaire) de Loumbila, ouverte à la rentrée scolaire 1985-1986, formera chaque année 350 instituteurs-adjoints.

1.3. Enseignement supérieur et recherche scientifique

1.3.1. Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est maintenant relativement développé. Les effectifs des étudiants sont supérieurs à ceux de l'enseignement secondaire technique, d'autant plus qu'un certain nombre d'étudiants burkinabè à l'étranger échappent à toute comptabilisation, car ils ne sont pas boursiers de l'Etat : en 1985-86, 3.901 étudiants burkinabè étaient inscrits à l'Université de Ouagadougou et 1.173 boursiers étudiants à l'étranger (23,1% des effectifs globaux).

.../...

De 1975-76 à 1985-86, les effectifs étudiants burkinabè, inscrits à l'Université de Ouagadougou, ont progressé en moyenne de 20 % par an et sont passés de 600 à 3.901. En effet, depuis l'ouverture en octobre 1981 de l'E.S.S.SA (Ecoles Supérieure des Sciences de la Santé), L'Université de Ouagadougou permet désormais d'assurer sur place l'essentiel des formations de niveau supérieur.

Les étudiantes (environ 24 % des effectifs inscrits à Ouagadougou) sont encore plus faiblement représentées que dans les autres niveaux d'enseignement. Cette faiblesse apparaît nettement à l'I.S.N. - I.T.D.R. - I.D.R. et à l'I.M.P. où les effectifs féminins représentent respectivement 9 % et 3 %. Cependant, au niveau de l'I.U.T., de l'I.N.A.F.E.C. et de l'E.S.D., leur proportion est plus importante, respectivement 49 %, 36,4%, et 32,3 %.

A la rentrée 1985-86, la répartition des étudiants burkinabè inscrits à l'Université de Ouagadougou se présentait comme suit par sexe et par établissement :

ETABLISSEMENTS	GARCONS	FILLES	TOTAL	%
UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU	2.969	932	3.901	100,0
I.N.S.HU.S.	513	173	686	17,6
INSU.L.LA	481	242	723	18,6
E.S.S.EC.	363	67	430	11,0
E.S.D.	371	177	548	14,1
I.M.P.	251	8	259	6,6
I.S.N. - CB.BG.	171	48	219	5,6
I.S.N. - I.T.D.R. - I.D.R.	460	45	505	12,9
I.U.T.	95	91	186	4,8
INAFEC	42	24	66	4,7
E.S.S.SA.	222	257	279	7,1

.../...

A l'Université de Ouagadougou, pour les étudiants burkinabè on constate toujours un déséquilibre des effectifs en faveur des disciplines littéraires (36,2 %), économiques et juridiques (30 %) au détriment des filières scientifiques et techniques.

L'évolution des effectifs enseignants à l'Université de Ouagadougou, a été quantitativement et qualitativement notable depuis sa création : de 4 enseignants burkinabè contre 31 étrangers en 1974, on passe à 139 enseignants pernaments burkinabè (63% de l'effectif total enseignant) en 1985-86.

Pour ce qui est des infrastructures d'accueil, l'Université de Ouagadougou avait à la rentrée universitaire de 1985-86, une capacité d'accueil d'environ 4.800 places dont 3.500 pour les cours, 1.150 pour les travaux pratiques et travaux dirigés et 300 places pour les laboratoires.

Enfin, il faut noter que les bourses d'études allouées par l'Etat aux étudiants burkinabè à l'Université de Ouagadougou et à l'étranger représentent l'essentiel (environ 83 %) des dépenses ordinaires de l'enseignement supérieur et près du quart de celles du secteur enseignement.

1.3.2. Recherche scientifique

La recherche scientifique s'effectue en principe sous le contrôle de la Direction Générale de la Recherche Scientifique (DGRST). Cinq instituts de recherche ont été créés à cet effet. Il s'agit de :

- Institut Burkinabè de la Recherche Agronomique et Zootechnique (INRAZ) ;
- Institut de Recherche en Biologie et Ecologie Tropicale (IRBET);
- Institut Burkinabè de l'Energie (IBE) ;

.../...

- Institut de Recherche en Sciences Sociales et Humaines (IRSSH);
- Institut de Recherche en Substances Naturelles (IRSN) ;

La DGRST compte en outre une Direction de l'Information Scientifique et Technique (D.I.S.T.).

Dans le passé, le manque de précision des objectifs de la politique agricole, énergétique, sanitaire, industrielle, etc., n'a pas favorisé une harmonisation et une planification des interventions de l'Etat et de la coopération bilatérale et multilatérale, si bien qu'il n'y avait pas de programme national de recherche scientifique et technologique mais des travaux de recherche conduits au Burkina Faso.

* *
*

De l'analyse du système conventionnel d'enseignement burkinabè, il ressort que ce système éducatif - hérité de la colonisation - est caractérisé par des insuffisances notoires dont les principales sont :

- Faible taux de scolarisation (en 1985-86, 23,9 % de la population scolarisable pour l'enseignement de base et 2 % pour l'enseignement secondaire) ;

- Caractère sélectif entraînant de fortes déperditions (seulement 13 % des élèves présentés au concours d'entrée en 6ème sont admis et 40 % pour le concours d'entrée en seconde) ;

- Disparités sociales et régionales (5,4 % d'élèves scolarisés dans l'enseignement primaire au Séno contre 62,3 % dans le Kadiogo, concentration des établissements d'enseignement secondaire dans les principales villes du pays).

.../...

- Disproportion entre effectifs garçons et effectifs filles (les filles représentent 37 % des effectifs scolarisés dans l'enseignement du premier degré et seulement 23,9 % dans l'enseignement supérieur à Ouagadougou) :

- Infrastructures publiques d'accueil quantitativement limitées au regard de la forte demande sociale d'éducation (classes surchargées dans le primaire, développement d'établissements privés dans l'enseignement secondaire) ;

- Insuffisance des structures de formation du personnel enseignant pour le primaire et pour les disciplines scientifiques et techniques dans le secondaire ;

- Inadaptation du contenu du programme et des méthodes d'enseignement et de la formation par rapport aux besoins de développement économique et social du pays accentuant l'exode rural et le chômage (enseignement secondaire technique très embryonnaire avec des formations de type administratif et commercial, déséquilibre des effectifs étudiants au détriment des disciplines scientifiques et techniques) ;

- Importance des dépenses de fonctionnement (frais de personnel et bourses).

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

2.1.1 Objectifs stratégiques

- **Pour l'enseignement**, il s'agit de :

  * Adapter l'enseignement aux besoins du développement économique, social et culturel du pays.

  * Promouvoir l'enseignement du plus grand nombre :
    . Réduire les disparités régionales et sociales ;
    . Faciliter l'accès des filles à l'éducation ;
    . Réduire les coûts unitaires de l'éducation ;
    . Assurer la maintenance des infrastructures scolaires.

  * Assurer la qualité de l'enseignement :
    . Lier la théorie à la pratique ;
    . Garantir une formation permanente des enseignants ;
    . Doter les établissements scolaires et universitaires en matériel pédagogique approprié ;

- **Pour la recherche scientifique**, il s'agit de :

  * Maîtriser et renforcer les structures de recherche :
    - Intégrer pleinement les nationaux dans l'élaboration et la réalisation des programmes de recherche ;
    - Coordonner les activités de recherche sur le plan national.

  * Elaborer un programme intégré de recherche scientifique et technologique ;

  * Renforcer et diversifier la coopération avec les organismes internationaux, sous-régionaux, régionaux, y compris non-gouvernementaux.

.../...

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

- **Pour l'enseignement :**

  * Définir le contenu de la future **réforme de l'enseignement** adaptée aux besoins du développement économique, social et culturel du pays ; et expérimenter le projet de réforme à tous les niveaux d'enseignement (premier, second et troisième degré).

  * Développer prioritairement l'**enseignement de base** de façon plus égalitaire en fonction des possibilités économiques du pays ;

    . Réduire les coûts unitaires (dépenses d'investissement et de fonctionnement) et analyser la possibilité du système de la double vacation ;

    . Améliorer la formation et le recyclage des enseignants.

  * Dans l'**enseignement secondaire :**

    . Promouvoir l'enseignement public ;
    - Renforcer les mesures institutionnelles pour l'enseignement privé afin de garantir sa qualité ;
    - Assurer le plein emploi des enseignants ;
    - Améliorer l'orientation des élèves ;
    - Introduire progressivement l'enseignement de l'informatique ;
    - Définir les formations techniques à assurer et à développer ;
    - Réaliser une coordination de l'enseignement technique conventionnel avec les formations professionnelles conventionnelles.

.../...

  * Dans l'enseignement supérieur :

    . Démocratiser l'accès à l'université ;
    . Orienter les étudiants en fonction des besoins du développement économique, social et culturel du pays ;
    . Lier l'enseignement et la production par une ouverture de l'université au monde du travail ;
    . Assurer un suivi systématique des étudiants ;
    . Privilégier la formation au Burkina par rapport à l'étranger;
    . Gérer rationnellement les bourses ;
    . Accroître la proportion des nationaux au sein du personnel enseignant ;
    . Associer les chercheurs de la D.G.R.S.T. à la formation des étudiants ;
    . Décentraliser les structures de l'Université, dans les limites des ressources disponibles, afin que celles-ci participent au mieux au développement des régions.

- **Pour la recherche scientifique,** il s'agit de :

  * Identifier des programmes prioritairement orientés vers des objectifs concrets de développement (auto-suffisance alimentaire, indépendance énergétique, sauvegarde de l'environnement, amélioration de la santé, ...) ;

  * Régionaliser la recherche pour adpater les innovations techniques aux conditions de plus en plus spécifiques de la production.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement (en Millions de F CFA)

Le coût total du programme s'élève à 26.888 Millions F CFA dont 15 248,95 Millions F CFA d'acquis.

.../...

- Pour l'**enseignement du premier degré** (46,13 % du programme d'investissement), il s'agit principalement de construction et d'équipement de classes et de construction de logements de maîtres. Ces programmes sont à réaliser, pour l'essentiel, par les provinces.

- Pour l'**enseignement du second degré** (10,48 % du programme), il s'agit de construction et d'équipement de salles de classes de CEG et de lycées. Il s'agit principalement de programme réalisés par les provinces.

- Pour l'**enseignement supérieur** (6,98 % du programme), il s'agit de l'extension de la station expérimentale de Campéla, de construction de locaux, d'équipements informatiques et d'équipements hospitaliers.

- Pour **la recherche scientifique** (18,60 % du programme), il s'agit principalement des programmes de recherche en cours d'exécution des différents instituts, du renforcement des structures existantes et de la création de nouvelles stations régionales de recherche (Fada, Sourou et Dori).

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation — Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990: (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements: 1986	1987	1988	1989	1990
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION			35151,20	24847,50	3382,55	21464,95	5027,98	4534,36	4092,02	3997,20	3813,39
1. Enseignement du premier degré											
		01	309,80	309,80	78,30	231,50	45,05	45,05	47,13	47,13	47,14
Constr. et équip. 88 classes	P-MP	"	240,80	240,80	57,30	183,50	35,45	35,45	37,53	37,53	37,54
Constr. 30 logements de maîtres	MP	"	69,00	69,00	21,00	48,00	9,60	9,60	9,60	9,60	9,60
		02	750,50	750,50	138,00	612,50	122,50	122,50	122,50	122,50	122,50
Constr. et équip. 175 classes	P	"	419,00	419,00	69,00	350,00	70,00	70,00	70,00	70,00	70,00
Constr. et équip. 175 logements	P	"	331,50	331,50	69,00	262,50	52,50	52,50	52,50	52,50	52,50
		03	288,80	288,80	72,20	216,60	41,60	41,60	44,40	44,50	44,50
Constr. et équip. 83 classes	P	"	215,80	215,80	49,80	166,00	32,00	32,00	34,00	34,00	34,00
Constr. 83 logements de maîtres	P	"	73,00	73,00	22,40	50,60	9,60	9,60	10,40	10,50	10,50
		04	358,80	358,80	82,80	276,00	54,00	54,00	56,00	56,00	56,00
Constr. et équip. 138 classes	P	"	358,80	358,80	82,80	276,00	54,00	54,00	56,00	56,00	56,00
		05	363,24	363,24	109,15	254,09	56,49	49,40	49,40	49,40	49,40
Constr. et équip. 103 classes	P	"	257,75	257,75	77,50	180,25	40,25	35,00	35,00	35,00	35,00
Constr. 103 logements de maîtres	P	"	105,49	105,49	31,65	73,84	16,24	14,40	14,40	14,40	14,40
		06	573,40	573,40	146,40	427,00	84,00	84,00	84,00	87,50	87,50
Constr. et équip. 122 classes	P	"	317,20	317,20	73,20	244,00	48,00	48,00	48,00	50,00	50,00
Constr. 122 logements de maîtres	P	"	256,20	256,20	73,20	183,00	36,00	36,00	36,00	37,50	37,50
		07	485,50	485,50	125,20	360,30	71,20	71,20	71,20	72,00	74,70
Constr. et équip. 101 classes	P et MP	"	273,40	273,40	64,60	208,80	41,20	41,20	41,20	42,00	43,20
Constr. 101 logements de maîtres	P et MP	"	212,10	212,10	60,60	151,50	30,00	30,00	30,00	30,00	31,50
		08	301,20	301,20	82,80	218,40	41,08	42,68	44,88	44,88	44,88
Constr. et équip. 63 classes	P et MP	"	177,00	177,00	45,00	132,00	25,08	25,08	27,28	27,28	27,28
Constr. 54 logements de maîtres	MP	"	124,20	124,20	37,80	86,40	16,00	17,60	17,60	17,60	17,60
		09	658,60	658,60	172,80	485,80	93,80	98,00	98,00	98,00	98,00
Constr. et équip. 134 classes	P et MP	"	367,60	367,60	87,60	280,00	54,00	56,50	56,50	56,50	56,50

SECTEUR DE : RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1985-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
nstr. 134 logements de maîtres	P et MP	09	291,00	291,00	85,20	205,80	39,80	41,50	41,50	41,50	41,50
		10	736,00	736,00	186,00	550,00	110,00	110,00	110,00	110,00	110,00
nstr. et équip. 170 classes	P	"	442,00	442,00	102,00	340,00	68,00	68,00	68,00	68,00	68,00
nstr. 140 logements de maîtres	P	"	294,00	294,00	84,00	210,00	42,00	42,00	42,00	42,00	42,00
		11	595,90	595,90	140,40	455,50	89,50	91,50	91,50	91,50	91,50
nstr. et équip. 209 classes	P	"	543,40	543,40	125,40	418,00	82,00	84,00	84,00	84,00	84,00
nstr. 25 logements de maîtres	P	"	52,50	52,50	15,00	37,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50
		12	178,60	178,60	45,60	133,00	24,50	24,50	28,00	28,00	28,00
Constr. et équip. 38 classes	P	"	98,80	98,80	22,80	76,00	14,00	14,00	16,00	16,00	16,00
Constr. 38 logements de maîtres	P	"	79,80	79,80	22,80	57,00	10,50	10,50	12,00	12,00	12,00
		13	430,30	430,30	106,00	324,30	62,50	64,00	65,90	65,90	66,00
Constr. et équip. 128 classes	P et MP	"	348,40	348,40	82,60	265,80	52,00	52,00	53,90	53,90	54,00
Constr. 39 logements de maîtres	MP	"	81,90	81,90	23,40	58,50	10,50	12,00	12,00	12,00	12,00
Constr. et équip. 76 classes	P	14	197,60	197,60	45,60	152,00	30,00	30,00	30,00	30,00	32,00
Constr. et équip. 86 classes	P	15	223,60	223,60	51,60	172,00	34,00	34,00	34,00	34,00	36,00
		16	136,30	136,30	34,80	101,50	17,50	21,00	21,00	21,00	21,00
Constr. et équip. 29 classes	P		75,40	75,40	17,40	58,00	10,00	12,00	12,00	12,00	12,00
Constr. 29 logements de maîtres	P		60,90	60,90	17,40	43,50	7,50	9,00	9,00	9,00	9,00
		17	433,80	433,80	106,80	327,00	64,20	64,20	66,20	66,20	66,20
Constr. et équip. 108 classes	P-MP		295,80	295,80	64,80	231,00	45,00	45,00	47,00	47,00	47,00
Constr. 60 logements de maîtres	MP		138,00	138,00	42,00	96,00	19,20	19,20	19,20	19,20	19,20
		18	725,80	725,80	189,30	536,50	104,50	108,00	108,00	108,00	108,00
Constr. et équip. 149 classes	P-MP		404,20	404,20	95,70	308,50	60,10	62,10	62,10	62,10	62,10
Constr. 149 logements de maîtres	P-MP		321,60	321,60	93,60	228,00	44,40	45,90	45,90	45,90	45,90
		19	211,50	211,50	54,00	157,50	31,50	31,50	31,50	31,50	31,50
Constr. et équip. 45 classes	P		117,00	117,00	27,00	90,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00
	P		94,50	94,50	27,00	67,50	13,50	13,50	13,50	13,50	13,50

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
		20	577,30	577,30	146,70	430,60	83,20	85,20	85,20	88,50	88,50
Constr. et équip. 143 classes	P-MP		386,20	386,20	91,20	295,00	57,60	57,70	57,70	61,00	61,00
Constr. 89 logements de maîtres	P-MP		191,10	191,10	55,50	135,60	25,60	27,50	27,50	27,50	27,50
		21	377,80	377,80	93,30	284,50	55,50	55,60	57,80	57,80	57,80
Constr. et équip. 113 classes	P-MP		305,80	305,80	72,30	233,50	45,30	45,40	47,60	47,60	47,60
Constr. 30 logements de maîtres	MP		72,00	72,00	21,00	51,00	10,20	10,20	10,20	10,20	10,20
		22	301,70	301,70	76,20	225,50	44,50	44,50	44,50	46,00	46,00
Constr. et équip. 70 classes	P		182,00	182,00	42,00	140,00	28,00	28,00	28,00	28,00	28,00
Constr. 57 logements de maîtres	P		119,70	119,70	34,20	85,50	16,50	16,50	16,50	18,00	18,00
		23	620,50	620,50	158,80	461,70	90,10	91,70	93,30	93,30	93,30
Constr. et équip. 167 classes	P-MP		461,80	461,80	110,50	351,30	69,30	69,30	70,90	70,90	70,90
Constr. 69 logements de maîtres	MP		158,70	158,70	48,30	110,40	20,80	22,40	22,40	22,40	22,40
		24	432,40	432,40	110,40	322,00	63,00	63,00	63,00	66,50	66,50
Constr. et équip. 92 classes	P		239,20	239,20	55,20	184,00	36,00	36,00	36,00	38,00	38,00
Constr. 92 logements de maîtres	P		193,20	193,20	55,20	138,00	27,00	27,00	27,00	28,50	28,50
		25	363,56	363,56	96,60	266,96	53,25	53,25	53,45	53,50	53,51
Constr. et équip. 75 classes	P		195,00	195,00	45,00	150,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00
Constr. 75 logements de maîtres	P		168,56	168,56	51,60	116,96	23,25	23,25	23,45	23,50	23,51
Constr. et équip. 103 classes	P	26	267,80	267,80	61,80	206,00	40,00	40,00	42,00	42,00	42,00
		27	387,70	387,70	91,20	296,50	58,50	58,50	58,50	60,50	60,50
Constr. et équip. 137 classes	P		356,20	356,20	82,20	274,00	54,00	54,00	54,00	56,00	56,00
Constr. 15 logements de maîtres	P		31,50	31,50	9,00	22,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
		28	261,40	261,40	62,40	199,00	38,00	38,00	40,50	40,50	42,00
Constr. et équip. 68 classes	P-MP		185,80	185,80	40,80	145,00	27,50	27,50	30,00	30,00	30,00
Constr. 36 logements de maîtres	P		75,60	75,60	21,60	54,00	10,50	10,50	10,50	10,50	12,00
		29	1259,00	1259,00	332,00	927,00	185,40	185,40	185,40	185,40	185,40
Constr. et équip. 285 classes	P-MP		813,00	813,00	198,00	615,00	123,00	123,00	123,00	123,00	123,00

Bibliothèque de l'enseignement - Bois de Boulogne
PARIS

SECTEUR DE : RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Constr. 196 logements de maîtres	P-MP		446,00	446,00	134,00	312,00	62,40	62,40	62,40	62,40	62,40
		30	205,50	205,50	42,90	162,60	32,52	32,52	32,52	32,52	32,52
Constr. et équip. 45 classes	P-MP		121,50	121,50	22,50	99,00	19,80	19,80	19,80	19,80	19,80
Constr. 40 logements de maîtres	P-MP		84,00	84,00	20,40	63,60	12,72	12,72	12,72	12,72	12,72
SOUS-TOTAL ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE			13013,90	13013,90	3240,05	9773,85	1921,89	1934,80	1959,78	1974,53	1982,85
2. Enseignement du second degré											
Norma. et équip. 1 CEG (2 cl. + labo)	P(M)	01.Kongoussi	80,00	80,00	1,20	78,80	5,80	73,00	-	-	-
		02	56,00	56,00	9,60	46,40	17,40	17,40	5,80	5,80	-
Norma. et équip. 2 CEG (8 classes)	P(M)	Kombissiri	14,00	14,00	2,40	11,60	5,80	5,80	-	-	-
	P(M)	Sapone	14,00	14,00	2,40	11,60	5,80	5,80	-	-	-
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Tanghin-Dassouri	28,00	28,00	4,80	23,20	5,80	5,80	5,80	5,80	-
		03	35,00	35,00	6,00	29,00	17,40	11,60	-	-	-
Norma. et équip. 3 CEG (10 classes)	P(M)	Diebougou	17,50	17,50	3,00	14,50	5,80	5,80	-	-	-
	P(M)	Dissin	14,00	14,00	2,40	11,60	5,80	5,80	-	-	-
	P(M)	Dano	3,50	3,50	0,60	2,90	5,80	-	-	-	-
		04	35,00	35,00	6,00	29,00	5,80	5,80	5,80	5,80	5,80
Norma. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Garango	7,00	7,00	1,20	5,80	5,80	-	-	-	-
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Zabre	28,00	28,00	4,80	23,20		5,80	5,80	5,80	5,80
		05	109,60	109,60	7,80	101,80	81,50	8,70	5,80	5,80	-
Norma. et équip. 1 lycée (2 cl. + labo)	MP	Koudougou	81,60	81,60	3,00	78,60	75,70	2,90	-	-	-
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Sabou	28,00	28,00	4,80	23,20	5,80	5,80	5,80	5,80	-
		06	31,50	31,50	5,40	26,10	8,70	5,80	5,80	5,80	-
Norma. et équip. 1 lycée (1 classe)	P(M)	Banfora	3,50	3,50	0,60	2,90	2,90	-	-	-	-
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Sindou-Douna	28,00	28,00	4,80	23,20	5,80	5,80	5,80	5,80	-
Norma. et équip. 1 CEG (6 classes)		07 Zorgho	21,00	21,00	3,60	17,40	5,80	5,80	5,80	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Norma. et équip. 1 CEG (1 cl. + labo)	MP	08 Bogandé	76,50	76,50	0,60	75,90	2,90	73,00	-	-	-
		09	87,00	87,00	2,40	84,60	73,00	-	-	5,80	5,80
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	Pama	14,00	14,00	2,40	11,60	-	-	-	5,80	5,80
Equip. du lycée (1 laboratoire)	MP	Fada	73,00	73,00	-	73,00	73,00	-	-	-	-
		10	181,00	181,00	6,00	175,00	157,60	5,80	5,80	5,80	-
Norma. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Houndé	7,00	7,00	1,20	5,80	5,80	-	-	-	-
Equip. 2 lycées (2 laboratoires)	MP	Bobo-Dioulasso	146,00	146,00	-	146,00	146,00	-	-	-	-
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Fô	28,00	28,00	4,80	23,20	5,80	5,80	5,80	5,80	
Extension centre enseignement tech. féminin	MP	11 Ouagadougou	75,00	75,00	22,50	52,50	30,00	22,50	-	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (2 cl. + labo)	P(M)	12 Orodara	80,00	80,00	1,20	78,80	5,80	73,00	-	-	-
		13	108,00	108,00	6,00	102,00	11,60	78,80	5,80	5,80	-
Norma. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Nouna	80,00	80,00	1,20	78,80	5,80	73,00	-	-	-
Constr. et équip. 1 lycée (6 cl.+labo)	MP	Solenzo	28,00	28,00	4,80	23,20	5,80	5,80	5,80	5,80	-
		14	115,00	115,00	7,20	107,80	11,60	8,60	11,60	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	Pouytenga	21,00	21,00	3,60	17,40	5,80	5,80	5,80	-	-
Constr. et équip. 1 lycée (6 cl. + labo)	MP	Koupela	94,00	94,00	3,60	90,40	5,80	78,80	5,80	-	-
		15	174,00	174,00	4,80	169,20	157,60	5,80	5,80	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	Dédougou	21,00	21,00	3,60	17,40	5,80	5,80	5,80	-	-
Norma. et équip. 1 lycée (2 cl. + labo)	MP	Boromo	80,00	80,00	1,20	78,80	78,80	-	-	-	-
Equip. 1 lycée (1 laboratoire)	MP	Dédougou	73,00	73,00	-	73,00	73,00	-	-	-	-
		16	101,00	101,00	4,80	96,20	11,60	78,80	5,80	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (2 classes + labo)	MP	Fô	80,00	80,00	1,20	78,80	5,80	73,00	-	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	Ziou	21,00	21,00	3,60	17,40	5,80	5,80	5,80	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (4 cl. + labo)	MP	17 Boulsa	87,00	87,00	2,40	84,60	5,80	5,80	73,00	-	-
		18	115,00	115,00	7,20	107,80	11,60	11,60	78,80	5,80	-
Norma. et équip. 1 CEG (4 cl. + labo)	MP	Ziniaré	87,00	87,00	2,40	84,60	5,80	5,80	73,00	-	-
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Bousse	28,00	28,00	4,80	23,20	5,80	5,80	5,80	5,80	-
		20	104,50	104,50	5,40	99,10	81,70	5,80	5,80	5,80	-

...thèque de Boulogne

SECTEUR DE : RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
Norma. et équip. 1 lycée (1 cl. + labo)	MP	Yako	76,50	76,50	0,60	75,90	75,90	-	-	-	-
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Bokin	28,00	28,00	4,80	23,20	5,80	5,80	5,80	5,80	-
		21	80,00	80,00	1,20	78,80	78,80	-	-	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Kampti	7,00	7,00	1,20	5,80	5,80	-	-	-	-
Equip. lycée (1 laboratoire)	MP	Gaoua	73,00	73,00	-	73,00	73,00	-	-	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (6 cl. + labo)		22 Réo	94,00	94,00	3,60	90,40	5,80	5,80	5,80	73,00	-
		23	101,00	101,00	4,80	96,20	78,80	5,80	5,80	5,80	-
Equip. lycée (1 laboratoire)	MP	Kaya	73,00	73,00	-	73,00	73,00	-	-	-	-
Constr. et équip. 1 CEG	P(M)	Korsimoro	28,00	28,00	4,80	23,20	5,80	5,80	5,80	5,80	-
Norma. et équip. lycée (2 cl. + labo)	MP	24 Dori	80,00	80,00	1,20	78,80	75,90	2,90	-	-	-
Norma. et équip. lycée (2 cl. + labo)	MP	25 Léo	80,00	80,00	1,20	78,80	2,90	75,90	-	-	-
Norma. et équip. CEG (1 cl.)	MP	26 Djibo	3,50	3,50	0,60	2,90	2,90	-	-	-	-
		27	101,00	101,00	4,80	96,20	84,60	11,60	-	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (4 cl.)	P(M)	Toma	14,00	14,00	2,40	11,60	5,80	5,80	-	-	-
Norma. et équip. 1 lycée (4 cl. + labo)	MP	Tougan	87,00	87,00	2,40	84,60	78,80	5,80	-	-	-
		28	108,00	108,00	6,00	102,00	8,70	81,70	8,70	2,90	-
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	Tambaga	14,00	14,00	2,40	11,60	2,90	2,90	2,90	2,90	-
Constr. et équip. 1 lycée (6 cl. + labo)	MP	Diapaga	94,00	94,00	3,60	90,40	5,80	78,80	5,80	-	-
		29	111,50	111,50	6,60	104,90	87,50	5,80	5,80	5,80	-
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Titao	28,00	28,00	4,80	23,20	5,80	5,80	5,80	5,80	-
Norma. et équip. 1 CEG (3 cl. + 1 labo)	MP	Ouahigouya	83,50	83,50	1,80	81,70	81,70	-	-	-	-
Norma. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	30 Manga	14,00	14,00	2,40	11,60	5,80	5,80	-	-	-
Introduction de l'informatique		05,09,10,11,29	38,70	38,70	-	38,70	38,70	-	-	-	-
SOUS-TOTAL ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE			2483,80	2483,80	142,50	2341,30	1173,60	768,90	247,50	139,70	11,60

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
3. Enseignement supérieur			914,70	700,00	-	700,00	202,55	100,62	154,80	153,03	89,00
Implantation de l'Institut de dévelop. rural	M	Gampela	914,70	700,00	-	700,00	202,55	100,62	154,80	153,03	89,00
4. Recherche Scientifique		11	14963,80	4874,80	-	4874,80	974,94	975,04	974,94	974,94	974,94
I.N.E.R.A.	M	Ouaga	13556,60	3988,10	-	3988,10	797,60	797,10	797,60	797,60	797,60
I.R.B.E.T.	M	"	906,40	500,00	-	500,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
I.R.S.N.	M	"	179,00	179,00	-	179,00	35,80	35,80	35,80	35,80	35,80
I.R.S.H.H.	M	"	321,80	207,70	-	207,70	41,54	41,54	41,54	41,54	41,54
I.B.E.	M	P.M. (Voir ENERGIE)									
5. Formation Professionnelle			3775,00	3775,00	-	3775,00	755,00	755,00	755,00	755,00	755,00
P.S.T.P./H.I.M.O.	M	Ouaga	3500,00	3500,00	-	3500,00	700,00	700,00	700,00	700,00	700,00
Soutien au SACS	M	"	275,00	275,00	-	275,00	55,00	55,00	55,00	55,00	55,00
B1. Projets non démarrés à financement totalement acquis			3451,20	3451,20	4,80	3446,40	377,80	1345,40	905,80	405,80	411,60
1. Enseignement du premier degré			2601,20	2601,20	-	2601,20	377,80	1023,40	400,00	400,00	400,00
Constr. et équip. d'un ENEP	M	10 Bobo-Dioulasso	736,20	736,20	-	736,20	112,80	623,40	-	-	-
Scolarisation de la population féminine	M		1865,00	1865,00	-	1865,00	265,00	400,00	400,00	400,00	400,00
2. Enseignement du second degré			28,00	28,00	4,80	23,20	-	-	5,80	5,80	11,60
Constr. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	04 Bittou	21,00	21,00	3,60	17,40	-	-	5,80	5,80	5,80
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	15 Poura	7,00	7,00	1,20	5,80					5,80

Université de Bourgogne - UFR de Boulogne
PARIS - FRANCE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation — Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
5. Formation Professionnelle											
Constr. et équip. d'un centre de formation du Ministère de l'Eau	M	11 Ouagadougou	820,00	820,00	-	820,00	-	320,00	500,00	-	-
6. Alphabétisation											
Une école Médersa	P	22 Dassa	2,00	2,00	-	2,00	-	2,00	-	-	-
B2. Projets non démarrés à financement partiellement acquis											
3. Enseignement Supérieur			95,40	95,40	-	95,40	10,00	55,40	30,00	-	-
Constr. Siège CEDRES (E.S.S.EC)	M	Ouagadougou	25,00	25,00	-	25,00	10,00	10,00	5,00	-	-
Extension et équip. locaux D.O.B.	M	Ouagadougou	15,40	15,40	-	15,40	-	15,40	-	-	-
Bâtiment administratif et équip. du CENOU	M	Ouagadougou	55,00	55,00	-	55,00	-	30,00	25,00		
B3. Projets non démarrés sans financement			3008,80	1979,40	97,56	1881,84	35,00	505,39	622,75	347,60	371,10
1. Enseignement du Premier degré			31,90	31,90	3,36	28,54	-	8,54	-	20,00	-
Constr. inspection primaire		01 Kongoussi	4,40	4,40	1,46	2,94	-	2,94	-	-	-
Constr. 1 ENEP		09 Fada	20,00	20,00	-	20,00	-	-	-	20,00	-
Constr. Inspection primaire		28 Diapaga	7,50	7,50	1,90	5,60	-	5,60	-	-	-
2. Enseignement du Second degré			549,50	549,50	94,20	455,30	-	49,30	89,90	136,30	179,80
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	MP	01 Tikaré	28,00	28,00	4,80	23,20	-	5,80	5,80	5,80	5,80
" " 1 CEG (4 classes)	P(M)	02 Toece	14,00	14,00	2,40	11,60	-	-	-	5,80	5,80
" " 1 lycée (6 classes)	P(M)	03 Diebougou	21,00	21,00	3,60	17,40	-	-	5,80	5,80	5,80
" " 1 CEG (8 classes)	P(M)	05 Nanoro	28,00	28,00	4,80	23,20	-	5,80	5,80	5,80	5,80

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation — Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
Constr. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	Kindi	21,00	21,00	3,60	17,40	-	-	5,80	5,80	5,80
" " 1 CEG (6 classes)	P(M)	06 Niangoloko	21,00	21,00	3,60	17,40	-	-	5,80	5,80	5,80
" " 1 lycée (2 classes)	P(M)	Sindou-Douan	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	-	5,80
" " 1 CEG (2 classes)	P(M)	08 Coalla	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	2,90	2,90
" " 1 lycée (5 classes)	P(M)	10 Bobo-Dioulasso	17,50	17,50	3,00	14,50	-	-	-	5,80	8,70
" " 1 lycée (8 classes)	P(M)	11 Ouagadougou	28,00	28,00	4,80	23,20	-	-	5,80	8,70	8,70
" " 1 CEG (8 classes)	P(M)	12 N'Dorolla	28,00	28,00	4,80	23,20	-	5,80	5,80	5,80	5,80
" " 1 CEG (2 classes)	P(M)	Samorogouan	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	-	5,80
" " 1 lycée (6 classes)	P(M)	13 Nouna	21,00	21,00	3,60	17,40	-	5,80	5,80	5,80	-
" " 1 CEG (2 classes)	P(M)	Djibasso	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	-	5,80
" " 1 CEG (4 classes)	P(M)	15 Safane	14,00	14,00	2,40	11,60	-	-	-	5,80	5,80
" " 1 CEG (2 classes)	P(M)	Bondoukuy	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	-	5,80
" " 1 CEG (2 classes)	P(M)	16 Tiebele	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	-	5,80
" " 1 lycée (6 classes)	P(M)	Pô	21,00	21,00	3,60	17,40	-	5,80	5,80	5,80	-
" " 1 CEG (2 classes)	P(M)	17 Tougouri	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	-	5,80
" " 1 lycée (2 classes)	P(M)	Boulsa	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	-	5,80
" " 1 CEG (8 classes)	P(M)	18 Saaba	28,00	28,00	4,80	23,20	-	5,80	5,80	5,80	5,80
" " 1 lycée (6 classes)	P(M)	Ziniaré	21,00	21,00	3,60	17,40	-	-	5,80	5,80	5,80
" " 1 CEG (4 classes)	P(M)	19 Gorom-Gorom	14,00	14,00	2,40	11,60	-	2,90	2,90	2,90	2,90
" " 1 CEG (4 classes)	P(M)	20 Arbolle	14,00	14,00	2,40	11,60	-	-	-	5,80	5,80
" " 1 CEG (8 classes)	P(M)	21 Batié	28,00	28,00	4,80	23,20	-	5,80	5,80	5,80	5,80
" " 1 CEG (4 classes)	P(M)	22 Tenado	14,00	14,00	2,40	11,60	-	2,90	2,90	2,90	2,90
" " 1 CEG (4 classes)	P(M)	Didyr	14,00	14,00	2,40	11,60	-	-	-	5,80	5,80
" " 1 CEG (4 classes)	P(M)	23 Barsalogho	14,00	14,00	2,40	11,60	-	-	-	5,80	5,80
" " 1 CEG (2 classes)	P(M)	Pissila	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	-	5,80
" " 1 CEG (6 classes)	P(M)	27 Kassoum	21,00	21,00	3,60	17,40	-	-	5,80	5,80	5,80
" " 1 CEG (4 classes)		28 Kantchari	14,00	14,00	2,40	11,60	-	-	-	5,80	5,80

SECTEUR DE : RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)		Logobou	7,00	7,00	1,20	5,80	-	-	-	-	5,80
" " 1 CEG (4 classes)		29 Courcy	14,00	14,00	2,40	11,60	-	2,90	2,90	2,90	2,90
" " 1 CEG (6 classes)		Séguénéga	21,00	21,00	3,60	17,40	-	-	5,80	5,80	5,80
Sous-total enseignement du second degré			549,50	549,50	94,20	455,30	-	49,30	89,90	136,30	179,80
3. Enseignement Supérieur			2109,70	1080,30	-	1080,30	-	372,90	457,40	125,00	125,00
Extension locaux Institut de Chimie (3°cycle)	M	11 Ouagadougou	64,00	64,00	-	64,00	-	32,00	32,00		
Mise en place 3° cycle de Math.	M	"	30,00	30,00	-	30,00	-	30,00	-	-	-
Salle de cours de l'hôpital Yalgado	M	"	35,50	35,50	-	35,50	-	35,50	-	-	-
E.S.S.SA. Polyclinique (1ère tranche)	M	"	1279,40	250,00	-	250,00	-	-	-	125,00	125,00
Constr. 2 amphithéâtres	M	"	550,80	550,80	-	550,80	-	275,40	275,40	-	-
I.M.P. Centre de calcul	M	"	150,00	150,00	-	150,00	-	-	150,00	-	-
4. Recherche Scientifique											
Appui à l'information scientifique	M	11 Ouagadougou	125,20	125,20	-	125,20	-	31,30	31,30	31,30	31,30
6. Alphabétisation			192,50	192,50	-	192,50	35,00	43,35	44,15	35,00	35,00
Construction d'un centre	P	02	4,90	4,90	-	4,90	-	-	4,90	-	-
Equipement	M	11	175,00	175,00	-	175,00	35,00	35,00	35,00	35,00	35,00
Médersa	P	15	3,50	3,50	-	3,50	-	3,50			
2 écoles franco-arabes	P	18	8,50	8,50	-	8,50	-	4,25	4,25	-	-
Médersa		24 Sebba	0,60	0,60	-	0,60	-	0,60	-	-	-
TOTAL GENERAL			41706,60	30373,50	3491,91	26838,59	5450,78	6440,55	5650,57	4750,60	4596,09

SECTEUR DE : RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION			35151,20	24847,50	3382,55	21464,95	5027,98	4534,36	4092,02	3997,20	3813,39
1. Enseignement du premier degré			13013,90	13013,90	3240,05	9773,85	1921,89	1934,80	1959,78	1974,53	1982,85
2. Enseignement du second degré			2483,80	2483,80	142,50	2341,30	1173,60	768,90	247,50	139,70	11,60
3. Enseignement supérieur			914,70	700,00		700,00	202,55	100,62	154,80	153,03	89,00
4. Recherche scientifique			14963,80	4874,80		4874,80	974,94	975,04	974,94	974,94	974,94
5. Formation professionnelle			3775,00	3775,00		3775,00	755,00	755,00	755,00	755,00	755,00
B1. PROJETS NON DEMARRES A FINANCEMENT TOTALEMENT ACQUIS			3451,20	3451,20	4,80	3446,40	377,80	1345,40	905,80	405,80	411,60
1. Enseignement du premier degré			2601,20	2601,20	-	2601,20	377,80	1023,40	400,00	400,00	400,00
2. Enseignement du second degré			28,00	28,00	4,80	23,20	-	-	5,80	5,80	11,60
5. Formation professionnelle			820,00	820,00	-	820,00	-	320,00	500,00	-	-
6. Alphabétisation			2,00	2,00	-	2,00	-	2,00	-	-	-
B2. PROJETS NON DEMARRES A FINANCEMENT PARTIELLEMENT ACQUIS			95,40	95,40	-	95,40	10,00	55,40	30,00	-	-
B3. PROJETS NON DEMARRES SANS AUCUN FINAN.			3008,80	1979,40	97,56	1881,84	35,00	505,39	622,75	347,60	371,10
Enseignement du premier degré			31,90	31,90	3,36	28,54	-	8,54	-	20,00	-
2. Enseignement du second degré			549,50	549,50	94,20	455,30	-	49,30	89,90	136,30	179,80
3. Enseignement supérieur			2109,70	1080,30	-	1080,30	-	372,90	457,40	125,00	125,00
4. Recherche scientifique			125,20	125,20	-	125,20	-	31,30	31,30	31,30	31,30

PARIS Ouest Nanterre La Défense Bibliothèque de Géographie

SECTEUR DE : RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
6. Alphabétisation			192,50	192,50	-	192,50	35,00	43,35	44,15	35,00	35,00
TOTAL GENERAL A + B1 + B2 + B3			41706,60	30373,50	3484,91	26888,59	5450,78	6440,55	5650,57	4750,60	4596,09

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
1. ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE			**15647,00**	**15647,00**	**3243,41**	**12403,59**	**2299,69**	**2966,74**	**2359,78**	**2394,53**	**2382,85**
A. Projets en cours d'exécution			13013,90	13013,90	3240,05	9773,85	1921,89	1934,80	1959,78	1974,53	1982,85
B1. Projets non démarrés à financement totalement acquis			2601,20	2601,20	-	2601,20	377,80	1023,40	400,00	400,00	400,00
B3. Projets non démarrés sans aucun finan.			31,90	31,90	3,36	28,54	-	8,54	-	20,00	-
2. ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE			**3061,30**	**3061,30**	**241,50**	**2819,80**	**1173,60**	**818,20**	**343,20**	**281,80**	**203,00**
A. Projets en cours d'exécution			2483,80	2483,80	142,50	2341,30	1173,60	768,90	247,50	139,70	11,60
B1. Projets non démarrés à financement totalement acquis			28,00	28,00	4,80	23,20	-	-	5,80	5,80	11,60
B3. Projets non démarrés sans aucun finan.			549,50	549,50	94,20	455,30	-	49,30	89,90	136,30	179,80
3. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR			**3119,80**	**1875,70**	-	**1875,70**	**212,55**	**528,92**	**642,20**	**278,03**	**214,00**
A. Projets en cours d'exécution			914,70	700,00	-	700,00	202,55	100,62	154,80	153,03	89,00
B2. Projets non démarrés à financement partiellement acquis			95,40	95,40	-	95,40	10,00	55,40	30,00	-	-
B3. Projets non démarrés sans aucun finan.			2109,70	1080,30	-	1080,30	-	372,90	457,40	125,00	125,00
4. RECHERCHE SCIENTIFIQUE			**15089,00**	**5000,00**	-	**5000,00**	**974,94**	**1006,34**	**1006,24**	**1006,24**	**1006,24**
A. Projets en cours d'exécution			14963,80	4874,80	-	4874,80	974,94	975,04	974,94	974,94	974,94
B3. Projets non démarrés sans aucun finan.			125,20	125,20	-	125,20	-	31,30	31,30	31,30	31,30

Bureau de [illegible] - Bois de Boulogne
PARIS

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
5. FORMATION PROFESSIONNELLE			4595,00	4595,00	-	4595,00	755,00	1075,00	1255,00	755,00	755,00
A. Projets en cours d'exécution			3775,00	3775,00	-	3775,00	755,00	755,00	755,00	755,00	755,00
B1. Projets non démarrés à financement totalement acquis			820,00	820,00	-	820,00	-	320,00	500,00	-	-
6. ALPHABETISATION			194,50	194,50	-	194,50	35,00	45,35	44,15	35,00	35,00
B1. Projets non démarrés à financement totalement acquis			2,00	2,00	-	2,00	-	2,00	-	-	-
B3. Projets non démarrés sans aucun finan.			192,50	192,50	-	192,50	35,00	43,35	44,15	35,00	35,00
TOTAL GENERAL A + B1 + B2 + B3			41706,60	30373,50	3484,91	26888,59	5450,78	6440,55	5650,57	4750,60	4596,09

SECTEUR DE RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION			35151,20	24847,50	3382,55	21464,95	900			1814,85	2714,85	5095,80	3956,90	9052,70	9697,40
1. Enseignement du premier degré		01	309,80	309,80	78,30	231,50				20,00	20,00		115,50	115,50	96,00
Construction-équipement 58 classes	P	01	150,80	150,80	34,80	116,00				20,00	20,00				96,00
Construction-équipement 30 classes	MP	01	90,00	90,00	22,50	67,50					-		67,50	67,50	-
Construction 30 logements de maîtres	MP	01	69,00	69,00	21,00	48,00					-		48,00	48,00	-
		02	750,50	750,50	138,00	612,50				40,00	40,00				572,50
Construction et équipement 175 classes	P	02	419,00	419,00	69,00	350,00				40,00	40,00				310,00
Constr. 175 logements de maîtres	P	02	331,50	331,50	69,00	262,50									262,50
		03	288,80	288,80	72,20	216,60				41,80	41,80				174,80
Constr. équipement de 83 classes	P	03	215,80	215,80	49,80	166,00				32,00	32,00				134,00
Constr. de 83 logements de maîtres	P	03	73,00	73,00	22,40	50,60				9,80	9,80				40,80
		04	358,80	358,80	82,80	276,00						276,00		276,00	-
Constr. et équipement 138 classes	P		358,80	358,80	82,80	276,00						276,00		276,00	-
		05	363,24	363,24	109,15	254,09				227,09	227,09				27,00
Constr. et équipement 103 classes	P		257,75	257,75	77,50	180,25				180,25	180,25				-
Constr. 103 logements de maîtres	P		105,49	105,49	31,65	73,84				46,84	46,84				27,00
		06	573,40	573,40	146,40	427,00				48,00	48,00				379,00
Constr. et équipement 122 classes	P		317,20	317,20	73,20	244,00				48,00	48,00				196,00
Constr. de 122 logements de maîtres	P		256,20	256,20	73,20	183,00									183,00
		07	485,50	485,50	125,20	360,30				26,00	26,00		101,30	101,30	233,00
Constr. et équipement 74 classes	P	07	192,40	192,40	44,40	148,00				26,00	26,00		-	-	122,00
" " 27 classes	MP	07	81,00	81,00	20,20	60,80							60,80	60,80	-
Constr. 74 logements de maîtres	P	07	155,40	155,40	44,40	111,00									111,00
Constr. 27 logements de maîtres	MP	07	56,70	56,70	16,20	40,50							40,50	40,50	
		08	301,20	301,20	82,80	218,40				10,50	10,50		207,90	207,90	-
Constr. et équipement de 9 classes	P	08	15,00	15,00	4,50	10,50				10,50	10,50		-	-	-
Constr. et équipement 54 classes	MP	08	162,00	162,00	40,50	121,50							121,50	121,50	-
Constr. 54 logements de maîtres	MP	08	124,20	124,20	37,80	86,40							86,40	86,40	-
		09	658,60	658,60	172,80	485,80				66,00	66,00	184,80		184,80	235,00
Constr. et équipement 86 classes	P	09	223,60	223,60	51,60	172,00				66,00	66,00	-		-	106,00
Constr. et équipement 48 classes	MP	09	144,00	144,00	36,00	108,00						108,00		108,00	-
Constr. de 86 logements de maîtres	P	09	180,60	180,60	51,60	129,00						-		-	129,00
Constr. de 48 logements de maîtres	MP	09	110,40	110,40	33,60	76,80						76,80		76,80	

PARIS - XVIe

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Origine / Réalisation — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
		Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
	10	736,00	736,00	186,00	550,00				112,00	112,00				438,00
Constr. et équipement 170 classes	P	442,00	442,00	102,00	340,00				112,00	112,00				228,00
Constr. de 140 logements	P	294,00	294,00	84,00	210,00									210,00
	11	595,90	595,90	140,40	455,50				86,00	86,00				369,50
Constr. et équipement 209 classes	P	543,40	543,40	125,40	418,00				86,00	86,00				332,00
Constr. 25 logements de maîtres	P	52,50	52,50	15,00	37,50					-				37,50
	12	178,60	178,60	45,60	133,00				18,00	18,00				115,00
Constr. et équipement de 38 classes	P	98,80	98,80	22,80	76,00				18,00	18,00				58,00
Constr. 38 logements de maîtres	P	79,80	79,80	22,80	57,00									57,00
	13	430,30	430,30	106,00	324,30				52,00	52,00		146,30	146,30	126,00
Constr. et équipement 89 classes	P	231,40	231,40	53,40	178,00				52,00	52,00				126,00
Constr. et équipement 39 classes	MP	117,00	117,00	29,20	87,80							87,80	87,80	-
Constr. 39 logements de maîtres	MP	81,90	81,90	23,40	58,50							58,50	58,50	
	14	197,60	197,60	45,60	152,00						152,00		152,00	
Constr. et équipement 76 classes	P	197,60	197,60	45,60	152,00						152,00	-	152,00	
Constr. et équipement 86 classes	P 15	223,60	223,60	51,60	172,00				54,00	54,00				118,00
	16	136,30	136,30	34,80	101,50				14,00	14,00				87,50
Constr. et équipement 29 classes	P	75,40	75,40	17,40	58,00				14,00	14,00				44,00
Constr. 29 logements de maîtres	P	60,90	60,90	17,40	43,50									43,50
	17	433,80	433,80	106,80	327,00				38,00	38,00		231,00	231,00	58,00
Constr. et équipement 48 classes	P	124,80	124,80	28,80	96,00				38,00	38,00		-		58,00
Constr. et équipement 60 classes	MP	171,00	171,00	36,00	135,00							135,00	135,00	
Constr. 60 logements de maîtres	MP	138,00	138,00	42,00	96,00					-		96,00	96,00	
	18	725,80	725,80	189,30	536,50				56,00	56,00		162,00	162,00	318,50
Constr. et équipement 107 classes	P	278,20	278,20	64,20	214,00				56,00	56,00				158,00
Constr. et équipement 42 classes	MP	126,00	126,00	31,50	94,50							94,50	94,50	
Constr. 107 logements maîtres	P	224,70	224,70	64,20	160,50									160,50
Constr. 42 logements maîtres	MP	96,90	96,90	29,40	67,50							67,50	67,50	
	19	211,50	211,50	54,00	157,50				6,00	6,00		22,50	22,50	129,00
Constr. et équipement 45 classes	P	117,00	117,00	27,00	90,00				6,00	6,00		22,50	22,50	61,50
Constr. 45 logements de maîtres	P	94,50	94,50	27,00	67,50					-		-	-	67,50
	20	577,30	577,30	146,70	430,60				56,00	56,00		155,10	155,10	219,50
Constr. et équipement 107 classes	P	278,20	278,20	64,20	214,00				56,00	56,00		40,50	40,50	117,50
Constr. et équipement 36 classes	MP	108,00	108,00	27,00	81,00					-		81,00	81,00	-

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Origine / Réalisation — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
		Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Constr. 68 logements de maître	P 20	142,80	142,80	40,80	102,00					-		-	-	102,00
Constr. 21 logements maîtres	MP	48,30	48,30	14,70	33,60							33,60	33,60	
	21	377,80	377,80	93,30	284,50				64,00	64,00		118,50	118,50	102,00
Constr. et équipement 83 classes	P	215,80	215,80	49,80	166,00				64,00	64,00				102,00
Constr. et équipement 30 classes	MP	90,00	90,00	22,50	67,50					-		67,50	67,50	
Constr. 30 logements de maîtres	MP	72,00	72,00	21,00	51,00					-		51,00	51,00	
	22	301,70	301,70	76,20	225,50				34,00	34,00	5,50		5,50	186,00
Constr. et équipement 70 classes	P	182,00	182,00	42,00	140,00				34,00	34,00	5,50			100,50
Constr. 57 logements de maîtres	P	119,70	119,70	34,20	85,50					-	-		-	85,50
	23	620,50	620,50	158,80	461,70				40,00	40,00		265,70	265,70	156,00
Constr. et équipement 98 classes	P	254,80	254,80	58,80	196,00				40,00	40,00	-	-	-	156,00
Constr. et équipement 69 classes	MP	207,00	207,00	51,70	155,30					-	-	155,30	155,30	
Constr. 69 logements de maîtres	MP	158,70	158,70	48,30	110,40					-	-	110,40	110,40	
	24	432,40	432,40	110,40	322,00				14,00	14,00				308,00
Constr. et équipement 92 classes	P	239,20	239,20	55,20	184,00				14,00	14,00				170,00
Constr. 92 logements de maîtres	P	193,20	193,20	55,20	138,00					-				138,00
	25	363,56	363,56	96,60	266,96				32,46	32,46				234,50
Constr. et équipement 75 classes	P	195,00	195,00	45,00	150,00				28,00	28,00				122,00
Constr. 75 logements de maîtres et 11 normalisations	P	168,56	168,56	51,60	116,96				4,46	4,46				112,50
	26	267,80	267,80	61,80	206,00				14,00	14,00		19,50	19,50	172,50
Constr. et équipement 103 classes	P	267,80	267,80	61,80	206,00				14,00	14,00		19,50	19,50	172,50
	27	387,70	387,70	91,20	296,50				50,00	50,00		-	-	246,50
Constr. et équipement 137 classes	P	356,20	356,20	82,20	274,00				50,00	50,00		-	-	224,00
Constr. 15 logements de maîtres	P	31,50	31,50	9,00	22,50					-		-	-	22,50
	28	261,40	261,40	62,40	199,00				64,00	64,00		135,00	135,00	
Constr. et équipement 32 classes	P	83,20	83,20	19,20	64,00				64,00	64,00		-	-	
Constr. et équipement 36 classes	MP	102,60	102,60	21,60	81,00					-		81,00	81,00	
Constr. 36 logements de maîtres	MP	75,60	75,60	21,60	54,00							54,00	54,00	
	29	1259,00	1259,00	332,00	927,00				144,00	144,00		693,00	693,00	90,00
Constr. et équipement 105 classes	P	273,00	273,00	63,00	210,00				144,00	144,00		-	-	66,00
Constr. et équipement 180 classes	MP	540,00	540,00	135,00	405,00					-		405,00	405,00	
Constr. 180 logements de maîtres	MP	414,00	414,00	126,00	288,00					-		288,00	288,00	
Constr. 16 logements de maîtres	P	32,00	32,00	8,00	24,00					-		-	-	24,00

PARIS XVIe

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
		30	205,50	205,50	42,90	162,60				10,00	10,00		138,60	138,60	14,00
Constr. et équipement 36 classes	MP		99,00	99,00	18,00	81,00				-	-		81,00	81,00	
Constr. et équipement 9 classes	P		22,50	22,50	4,50	18,00				10,00	10,00		-	-	8,00
Constr. 36 logements de maîtres	MP		75,60	75,60	18,00	57,60					-		57,60	57,60	
Constr. 9 logements de maîtres	P		8,40	8,40	2,40	6,00					-		-	-	6,00
SOUS-TOTAL 1 : ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE			13013,90	13013,90	3240,05	9773,85				1437,85	1437,85	618,30	2511,90	3130,20	5205,80
2. Enseignement du second degré															
		01	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80				73,00
Norma. et équipement 1 CEG (2 cl.+labo)	P(M)	Kongoussi	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80				73,00
		02	56,00	56,00	9,60	46,40									46,40
Norm. et équip. 2 CEG (8 classes)	P(M)	Kombissiri	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
	P(M)	Sapone	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
Const. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Tanghin Dassouri	28,00	28,00	4,80	23,20									23,20
		03	35,00	35,00	6,00	29,00				17,40	17,40				11,60
Norm. et équip. 3 CEG (10 classes)	P(M)	Dieloubgou	17,50	17,50	3,00	14,50				8,70	8,70				5,80
	P(M)	Dissin	14,00	14,00	2,40	11,60				5,80	5,80				5,80
	P(M)	Dano	3,50	3,50	0,60	2,90				2,90	2,90				
		04	35,00	35,00	6,00	29,00						29,00		29,00	
Norm. et Equip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Garango	7,00	7,00	1,20	5,80						5,80		5,80	
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Zabre	28,00	28,00	4,80	23,20						23,20		23,20	
		05	109,60	109,60	7,80	101,80				5,60	5,60		73,00	73,00	23,20
Norma. et équip. 2 lycées (4cl+labo)	MP	Koudougou	81,60	81,60	3,00	78,60				5,60	5,60		73,00	73,00	
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Sabou	28,00	28,00	4,80	23,20							-	-	23,20
		06	31,50	31,50	5,40	26,10									26,10
Norma. et équip. 1 lycée (1 classe)	P(M)	Banfora	3,50	3,50	0,60	2,90									2,90
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Sindou Douna	28,00	28,00	4,80	23,20									23,20

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
		07	21,00	21,00	3,60	17,40				5,80	5,80				11,60
Norm. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	Zorgho	21,00	21,00	3,60	17,40				5,80	5,80				11,60
		08	76,50	76,50	0,60	75,90				2,90	2,90				73,00
Norm. et équip. 1 CEG (2 cl.+1 labo)	MP	Bogande	76,50	76,50	0,60	75,90				2,90	2,90				73,00
		09	87,00	87,00	2,40	84,60				2,90	2,90		73,00	73,00	8,70
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	Pama	14,00	14,00	2,40	11,60				2,90	2,90		-	-	8,70
Equipement du lycée (1 laboratoire)	MP	Fada	73,00	73,00	-	73,00					-		73,00	73,00	-
		10	181,00	181,00	6,00	175,00				11,60	11,60		146,00	146,00	17,40
Norm. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Houndé	7,00	7,00	1,20	5,80				5,80	5,80				
Equip. de 2 lycées (2 laboratoires)	MP	Bobo	146,00	146,00	-	146,00							146,00	146,00	
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Fô	28,00	28,00	4,80	23,20				5,80	5,80				17,40
		11	75,00	75,00	22,50	52,50				30,00	30,00				22,50
Extension du Centre d'Enseignement Technique féminin	MP	Ouaga	75,00	75,00	22,50	52,50				30,00	30,00				22,50
		12	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80				73,00
Norm. et équip. 1 CEG (2 cl + 1 labo)	P(M)	Orodara	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80				73,00
		13	108,00	108,00	6,00	102,00				11,60	11,60				90,40
Norm. et équip. 1 CEG (2 cl + 1 labo)	P(M)	Nouna	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80				73,00
Const. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Kouka	28,00	28,00	4,80	23,20				5,80	5,80				17,40
		14	115,00	115,00	7,20	107,80						34,80	73,00	107,80	
Norm. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	Pouytenga	21,00	21,00	3,60	17,40						17,40	-	17,40	
Const. et 2quip. 1 lycée (6 classes) + 1 labo	MP	Koupela	91,00	91,00	3,60	90,40						17,40	73,00	90,40	
		15	174,00	174,00	4,80	169,20				8,70	8,70		146,00	146,00	14,50
Norm. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	Dédougou	21,00	21,00	3,60	17,40				5,80	5,80		-	-	11,60
Norm. et équip. 1 lycée (2 cl+labo)	MP	Boromo	80,00	80,00	1,20	78,80				2,90	2,90		73,00	73,00	2,90
Equip. 1 lycée (1 laboratoire)	MP	Dédougou	73,00	73,00	-	73,00							73,00	73,00	
		16	101,00	101,00	4,80	96,20				11,60	11,60		73,00	73,00	11,60
Norma. et équip. 1 CEG (2 cl+labo)	MP	Pô	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80		73,00	73,00	
Norma. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	Ziou	21,00	21,00	3,60	17,40				5,80	5,80				11,60
		17	87,00	87,00	2,40	84,60				5,80	5,80				78,80
Norma. et équip. 1 CEG (4 cl+1labo)	MP	Boulsa	87,00	87,00	2,40	84,60				5,80	5,80				78,80
		18	115,00	115,00	7,20	107,80				11,60	11,60				96,20
Norma. et équip. 1 CEG (4 cl+1 labo)	MP	Ziniaré	87,00	87,00	2,40	84,60				5,80	5,80				78,80
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Boussé	28,00	28,00	4,80	23,20				5,80	5,80				17,40

PARIS - XVIe

SECTEUR DE RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du / du financement — Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
		20	104,50	104,50	5,40	99,10				8,70	8,70		73,00	73,00	17,40
Norm. et équip. 1 lycée (1 cl+1 labo)	MP	Yako	76,50	76,50	0,60	75,90				2,90	2,90		73,00	73,00	-
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Bokin	28,00	28,00	4,80	23,20				5,80	5,80		-		17,40
		21	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80		73,00	73,00	
Norma. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Kampti	7,00	7,00	1,20	5,80				5,80	5,80			-	
Equipement lycée de Gaoua (1 labo)	MP	Gaoua	73,00	73,00	-	73,00								73,00	
		22	94,00	94,00	3,60	90,40				5,80	5,80				89,60
Norma. et équip. de 1 CEG (6cl+1labo)	MP	Réo	94,00	94,00	3,60	90,40				5,80	5,80				89,60
		23	101,00	101,00	4,80	96,20				5,80	5,80		73,00	73,00	17,40
Equip. lycée (1 laboratoire)	MP	Kaya	73,00	73,00	-	73,00					-		73,00	73,00	
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Korsimoro	28,00	28,00	4,80	23,20				5,80	5,80				17,40
		24	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80		73,00	73,00	
Norma. et équip. lycée (2 cl+ 1 labo)	MP	Dori	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80		73,00	73,00	
		25	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80		73,00	73,00	
Norma. et équip. lycée (2 cl+1 labo)	MP	Léo	80,00	80,00	1,20	78,80				5,80	5,80		73,00	73,00	
		26	3,50	3,50	0,60	2,90				2,90	2,90				
Norma. et équip. CEG (1 classe)	P(M)	Djibo	3,50	3,50	0,60	2,90				2,90	2,90				
		27	101,00	101,00	4,80	96,20				11,60	11,60		73,00	73,00	11,60
Norma. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	Tona	14,00	14,00	2,40	11,60				5,80	5,80		-	-	5,80
Norma. et équip. 1 lycée (4 cl+1labo)	MP	Tougan	87,00	87,00	2,40	84,60				5,80	5,80		73,00	73,00	5,80
		28	108,00	108,00	6,00	102,00				17,40	17,40				89,60
Const. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	Tchériga	14,00	14,00	2,40	11,60				11,60	11,60				
Const. et équip. 1 lycée (6cl+1labo)	MP	Diapaga	94,00	94,00	3,60	90,40				5,80	5,80				89,60
		29	111,50	111,50	6,60	104,90				14,50	14,50		73,00	73,00	17,40
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	Titao	28,00	28,00	4,80	23,20				5,80	5,80		-	-	17,40
Norma. et équip. 3 lycée (3 cl+1labo)	MP	Ouahi-gouya	83,50	83,50	1,80	81,70				8,70	8,70		73,00	73,00	-
		30	14,00	14,00	2,40	11,60				5,80	5,80				5,80
Norma. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	Manga	14,00	14,00	2,40	11,60				5,80	5,80				5,80
Introduction informatique	M	09,05,10 11,29	38,70	38,70	-	38,70						38,70		38,70	
SOUS-TOTAL ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE			2483,80	2483,80	142,50	2341,30				227,00	227,00	102,50	1095,00	1197,50	916,80

SECTEUR DE RESSOURCES HUMAINES

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du / du financement — Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche FQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
3. Enseignement Supérieur			914,70	700,00		700,00						600,00		600,00	100,00
Implantation de l'Institut de développement rural	M	Campéla	914,70	700,00	-	700,00						600,00		600,00	100,00
4. Recherche Scientifique			14963,80	4874,80	-	4874,80	900,00			150,00	1050,00		350,00	350,00	3474,80
		11													
I.N.E.RA	M	Ouaga	13556,60	3988,10	-	3988,10	900,00			150,00	1050,00		350,00	350,00	2588,10
I.R.B.ET	M	"	906,40	500,00	-	500,00									500,00
I.R.S.N.	M	"	179,00	179,00	-	179,00									179,00
I.R.S.H.H.	M	"	321,80	207,70	-	207,70									207,70
I.B.E.	M	"	P.M	(voir ENERGIE)											
5. Formation Professionnelle			3775,00	3775,00		3775,00						3775,00		3775,00	
P.S.T.P. / H.I.M.O.	M	"	3500,00	3500,00	-	3500,00						3500,00		3500,00	
Soutien au SACS	M	"	275,00	275,00	-	275,00						275,00		275,00	
B1. Projets non démarrés à financement totalement acquis			3451,20	3451,20	4,80	3446,40					7,80	2702,40	736,20	3438,60	
1. Enseignement du premier degré			2601,20	2601,20	-	2601,20						1865,00	736,20	2601,20	
Constr. et équip. ENEP	M	10.Bobo	736,20	736,20	-	736,20						-	736,20	736,20	
Scolaris. de la population féminine	M		1865,00	1865,00	-	1865,00						1865,00	-	1865,00	
2. Enseignement secondaire			28,00	28,00	4,80	23,20					5,80	17,40	-	17,40	
Constr.-équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	04.Bittou	21,00	21,00	3,60	17,40					-	17,40	-	17,40	
Constr.-équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	15.Poura	7,00	7,00	1,20	5,80					5,80	-	-		
5. Formation professionnelle															
Const. et équip. un centre de formation du Ministère de l'Eau	M	11.Ouaga	820,00	820,00	-	820,00						820,00	-	820,00	

Paris XVIII

(En Millions de F CFA)

Situation du / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
6. Alphabétisation															
Ecole medersa	P	22.Dassa	2,00	2,00	-	2,00				2,00	2,00				
B2. Projets non démarrés à financement partiellement acquis															
3. Enseignement supérieur		11	95,40	95,40	-	95,40				30,00	30,00		5,00	5,00	60,40
Constr. Siège CEDRES (E.S.S.EC.)	M	Ouaga.	25,00	25,00	-	25,00				20,00	20,00		-	-	5,00
Extension et équip. locaux D.O.B.	M	Ouaga.	15,40	15,40	-	15,40				-			5,00	5,00	10,40
Bâtiment admin. et équip. CENOU	M	Ouaga.	55,00	55,00	-	55,00				10,00	10,00		-	-	45,00
B3. Projets non démarrés sans financement			3008,80	1979,40	97,56	1881,84									1881,84
1. Enseignement du premier degré			31,90	31,90	3,36	28,54									28,54
Constr. inspection primaire		01.Kongoussi	4,40	4,40	1,46	2,94									2,94
Constr. inspection primaire		28. Diapaga	7,50	7,50	1,90	5,60									5,60
Constr. de l'E.N.E.P.	P	09.Fada	20,00	20,00	-	20,00									20,00
2. Enseignement du second degré			549,50	549,50	94,20	455,30									455,30
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	MP	01.Tikaré	28,00	28,00	4,80	23,20									23,20
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	02.Toece	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
Constr. et équip. 1 lycée (6 classes)	P(M)	03.Diebougou	21,00	21,00	3,60	17,40									17,40
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	05.Nadoro	28,00	28,00	4,80	23,20									23,20
Constr. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	Kindi	21,00	21,00	3,60	17,40									17,40
Constr. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	06.Niangoloko	21,00	21,00	3,60	17,40									17,40
Constr. et équip. 1 lycée (2 classes)	P(M)	Sindou-pouna	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80

(En Millions de F CFA)

Situation du / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	08.Coalla	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80
Constr. et équip. 1 lycée (5 classes)	P(M)	10.Bobo	17,50	17,50	3,00	14,50									14,50
Constr. et équip. 1 lycée (8 classes)	P(M)	11.Ouaga	28,00	28,00	4,80	23,20									23,20
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	12.N'Dorolla	28,00	28,00	4,80	23,20									23,20
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Samorogouan	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80
Constr. et équip. 1 lycée (6 classes)	P(M)	13.Nouna	21,00	21,00	3,60	17,40									17,40
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Djibasso	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	15.Safané	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Bondoukuy	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	16.Tiebele	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80
Constr. et équip. 1 lycée (6 classes)	P(M)	P6	21,00	21,00	3,60	17,40									17,40
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	17.Tougouri	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80
Constr. et équip. 1 lycée (2 classes)	P(M)	Boulsa	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	18.Saaba	28,00	28,00	4,80	23,20									23,20
Constr. et équip. lycée (6 classes)	P(M)	Zinaré	21,00	21,00	3,60	17,40									17,40
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	19.Corom	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	20.Arbolle	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
Constr. et équip. 1 CEG (8 classes)	P(M)	21.Batié	28,00	28,00	4,80	23,20									23,20
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	22.Tenado	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	Didyr	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	23.Pansalogho	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Pissila	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80
Constr. et équip. 1 CEG (6 classes)	P(M)	27.Kassoum	21,00	21,00	3,60	17,40									17,40
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	28.Kantchari	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60
Constr. et équip. 1 CEG (2 classes)	P(M)	Logobou	7,00	7,00	1,20	5,80									5,80
Constr. et équip. 1 CEG (4 classes)	P(M)	29.Comoé	14,00	14,00	2,40	11,60									11,60

Bibliothèque de Boulogne
PARIS - XVIe

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Origine / Réalisation — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
		Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Constr. et équip. 1 CEG (6 classes)	Séguenega	21,00	21,00	3,60	17,40									17,40
Sous-total Enseignement du Second Degré		549,50	549,50	94,20	455,30									455,30
3. Enseignement Supérieur		2109,70	1080,30		1080,30									1080,30
Extension locaux Inst. Chimie (3°cycle)	11.Ouaga	64,00	64,00	-	64,00									64,00
Mise en place 3°cycle de Math.	Ouaga	30,00	30,00	-	30,00									30,00
Salle de cours hôpital Yalgado	Ouaga	35,50	35,50	-	35,50									35,50
E.S.S.SA.Polyclinique (1ère tranche)	Ouaga	1279,40	250,00	-	250,00									250,00
Constr. de 2 amphithéâtres	Ouaga	550,80	550,80	-	550,80									550,80
I.M.P. Centre de calcul	Ouaga	150,0	150,0	-	150,00									150,00
4. Recherche Scientifique		125,20	125,20		125,20									125,20
Appui à l'information scientifique	Ouaga	125,20	125,20	-	125,20									125,20
6. Alphabétisation		192,50	192,50	-	192,50									192,50
Constr. un centre	02	4,90	4,90	-	4,90									4,90
Equipement	11	175,00	175,00	-	175,00									175,00
Médersa	15	3,50	3,50	-	3,50									3,50
2 écoles franco-arabes	18	8,50	8,50	-	8,50									8,50
Médersa	24.Sebba	0,60	0,60	-	0,60									0,60
TOTAL GENERAL		41706,60	30373,50	3481,91	26888,59	900,00			1852,65	2752,65	7798,20	4698,10	12496,30	11639,64

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Origine / Réalisation — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
		Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION		35151,20	24847,50	3382,55	21464,95	900			1814,85	2714,85	5095,80	3956,90	9052,70	9697,40
1. Enseignement du premier degré		13013,90	13013,90	3240,05	9773,85				1437,85	1437,85	618,30	2511,90	3130,20	5205,80
2. Enseignement du second degré		2483,80	2483,80	142,50	2341,30				227,00	227,00	102,50	1095,50	1197,50	916,80
3. Enseignement supérieur		914,70	700,00	-	700,00					-	600,00	-	600,00	100,00
4. Recherche scientifique		14963,80	4874,80	-	4874,80	900			150	1050,00	-	350,00	350,00	3474,80
5. Formation professionnelle		3775,00	3775,00	-	3775,00					-	3775,00	-	3775,00	-
B1. PROJETS NON DEMARRES A FINANCEMENT TOTALEMENT ACQUIS		3451,20	3451,20	4,80	3446,40				7,80	7,80	2702,40	736,20	3438,60	-
1.Enseignement du premier degré		2601,20	2601,20	-	2601,20					-	1865,00	736,20	2601,20	-
2. Enseignement du second degré		28,00	28,00	4,80	23,20				5,80	5,80	17,40	-	17,40	-
5. Formation professionnelle		820,00	820,00	-	820,00					-	820,00	-	820,00	-
6. Alphabétisation		2,00	2,00	-	2,00				2,00	2,00	-	-	-	-
B2. PROJETS NON DEMARRES A FINANCEMENT PARTIELLEMENT ACQUIS		95,40	95,40	-	95,40				30,00	30,00	-	5,00	5,00	60,40
B3. PROJETS NON DEMARRES SANS AUCUN FINANCEMENT		3008,80	1979,40	97,56	1881,84									1881,84
1. Enseignement du premier degré		31,90	31,90	3,36	28,54									28,54
2. Enseignement du second degré		549,50	549,50	94,20	455,30									455,30
3. Enseignement supérieur		2109,70	1080,30	-	1080,30									1080,30
4. Recherche scientifique		125,20	125,20	-	125,20									125,20
6. Alphabétisation		192,50	192,50	-	192,50									192,50
TOTAL GENERAL A + B1 + B2 + B3		41706,60	30373,50	3481,91	26888,59	900,00			1852,65	2752,65	7798,20	4698,10	12496,30	11639,64

PARIS XVIe

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du / du financement — Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
1. ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRE			15647,00	15647,00	3243,41	12403,59				1437,85	1437,85	2483,30	3248,10	5731,40	5234,34
A. Projets en cours d'exécution			13013,90	13013,90	3240,05	9773,85				1437,85	1437,85	618,30	2511,90	3130,20	5206,80
B1. Projets non démarrés à financement totalement acquis			2601,20	2601,20	-	2601,20					-	1865,00	736,20	2601,20	-
B3. Projets non démarrés sans aucun financement			31,90	31,90	3,36	28,54					-	-	-	-	28,54
2. ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE			3061,30	3061,30	241,50	2819,80				232,80	232,80	119,90	1095,00	1214,90	1372,10
A. Projets en cours d'exécution			2483,80	2483,80	142,50	2341,30				227,00	227,00	102,50	1095,00	1197,50	916,80
B1. Projets non démarrés à financement totalement acquis			28,00	28,00	4,80	23,20				5,80	5,80	17,40		17,40	
B3. Projets non démarrés sans aucun financement			549,50	549,50	94,20	455,30					-	-	-	-	455,30
3. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR			3119,80	1875,70	-	1875,70				30,00	30,00	600,00	5,00	605,00	1240,70
A. Projets en cours d'exécution			914,70	700,00	-	700,00					-	600,00	-	600,00	100,00
B2. Projets non démarrés à financement partiellement acquis			95,40	95,40	-	95,40				30,00	30,00		5,00	5,00	60,40
B3. Projets non démarrés sans aucun financement			2109,70	1080,30	-	1080,30									1080,30
4. RECHERCHE SCIENTIFIQUE			15089,00	5000,00	-	5000,00				1050,00	1050,00	-	350,00	350,00	3600,00
A. Projets en cours d'exécution			14963,80	4874,80	-	4874,80				1050,00	1050,00	-	350,00	350,00	3474,80
B3. Projets non démarrés sans aucun financement			125,20	125,20	-	125,20					-	-	-	-	125,20
5. FORMATION PROFESSIONNELLE			4595,00	4595,00	-	4595,00				4595,00	-	4595,00	-	4595,00	-
A. Projets en cours d'exécution			3775,00	3775,00	-	3775,00					-	3775,0	-	3775,00	-
B1. Projets non démarrés à finan-			820,00	820,00	-	820,00					-	820,00	-	820,00	-

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du / du financement — Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
6. ALPHABETISATION			194,50	194,50	-	194,50				2,00	2,00	-	-	-	192,50
B1. Projets non démarrés à financement totalement acquis			2,00	2,00	-	2,00				2,00	2,00	-	-	-	-
B3. Projets non démarrés sans aucun financement			192,50	192,50	-	192,50					-	-	-	-	192,50
TOTAL GENERAL A + B1 + B2 + B3			41706,60	30373,50	3484,91	26888,59	900,00			1852,60	2752,65	7798,20	4698,10	12496,30	11639,64

Neuilly-sur-Seine - 208, Bd de Boulogne
PARIS - XVIe

2.2.2. Mesures d'accompagnement

- Contrôler la construction des classes tout en faisant un travail d'explication auprès des populations par l'intermédiaire des Autorités locales et des structures politiques ;
- Sensibiliser et inciter les populations à assurer un bon entretien régulier des infrastructures existantes ;
- Faire fournir une partie des équipements des classes par les sections "menuiserie" des établissements d'enseignement technique qui en sont dotés ;
- Face à la pénurie d'enseignants du premier degré formés pédagogiquement, envisager notamment la possibilité de reporter l'âge de la retraite pour les enseignants en fonction et la reprise de certains des enseignants licenciés ;
- Réaliser une campagne de sensibilisation auprès des familles pour expliquer l'importance de l'éducation pour les filles et dans les provinces où le besoin d'éducation n'est pas tellement ressenti (Séno, Oudalan, Soum ...) ;
- Recenser les formations non conventionnelles prises en charge par des ONG ;
- Prendre des mesures incitatives pour orienter les étudiants burkinabè en fonction des besoins du développement du pays;
- Choisir les pays où la formation est la moins coûteuse pour les étudiants burkinabè qui doivent bénéficier d'une bourse à l'étranger ;
- Inciter les Etats, par des accords bilatéraux, à réorienter leur aide en vue de développer la formation sur place au Burkina;
- Mettre en place une commission permanente de planification des ressources humaines afin d'assurer une meilleure coordination des programmes de travail des différents services techniques ministériels concernés (Education Nationale, Enseignement Supérieur, Travail et Fonction Publique, Agriculture et Elevage... en vue de permettre une meilleure adaptation de la formation à l'emploi ;

.../...

- Assurer une meilleure collaboration entre les différentes équipes de recherche en vue de réduire les coûts d'exécution par la mise en commun de certains moyens.

3. EFFETS ATTENDUS

- Développement de la scolarisation à tous les niveaux d'enseignement

  * Dans l'enseignement du premier degré, le taux brut de scolarisation passera de 23,9 % à 31,3 %, soit environ 205.000 élèves scolarisés de plus au cours du Plan ;

  * Dans l'enseignement du second degré, développement de l'enseignement public avec l'inscription de 15.950 élèves supplémentaires dans le premier cycle (+ 40,4%) et de 4.365 dans le second cycle (+ 43,1 %) ;

  * Dans l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants burkinabè inscrits à l'Université de Ouagadougou s'accroîtra, passant d'environ 4.000 à près de 10.000.

- Réduction des disparités régionales et sociales

  * Par l'amélioration des taux de scolarisation des provinces les moins scolarisées : notamment, le taux brut de scolarisation passera de 5,4 % à 13,6 % dans le Séno, de 7,6 à 17,3 % dans l'Oudalan et de 8,6 % à 21,8 % dans le Soum ;

  * Par l'implantation de 40 nouveaux CEG et 13 nouveaux lycées dans les provinces les moins bien pourvues jusqu'à maintenant.

- Amélioration de la formation des enseignants par l'ouverture de l'E.N.E.P. de Bobo-Dioulasso.

.../...

- Amélioration de l'orientation des élèves du second degré par la création d'un service d'orientation scolaire doté de conseillers d'orientation.

- Création d'emplois :

* Emplois directs :

Avec le recrutement dans l'enseignement du premier degré de 4.232 nouveaux enseignants, de 50 inspecteurs et autant de conseillers pédagogiques ainsi que 75 agents administratifs. Dans l'enseignement du second degré, il sera recruté 734 enseignants (546 dans les CEG et 188 dans les lycées) et 80 agents adminstratifs.
Dans l'enseignement supérieur, on recrutera 209 nouveaux enseignants et dans la recherche scientifique, 180 chercheurs.

* Emplois indirects :

A l'occasion de la construction et l'équipement des classes en matériaux locaux chaque fois que cela est possible.

13. SANTE

1. ANALYSE DE LA SITUATION

La situation sanitaire du Burkina est caractérisée par une morbidité et une mortalité générales très élevées, dûes essentiellement aux maladies transmissibles, lesquelles sont responsables de plus de 60% de la mortalité.

La mortalité générale est de 22 o/oo et la mortalité infantile se situe autour de 167 o/oo, soit l'un des taux de mortalité infantile les plus élevés au monde.

L'espérance de vie à la naissance est très faible : 42 ans pour l'ensemble du pays, guère plus de 33 ans dans les campagnes.

La mortalité infantile est imputable aux facteurs suivants :

- Insuffisance de la couverture en services obstétricaux et en services de santé maternelle et infantile, entraînant de plus une forte mortalité maternelle (6,5 o/oo) ;

- La malnutrition protéino-calorique, particulièrement sévère pendant la période de sevrage ;

- Les maladies infectieuses telles que les infections broncho-pulmonaires, la rougeole et la méningite ;

- Les maladies parasitaires comme le paludisme et la bilharziose ;

- Les maladies gastro-entériques, et plus particulièrement les diarrhées.

Comme autre facteur de morbidité et de mortalité générales, on peut noter :

- L'insalubrité de l'environnement, singulièrement aggravée par le faible taux d'équipement en latrines de bonne qualité (38 % en zone urbaine

.../...

et à peine 5 % en zone rurale en 1984) ;

- L'approvisionnement insuffisant en eau potable, surtout en zone rurale ;

- L'insuffisance de la couverture en infrastructures sanitaires : 56 % seulement de la population se trouvent à 5 km au plus d'une formation sanitaire, laquelle se trouve bien souvent limitée du point de vue de ses interventions ;

- Le faible taux d'encadrement sanitaire.

La faiblesse des structures sanitaires est reflétée par les statistiques suivantes, relatives à l'année 1984 :

RATIOS PERSONNEL/POPULATION (1)

CATEGORIE DE PERSONNEL	PUBLIC		PUBLIC ET PRIVE	
	NOMBRE	RATIO (2)	NOMBRE	RATIO
Médecins	180	42.455	ND	ND
Dentistes	18	424.551		
Pharmaciens	74	103.269	93	82.171
Assistants de santé	174	43.919	177	43.175
Infirmiers d'Etat	631	12.111	ND	ND
Infirmiers brevetés spécial.	164	46.597	167	45.760
Infirmiers brevetés	866	8.824	867	8.814
Sage-femmes	235	32.519	ND	ND
Techniciens de laboratoires	8	955.239	ND	ND
AIS	193	39.595	ND	ND

(1) Population résidente 1984 estimée à 7.641.910 habitants

(2) Le ratio indique le nombre moyen d'habitant pour un individu d'une catégorie de personnel donnée.

RATIOS INFRASTRUCTURE/POPULATION

TYPE D'INFRASTRUCTURE	PUBLIC		PUBLIC ET PRIVE	
	NOMBRE	RATIO	NOMBRE	RATIO
Hôpitaux nationaux	2	3.820.955	2	3.820.955
Hôpitaux régionaux	5	1.528.382	5	1.528.382
Centres médicaux (CM)	59	129.524	60	127.365
Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) et Dispensaires-maternités (DM)	281	27.195	308	24.811
Dispensaires simples	126	60.650	ND	ND
Maternités simples	29	263.514	ND	ND
Postes de Santé Primaire (PSP)	1.184	6.454	1.184	6.454
Cabinets de soins	-	-	27	283.034

Le nombre de lits d'hospitalisation représente 1 lit pour 1.359 habitants.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

La politique sanitaire du CNR vise à rendre le peuple burkinabè responsable de sa santé et donne la priorité à la médecine préventive.

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectif stratégique

L'objectif stratégique en matière de santé est d'assurer la couverture sanitaire de 85 % de la population d'ici 1990. Cet objectif global sera poursuivi en accordant la plus haute priorité aux soins de santé primaires, avec le souci d'une plus

.../...

plus grande équité dans la répartition des ressources disponibles, car la prise en compte systématique de tous les facteurs influe sur la santé : l'eau, la nutrition, l'enseignement, l'éducation sanitaire ainsi que la participation accrue des activités des collectivités de base.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan Quinquennal de Développement Populaire

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Amélioration de la couverture sanitaire du pays et de la prévention comprise dans le sens le plus large ;

- Renforcement de la capacité de planification des différentes structures d'intervention du Ministère de la Santé ;

- Formation appropriée et recyclage du personnel médical et paramédical, dans l'optique des soins de santé primaires.

2.2. Les moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Le programme d'investissement

Le financement du secteur au cours du Plan s'élève à 20.145 millions F CFA soit 3,2 % de l'enveloppe globale de financement du Plan, dont 9.902 millions de F CFA d'acquis.

.../...

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
A. Projets en cours d'exécution											
1. Renforcement de la capacité de planificat° du MSP.	M	1 à 30	1 304	1 304	-	1 304	250,37	260,8	266,02	266,01	260,80
2. Lutte contre les grandes endemies.	M	1 à 30	1 598	1 598	-	1 598	476,1	407,10	246,55	311,65	156,60
3. Renforcement de 221 CSPS.	P(M)	1 à 30	1 458,60	1 458,60	-	1 458,60	290,40	290,40	297,00	290,40	290,40
4. Construct° et équipement de 155 CSPS, de 101 maternités et de 25 Dispensaires.	P(M)	1 à 30	2 750	2 750	-	2 750	535,81	540,94	535,81	601,63	535,81
5. Renforcement de 5 CHR	P(M)	4,9,21,24 et 29	1 999,65	1 999,65	-	1 999,65	598,35	467,10	467,10	467,10	
6. Construct° et équipement de 4 CHR.	P(M)	5,6,15,25	4 671	4 671	-	4 671	389,25	1 093,10	1 300,75	1 573,30	314,60
7. Construct° de 2 logements d'infirmiers	P	5	1,43	1,43	0,43	1,00	1,00				
8. Réfection magasin	P	6	1,00	1,00	-	1,00	1,00				
9. Construct° d'une banque de sang	P	9	5,00	5,00	-	5,00	5,00				
10. Construct° d'un Laboratoire	P	9	5,80	5,80	-	5,80	5,80				
11. Construct° d'un Dépôt pharmaceutique	P	13	0,73	0,73	0,15	0,58	0,58				
12. Construct° d'une Salle d'hospitalisation	P	15	1,50	1,50	0,45	1,05	1,05				
13. Construct° de 3 logements d'infirmier	P	15	4,50	4,50	1,35	3,15	1,05	2,10			
14. Construct° d'une case d'isolement	P	15	0,15	0,15	0,05	0,10	0,10				
15. Construct° de 4 départementaux	P	15	5,20	5,20	1,56	3,64	1,82	1,82			
16. Construction SMI	P	18	3,50	3,50	1,05	2,45	2,45				
17. Transformat° CM de Kaya en CHR	M	23	156,6	156,6	-	156,6	156,6				
18. Construction d'un département	P	26	0,30	0,30	0,27	0,03	0,03				
19. Construct° d'un Laboratoire Provincial	P	26	P M								
20. Construct° d'un Bloc Opératoire	P	27	65,00	65,00	5,00	60,00	45,00	15,00			
21. Construct° d'un dépôt pharmaceutique	P	27	7,50	7,50	2,25	5,25	3,00	2,25			
22. Construct° d'1 SMI	P	28	8,00	8,00	2,24	5,76	5,76				
23. Construct° dépôt pharmaceutique	P	30	5,60	5,60	1,60	4,00	-	4,00			

.../...

Imprimerie - Louis de Soulange
PARIS XVIe

SECTEUR DE : SANTE - ACTION SOCIALE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
24. Construct° de 6 logements	P	30	7,8	7,80	1,80	6	1,50	3,50	1,00		
25. Construction d'un CRIN	P	30	50,00	50,00	-	50,00	-	50,00			
Sous-Total A			14 110,86	14 110,86	18,20	14 092,66	2 772,02	3238,11	3 114,23	3 510,09	1 558,21
B1. Projet non démarré dont le financement est totalement acquis											
26. Rationalisation prosc. Méd	M	1 à 30	29,00	29,00	-	29,00	-	15,00	14,00		
27. Enquête et investissement du milieu	M	1 à 30	5,00	5,00	-	5,00	-	5,00			
28. Construction de 16 DPS	M	16 Provinces	541,44	541,44	-	541,44	270,72	270,72			
29. Construction de latrines	P	4	1,03	1,03	-	1,03	1,03				
30. Construction de 4 logements	P	5	5,34	5,34	1,60	3,74	-	3,74			
31. Lutte contre la dracunculose.	P(M)	6	13,70	13,70	-	13,70	-	13,70			
32. Equipement trypano	P(M)	6	60,00	60,00	-	60,00	60,00				
33. Assainissement hygiène	P(M)	6	5,00	5,00	-	5,00	5,00				
34. Construction banque de sang	P	6	5,60	5,60	-	5,60	5,60				
35. Construction de 2 logements infirmiers	P	6	7,50	7,50	2,25	5,25	2,50	2,75			
36. Construction de 2 logements infirmiers	P	7	3,00	3,00	0,90	2,10	1,00	1,10			
37. Acquisition de 50 lucs	P	11	36,00	36,00	-	36,00	36,00				
38. Construct° 5 dépôts pharmaceutiques	P	13	3,65	3,65	0,75	2,90			1,74	1,16	
39. Construct° de 2 Dépôts pharmaceutiques	P	14	7,65	7,65	2,30	5,35	5,35				
40. Equipement PEV	P	14	1,00	1,00	-	1,00	1,00				
41. Construct° d'un Dépôt pharmaceutique	P	15	1,30	1,30	0,39	0,91	-	0,91			
42. Construct° de 2 salles d'hospitalisat°	P	15	2,50	2,50	0,70	1,80	-	-	1,80		
43. Construct° de 18 logements d'infirmiers	P	15	27,00	27,00	8,10	18,9	-	6,30	6,30	6,30	
44. Achat de 5 véhicules utiles	P	15	32,00	32,00	-	32,00	-	-	4,00	14,00	14,00
45. Pharmacies villageoises	P	18	1,20	1,20	0,36	0,84	-	0,84			
46. Construct° d'une officine	P	19	3,00	3,00	0,60	2,40	-	2,40			

SECTEUR DE : SANTE - ACTION SOCIALE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
47. Chambre froide PEV	P	19	2,00	2,00	0,40	1,60	-	1,60			
48. Construct° de 5 dépôts pharmaceutiques	P	19	9,00	9,00	1,80	7,20	-	2,88	1,44	2,88	
49. Elect GM Gorom	P	19	1,50	1,50	-	1,50	-		1,50		
50. Construct° d'une Leproserie	P	19	2,00	2,00	0,40	1,60	-	1,60			
51. Construction SMI	P	24	3,00	3,00	-	3,00	-	3,00			
52. Achat de 10 motylettes	P	24	4,25	4,25	-	4,25	-	4,25			
53. Construct° officine provinciale	P	24	6,00	6,00	-	6,00	-	6,00			
54. Chaine de froid	P	24	5,00	5,00	-	5,00	5,00				
55. Construct° dépôts pharmaceutiques	P	27	1,50	1,50	0,45	1,05	0,55	0,50			
56. Construction d'une Leproserie	P	28	2,60	2,60	0,60	2,00	2,00				
Sous-Total B1			828,76	828,76	21,60	807,16	395,75	342,29	30,78	24,34	14
B2. Projet non démarré dont le financement est partiellement acquis											
57. Formation et recyclage	M	1 à 30	297,80	297,80	-	297,8	69,16	57,16	57,16	57,16	57,16
58. Programme d'assainissement	M	1 à 30	155	155	-	155	77,5	22,5	22,5	22,5	10,00
59. Pharmacopée traditionnelle	M	1 à 30	30,00	30,00	-	30,00	30,00				
60. SMI/PE/Nutrition	M	1 à 30	957	957	-	957	90,50	228,50	220	212	206
61. Renforcement 27 CM	P(M)	27 Provinces	950,94	950,94	-	950,94	-	211,32	246,54	246,54	246,54
62. Construct° 5 antennes chirurgicales	P(M)	4,8,17,27,28	594,67	594,67	-	594,67	118,93	118,94	118,93	118,94	118,93
63. Construct° de 3 salles d'hospitalisat°	P	6	9,00	9,00	-	9,00	-	9,00			
64. Construct° de 4 dépôts pharmaceutiques	P	7	8,00	8,00	2,40	5,60	-	2,80	2,80		
65. Construct° d'une Leproserie	P	8	3,00	3,00	-	3,00	3,00				
66. Construct° dépôts populaires	P	27	3,00	3,00	0,90	2,10	-	1,10	1,00		
67. Construct° d'un local de tarification	P	30	4,00	4,00	1,20	2,80	2,80				
68. Construct° d'un laboratoire Provincial	P	30									
Sous-Total B2			3 012,41	3 012,41	4,50	3 007,91	391,89	651,32	668,93	657,14	638,63

Neuilly-sur-Seine Cedex
PARIS XVIe

SECTEUR DE : SANTE - ACTION SOCIALE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
83. Projet non encore conçu dont le financement est totalement à rechercher											
69. Construct° de 27 Magasins de médicaments	M(P)	27 Provinces	151,20	151,20	-	151,20	11,2	28,00	39,20	44,80	28,00
70. Aménagement de 20 Laboratoires.	M	20 Provinces	240,00	240,00	-	240,00	-	48,00	72,00	60,00	60,00
71. Renforcement de 14 DRS	M(P)	14 "	272,16	272,16	-	272,16	-	7,00	94,70	94,70	75,76
72. Construct° de 8 Dispensaires Santé du travail.	M(P)	5,6,10,11,29	48,00	48,00	-	48,00	-	16,00	24,00	8,00	
73. Renforcement de l'hôpital de Bobo	M	10	543,00	543,00	-	543,00	-	136,07	271,30	135,63	
74. Construct° de 8 Dépôts pharmaceutiques	P	1	9,00	9,00	1,80	7,20	-	-	2,40	2,40	2,40
75. Construct° d'une officine	P	1	21,00	21,00	4,00	17,00				17,00	
76. Construct° de 8 Dépôts pharmaceutiques	P	2	1,72	1,72	0,52	1,20	-	0,30	0,30	0,30	0,30
77. Construct° de 22 Dépôts pharmaceutiques	P	2	33,43	33,43	10,03	23,40	5,30	5,40	4,24	4,23	4,23
78. Construct° de 7 Dépôts pharmaceutiques	P	3	5,11	5,11		5,11	1,46	1,46	0,73	1,46	
79. Construct° d'une officine	P	3	21,00	21,00		21,00	21,00				
80. Construct° d'un Centre d'hospitalisation	P	3	10,00	10,00		10,00	5,00	5,00			
81. Construct° de 14 Latrines et poubelles.	P	3	6,50	6,50	1,95	4,55	4,55				
82. Construct° logements infirmiers	P	5	13,71	13,71	4,11	9,60			3,20	3,20	3,20
83. Construct° Latrines	P	5	1,17	1,17	0,35	0,82		0,82			
84. Construct° 3 salles d'hospitalisation	P	5	6,10	6,10	1,83	4,27	1,42	1,42	1,43		
85. Construct° 6 Dépôts populaires	P	5	6,26	6,26	1,88	4,38	0,73	0,73	1,46	1,46	
86. Construct° 4 Logements d'infirmiers	P	8	5,60	5,60		5,60		2,80	2,80		
87. Construct° d'une officine pharmaceutique	P	8	10,00	10,00	3,00	7,00		7,00			
88. Construct° 7 Dépôts pharmaceutiques	P	8	6,30	6,30	1,89	4,41		1,26	1,26	1,26	0,63
89. Construct° d'une pharmacie	P	9	10,00	10,00	4,00	6,00		6,00			
90. Construct° de 4 logements	P	10	4,00	4,00	1,20	2,80	0,70	1,40	0,35	0,35	
91. Construct° 10 Dépôts populaires	P	10	8,00	8,00	2,40	5,60	1,68	3,36	0,28	0,28	
92. Construct° d'un Laboratoire Santé Pu-	P	11	1054,00	527,00		527,00		105,40	140,53	81,07	200,00

SECTEUR DE : SANTE - ACTION SOCIALE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
93. Aménagement Banque de sang	M	11	47,70	47,70		47,70		15,9	23,85	7,95	
94. Extension DSS Travailleurs	M	11	15,00	15,00		15,00		15,00			
95. Construct° Labo Medic des travailleurs	M	11	5,00	5,00		5,00		5,00			
96. Agrandissement Magasin Central	M	11	7,00	7,00		7,00		7,00			
97. Construct° Dépôt pharmaceutique	P	11	0,50	0,50		0,50	0,50				
98. Construct° 11 Dépôts	P	12	8,03	8,03	2,64	5,39	0,98	1,47	1,47	1,47	
99. Construct° 2 logements d'infirmiers	P	12	1,74	1,74	0,74	1,00	0,50	0,50			
100. Construct° 22 Dépôts pharmaceutiques	P	13	14,91	14,91	3,3	11,61		1,74	5,8	4,07	
101. Construct° 4 Dépôts pharmaceutiques	P	14	18,6	18,6	5,60	13,00		3,25	3,25	3,25	3,25
102. Construct° Centre hospitalier	P	14	4,00	4,00	1,20	2,80			2,80		
103. Construct° 13 Dépôts	P	15	10,40	10,40	3,12	7,28		7,28			
104. Construct° salle d'hospitalisation	P	16	1,24	1,24	0,29	0,95		0,95			
105. Construct° logement agent de santé	P	16	58,52	58,52	13,50	45,02			15,02	15	15
106. Construct° 7 logements	P	17	4,00	4,00	1,20	2,80	0,40	0,40	0,40	0,40	1,20
107. Construct° 4 salles d'hospitalisation	P	17	2,12	2,12	0,52	1,60	0,40	0,40	0,40		0,40
108. Construct° d'une morgue	P	17	0,29	0,29	0,09	0,20				0,20	
109. Construct° 6 Pharmacies	P	17	4,28	4,28	0,60	3,68	1,23	1,23		0,61	0,61
110. Construct° 4 pharmacies villageoises	P	18	2,4	2,4	0,72	1,68			1,68		
111. Construct° 4 salles d'hospitalisation	P	18	8,50	8,50	2,55	5,95		3,95	2,00		
112. Construct° 4 logements infirmiers	P	18	8,74	8,74	2,62	6,12		3,12	3,00		
113. Construct° 6 Dépôts pharmaceutiques	P	19	4,38	4,38	0,88	3,50	1,16	1,16	0,60	0,58	
114. Construct° 5 Dépôts populaires	P	20	3,65	3,65	1,10	2,55	1,02	1,02	0,51		
115. Construct° 2 logements infirmiers	P	20	1,53	1,53	0,46	1,07	0,53	0,54			
116. Construct° 3 Latrines	P	20	0,55	0,55	0,16	0,39	0,13	0,13	0,13		
117. Construct° 18 Dépôts	P	21	13,14	13,14		13,14	2,19	2,19	2,19	2,92	3,65
118. Construct° 5 Dépôts pharmaceutiques	P	22	3,65	3,65		3,65	0,73	1,46	1,46		

.../...

PARIS - XVIe

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
119. Construct° salle d'hospitalisation	P	22	2,00	2,00		2,00	2,00				
120. Construct° 10 logements d'infirmiers	P	22	9,80	9,80		9,80	2,94	1,96	1,96	1,96	0,98
121. Achat d'une ambulance	P	22	2,00	2,00		2,00		2,00			
122. Construct° de 5 Dépôts pharmaceutiques	P	23	3,75	3,75	1,12	2,63		1,05	1,05	0,53	
123. Construct° 6 salles d'hospitalisation	P	24	14,10	14,10		14,10		14,10			
124. Construct° 2 logements infirmiers	P	24	1,00	1,00		1,00		0,50	0,50		
125. Construct° une case d'isolement	P	24	0,95	0,95		0,95	0,95				
126. Achat de 2 Véhicules	P	24	13,20	13,20		13,20	13,20				
127. Construct° de 4 Dépôts	P	25	5,17	5,17	1,25	3,92		1,96	1,96		
128. Construct° de 3 logements	P	25	3,00	3,00	0,90	2,10	0,70	0,70	0,70		
129. Réfection morgue	P	25	0,30	0,30	0,20	0,10	0,10				
130. Construct° 10 cases d'isolement	P	25	0,21	0,21	0,06	0,15	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
131. Construct° 9 Dépôts pharmaceutiques	P	26	6,57	6,57	1,97	4,6		1,15	1,15	1,15	1,15
132. Construct° d'un salle hospitalisation	P	26	3,00	3,00		3,00			3,00		
133. Construct° chambre froide	P	26	1,50	1,50		1,50		1,50			
134. Construct° Cabinet dentaire	P	26	2,00	2,00		2,00		2,00			
135. Construct° salle d'hospitalisation	P	28	1,50	1,50	0,45	1,05		1,05			
136. Construct° d'une morgue	P	28	0,60	0,60	0,18	0,42	0,42				
137. Construct° chambre froide	P	28	1,50	1,50	0,45	1,05		1,05			
138. Construct° 2 cases d'isolement	P	29	1,37	1,37	0,68	0,69	0,69				
139. Construct° de Latrine	P	29	3,10	3,10	2,13	0,97	0,32	0,65			
140. Construct° magasin de médicament	P	29	14,8	14,8	2,80	12,00		12,00			
141. Construct° de 7 Dépôts populaires	P	29	5,11	5,11	0,23	4,88	4,88				
142. Pharmacie ambulante	P	29	9,43	9,43		9,43		9,43			
143. Construct° Logement infirmier	P	29	16,80	16,80	3,36	13,44	2,68	272 -	2,68	2,68	2,68
Sous -Total B3			2 859,89	2 332,89	96,03	2 236,86	91.72	504,96	737.77	498,94	403,47
[illegible]			[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	3 451.38	4 676.68	4 551.71	[illegible]	[illegible]

SECTEUR DE SANTE - ACTION SOCIALE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécution															
1. Renforcement de la capacité de planificat° Mini Santé	M	1 à 30	1 304	1 304		1 304						1304		1304	
2. Lutte contre les grandes endemies	M	1 à 30	1 598	1 598		1 598						1053,10	144,8	1197,9	400,10
3. Renforcement de 221 CSPS	P(M)	1 à 30	14 58,6	14 58,6		14 58,6							937,20	937,20	521, 40
4. Construct° et équipement de 155 CSPS de 101 maternités et 25 Dispensaires.	P(M)	1 à 30	2 750	2 750		2 750						628		628	2 122
5. Renforcement de 5 CHR	P(M)	4,9,21 24,29	1 999,65	1 999,65		1 999,65						594,20		594,20	1 405,45
6. Construct° et équipement de 4 CHR	P(M)	5,6,15, 25.	4 671	4 671		4 671						865	1924,5	2789,5	1 881,50
7. Construct° de 2 logements d'infirmier	P	5 -	1,43	1,43	0,43	1				1	1				
8. Réfection magasin	P	6	1	1		1						0,7		0,7	0,3
9. Construct° d'une banque de sang	P	9	5	5		5						5		5	
10. Construct° d'un Laboratoire	P	9	5,8	5,8		5,8						5,8		5,8	
11. Construct° d'un dépôt pharmaceutique.	P	13	0,73	0,73	0,15	0,58				0,58	0,58				
12. Construct° d'une salle d'hospitalisation.	P	15	1,50	1,50	0,45	1,05				1,05	1,05				
13. Construct° de 3 logements d'infirmier	P	15	4,50	4,50	1,35	3,15				3,15	3,15				
14. Construct° d'une case d'isolement	P	15	0,15	0,15	0,05	0,10				0,10	0,10				
15. Construct° de 4 dépôts	P	15	5,20	5,20	1,56	3,64				3,64	3,64				
16. Construct° SMI	P	18	3,50	3,50	1,05	2,45				2,45	2,45				
17. Transformat° du CM de kaya en CHR	P	23	156,6	156,6		156,6						156,6		156,6	
18. Construct° d'un dépôt pharmaceutique.	P	26	0,30	0,30	0,27	0,03				0,03	0,03				
19. Construct° d'un laboratoire Provincial	P(M)	26	P.M												
20. Construct° d'un bloc opératoire	P	27	65,00	65,00	5,00	60,00						60,00		60,00	
21. Construct° d'un dépôt pharmaceutique.	P	27	7,50	7,50	2,25	5,25				5,25	5,25				
22. Construct° d'une SMI	P	28	8,00	8,00	2,24	5.76			5,76		5,76				
23. Construct° d'un dépôt pharmaceutique	P	30	5,60	5,60	1,60	4,00				4,00	4,00				

.../...

PARIS XVIe

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
24. Construct° de 6 logements d'infirmier	P	30	7,80	7,80	1,80	6,00				6,00	6,00				
25. Construct° d'un Centre de récupération.	P	30	50,00	50,00		50,00						50,00		50,00	
Sous-Total A.			14110,86	14110,86	18,20	14 092,66			5,76	27,25	33,01	4722,40	3006,50	7728,90	6339,75
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis															
26. Rationalisat° prescript° médicale	M	1 à 30	29,00	29,00		29,00							29,00	29,00	
27. Enquête Invest. du milieu	M		5,00	5,00		5,00						5,00		5,00	
28. Construct° de 16 DPS	M	16 P.	541,44	541,44		541,44							541,44	541,44	
29. Construct° de Latrines	P	4	1,03	1,03		1,03						1,03		1,03	
30. Construct° de 4 logements	P	5	5,34	5,34	1,60	3,74			3,74		3,74				
31. Lutte contre la dracunculose	P(M)	6	13,70	13,70		13,70						13,70		13,70	
32. Assainissement hygiène	P(M)	6	5,00	5,00		5,00						5,00		5,00	
33. Equipement trypano	P(M)	6	60,00	60,00		60,00						60,00		60,00	
34. Construct° de banque de sang	p	6	5,60	5,60		5,60						5,60		5,60	
35. Construct° de 2 logements d'infirmier.	P	6	7,50	7,50	2,25	5,25						5,25		5,25	
36. Construct° de 2 logements d'infirmier.	P	7	3,00	3,00	0,90	2,10				2,10	2,10				
37. Acquisit° de 50 bacs à ordure	P	11	36,00	36,00		36,00		36,00			36,00				
38. 5 Dépôts pharmaceutiques	P	13	3,65	3,65	0,75	2,90				2,90	2,90				
39. Construct° de 10 Dépôts pharmaceutiques	P	14	7,65	7,65	2,30	5,35						5,35		5,35	
40. Equipement PEV	P	14	1,00	1,00		1,00						1,00		1,00	
41. Construct° d'un dépôt pharmaceutique	P	15	1,30	1,30	0,39	0,91				0,91	0,91				
42. Construct° de 2 salles d'hospitalisation	P	15	2,50	2,50	0,70	1,80				1,80	1,80				
43. Construct° de 18 logements d'infirmier	P	15	27,00	27,00	8,10	18,90				18,90	18,90				
44. Achat de 5 véhicules utilitaires	P	15	32,00	32,00		32,00		32,00			32,00				
45. Pharmacies villageoises	P	18	1,20	1,20	0,36	0,84				0,84	0,84				
46. Construct° d'une léproserie	P	19	2,00	2,00	0,40	1,60				1,60	1,60				

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
47. Construct° d'une officine pharmaceutique.	P	19	3,00	3,00	0,60	2,40						2,40		2,40	
48. Chambre froide PEV	P	19	2,00	2,00	0,40	1,60						1,60		1,60	
49. Construct° de 5 dépôts pharmaceutiques	P	19	9,00	9,00	1,80	7,20						7,20		7,20	
50. Electrificat° CM Gorom-Gorom	P	19	1,50	1,50		1,50						1,50		1,50	
51. Construct° SMI	P	24	3,00	3,00		3,00						3,00		3,00	
52. Construct° d'une officine Provinciale	P	24	6,00	6,00		6,00						6,00		6,00	
53. Construct° d'une chaine de froid	P	24	5,00	5,00		5,00						5,00		5,00	
54. Achat de 10 motylettes	P	24	4,25	4,25		4,25						4,25		4,25	
55. Dépôts pharmaceutiques	P	27	1,50	1,50	0,45	1,05				1,05	1,05				
56. Construct° d'une léproserie	P	28	2,60	2,60	0,60	2,00						2,00		2,00	
Sous-Total B1			828,76	828,76	21,60	807,16		68,00	3,74	30,10	101,84	134,88	570,44	705,3	
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis															
57. Formation et recyclage	M	1 à 30	297,80	297,80		297,80						6,35	286	292,35	5,45
58. Programme d'assainissement	M	1 à 30	155,00	155,00		155,00						16,00		16,00	139,00
59. Pharmacopée traditionnelle	M	1 à 30	30,00	30,00		30,00						13,80		13,80	16,20
60. SMI/PF/Nutrition	M	1 à 30	957,00	957,00		957,00						238	264	502	455
61. Renforcement de 21 CM	P(M)	27 P.	950,94	950,94		950,94						17,60		17,60	933,33
62. Construct° de 5 antennes chirurgicales.	P(M)	4,8,17, 27,28,	594,67	594,67		594,67						118,33	357	475,33	119,34
63. Construct° de 3 salles d'hospilisation	P	6	9,00	9,00		9,00						3,60		3,60	5,40
64. Construct° de 4 dépots pharmaceutiques	P	7	8,00	8,00	2,40	5,60				5,60	5,60				
65. Léproserie	P	8	3,00	3,00		3,00				2,45	2,45				0,55
66. Construct° de dépôts populaires	P	27	3,00	3,00	0,90	2,10				1,05	1,05				1,05
67. Construct° d'un local de tarification	P	30	4,00	4,00	1,20	2,80					2,80				
68. Construct° d'un laboratoire Provincial	P	30	P.M												
Sous-Total B2.			3012,41	3012,41	4,50	3007,91		2,80		9,10	11,90	413,68	907	1320,68	1 675,32

.../...

PARIS - XVIe

SECTEUR DE SANTE - ACTION SOCIALE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du / du financement — Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher															
69. Construct° de 27 magasins de médicaments.	M(P)	27 P.	151,20	151,20		151,20									151,20
70. Aménagement de 20 laboratoires d'analyse médicale.	M	20 P.	240,00	240,00		240,00									240,00
71. Renforcement de 14 DPS	M(P)	14 P.	272,16	272,16		272,16									272,16
72. Construct° et équipement de 8 Dispensaires santé de travailleurs	M(P)	5,6,10 11,29	48,00	48,00		48,00									48,00
73. Renforcement de HN de Bobo	M	10	543,00	543,00		543,00									543,00
74. Construct° de 18 dépôts pharmaceutiques	P	1	9,00	9,00	1,80	7,20									7,20
75. Construct° d'une Officine	P	1	21,00	21,00	4,00	17,00									17,00
76. Construct° de 8 Dépôts pharmaceutiques	P	2	1,72	1,72	0,52	1,20									1,20
77. Construct° de 22 logements	P	2	33,43	33,43	10,03	23,40									23,40
78. Construct° de 7 dépôts pharmaceutiques	P	3	5,11	5,11		5,11									5,11
79. Construct° et équipement d'une Officine.	P	3	21,00	21,00		21,00									21,00
80. Construct° d'un Centre hospitalier.	P	3	10,00	10,00		10,00									10,00
81. Construct° de Latrine et Poubelles	P	3	6,50	6,50	1,95	4,55									4,55
82. Construct° de 6 Dépôts pharmaceutiques.	P	5	6,26	6,26	1,88	4,38									4,38
83. Construct° logements infirmier	P	5	13,71	13,71	4,11	9,60									9,60
84. Construct° 11 latrines	P	5	1,17	1,17	0,35	0,82									0,82
85. Construct° de 3 salles d'hospitalisation	P	5	6,10	6,10	1,83	4,27									4,27
86. Construct° de 4 logements	P	8	5,60	5,60		5,60									5,60
87. Construct° d'une Officine	P	8	10,00	10,00	3,00	7,00									7,00
88. Construct° de 7 dépôts pharmaceutiques	P	8	6,30	6,30	1,89	4,41									4,41
89. Construct° d'une pharmacie	P	9	10,00	10,00	4,00	6,00									6,00
90. Construct° de 4 logements	P	10	4,00	4,00	1,20	2,80									2,80
91. Construct° de 10 dépôts pharmaceutiques	P	10	8,00	8,00	2,40	5,60									5,60

SECTEUR DE SANTE - ACTION SOCIALE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du / du financement — Secteurs / Sous-Secteurs / Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
92. Aménagement banque de sang	M	11	47,70	47,70		47,70									47,70
93. Construct° équipement d'un Laboratoire de santé publique	M	11	1054	527		527									527
94. Extension DSS des travailleurs	M	11	15,00	15,00		15,00									15,00
95. Construct° laboratoire médecine de travail	M	11	5,00	5,00		5,00									5,00
96. Agrandissement magasin central	M	11	7,00	7,00		7,00									7,00
97. Construct° d'un dépôt pharmaceutique	P	11	0,50	0,50		0,50									0,50
98. Construct° de 11 Dépôts	P	12	8,03	8,03	2,64	5,39									5,39
99. Construct° de 2 logements infirmiers.	P	12	1,74	1,74	0,74	1,00									1,00
100. Construct° de 22 dépôts populaires.	P	13	14,91	14,91	3,3	11,61									11,61
101. Construct° de 4 dépôts populaires	P	14	18,6	18,6	5,6	13,00									13,00
102. Construct° d'un Centre hospitalier	P	14	4,00	4,00	1,2	2,80									2,80
103. Construct° de 13 dépôts	P	15	10,40	10,40	3,12	7,28									7,28
104. Construct° logements Agents de santé.	P	16	58,52	58,52	13,5	45,02									45,02
105. Construct° d'un salle d'hospitalisation	P	16	1,24	1,24	0,29	0,95									0,95
106. Construct° de 7 logements	P	17	4,00	4,00	1,2	2,80									2,80
107. Construct° de 4 salles d'hospilisation	P	17	2,12	2,12	0,52	1,60									1,60
108. Construct° d'une morgue	P	17	0,29	0,29	0,09	0,20									0,20
109. Construct° de 6 pharmacies	P	17	4,28	4,28	0,6	3,68									3,68
110. Construct° de 4 pharmacies villageoises	P	18	2,40	2,40	0,72	1,68									1,68
111. Construct° de 4 salles d'hospilisation	P	18	8,50	8,50	2,55	5,95									5,95
112. Construct° de 6 logements infirmier	P	18	8,74	8,74	2,62	6,12									6,12
113. Construct° de 6 dépôts pharmaceutiques	P	19	4,38	4,38	0,88	3,50									3,50
114. Construct° de 5 dépôts pharmaceutiques	P	20	3,65	3,65	1,1	2,55									2,55

Paris - XVIe

SECTEUR DE SANTE - ACTION SOCIALE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
115. Construct° de 2 logements infirmier	P	20	1,53	1,53	0,46	1,07									1,07
116. Construct° de 3 Latrines	P	20	0,55	0,55	0,16	0,39									0,39
117. Construct° de 18 dépôts pharmaceutiques	P	21	13,14	13,14		13,14									13,14
118. Construct° de 5 Dépôts pharmaceutiques	P	22	3,65	3,65		3,65									3,65
119. Construct° d'un salle d'hospitalisation	P	22	2,00	2,00		2,00									2,00
120. Construct° de 10 logements infirmiers	P	22	9,80	9,80		9,80									9,80
121. Achat d'une ambulance	P	22	2,00	2,00		2,00									2,00
122. Construct° de 5 Dépôts pharmaceutiques	P	23	3,75	3,75	1,12	2,63									2,63
123. Construct° de 2 logements infirmiers	P	24	1,00	1,00		1,00									1,00
124. Construct° de 6 salles d'hospital	P	24	14,10	14,10	-	14,10									14,10
125. Construct° d'une salle d'isolement.	P	24	0,95	0,95		0,95									0,95
126. Achat de 2 véhicules (Dori-Sabba)	P	24	13,20	13,20		13,20									13,20
127. Construct° de 4 dépôts pharmaceutiques	P	25	5,17	5,17	1,25	3,92									3,92
128. Construct° de 3 logements	P	25	3,00	3,00	0,90	2,10									2,10
129. Réfection d'une morgue	P	25	0,30	0,30	0,20	0,10									0,10
130. Construct° de 10 cases d'isolement	P	25	0,21	0,21	0,06	0,15									0,15
131. Construct° de 8 Dépôts pharmaceutiques	P	26	6,57	6,57	1,97	4,60									4,60
132. Salle d'hospitalisation	P	26	3,00	3,00		3,00									3,00
133. Construct° d'une chambre froide	P	26	1,50	1,50		1,50									1,50
134. Construct° d'un cabinet dentaire	P	26	2,00	2,00		2,00									2,00
135. Construct° d'une salle d'hospitalisation	P	28	1,50	1,50	0,45	1,05									1,05
136. Construct° d'une morgue	P	28	0,06	0,60	0,18	0,42									0,42
137. Construct° d'une chambre froide	P	28	1,50	1,50	0,45	1,05									1,05
138. Construct° de 2 cases d'isolement	P	29	1,37	1,37	0,68	0,69									0,69
139. Construct° de latrines	P	29	3,10	3,10	2,13	0,97									0,97

SECTEUR DE SANTE - ACTION SOCIALE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)+(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
140. Magasins de médicaments	P	29	14,80	14,80	2,80	12,00									12,00
141. Pharmacies ambulante	P	29	9,43	9,43		9,43									9,43
142. Construct° logements infirmiers	P	29	16,80	16,80	3,36	13,44									13,44
143. Construct° de 7 dépôts pharmaceutiques	P	29	5,11	5,11	0,23	4,88									4,88
Sous-Total B3			2859,89	2332,89	96,03	2236,86									2236,86
TOTAL GENERAL (A+B1+B2+B3)			20811,92	20284,92	140,33	20141,59		70,80	9,50	66,45	146,75	5270,96	4483,94	9754,90	10242,91

2.2.2. Mesures d'accompagnement

L'amélioration de la couverture sanitaire de la population passera par :

- La construction, la restauration et l'entretien régulier des infrastructures nécessaires à l'obtention d'une bonne qualité des soins et à une distribution régulière des produits pharmaceutiques de première nécessité ;

- L'extension des consultations et des campagnes vaccinales, notamment en faveur des enfants en bas âge ;

- La généralisation de l'éducation en matière de planning familial (contrôle et espacement des naissances,...) de façon à atteindre 80 % des femmes en âge de procréer ;

- La lutte contre les avitaminoses A et le goître, dont la prévalence doit baisser à moins de 10 % ;

- L'extension de l'assistance à l'accouchement et des consultations post-natales, pour toucher 80 % des cas ;

- La surveillance accrue de la trypanosomiase dans les provinces les plus exposées (Boulkiemdé et Comoé) ;

- La réduction de l'incidence du paludisme, de la lèpre, de la tuberculose, de la dracunculose, de la bilharziose et de l'onchocercose par des mesures spécifiques ;

- Le développement de la pharmacopée traditionnelle, en rapport avec les institutions spécialisées du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

.../...

Tout ceci nécessite une collaboration plus étroite entre le Ministère de la Santé et les différents départements ministériels, notamment ceux de :

- L'information de la culture, pour ce qui concerne l'information sanitaire ;

- L'essor familial et la solidarité nationale pour la formation et la sensibilisation des mères aux problèmes de santé infantile, d'hygiène et de nutrition en général;

- L'agriculture et l'élevage, en ce qui concerne les problèmes de santé propres aux différentes formes de l'activité agro-pastorale ;

- L'eau, pour tout ce qui touche à l'assainissement des points d'eau mis à la disposition des populations ;

- La défense populaire, pour la mise à la disposition du peuple de son patrimoine d'expérience en matière de santé ;

- Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour les questions relatives à la pharmacopée et en raison de son rôle éminent dans la formation des cadres de la santé.

En ce qui concerne les mesures administratives, les directions provinciales de la santé seront renforcées et conduites progressivement vers une plus grande autonomie de gestion, afin de réaliser une véritable décentralisation en la matière.

De plus, la mise en place progressive de fonds d'équipement des différentes structures hospitalières, alimentés partiellement par les recettes de prestation de soins, devrait

.../...

Pour ce qui concerne le renforcement de la capacité de planification des différentes structures d'intervention du Ministère de la Santé, il s'agira :

- De vulgariser le concept et les méthodologies de la planification sanitaire à toutes les structures d'intervention du ministère ;

- D'achever la mise en place du nouveau système national d'information sanitaire.

Enfin, s'agissant de la formation et du recyclage du personnel médical et paramédical, tout sera mis en eouvre pour :

- L'ouverture d'une section d'assistants en assainissement, et celle d'un centre national de développement sanitaire ;

- La révision des programmes d'enseignement en vue de leur adaptation aux besoins en soins de santé primaires ;

- Le recyclage de l'ensemble du personnel médical et paramédical dans l'optique des soins de santé primaires ;

- Et, enfin, l'intensification de la formation du personnel spécialisé, à tous les niveaux.

Des mesures d'accompagnement d'ordre institutionnel, administratif et organisationnel viendront appuyer la politique sanitaire.

Le problème de la santé étant un problème global qui ne peut être dissocié des conditions générales de vie, il sera donc entrepris une politique intégrant tous les éléments de ces conditions de vie (eau, nutrition, enseignement, habitat et urbanisme), dans le cadre d'une politique globale de prévention.

.../...

favoriser l'équipement sanitaire du pays. Il sera étudié au cours du présent quinquennat, les modalités d'application d'une telle mesure afin qu'elle devienne effective dans les meilleurs délais.

Sur le plan organisationnel, l'expérience de la "vaccination-commando", avec la participation des Comités de Défense de la Révolution, sera évaluée et mise à profit pour permettre un auto-encadrement progressif des masses en matières de soins de santé primaires.

3. EFFETS ATTENDUS

Ces effets peuvent être résumés en un accroissement substantiel de la couverture sanitaire de toutes les couches de la population, notamment les enfants (santé post-natale) ainsi que les travailleurs (intensification de la médecine du travail).

De façon plus spécifique, on notera une amélioration sensible des infrastructures sanitaires dans le pays, tant du fait des constructions nouvelles que du fait des réhabilitations, ainsi qu'une nette amélioration des prestations médicales.

Les constructions nouvelles se traduiront par la mise à la disposition du peuple des infrastructures additionnelles suivantes :

- 4 Centres Hospitaliers Régionaux (Koudougou, Banfora, Dédougou, Léo)
- 105 dépôts pharmaceutiques ;
- 155 centres de santé et de promotion sociale ;
- 101 maternités ;
- 25 dispensaires ;
- 27 magasins de stockage de médicaments et de matériels médicaux dans

.../...

les provinces ;

- 16 nouvelles directions provinciales de la santé ;
- 5 antennes chirurgicales équipées (Bogandé, Diapaga, Zabré, boulsa, Tougan ;
- 1 laboratoire national de la santé.

Les opérations de réhabilitation concerneront la restauration de 14 directions provinciales de la santé, 5 centres hospitaliers régionaux (Dori, Fada N'Gourma, Gaoua, Ouahigouya, Tenkodogo), de 27 centres médicaux, de 2 Hôpitaux Nationaux (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso), de 6 banques de sang dans les CHR existants et de 20 laboratoires d'analyses médicales au niveau des directions provinciales de la santé.

L'amélioration des prestations médicales permettra :

- La couverture en consultations prénatales de 80 % des femmes enceintes, contre 20 % à l'heure actuelle ;
- Le passage de l'assistance aux accouchements de 20 % à 80 % ;
- L'accroissement des consultations post-natales ; de 10 % à l'heure actuelle à 50 % en 1990 ;
- L'extension de l'information et de l'éducation en matière de santé familiale à 80 % des femmes en âge de procréer ;
- La réduction du taux de malnutrition protéino-calorique à moins de 50 % en 1990 ;
- La réduction de la prévalence de l'avitaminose A et du goître à moins de 10 % ;
- La couverture vaccinale à 85 % de la population cible.

14. ACTION SOCIALE

1. ANALYSE DE LA SITUATION

Das le passé, la politique sociale était principalement axée sur les grands centres urbains, et se limitait à la création de centres sociaux. L'inexistence d'une définition claire de cette politique ne permet guère une évaluation de l'impact des actions éparses qui ont pu être menées. Faute donc d'avoir pu développer des activités rémunératrices pour consolider la famille, celle-ci se disloque (abandons de foyer) entraînant ainsi le développement de la délinquance juvénile avec tous ses maux (vol, viol, violence, prostitution, etc ...). La disparition du mode d'éducation communautaire de la société traditionnelle favorise la marginalisation de certains groupes sociaux (handicapés, prostitués) et l'insécurité de la femme et de l'enfant. Aussi faudrait-il combattre les comportements sociaux conduisant à l'assujetissement de la femme dans toutes les circonstances de la vie.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

La politique en matière d'action sociale, sera d'abord éducative afin d'éviter l'émergence des cas sociaux qui peuvent provenir d'un mauvais encadrement de l'individu par son milieu socio-économique. Ainsi la politique d'essor familial qui consiste en l'éducation et en la promotion de tous les éléments de la famille (jeunes - femmes - adultes et personnes agées) demeurera l'axe central de l'action sociale.

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectifs stratégiques

Les grands axes d'intervention en matière d'action sociale sont les suivants :

.../...

- Transformation de la vie familiale pour un épanouissement de chacun de ses membres, l'objectif étant la libération des femmes et l'amélioration des conditions de vie domestique;

- Réinsertion socio-économique des groupes défavorisés ;

- Epanouissement de la petite enfance par la sensibilisation de la collectivité.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

Au cours des cinq ansà venir l'accent sera mis sur :

- Planification familiale ;
- Education à l'économie familiale ;
- Réhabilitation des jeunes désoeuvrés : encadrement, formation professionnelle, accès aux emplois ;
- Réhabilitation des mendiants
- Réhabilitation des femmes vouées à la prostitution.
- Diffusion de garderies populaires
- Sauvegarde de l'enfance en danger.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Le programme d'investissement s'élève à 2 369,3 Millions, (soit 0,4 % de l'enveloppe globale de financement du Plan) dont environ 412 Millions d'acquis.

SECTEUR DE : L'ACTION SOCIALE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. Projet en cours d'exécution											
1. Format° des accoucheuses villageoises	M	4, 5 et 10	100	100	-	100	100				
2. I.C.E. en matière de gaz	M	10 et 11	29,66	29,66	-	29,66	24,66	5			
3. Centre de formation femmes défavorisées	M	11	96,74	96,74	-	96,74	71,10	25,64			
4. Format° des femmes du Sahel.	M	24	163,13	163,13	-	163,13	163,13	-	-	-	-
Sous-Total A.			389,53	389,53	-	389,53	358,89	30,64			
B1. Projet non démarré dont le financement est totalement acquis											
5. Coopérative pour handicapé	M	-	1	1	-	1				1	
6. Centre Promotion Sociale	P	22	5,60	5,60	-	5,60		5,60			
7. Construct° Centre pour handicapé	P	26	3	3	-	3	-	3			
8. Centres Sociaux	P	5 et 20	13,57	13,57	1,07	12,50	-	12,50			
Sous-Total B1.			23,17	23,17	1,07	22,10	-	21,10		1	
B3. Projet dont le financement est totalement à rechercher											
9. Créat° de 14 nouvelles Direct° Provinciales.	M	14 Provinces	83,20	83,20	-	83,20			29,71	29,71	23,78
10. Formation de base	M	11	40,50	40,50	-	40,50	1,50	7,50	10,50	10,50	10,50
11. Micro projets en faveur des femmes.	M	1,4,6,10,16,18,25	21,50	21,50	-	21,50		21,50			
12. Construct° de 141 Garderies Populaires	M(P)	1 à 30	846	846	103,64	742,36	147,42	126,36	131,62	126,36	210,60
13. Construction de 27 CSPS	M(P)	2,3,4,5,7,8,10,15 24,27 et 29	191,07	191,07	-	191,07	76,25	60,30	30,76	23,76	
14. Construct° d'un Centre pour aveugles	M	9	6,00	6,00	-	6,00	3,00	3,00			
15. Construct° d'un Centre pour handicapé	M	22 et 29	6,00	6,00	-	6,00	4,00	2,00			
16. Bien être familial et parenté	M	1 à 30	160,21	160,21	-	160,21	-	7,51	48,40	48,70	55,60

PARIS - XVIe

SECTEUR DE : L'ACTION SOCIALE

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
17. Approvisionnement en eau potable de secteurs périphériques.	M	11	4,12	4,12	-	4,12	-	-	3,86	0,26	-
18. Créat° Centre de Solidarité de Ouidi	M	11	15,21	15,21	-	15,21	8,97	6,24			
19. Programme d'appui aux garderies populaires.	M	1 à 30	540,13	540,13	-	540,13	-	64,17	133,69	128,35	213,92
20. Formati° PF et technique d'animat°	M	1 à 30	24,27	24,27	-	24,27	-	-	-	24,27	
21. Projet de transformat° de la tomate.	M	10 et 11	85,75	85,75	-	85,75	-	85,75			
22. Créat° d'un Centre de format° et de recherche sur la santé et le développement Social.	M	11	30,45	30,45	-	30,45	30,45				
23. Centre de format° pour handicapé.	P	03	6,90	6,90	-	6,90	-	-	6,90		
Sous-Total B3			2 061,31	2 061,31	103,64	1 957,67	271,59	384,33	395,44	391,31	514,40
TOTAL GENERAL (A+B1+B2+B3)			2 474,01	2 474,01	104,71	2 369,30	630,48	436,07	395,44	392,31	514,40

SECTEUR DE L'ACTION SOCIALE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQQP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
II/- ACTION SOCIALE															
A. Projets en cours d'exécution															
1. Format° des accoucheuses villageoises.	M	4,5,10	100,00	100,00	-	100,00						100,00		100,00	
2. Informat°-commun et éducat° en mat. de Pop.	M	10, 11	29,66	29,66	-	29,66						29,66		29,66	
3. Créat° d'un Centre de format° et de Promo Sociale sociale femmes defav.	M	11	96,74	96,74	-	96,74	96,74				96,74				
4. Formation des femmes du Sahel.	M	24	163,13	163,13	-	163,13						163,13		163,13	
Sous-Total			389,53	389,53	-	389,53	96,74				96,74	292,79		292,79	
B1. Projets non démarré dont le financement est totalement acquis															
5. Création d'une Coopérative pour handicapés.	M	-	1,00	1,00	-	1,00						1,00		1,00	
6. Construct° d'un Centre de promot° sociale.	P	22	5,60	5,60		5,60						5,60		5,60	
7. Construct° d'un Centre pour handicapé.	P	26	3,00	3,00	-	3,00						3,00		3,00	
8. Construct° d'un Centre Social	P	20	10,00	10,00	-	10,00				10,00	10,00				
9. Construct° d'un Centre Social	P	5	3,57	3,57	1,07	2,50				2,50	2,50				
Sous-Total			23,17	23,17	1,07	22,10				12,50	12,50	9,60		9,60	
B3. Projet non demarré dont le financement est totalement à rechercher															
10. Créat° de 14 nouvelles Direct° Provinciales.	M	14 Prov.	83,20	83,20	-	83,20									83,20
11. Format° de base	M	11	40,50	40,50	-	40,50									40,50
12. Micro projets en faveur des femmes	M	1,4,6,10 16,18,25	21,50	21,50	-	21,50									21,50
13. Construct° de 141 Garderies populaires	M(P)	1 à 30	846,00	846,00	103,64	742,36									742,36
14. Construct° de 27 CPS	M(P)	2,3,4,5, 7,8,10, 15,24,27 29	191,07	191,07	-	191,07									191,07
15. Construct° d'un Centre pour aveugles.	M	9	6,00	6,00	-	6,00									6,00

SECTEUR DE L'ACTION SOCIALE

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
15. Construct° d'un Centre pour handicapé.	M	22, 29	6,00	6,00	-	6,00									6,00
17. Bien être familial et parente.	M	1 à 30	160,21	160,21	-	160,21									160,21
18. Approvisionnement en eau potable de 16 secteurs périphériques.	M	11	4,12	4,12	-	4,12									4,12
19. Créat° Centre de Solidarité à Ouidi.	M	11	15,21	15,21	-	15,21									15,21
20. Programme d'appui aux garderies.	M	1 à 30	540,13	540,13	-	540,13									540,13
21. Format° PF et technique d'animat°	M	1 à 30	24,27	24,27	-	24,27									24,27
22. Projet de transformat° de la tomate.	M	10, 11	85,75	85,75	-	85,75									85,75
23. Créat° d'un Centre de format° et de recherche en matière de santé et Développement Social.	M	11	30,45	30,45	-	30,45									30,45
24. Centre de format° pour handicapés.	P	03	6,90	6,90	-	6,90									6,90
Sous-Total			2 061,31	2 061,31	103,64	1 957,67									1 957,67
TOTAL GENERAL (A+B1+B2+B3)			2 474,01	2 474,01	104,71	2 369,30	96,74			12,50	109,24	302,39	-	302,39	1 957,67

2.2.2. **Mesures d'accompagnement**

L'atteinte des objectifs ci-deussus indiqués nécessite les mesures suivantes :

- la sensibilisation des familles des zones urbaines et rurales à la planification familiale ;
- l'éducation sexuelle des jeunes ;
- l'éducation à une meilleure gestion des produits alimentaires;
- l'éducation à l'hygiène domestiques en vue de l'assainissement du milieu familial ;
- la mise en oeuvre d'un code de la famille qui régisse la vie familiale dans le sens d'un meilleur épanouissement de la famille burkinabè. Ce code sera vulgarisé au niveau des centres de protection maternelle et infantile, de la presse écrite et audiovisuelle et à travers des causeries - débats populaires,
- accentuer la coordination des actions des Ministères intervenant dans ce secteur (Santé, Essor Familial, Education, etc ...).

3. **Effets attendus**

La réalisation du programme permettra :

- la construction de 141 garderies populaires ;
- la formation et la promotion sociale de jeunes défavorisés ;
- la création de coopérative pour handicapés ;
- la réalisation de micro-projets en faveur des femmes ;
- l'allègement des tâches dans les travaux domestiques .

15. HABITAT ET URBANISME

Définition du concept de l'habitat

La problématique de l'habitat peut se définir comme étant le cadre d'expression et de vie d'une société donnée. Il s'intègre ou renvoie à une notion plus vaste d'amélioration des conditions de vie des masses populaires, ce, à travers un aménagement d'ensemble, un style de construction donné, qui, obéissent à une option politique et sociale affirmée et à des moyens bien précis.

Le secteur de l'habitat a toujours été pour les différents peuples et au cours des diverses périodes de leurs évolutions historiques une préoccupation centrale car touchant au cadre de vie, au rapport de l'homme avec son environnement et avec ses semblables. Le secteur de l'habitat a par conséquent toujours constitué un enjeu, une lutte constante pour son appropriation, sa localisation, sa formalisation et son orientation. Les différentes périodes historiques et les différents systèmes politiques se sont intéréssés à ce secteur, lieu où se réflètent les différentes conceptions du monde et les différentes contradictions de la société.

Dans la société traditionnelle burkinabè la forme dominante de l'habitat était la concession. C'est-à-dire un espace où se concentrait l'ensemble de l'activité familiale. C'était le lieu où on y trouvait le repos (case-dortoir), le lieu où on prenait part aux grands débats engageant l'avenir de la famille (arbre à palabre), le lieu où on communiquait avec l'au-delà et avec les ancêtres (case des fétiches, tombeaux des ancêtres), le lieu où on trouvait les premiers aliments de subsistance (champ de case, poulaillers...). Cet habitat, concession était un cadre de vie intégré de l'homme où le logement trouvait dans un environnement proche immédiat des prolongements indispensables à une vie harmonieuse.

La période coloniale tranchera d'avec cette conçeption traditionnelle de l'habitat. L'habitat sera hiérarchisé en habitat résidentiel et traditionnel. Les quartiers résidentiels trouveront leurs prolongements dans les zones

.../...

commerciales et administratives, tandis que les zones traditionnelles ne constitueront que des quartiers dortoirs où l'intégration des équipements sera quasiment inexistante.

La période néocoloniale poursuivra la tendance amorcée par l'époque coloniale. La hiérarchisation des zones sera maintenue et poursuivie. Le concept de l'habitat se confondra avec celui de logement. A la ségrégation coloniale se substituera la ségrégation néocoloniale basée sur le pouvoir d'achat, et le mépris des matériaux locaux de construction notamment le banco. Néanmoins l'habitat traditionnel dans sa forme de concession subsiste principalement dans le milieu rural et dans les zones dites traditionnelles en milieu urbain.

Les dix (10) dernières années de l'évolution de notre pays (1975-1985) seront caractérisées en grande partie par cette ségrégation, ce manque d'intégration des équipements aux logements mais aussi par une pénurie de logements, d'équipements et de terrains à bâtir. De même que l'inexistence du système de transport en commun.

1. Analyse de la situation

1.1. Evolution passée au cours des dix dernières années : 1975-1984.

L'ensemble du secteur de l'habitat a été marqué pendant cette période par une faible évolution tant du point de vue quantitatif que qualitatif. En effet seules les opérations suivantes ont été réalisées sur l'ensemble du territoire :

- Schéma d'aménagement et d'urbanisme : un total de quatre schémas a été élaboré pour les villes de Ouaga, Fada, Léo, Gaoua pour un coût global de 64.215.000 FCFA.
- Lotissement : Cette période est marquée par le lotissement d'environ 4.500 ha, pour un coût de 187.000 FCFA ayant donné 60.000 parcelles environ réparties pour 24 % à Ouagadougou, 11 % à Bobo-Dioulasso et 65 % pour les autres localités du pays.

.../...

- Logements : De janvier 1975 à décembre 1984, 245 logements ont été construits dont :
  * 39 par la Société Immobilière de la Volta (S.I.V.)
  * 53 par la Société de Promotion et de Gestion Immobilière (SOPROGIM)
  * 153 par la Société de Construction et de Gestion Immobilière du Burkina (SOCOGIB) uniquement pour l'année 1984.

Du reste l'essentiel des constructions a été réalisé en milieu urbain notamment Ouaga et Bobo.

Il va s'en dire que cette évolution était sans commune mesure avec les besoins réels des masses populaires. En effet, la caractéristique principale de ces dix dernières années en matière d'habitat peut se résumer en ceci :

*Démission quant à l'élaboration d'une politique sociale de l'habitat
*Démission quant à la mise sur pied de structures et de moyens permettant de résoudre les problèmes de l'habitat
* Démission quant à la coordination des actions des différentes structures existantes.

Cette démission s'est traduite par :

* un désordre urbain (prolifération des quartiers spontanés, absence de schémas d'ensemble de nos villes).
* une spéculation foncière et immobilière effrenée (hausse désordonnée des loyers, insuffisance de terrains lotis, coût excessif des matériaux de construction).
* une règlementation inadaptée dans le domaine foncier et immobilier.
* une conception élitiste de l'architecture et de construction de logements (logements de standing au détriment de logements sociaux).
* l'absence d'une recherche de solution adaptée à nos réalités et aux conditions de vie des larges masses populaires.
* l'absence de mesure incitative en faveur de la construction.

.../...

.2. Expérience du Programme Populaire de Développement (PPD)

Face à une politique de démission totale, une volonté ferme de résoudre le crucial problème de logement s'est affirmée par une réorientation résolument sociale de la politique de l'habitat avec la priorité aux logements économiques par rapport aux logements de standing. En effet, avec l'avènement de la Révolution du 4 août 1983 une véritable politique de l'habitat se dégage à travers le Discours d'Orientation Politique (DOP) et s'est traduite par des mesures énergiques prises par le Conseil National de la Révolution dans les domaines suivants :

- règlementation et établissement des loyers raisonnables ;
- adoption des textes portant réorganisation foncière et agraire au Burkina Faso ;
- lotissement à grande échelle ;
- développement sur une grande échelle de la construction de maisons d'habitations modernes en nombre suffisant et accessibles aux travailleurs.

A la veille du lancement du Plan Quinquennal 1986-1990, l'année 1985 qui rentre dans le cadre du PPD est caractérisée par l'existence de nombreux chantiers de lotissement et de construction :

- le lotissement programmé d'environ 62.000 parcelles dont 86 % d'exécuté ayant dégagé près de 53.370 parcelles d'habitation ;
- la construction de 500 logements dans le cadre des Cités du 4 août;
- la construction de 238 logements et des équipements d'accompagnement indispensables à la création d'un cadre de vie propice à l'épanouissement de l'homme dans le cadre de Cités An II (188 à Ouaga et 50 à Bobo) ;
- la construction programmée de 750 logements et des deux cités HLM dans le cadre des Cités SOCOGIB.

.../...

2. Politiques du secteur

2.1. Objectifs

La question de l'habitat doit avant tout viser un objectif social.

Donner au plus grand nombre une demeure, c'est-à-dire un espace propice au repos et aux loisirs où chaque famille pourra en toute quiétude se recréer et où chaque travailleur pourra refaire ses forces de travail après de longues et harassantes journées de travail au service du développement économique et social de son pays.

Outre la résolution d'un problème social, la question de l'habitat doit également viser un objectif économique, de meilleures conditions de vie et de santé et d'affirmation d'une identité culturelle par la production de biens liés à la construction de logements et d'équipements socio-culturels, la résolution du problème de l'emploi en offrant un travail rémunéré à un grand nombre d'ouvriers et d'artisans, l'amélioration des conditions de travail et d'hygiène, la production d'oeuvres architecturales sans mimétisme et sans acculturation.

2.1.1. Objectifs stratégiques

Pour la mise en place d'une véritable politique vigoureuse de l'habitat, telle que définie dans le DOP, la politique du secteur visera à :

- créer un nouveau cadre de vie permettant le plein épanouissement du peuple burkinabè par :
  * l'intégration des infrastructures sociales dans la politique de l'habitat et de l'urbanisme
  * le développement du réseau urbain de transport en commun
  * l'amélioration des conditions d'hygiène et de détente (latrines, caniveaux, places publiques, espaces verts, squares, terrains de sport, etc...).

.../...

- permettre à chaque burkinabè d'obtenir un logement décent en enrayant définitivement la spéculation immobilière et foncière par
  * la poursuite des lotissements à grande échelle
  * une rédistribution équitable des parcelles
  * la construction de logements sociaux en plus grand nombre
  * une règlementation rigoureuse des loyers.
- promouvoir un style de l'habitat en rapport avec les possibilités financières de l'Etat et des ménages :
  * par des recherches et encouragements tendant à la maîtrise et à l'utilisation des matériaux locaux et des systèmes de construction.
  * en allégeant les conditions d'approvisionnement en matériaux de construction importés
  * par l'installation dans de brefs délais d'un centre de broyage de clinker à Ouagadougou pour la production de ciment
  * par l'autoconstruction assistée.
- aménager et viabiliser les zones urbaines et rurales notamment par :
  * la restructuration des quartiers anciens ou d'habitat spontané
  * l'aménagement de la voirie
  * l'alimentation en eau potable
  * l'électrification
  * l'installation du réseau téléphonique
  * la remise en état, l'entretien et l'extension des systèmes d'assainissement.

2.1.2. Objectifs au cours du Plan

Pour atteindre ces objectifs, les actions suivantes seront entreprises au cours du premier plan :

- réalisation de douze (12) schémas d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) dans les localités suivantes : Diébougou, Tenkodogo, Koudougou, Banfora, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou, Orodara, Koupèla, Pô, Yako, Dori, Tougan.

.../...

- lotissement de 138.920 parcelles avec une viabilisation minimum et progressive. Un accent particulier sera mis sur le lotissement des centres secondaires selon la répartition suivante :
  * 13.800 parcelles pour la ville de Ouagadougou (10 %)
  * 6.800 parcelles pour la ville de Bobo-Dioulasso (5 %)
  * 118.320 parcelles pour les différentes localités des 30 provinces du Burkina (85 %).
- la construction (en régie et en entreprise générale) de 750 logements.
- réalisation de Cités type An II et An III.
- reconstruction des marchés centraux de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso y compris les zones commerciales.
- mise en place d'un cadastre.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

Les moyens à mettre en oeuvre sont d'ordre financier, humain, politique et institutionnel.

2.2.1. Programmes d'investissement

Environ 15.896 millions FCFA seront nécessaires pour la réalisation du programme dont 11.536 millions sont acquis.

Outre les ressources extérieures, un accent sera également mis sur les ressources nationales qui seront renforcées par :

- l'appel à l'effort national suivant la capacité des agents économiques
- l'assainissement et la consolidation des ressources de la SOCOGIB en apurant les arriérés de l'Etat.
- la création d'un fonds de soutien à l'habitat
- la poursuite de programmes type Cité An II et Cité An III avec la participation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, des banques locales, des pétroliers, etc...

.../...

Au titre des programmes d'aménagement et de lotissement, les financements seront issues :

- du compte spécial 30.167 ouvert au Trésor et destiné à recevoir les avances sur les redevances parcellaires
- du fonds de soutien à l'habitat
- du fonds d'aménagement urbain
- de l'investissement humain
- du budget provincial
- de l'assistance financière du PNUD, du FENU, du FAC et des Pays-Bas.

.../...

SECTEUR DE : L'HABITAT ET DE L'URBANISME

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990 (1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	Programmation du coût monétaire des investissements 1986	1987	1988	1989	1990
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION											
- Sous-Secteur Urbanisme et Aménagement Urbain											
. Schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU)	M	3,4,5,6,10,11,12, 14,16,24,27.	195,00	195,00	-	195,00	140,00	20,00	15,00	10,00	10,00
. Marché Central de Ouagadougou	M	11	5500,00	5500,00	-	5500,00	5500,00	-	-	-	-
TOTAL			5695,00	5695,00	-	5695,00	5640,00	20,00	15,00	10,00	10,100
- Sous-Secteur Logements :											
. Programme SOOOGIB : 750 logements dont 330 en 1986 et 420 en 1987	M	10 - 11	20000,00	5100,00	-	5100,00	2400,00	2700,00	-	-	-
. Cité AN III. 300 Logements	M	11	2500,00	1667,00	-	1667,00	1667,00	-	-	-	-
. Cité de l'Avenir : 100 logements	M	11	500,00	500,00	-	500,00	500,00	-	-	-	-
. Cité d'Accueil : 250 logements dont 200 pour la première tranche et à raison de 20 logements par mois	M	11	625,00	625,00	-	625,00	300,00	325,00	-	-	-
TOTAL			23625,00	7892,00	-	7892,00	4867,00	3025,00	-	-	-
- Sous-Secteur Lotissement											
. Programme conjoint Ministère et Provinces 135.220 Parcelles	P (M)	1 à 30	1622,64	1622,64	-	1622,64	446,76	346,08	325,80	262,20	241,80
TOTAL			1622,64	1622,64	-	1622,64	46,76	346,08	325,80	262,20	241,80
TOTAL A			30942,64	15209,64	-	15209,64	10953,76	3391,08	340,80	272,20	251,80

PARIS - VIIe

SECTEUR DE : L'HABITAT ET DE L'URBANISME

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS :											
- Sous-secteur Logements :											
. 10 logements	P	17	25,00	25,00	-	25,00	25,00	-	-	-	-
TOTAL			25,00	25,00	-	25,00	25,00	-	-	-	-
TOTAL B1			25,00	25,00	-	25,00	25,00	-	-	-	-
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS :											
- Sous-secteur Formation											
. Formation	M	1 à 30	47,50	47,50	-	47,50	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50
TOTAL			47,50	47,50	-	47,50	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50
TOTAL B2			47,50	47,50	-	47,50	9,50	9,50	9,50	9,50	9.
B3. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER											
- Sous-secteur Urbanisme et Aménagement Urbain											
. Cadastre	M	10,11	513,29	513,29	-	513,29	20,53	123,19	123,19	123,19	123,19
TOTAL			513,29	513,29	-	513,29	20,53	123,19	123,19	123,19	123,19
- Sous-secteur Logements											
. Cité du 4 Août	P	18	80,00	80,00	24,00	56,00	11,20	11,20	11,20	11,20	11,20
TOTAL			80,00	80,00	24,00	56,00	11,20	11,20	11,20	11,20	11,20
- Secteur lotissement											
. Programme provincial	P	1,2,5,6,23,28	44,40	44,40	-	44,40	6,00	38,40	-	-	-
TOTAL			44,40	44,40	-	44,40	6,00	38,40	-	-	-
TOTAL B3			637,69	637,69	24,00	613,69	37,73	172,79	134,39	134,39	134,39
TOTAL SECTEUR			31652,83	15919,83	24,00	15895,83	11025,99	3573,31	[illegible]	416,09	395,69

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Origine/Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FODP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. PROJETS EN COURS D'EXECUTION															
- Sous-Secteur Urbanisme et Aménagement Urbain															
. Schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU)	M	3,4,5,6, 10,11,12 14,16,24 27.	195,00	195,00	-	195,00	-	-	-	-	-	195,00	-	195,00	-
. Marché central de Ouagadougou	M	11	5500,00	5500,00	-	5500,00	-	-	2500,00	-	2500,00	-	3000,00	3000,00	-
TOTAL			5695,00	5695,00	-	5695,00	-	-	2500,00	-	2500,00	195,00	3000,00	3195,00	-
- Sous-Secteur Logements															
. Programme SCOOGIB	M	10,11	20000,00	5100,00	-	5100,00	100,00	-	500,00	750,00	1350,00	-	600,00	600,00	3150,00
. Cité AN III	M	11	2500,00	1667,00	-	1667,00	-	-	1667,00	-	1667,00	-	-	-	-
. Cité de l'Avenir	M	11	500,00	500,00	-	500,00	-	-	500,00	-	500,00	-	-	-	-
. Cité d'Accueil	M	11	625,00	625,00	-	625,00	625,00	-	-	-	625,00	-	-	--	-
TOTAL			23625,00	7892,00	-	7892,00	725,00	-	2667,00	750,00	4142,00	-	600,00	600,00	3150,00
- Sous-Secteur Lotisement															
. Programme conjoint	P(M)	1 à 30	1622,64	1622,64	-	1622,64	600,00	-	-	-	600,00	450,00	-	450,00	572,64
TOTAL			1622,64	1622,64	-	1622,64	600,00	-	-	-	600,00	450,00	-	450,00	572,64
TOTAL A			30942,64	15209,64	-	15209,64	1325,00	-	5167,00	750,00	7242,00	645,00	3600,00	4245,00	3722,64
B1. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT ACQUIS															
SOUS SECTEUR LOGEMENT															
. 10 logements	P	17	25,00	25,00	-	25,00	-	25,00	-	-	25,00	-	-	-	-
TOTAL			25,00	25,00	-	25,00	-	25,00	-	-	25,00	-	-	-	-
TOTAL B1			25,00	25,00	-	25,00	-	25,00	-	-	25,00	-	-	-	-

SECTEUR DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME — TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du Financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis									Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures				
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.: (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total		
B2. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST PARTIELLEMENT ACQUIS																
- Sous-secteur Formation																
. Formation	M	1 à 30	47,50	47,50	-	47,50	-	-	-	-	-	23,75	-	23,75	23,75	23,75
TOTAL			47,50	47,50	-	47,50	-	-	-	-	-	23,75	-	23,75	23,75	23,75
TOTAL B2			47,50	47,50	-	47,50	-	-	-	-	-	23,75	-	23,75	23,75	23,75
B3. PROJETS NON DEMARRES DONT LE FINANCEMENT EST TOTALEMENT A RECHERCHER																
- Sous-Secteur Urbanisme et Aménagement Urbain																
. Cadastre	M	10 -11	513,29	513,29	-	513,29	-	-	-	-	-	-	-	-	513,29	513,29
TOTAL			513,29	513,29	-	513,29	-	-	-	-	-	-	-	-	513,29	513,29
- Sous-Secteur Logements																
. Cité du 4 Août	P	18	80,00	80,00	24,00	56,00	-	-	-	-	-	-	-	-	56,00	56,00
TOTAL			80,00	80,00	24,00	56,00	-	-	-	-	-	-	-	-	56,00	56,00
- Sous-Secteur Lotissement																
. Programme Provincial	P	1,2,5,6, 23,28	111,40	111,40	-	111,40	-	-	-	-	-	-	-	-	111,40	111,40
TOTAL			111,40	111,40	-	111,40	-	-	-	-	-	-	-	-	111,40	111,40
TOTAL B3			637,69	637,69	24,00	613,69	-	-	-	-	-	-	-	-	613,69	613,69
TOTAL SECTEUR			21692,83	15919,83	24,00	15895,83	125,00	25,00	5161,00	790,00	7 261	668,75	3600,00	4 268,75	11 360,08	

2.2.2. Mesures d'accompagnement

Les mesures d'accompagnement sont d'ordre humain, politique et institutionnel.

- Mesures humaines

Au titre des programmes d'aménagement et de lotissement, la création de six (6) nouvelles brigades topographiques s'avèrent nécessaires. Celles-ci viendront compléter les neufs (9) brigades régulières existantes.

Il sera également fait appel à :

* l'organisation des ménages bénéficiant de parcelles pour participer aux travaux d'autoconstruction assistée.
* la mobilisation par les structures politiques, des habitants des différents secteurs non encore lotis pour participer aux travaux de lotissement.

Enfin la formation et le perfectionnement des techniciens pour accroître leur efficacité et leurs capacités d'intervention et d'encadrement des structures politiques pour les travaux de lotissement.

- Mesures politiques et institutionnelles

* Création de structures comme les mutuelles et les groupements d'achat de matériaux de construction pour l'exécution de chantiers d'auto-construction assistée.
* Sensibilisation des masses populaires autour de thèmes relatifs à l'hygiène, l'entretien de la voirie, etc...
* Obligation pour chaque ménage burkinabè bénéficiant d'une parcelle:
  . de planter et entretenir un certain nombre d'arbres
  . de creuser et d'entretenir un certain nombre de mètres linéaires de caniveaux, suivant un schéma directeur d'assainissement préalablement établi par l'ONEA.

.../...

* établissement de cahiers de charge régissant les différents usages du sol en milieu urbain.
* l'Etat ne pouvant pas prendre en charge le programme souhaitable de réalisation de l'habitat, il sera promu dans le cadre du plan, une politique de promotion de l'autoconstruction.

- Charges récurrentes

La réalisation des actions du Plan Quinquennal dans le domaine de l'habitat et de l'urbanisme entrainera des charges récurrentes au titre desquels il convient de retenir :

* Coût d'exécution des travaux relevant d'autres secteurs : Aménagement des voies, adduction d'eau, assainissement, électrification, réseau téléphonique, extension du réseau de transport en commun
* Coût d'entretien des Voies et Réseaux Divers (VRD)
* Coût d'entretien des espaces verts
* Coût d'entretien des bâtiments
* Frais de gestion des différentes Cités
* Coût nécessité par la mise en place d'un système de ramassage des ordures ménagères.

3. Effets attendus

- Effets directs

Les recettes directes nettes attendues de la réalisation du programme de l'habitat et de l'urbanisme ont été estimées à 8.500 millions FCFA dont :

* Redevances parcellaires 7.500 millions FCFA
* Loyers 1.000 millions FCFA

.../...

- Effets indirects

Ce programme, outre les effets directs attendus, entraînera nécessairement des effets indirects sur le plan économique, social et politique en permettant :

* de relancer l'économie par des activités permettant le développement de la construction de bâtiments de tous genres
* d'offrir un emploi rémunéré à un grand nombre de techniciens, d'ouvriers et d'artisans
* d'enrayer la spéculation immobilière
* d'améliorer les conditions d'hygiène et de santé
* d'embellir la ville et le cadre de vie
* de créer les conditions nécessaires à l'installation dans les secteurs ainsi aménagés de bien d'autres infrastructures telles que adduction d'eau, électricité, assainissement et divers équipements collectifs (écoles, dispensaires...)
* d'obtenir des masses populaires une adhésion toujours plus grande aux objectifs de la Révolution Démocratique et Populaire.

16. INFORMATION ET CULTURE
SPORTS ET LOISIRS

1. ANALYSE DE LA SITUATION

Le secteur présente les caractéristiques majeures suivantes :

* **Information**

D'une manière générale, le sous-secteur Information s'est essentiellement caractérisé dans le passé par l'absence totale d'une politique claire et cohérente.

Les conséquences de cet état de fait ont été les suivantes :

- Anarchie dans la gestion du personnel et du matériel des organes de presse

- Absence notoire de programme d'investissement conséquent

- Carence réelle au niveau du fond et du contenu des informations

- Insuffisance quantitative et qualitative des infrastructures et des équipements au niveau de l'Agence d'Information du Burkina (AIB) pour la collecte et la diffusion des dépêches sur le plan national et international

- insuffisance de techniciens qualifiés pour l'exploitation des équipements performants de la Presse écrite

- Couverture insuffisante de la Télévision Nationale

- Couverture insatisfaisante de la radiodiffusion.

* **Art et culture**

La situation de ce sous-secteur est caractérisé par les éléments suivants :

.../...

* Difficultés financières, manque de moyens logistiques, d'infrastructures et d'équipements techniques ;.
* Insuffisance de cadres pour l'encadrement, la formation des artistes, pour la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel.

. **Sports**

- Absence de textes règlementaires précis (pas de politique claire et cohérente, absence de textes régissant le fonctionnement, la structuration des regroupements sportifs, etc...) ;

- Insuffisance du personnel technique pour l'encadrement du sport de masse ;

- Mauvaise utilisation des ressources humaines d'encadrement existantes ;

- Inexistence de structure de médecine sportive et insuffisnace de personnel technique médical qualifié ;

- Manque des activités sportives de type traditionnel au profit de celles de type moderne ;

- Insuffisance des rencontres sportives sous régionales, régionales et internationales pour aguerrir nos représentants.

. **Loisirs**

Les losirs recouvrent toutes les activités dont la finalité est le divertissement, le délassement et le développement socio-culturel et du bien-être.

Les loisirs, avant le 4 août 1983, n'avait jamais existé en tant que structure ou institution de l'Etat confiée à un département ministériel.

.../...

Depuis, les loisirs trouvent leur justification dans les objectifs du processus révolutionnaire dont ils constituent un volet important.

Les années passées ont été caractérisées par une organisation anarchique des activités, tantôt laissées à l'initiative de personnes privées plus portées au gain que soucieuses de l'intérêt des masses, tantôt à l'initiative d'associations souvent animées de bonne volonté mais facilement récupérées à d'autres fins. On notait dans le même temps un développement des loisirs importés au détriment de ceux rélevant de notre patrimoine.

Actuellement, les activités menées (Championnat National de jeux de société, festival de la créativité, concerts, soirées culturelles, utilisation heureuse de tout site naturel propice aux activités de loisirs), ont grandement contribué à l'éveil et à l'adhésion des masses populaires aux diverses activités de loisirs.

Des efforts ont été accomplis en vue de la démocratisation de l'accès aux loisirs par l'application de prix populaires. Des réalisations nouvelles ont permis de mettre en place des infrastructures (théatres populaires, salles de cinéma, etc ...).

L'administration des loisirs souffre principalement de difficultés inhérentes à toute structure naissante.

Le premier obstacle est, avant tout, l'aliénation des mentalités à certains loisirs importés inadaptés aux conditions de notre pays et qui risquent de menacer l'équilibre socio-culturelle du pays.

Il existe des problèmes sur les plans : institutionnel, administratif et financier :

.../...

_ Absence de recensement, de codification, de règlementation des outils et des activités de loisirs.

- Insuffisance de cadres administratifs et techniques pour gérer et encadrer le secteur ;

- Manque de moyens financiers pour soutenir la nouvelle orientation politique ;

- Manque de coordination entre les structures intervenant dans ce domaine.

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

* Information

Le rôle dévolu à l'information sous la Révolution Démocratique et Populaire est de sensibiliser, conscientiser et mobiliser le peuple burkinabè pour l'édification d'une société nouvelle au sein de laquelle, comme le souligne le Discours d'Orientation Politique du 2 octobre 1983, "le citoyen burkinabè, animé d'une conscience révolutionnaire, sera l'artisan de son propre bonheur forgé à la hauteur des efforts qu'il aura consentis".

Ainsi il a été retenu les objectifs suivants :

- Favoriser une information de masse par le développement en amont de la production télévisuelle et radiophonique du reportage de presse et des documentaires sur les préoccupations des larges masses et en aval par la mise à la disposition des masses de l'information à travers une politique de distribution des journaux, de création d'auditoriums et de salles de projection populaires.

.../...

_ Favoriser la spécialisation des journalistes pour la vulgarisation dans tous les domaines des secteurs d'activités et l'orientation vers une information didactique au service de l'élevation du niveau de conscience des masses populaires.

- Améliorer le traitement de l'information afin de livrer aux masses une information exacte et attractive, éducative et mobilisatrice.

- Concevoir une information intimement liée à l'exécution harmonieuse de tout le plan de développement du pays.

Au cours du Plan Quinquennal, les objectifs spécifiques du sous-secteur seront les suivants :

La radiodiffusion

- Assurer une couverture radiophonique fiable du territoire national et porter la durée d'émission à 99 % du temps contre 50 % actuellement.

Le système utilisé sera la modulation de fréquence qui peut utiliser les mêmes structures que la télévision et les faisceaux hertziens et qui par surcroît assure une diffusion sans brouillage pour peu que les fréquences soient judicieusement choisies.

- Renforcer les structures d'émission a destination de la sous-région par l'acquisition d'émetteurs ondes courtes et d'antennes dirigées.

- Intervenir ponctuellement dans diverses régions du territoire en cas de nécessité par des radios mobiles F.M.

La télévision

- Atteindre plus de 50 % de la population burkinabè pour la télévision en installant en priorité des émetteurs locaux fonctionnant en différé.

.../...

- Améliorer quantitativement et qualitativement la production nationale (en passant de 3,6 heures d'émission par jour à 14,4 heures) grâce à une sollicitation plus concrète de l'ensemble artistique, à une coproduction plus intensifiée avec le service de production cinématrographique et une collaboration plus active avec tous les services susceptibles d'apporter leur concours dans le domaine socio-économique, éducatif (éducation, santé, sport, loisirs, agriculture...).

- Assurer la formation des techniciens capables de maîtriser les problèmes d'études, d'installation, d'exploitation et de maintenance des divers équipements.

L'Agence d'Information du Burkian

- Mettre sur pied un système de collecte, de traitement et de distribution des dépêches par l'installation d'équipements d'émission et de réception.

La Presse Ecrite

- Assurer une meilleure exploitation des équipements performants de la Presse Ecrite par la formation et le recrutement de nouveaux agents

- Assurer également une meilleure distribution des journaux

- Assurer la promotion et le développement de la presse en direction du monde rural.

Radio - Télévision - AIB

- Assurer un service de maintenance efficace pour tous les organes de l'information.

.../...

* <u>Art et Culture</u>

Administration culturelle

Pour répondre au triple caractère d'une culture nationale, révolutionnaire et populaire, en vue de l'affirmation de notre identité culturelle, les objectifs spécifiques suivants sont visés au cours du Plan Quinquennal ;

* Intégrer la culture dans les projets de développement ;

* Décentraliser l'administration culturelle par la création de cinq (5) directions régionales qui seront dotées en moyens logistiques (transports, équipements techniques) ;

* Inventorier, restaurer, sauvegarder le patrimoine culturel national et publie un album ;

* Encourager les provinces à se doter d'infrastructures et y inciter la création d'ensembles artistiques ainsi que dans les établissements d'enseignement, les services étatiques et privés ;

* Rendre opérationnelles toutes les écoles de l'Académie Populaire des Arts ;

* Construire un musée national et créer 29 centres culturels provinciaux ;

* Valoriser nos expressions culturelles, favoriser la publication des oeuvres artistiques en assurant leur promotion, leur développement et leur protection ;

* Créer des parcs culturels et touristiques en accord avec les départements ministériels intéressés ;

* Intensifier la coopération culturelle au plan national et international.

.../..

- Le cinéma

* Augmenter le nombre de salles dans les grands centres pour l'exploitation quotidienne et pour les besoins du FESPACO.

2.3. Sports et Loisirs

Sports

La politique à mener en la matière visera à une plus grande popularisation du sport de manière à ce que celui-ci s'intègre dans les préoccupations quotidiennes de chaque burkinabè. Ainsi, les objectifs à atteindre sont les suivants :

* Augmenter en quantité et en qualité les infrastructures sportives à travers le territoire ;

* Promouvoir le sport de masse en dotant tous les secteurs de la vie nationale en personnel technique ;

* Susciter et encourager la mise sur pied d'unités locales de production d'équipements sportif (ballons, chaussures, vêtements de sport, etc ...) ;

* Elaborer des textes officiels régissant la pratique sportive et les groupements sportifs dans l'esprit de la nouvelle politique;

* Rendre nos formations sportives nationales plus compétitives sur le plan africain et international ;

.../...

* Revaloriser nos sports traditionnels ;

* Réorganiser la médecine sportive par la création de structures appropriées et la formation de personnel technique.

Loisirs

Dans le domaine des loisirs, la politique générale sera de faire en sorte que les loisirs constituent un stimulant de l'activité économique et culturelle.

Aussi, les objectifs spécifiques suivants doivent être atteints:

* Elaborer les textes qui définissent et restructurent le domaine des loisirs ;

* Harmoniser les actions de tous les partenaires intervenant dans les loisirs pour la mise en eouvre de programmes concertés;

* Diversifier et démocratiser les activités de loisirs (lecture, centres de vacances, espaces de détente, etc ...) ;

* Réorganiser les groupements de loisirs existants (clubs de belotte, de pétanque, ciné-clubs, etc ...) ;

* Redynamiser les centres populaires des loisirs en les intégrant dans les centres culturels provinciaux.

.../...

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

*** Information**

L'importance des moyens à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs fixés exige l'optimisation des études et de l'exécution des projets.

Pour ce faire, une collaboration plus active et plus réelle devra être encouragée d'une part entre services du département de l'Information et d'autre part entre ce Ministère et tous ceux qui interviennent dans ce secteur.

Le montant alloué à ce secteur s'élève à 4112,69 millions FCFA dont 437,09 sont actuellement acquis.

*** Art et Culture**

Le programme d'investissement se chiffre à 3 801 millions FCFA, dont 28% sont acquis.

*** Sports et Loisirs**

Le programme d'investissement s'élève à 2 654,67 millions FCFA dont 2 263,92 pour les Sports et 390,75 pour les Loisirs.

Les financements acquis sont respectivement de 22,41 millions et 55,29 millions.

.../...

SECTEUR DE : Information et Culture - Sports et Loisirs

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. Projets en cours d'exécution											
Information											
Stations régionales de télévision	M	5, 19, 29	82,00	82,00		82,00	82,00				
Stations radios locales	M	12, 13, 28	30,00	30,00		30,00	30,00				
Station radio Poura	P	15	25,00	25,00		25,00	25,00				
Sous-total information			137,00	137,00		137,00	137,00				
Arts et Culture											
Salle de cinéma et bibliothèque	P	30	19,00	19,00	2,50	16,50	16,50				
Construct. équipement salle de cinéma	P	11	190,00	190,00		190,00	190,00				
Salle de cinéma de Courcy	P	29	22,00	22,00	6,00	16,00	16,00				
Acquisition matériel audio-visuel	P	13	0,40	0,40		0,40	0,40				
Orchestre provincial	P	13	3,00	3,00		3,00	3,00				
Maisons des jeunes	P	5	1,14	1,14	0,34	0,80	0,80				
Salle de cinéma	P	15	22,00	22,00	6,60	15,40	15,40				
Construction de salle et matériel vidéo	P	28	9,20	9,20		9,20	9,20				
Sous- total Arts et Culture			266,74	266,74	15,44	251,30	251,30				

PARIS - Ville

SECTEUR DE : Information et Culture - Sports et Loisirs

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Sports											
Stade départemental de Tchériba	P	15	6,10	6,10	1,80	4,30	4,30				
Sous-total Sports			6,10	6,10	1,80	4,30	4,30				
Loisirs											
Centre populaire des loisirs	P	27	1,00	1,00	0,30	0,70	0,70				
Restauration centre pop. loisirs	P	19	4,00	4,00	1,50	2,50	2,50				
Sous- total Loisirs			5,00	5,00	1,80	3,20	3,20				
Sous- total A			414,84	414,84	19,04	395,80	395,80				

SECTEUR DE : Information et Culture - Sports et Loisirs

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis											
Information											
Emetteur secours de 20 KW	M	11	300,00	300,00		300,00	150,00	150,00			
Equipement des correspondants provinciaux	P	9	0,09	0,09		0,09	0,09				
Arts et Culture											
Equipement de troupes artistiques	P	1	0,94	0,94	0,04	0,90			0,90		
Ensemble artistique et troupe théâtrale	P	15	0,64	0,64	0,32	0,32			0,16	0,16	
Ensemble artistique	P	19	0,40	0,40		0,40	0,40				
Troupe artistique	P	29	0,20	0,20	0,10	0,10	0,10				
Sports											
Terrain de football	P	1	0,65	0,65	0,13	0,52	0,52				
Equipement de l'équipe provinciale	P	1	0,14	0,14		0,14		0,14			
Matériel de football	P	1	0,79	0,79		0,79		0,79			
Equipements sportifs	P	8	0,10	0,10		0,10	0,10				
Terrains de sport	P	10	2,28	2,28	0,68	1,60		1,00	0,30	0,30	
Equipements sportifs	P	24	0,78	0,78		0,78	0,78				
Terrains de sports	P	25	0,50	0,50	0,15	0,35		0,20	0,15		
Terrains de sports	P	29	5,70	5,70	1,71	3,99	0,99	1,00	1,00	1,00	
Loisirs											
Centres populaires de loisirs	P	1	0,20	0,20		0,20	0,20				
Centres populaires département. loisirs	P	1	0,82	0,82		0,82			0,82		

SECTEUR DE : Information et Culture - Sports et Loisirs

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Centres populaires des loisirs	P	10	22,32	22,32	6,70	15,62	3,89	4,87	2,96	1,95	1,95
Centres populaires des loisirs	P	10	8,13	8,13	2,44	5,69		1,62	1,62	1,22	1,23
Centres Pop. départ. des loisirs	P	29	37,22	37,22	11,35	25,87	5,87	5,00	5,00	5,00	5,00
Centres populaires des loisirs	P	30	0,49	0,49	0,21	0,28	0,28				
Centres pop. villageois loisirs	P	30	0,35	0,35	0,10	0,25		0,25			
Centres pop. départ. des loisirs	P	30	0,98	0,98	0,42	0,56			0,56		
Centres populaires des loisirs	P	22	4,00	4,00	1,20	2,80	2,80				
Sous-total B1			387,72	387,72	25,55	362,17	166,02	164,87	13,47	9,63	8,18
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis											
Information : Néant											
Arts et Culture											
Construction Maisons de jeunes	P	6	55,00	55,00	16,90	38,10		19,20	6,42	6,43	6,05
Création d'orchestres	P	15	12,00	12,00	6,60	5,40	1,08	1,08	1,08	1,08	1,08
Acquisition d'un cinébus	P	15	10,00	10,00		10,00					10,00
Sports											
Stades départementaux	P	1	30,20	30,20		30,20		0,26	9,98	9,98	9,98
Terrains de sport	P	11	28,84	28,84		28,84		8,84	6,00	7,00	7,00
Format. équipement des équipes	P	29	179,00	179,00	1,00	178,00	35,6	35,6	35,6	35,6	35,6

SECTEUR DE : Information et Culture - Sports et Loisirs

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Loisirs : Néant											
Sous- total B2			315,04	315,04	24,50	290,54	36,68	64,98	59,08	60,09	69,71
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher											
Information											
Stations radio FM	M	4,9,15,24,29	1000,00	1000,00		1000,00	200,00	200,00	200,00	200,00	200,00
Stations régionales de TV	M	4,6,9,12,20,21,23, 24,16	360,00	360,00		360,00		120,00	120,00	120,00	
Construct. équip. de 2 studios	M	10, 11	1200,00	1200,00		1200,00		300,00	300,00	300,00	300,00
Equipement de diffusion en direct	M	10	500,00	500,00		500,00				500,00	
Car de reportage	M	11	150,00	150,00		150,00			150,00		
Télé-imprimeur émetteur-récepteur	M	11	3,00	3,00		3,00	3,00				
14 télé-imprimeurs	M	11	4,60	4,60		4,60	4,60				
Lignes de distribution	M	11	10,00	10,00		10,00	10,00				
Emetteur récepteurs BLU	M	11	27,50	27,50		27,50		8,25	8,25	8,25	2,75
Emetteur 5 KW avec antennes dirigées	M	11	50,00	50,00		50,00			50,00		
Baie de réception	M	11	8,50	8,50		8,50	8,50				
Complément équipement presse écrite	M	11	110,00	110,00		110,00	30,00	40,00	40,00		
2 véhicules de maintenance	M	10, 11	150,00	150,00		150,00		75,00	75,00		
Centre national de maintenance	M	11	100,00	100,00		100,00		50,00	50,00		
Construction centre de rédaction	MAE	9	3,00	3,00	3,00	1,00					2,00

SECTEUR DE : Information et Culture - Sports et Loisirs

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Arts et Culture											
29 CCP intégrés aux CPL	M	1 à 30 sauf 11	435,00	435,00		435,00	75,00	90,00	90,00	90,00	90,00
Orchestre provincial	P	1	3,00	3,00		3,00			3,00		
Orchestre provincial	P	2	5,00	5,00		5,00			5,00		
Théâtres populaires	P	5	20,00	20,00	10,00	10,00		10,00			
Salle de cinéma	P	8	25,00	25,00	10,00	15,00		5,00	10,00		
5 directions régionales de la culture	M	9,10,15,21,23	130,00	130,00		130,00	26,00	26,00	26,00	26,00	26,00
Théâtres populaires	P	9	10,32	10,32	4,12	6,20		6,20			
Orchestre provincial	P	9	2,00	2,00		2,00	2,00				
2 foyers d'artistes	M	10, 11	150,00	150,00		150,00		40,00	35,00	75,00	
Salle de cinéma	P	9	10,00	10,00		10,00			10,00		
Equipements culturels	P	9	3,00	3,00		3,00		3,00			
Salle de cinéma	P	10	216,00	216,00		216,00		80,00	70,00	66,00	
Troupe théâtrale Ouaga	P	11	0,43	0,43		0,43	0,23	0,20			
Bibliothèque provinciale	P	11	2,40	2,40		2,40		2,40			
Académie des arts	M	11	100,00	100,00		100,00	20,00	20,00	20,00	20,00	20,00
Musée national	M	11	2000,00	2000,00		2000,00	200,00	300,00	500,00	500,00	500,00
2 cars Mercedès	M	11	90,00	90,00		90,00	30,00	60,00			
Centre culturel polyvalent	M	11	60,00	60,00		60,00		40,00	20,00		
Salle de cinéma	P	13	17,00	17,00	1,00	16,00		5,00	5,00	6,00	
Théâtres populaires	P	14	13,60	13,60	3,44	10,16			5,95	1,05	3,16
Salle de cinéma	P	18	5,00	5,00	1,50	3,50		3,50			
Orchestre provincial	P	19	5,00	5,00		5,00					5,00
Centre culturel villageois	P	20	9,00	9,00	2,50	6,50	0,50	3,00	3,00		
Salle de cinéma	P	20	10,20	10,20	3,00	7,20				2,20	5,00
Salle de cinéma	P	29	208,00	208,00		208,00	41,6	41,6	41,6	41,6	41,6

SECTEUR DE : Information et Culture - Sports et Loisirs

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Sports											
Stades provinciaux	MP	1 à 30 sauf 10, 11, 27	592,60	592,60	173,78	418,82		101,48	105,78	105,78	105,78
Stades départementaux	P	2	54,36	54,36	16,30	38,06		9,5	9,5	9,5	9,56
Equipements sportifs	P	2	2,30	2,30	0,80	1,50		0,57	0,57	0,36	
Stades départementaux et villageois	P	3	60,40	60,40	18,12	42,28		7,04	14,09	14,09	7,06
Stades départementaux	P	4	72,48	72,48	21,74	50,74		10,10	15,14	12,00	13,50
Stades départementaux	P	5	72,48	72,48	21,74	50,74		12,74	13,00	12,00	13,00
Terrains de sport	P	5	0,70	0,70	0,23	0,47	0,23	0,24			
Terrains départementaux	P	6	90,60	90,60	27,18	63,42		13,42	20,00	15,00	15,00
Stades départementaux	P	7	36,24	36,24	10,87	25,37		8,45	8,45	8,47	
Equipements sportifs	P	7	0,30	0,30	0,09	0,21	0,21				
Stades départementaux	P	8	36,24	36,24	10,67	25,57		5,57	7,00	7,00	6,00
Stades départementaux	P	9	66,40	66,40	19,93	46,47		15,00	31,47		
Equipements sportifs	P	9	0,60	0,60		0,60	0,60				
Stade Omnisport de Bobo	M	10	600,00	600,00	180,00	420,00	20,00	150,00	150,00	50,00	50,00
Stades départementaux	P	10	70,52	70,52	23,56	46,96		23,48	23,48		
Stades départementaux	P	12	54,36	54,36	16,30	38,06	7,61	7,61	7,61	7,61	7,62
Stades départementaux	P	13	78,52	78,52	23,55	54,97		14,97	25,00	15,00	
Stades départementaux	P	14	48,32	48,32	14,49	33,83		16,82	17,01		
Stades départementaux	P	15	12,12	12,12	3,60	8,52			4,26	4,26	
Terrains de tennis	P	15	4,50	4,50	2,45	2,05				1,05	1,00
Stades départementaux	P	16	24,16	24,16	7,24	16,92		4,00	4,00	4,70	4,22
Stades départementaux	P	17	30,20	30,20	9,06	21,14		7,04	7,10	7,00	
Stades départementaux	P	18	66,44	66,44	19,93	46,51	6,51	10,00	10,00	10,00	10,00

SECTEUR DE : Information et Culture - Sports et Loisirs

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Stades départementaux	P	19	24,16	24,16	8,00	16,16		16,16			
Stades départ. & terrains de sport	P	20	49,32	49,32	14,49	34,83	0,83	8,50	8,50	8,50	8,50
Stades départementaux	P	21	72,48	72,48	21,74	50,74		7,24	14,50	14,50	14,50
Stades départementaux	P	22	48,32	48,32	14,49	33,83		8,45	8,45	8,48	8,45
Stades départementaux	P	23	60,40	60,40	18,12	42,28	7,69	7,69	7,69	11,52	7,69
Stades départementaux	P	24	129,70	129,70	39,00	90,70		26,00	26,00	26,00	12,70
Stades départementaux	P	25	72,48	72,48	21,74	50,74		10,14	10,60	15,00	15,00
Electrificat. stade P Tougan	P	27	0,30	0,30	0,05	0,25		0,25			
Stades départementaux	P	27	78,52	78,52	23,55	54,97		10,97	15,00	15,00	14,00
Stades départementaux	P	26	48,32	48,32	12,68	35,64		15,00	15,00	5,64	
Stades départementaux	P	28	42,28	42,28	12,68	29,60		5,60	7,00	10,00	7,00
Stades départementaux	P	29	120,72	120,72	36,21	84,51	16,90	16,90	16,90	16,90	16,91
Construct. équip. direct. prov.	P	30	16,40	16,40	4,92	11,48		6,48	5,00		
Stades départementaux	P	30	36,24	36,24	10,87	25,37		5,37	7,00	8,00	5,00
Loisirs											
Centres pop. départ. et villageois	P	2	40,10	40,10	13,74	26,36		6,36	12,00	8,00	
Centres populaires des loisirs	P	3	11,97	11,97	2,77	9,20			9,20		
Centres pop. départ. & villageois	P	4	13,60	13,60	4,08	9,52		1,52	3,00	2,00	3,00
Centres pop. départ. des loisirs	P	7	18,00	18,00	5,40	12,60		3,00	3,60	3,00	3,00
Centres pop. départementaux	P	12	2,02	2,02	1,46	0,56		0,56			
CPL départemental	P	13	6,00	6,00	2,50	3,50		1,50	2,00		
CPL départementaux & villageois	P	15	21,80	21,80	6,54	15,26		3,80	3,80	3,80	3,86
CPL départemental	P	16	4,50	4,50	1,35	3,15			1,70	1,45	
CPL départementaux	P	17	5,50	5,50	2,20	3,30		3,30			
CPL départementaux & villageois	P	18	44,00	44,00	13,20	30,80	2,80	7,00	7,00	7,00	7,00
CPL départementaux & villageois	P	20	40,16	40,16	14,33	25,83	1,83	4,50	5,00	7,25	7,25

SECTEUR DE : Information et Culture - Sports et Loisirs

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
CPL départementaux	P	21	22,50	22,50	9,00	13,50		4,50	3,60	2,70	2,70
CPL villageois	P	5	2,46	2,46	0,74	1,72		1,00	0,72		
CPL départementaux	P	22	38,00	38,00	11,40	26,60	7,98	7,98	7,98	2,66	
CPL département. & villageois	P	24	7,00	7,00	5,00	2,00		0,42	0,42	0,58	0,58
CPL départementaux	P	25	1,60	1,60	0,48	1,12		1,00	0,12		
CPL départementaux	P	26	14,28	14,28	9,64	4,64			4,64		
CPL départementaux	P	27	8,80	8,80	3,54	5,26				4,06	1,20
CPL départementaux	P	28	7,20	7,20	2,16	5,04		1,04	2,00	2,00	
Restaurat. des CPL intégrés aux CCP	M	1 à 30 sauf 2, 5, 14	108,00	108,00		108,00		32,00	24,00	28,00	24,00
Espaces verts de détente	M	5,6,14,23,29	27,50	27,50		27,50		5,50	5,50	5,50	11,00
Sous-total B3			**10526,22**	**10526,22**	**1006,29**	**9519,93**	**724,62**	**2177,08**	**2549,18**	**2457,46**	**1611,59**
Total général A + B1 + B2 + B3			11643,82	11643,82	1075,38	10568,44	1323,12	2406,93	2621,73	2527,18	1689,48

SECTEUR DE Information et Culture - Sports et Loisirs — TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécution															
Information															
stations régionales de télévision	M	5,15,28	82,00	82,00		82,00	82,00				82,00				
Stations radios locales	M	12,13,28	30,00	30,00		30,00						30,00		30,00	
Stations radio-Poura	P	15	25,00	25,00		25,00				5,00	5,00	20,00		20,00	
Arts et Culture															
Salles de cinéma et bibliothèque	P	30	19,00	19,00	2,50	16,50		0,50	11,00		11,50	5,00		5,00	
Construction-équipement salles de cinéma	P	11	190,00	190,00		190,00		190,00			190,00				
Salle de cinéma de Courcy	P	29	22,00	22,00	6,00	16,00			16,00		16,00				
Acquisition matériel audio-visuel	P	13	0,40	0,40		0,40		0,40			0,40				
Orchestre provincial	P	13	3,00	3,00		3,00		3,00			3,00				
Maisons des jeunes	P	5	1,14	1,14	0,34	0,80				0,80	0,80				
Salles de cinéma	P	15	22,00	22,00	6,60	15,40			15,40		15,40				
Construction salles et mat. vidés	P	28	9,20	9,20		9,20				9,20	9,20				
Sous-total Arts et Culture			266,74	266,74		251,30					246,30			5,00	
Sports															
Stade départemental de Tchiérila	P	15	6,10	6,10	1,80	4,30				4,30	4,30				
Loisirs															
Centre populaire des loisirs	P	27	1,00	1,00	0,30	0,70				0,70	0,70				
Restauration centre popul. Corom	P	19	4,00	4,00	1,50	2,50		2,50			2,50				
S/total loisirs			5,00	5,00		3,20					3,20				
Sports et loisirs			11,10	11,10		7,50					7,50				
Sous-total A			414,84	414,84	19,04	395,80	82,00	196,40	42,40	20,00	340,80	55,00		55,00	

SECTEUR DE Information et Culture - Sports et Loisirs — TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis															
Information															
Emetteur secours de 20 KW	M	11	300,00	300,00		300,00						300,00		300,00	
Equipement coresspondants prov.	P	9	0,09	0,09		0,09		0,09			0,09				
Sous-total Information			300,09	300,09		300,09					0,09	300,00		300,00	
Arts et Culture															
Equip. troupes artistiques	P	1	0,94	0,94	0,04	0,90				0,90	0,90				
Ensemble art. et troupes théât.	P	15	0,64	0,64	0,32	0,32				0,32	0,32				
Ensemble artistique	P	19	0,40	0,40		0,40		0,40			0,40				
Troupe artistique	P	29	0,20	0,20	0,10	0,10				0,10	0,10				
Sous-Total Arts et Culture			2,18	2,18	0,46	1,72					1,72				
Sports															
Terrains de football	P	1	0,65	0,65	0,13	0,52				0,52	0,52				
Equip. de l'équipe provinciale	P	&	0,14	0,14		0,14		0,14			0,14				
Matériel de football	P	1	0,79	0,79		0,79		0,79			0,79				
Equipements sportifs	P	8	0,10	0,10		0,10		0,10			0,10				
Terrains de sport	P	10	2,28	2,28	0,68	1,60				1,60	1,60				
Equipements sportifs	P	24	0,78	0,78		0,78				0,78	0,78				
Terrains de sport	P	25	0,50	0,50	0,15	0,35				0,35	0,35				
Terrains de sport	P	29	5,70	5,70	1,71	3,99				3,99	3,99				
Sous-total Sports			10,94	10,94	2,67	8,27					8,27				
Loisirs															
Centres populaires de loisirs	P	1	0,20	0,20		0,20		0,20			0,20				
Centres pop. départ. des loisirs	P	1	0,82	0,82		0,82		0,82			0,82				
Centres populaires de loisirs	P	10	22,32	22,32	6,70	15,62				15,62	15,62				
Centres populaires de loisirs	P	10	8,13	8,13	2,44	5,69				5,69	5,69				
Cent. pop. départ. de loisirs	P	29	37,22	37,22	11,35	25,87				25,87	25,87				
Cent. pop. des loisirs	P	30	0,49	0,49	0,21	0,28				0,28	0,28				

SECTEUR DE Information et Culture - Sports et Loisirs — TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Cent. pop. villageois de loisirs	P	30	0,35	0,35	0,10	0,25				0,25	0,25				
Cent. pop. départ. de loisirs	P	30	0,98	0,98	0,42	0,56				0,56	0,56				
Centre populaire de loisirs	P	22	4,00	4,00	1,20	2,80				2,80	2,80				
Sous-total Loisirs			74,51	74,51	22,42	52,09					52,09			00	
Sous -Total Sports et Loisirs			85,45	85,45	25,09	60,36					60,36				
Sous-total B1			387,72	387,72	25,55	362,17		2,54		59,63	62,17	300,00		300,00	
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis															
Information : Néant															
Arts et Culture															
Construct. Maisons de jeunes	P	6	55,00	55,00	16,90	38,10				22,10	22,10				16,00
Création d'orchestres	P	15	12,00	12,00	6,60	5,40				5,00	5,00				0,40
Acquisition d'1 cinébus	P	15	10,00	10,00		10,00		4,00			4,00				6,00
Sous-total Arts et Culture			77,00	77,00	13,50	53,50					31,10				22,40
Sports															
Stades départementaux	P	1	30,20	30,20		30,20		0,26			0,26				29,94
Terrains de sport	P	11	28,84	28,84		28,84				8,58	8,58				20,26
Format-équipement des équipes	P	29	179,00	179,00	1,00	178,00			1,00		1,00				177,00
Sous total Sports			238,04	238,04	1	237,04					9,84				227,20
Loisirs : Néant															
Sous-total B2			315,04	315,04	24,50	290,54		4,26	1,00	35,68	40,94				249,60

SECTEUR DE Information et Culture - Sports et Loisirs — TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher															
Information															
Station locale TV Tenkodogo	M	4	40,00	40,00		40,00									40,00
Station relais FM Tenkodogo	M	4	200,00	200,00		200,00									200,00
Station locale TV Fada	M	9	40,00	40,00		40,00									40,00
Station relais FM Fada	M	9	200,00	200,00		200,00									200,00
Construction centre de rédaction	MAE	9	3,00	3,00	1,00	2,00									2,00
Equipement de diffusion en direct	M	9	500,00	500,00		500,00									500,00
Construction d'1 studio TV Bobo	M	10	600,00	600,00		600,00									600,00
1 véhicule de maintenance	M	10	75,00	75,00		75,00									75,00
Emetteur récepteur BLU	M	11	27,50	27,50		27,50									27,50
Compl. équip. imprim. Presse écrite	M	11	110,00	110,00		110,00									110,00
Construction d'1 studio TV Ouaga	M	11	600,00	600,00		600,00									600,00
Acquisition d'1 baie de réception	M	11	8,50	8,50		8,50									8,50
Télé-Imprimeur émetteur-récepteur	M	11	3,00	3,00		3,00									3,00
Acquisition d'1 car de reportage	M	11	150,00	150,00		150,00									150,00
Emetteur 5KW avec antennes dirigées	M	11	50,00	50,00		50,00									50,00
Const. Centre Nat. de maintenance	M	11	100,00	100,00		100,00									100,00
1 véhicule de maintenance	M	11	75,00	75,00		75,00									75,00
Acquisition 14 télé-imprimeurs	M	11	4,60	4,60		4,60									4,60
Lignes de distribution	M	11	10,00	10,00		10,00									10,00
3 stations radios FM	M	15,24,29	600,00	600,00		600,00									2600,00
7 stations TV locales	M	12,16,6, 20,21,23 24	280,00	280,00		280,00									280,00
Sous-total Information			3676,60	3676,60	1	3675,60									3675,60
Arts et Culture															
29 CCP intégrés aux CLP	1 à 30 M	1 à 30 sauf 11	435,00	435,00		435,00									435,00
Orchestre provincial	P	1	3,00	3,00		3,00									3,00
Orchestre provincial	P	2	5,00	5,00		5,00									5,00

SECTEUR DE Information et Culture - Sports et Loisirs — TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation au financement / Origine / Réalisation — Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
		Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Théâtres populaires	P	5	20,00	20,00	10,00	10,00								10,00
Salle de cinéma	P	8	25,00	25,00	10,00	15,00								15,00
5 direct. régionales de la culture	M	9,10,15 21,23	130,00	130,00		130,00								130,00
Théâtres populaires	P	9	10,32	10,32	4,12	6,20								6,20
Orchestre provincial	P	9	2,00	2,00		2,00								2,00
2 foyers d'artistes	M	10,11	150,00	150,00		150,00								150,00
Salle de cinéma	P	9	10,00	10,00		10,00								10,00
Equipements culturels	P	9	3,00	3,00		3,00								3,00
Salle de cinéma	P	10	216,00	216,00		216,00								216,00
Troupe théâtrale Ouaga	P	11	0,43	0,43		0,43								0,43
Bibliothèque provinciale	P	11	2,40	2,40		2,40								2,40
Académie des arts	M	11	100,00	100,00		100,00								100,00
Musée national	M	11	2000,00	2000,00		2000,00								2000,00
2 cars Mercedès	M	11	90,00	90,00		90,00								90,00
Centre culturel polyvalent	M	11	60,00	60,00		60,00								60,00
Centre culturel départemental	P	12	0,200	0,200	0,03	0,17								0,17
Salle de cinéma	P	13	17,00	17,00	1,00	16,00								16,00
Théâtres populaires	P	14	13,600	13, 60	3,44	10,16								10,16
Salle de cinéma	P	18	5,00	5,00	1,50	3,50								3,50
Orchestre provincial	P	19	(?00	5,00		5,00								5,00
Centre culturel villageois	P	20	9,00	9,00	2,50	6,50								6,50
Salle de cinéma	P	20	10,20	10,20	3,00	7,20								7,20
Salle de cinéma	P	29	208,00	208,00		208,00								208,00
Sous-total Arts et Culture			3810,32	3810,32	315,76	3494,56								3494,56
Sports														
Stades provinciaux	MP	1 à 30 sauf 10, 11,27	592,60	592,60	173,78	418,82								418,82
Stades départementaux	P	2	54,36	54,36	16,30	38,06								38,06
Equipements sportifs	P	2	2,30	2,30	0,80	1,50								1,50
Stades départementaux et villageois	P	3	60,40	60,40	18,12	42,28								42,28
Stades départementaux	P	4	72,48	72,48	21,74	50,74								50,74

SECTEUR DE Information et Culture - Sports et Loisirs — TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation au financement / Origine / Réalisation — Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
		Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Stades départementaux	P	5	72,48	72,48	21,74	50,74								50,74
Terrain de sport	P	5	0,70	0,70	0,23	0,47								0,47
Terrains départementaux	P	6	90,60	90,60	27,18	63,42								63,42
Stades départementaux	P	7	36,24	36,24	10,87	25,37								25,37
Equipements sportifs	P	7	0,30	0,30	0,09	0,21								0,21
Stades départementaux	P	8	36,24	36,24	10,67	25,57								25,57
Stades départementaux	P	9	66,40	66,40	19,93	46,47								46,47
Equipements sportifs	P	9	0,60	0,60		0,60								0,60
Stade Ominisport de Bobo	M	10	600,00	600,00	180,00	420,00								420,00
Stades départementaux	P	10	70,52	70,52	23,56	46,96								46,96
Stades départementaux	P	12	54,36	54,36	16,30	38,06								38,06
Stades départementaux	P	13	78,52	78,52	23,55	54,97								54,97
Stades départementaux	P	14	48,32	48,32	14,49	33,83								33,83
Stades départementaux	P	15	12,12	12,12	3,60	8,52								8,52
Terrains de tennis	P	15	4,50	4,50	2,45	2,05								2,05
Stades départementaux	P	16	24,16	24,16	7,24	16,92								16,92
Stades départementaux	P	17	30,20	30,20	9,06	21,14								21,14
Stades départementaux	P	18	66,44	66,44	19,93	46,51								46,51
Stades départementaux	P	19	24,16	24,16	8,00	16,16								16,16
Stades départ. et terrains sport	P	20	49,32	49,32	14,49	34,83								34,83
Stades départementaux	P	21	72,48	72,48	21,74	50,74								50,74
Stades départementaux	P	22	48,32	48,32	14,49	33,83								33,83
Stades départementaux	P	23	60,40	60,40	18,12	42,28								42,28
Stades départementaux	P	24	129,70	129,70	39,00	90,70								90,70
Stades départementaux	P	25	72,48	72,48	21,74	50,74								50,74
Electrificat. stade prov. Tougan	P	27	0,30	0,30	0,05	0,25								0,25
Stades départementaux	P	27	78,52	78,52	23,55	54,97								54,97
Stades départementaux	P	26	48,32	48,32	12,68	35,64								35,64
Stades départementaux	P	28	42,28	42,28	12,68	29,60								29,60
Stades départementaux	P	29	120,72	120,72	36,21	84,51								84,51
Construct. équip. direct. prov.	P	30	16,40	16,40	4,92	11,48								11,48
Stades départementaux	P	30	36,24	36,24	10,87	25,37								25,37
Sous-total Sports			2874,48	2874,48	1160,17	1714,31								1714,31

SECTEUR DE Information et Culture - Sports et Loisirs — TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)*(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Loisirs															
Centres pop. départ. et villageois	P	2	40,10	40,10	13,74	26,36									26,36
Centres populaires des loisirs	P	3	11,97	11,97	2,77	9,20									9,20
Centres pop. départ. et villageois	P	4	13,60	13,60	4,08	9,52									9,52
Centres pop. départ. et villageois	P	7	18,00	18,00	5,40	12,60									12,60
Centres pop. départementaux	P	12	2,02	2,02	1,46	0,56									0,56
CLP départemental	P	13	6,00	6,00	2,50	3,50									3,50
CLP départementaux et villageois	P	15	21,80	21,80	6,54	15,26									15,26
CLP départemental	P	16	4,50	4,50	1,35	3,15									3,15
CLP départementaux	P	17	5,50	5,50	2,20	3,30									3,30
CLP départementaux et villageois	P	18	44,00	44,00	13,20	30,80									30,80
CLP départementaux et villageois	P	20	40,16	40,16	14,33	25,83									25,83
CLP départementaux	P	21	22,50	22,50	9,00	13,50									13,50
CLP villageois	P	5	2,46	2,46	0,74	1,72									1,72
CLP départementaux	P	22	38,00	38,00	11,40	26,60									26,60
CLP départ. et villageois	P	24	7,00	7,00	5,00	2,00									2,00
CLP départementaux	P	25	1,60	1,60	0,48	1,12									1,12
CLP départementaux	P	26	14,28	14,28	9,64	4,64									4,64
CLP départementaux	P	27	8,80	8,80	3,54	5,26									5,26
CLP départementaux	P	28	7,20	7,20	2,16	5,04									5,04
Restaurat. CLP intégrés aux CCP	M	1 à 30 sauf 2, 5, 14	108,00	108,00		108,00									108,00
Espaces verts de détente	M	5,6,14, 23,29	27,50	27,50		27,50									27,50
Sous-total Loisirs			444,99	444,99	109,59	335,40									335,40
Sous-total B3			**10526,22**	**10526,22**	**1006,29**	**9519,93**									**9519,93**
Total général A + B1 + B2 + B3			11643,82	11643,82	1075,38	10568,44	82,00	203,20	43,40	115,31	443,91	355,00		355,00	9769,53

2.2.2. Mesures d'accompagnement

* Art et Culture

Au regard des objectifs fixés, divers moyens sont prévus pour renforcer et redynamiser l'administration culturelle et l'action culturelle.

* Décentralisation de l'administration culturelle par la création de cinq (5) directions régionales ;
* Création de 29 centres culturels provinciaux qui seront intégrés aux centres populaires de loisirs ;
* Construction d'un Musée National.

* Sports et Loisirs

En plus des mesures institutionnelles visant à mieux organiser la pratique du sport et des loisirs dans le pays, des actions de promotion du sport et des jeux de société seront entreprises, essentiellement dans le but de favoriser l'émergence des meilleurs éléments.

3. EFFETS ATTENDUS

* Information

- Mobilisation plus consciente de la population burkinabè dans :

* la bataille pour l'autosuffisance alimentaire ;
* la maîtrise de l'eau ;
* la lutte contre la désertification, l'analphabétisme et la maladie.

.../...

- Une meilleure connaissance du Burkina Faso dans la sous-région et sur le plan international d'une façon générale.

* Une transformation progressive des mentalités ;
* Une juste conscientisation sur la base des mots d'ordre du CNR;
* La création d'emplois nouveaux ;
* Une meilleure exécution des projets surtout ruraux par la sensibilisation et la conscientisation plus accrue des populations.

* **Art et Culture**

* Création d'emplois nouveaux,
* Epanouissement de la personnalité burkinabè ;
* Rentrée de devises par l'essor du tourisme ;
* Emergence d'une véritable culture burkinabè sur le plan culinaire, vestimentaire, capillaire entre autres.

* **Sports et Loisirs**

. **Sports**

- **Effets économiques**

* Diminution des charges sociales de l'Etat grâce à l'acquisition d'une meilleure résistance de l'organisme aux maladies ;

* Accroissement de la productivité des travailleurs grâce à un recul du seuil de la fatigue ;

* Offre d'emplois nouveaux par la création de petites unités de production d'équipement sportif.

- **Effets sociaux**

* Amélioration des conditions de santé et de bien-être ;
* Amélioration des relations entre les membres de la société (compréhension, esprit de tolérance, de solidarité, d'entr'aide, etc...) ;
* Bonne éduction des enfants facilités par la pédagogie que procure certains jeux et les sports ;
* Prolongation de l'espérance de vie.

.../...

- **Effets culturels**

* Esprit de créativité facilité par une plus grande disponibilité sur les plans physique et intellectuel.

- **Effets politiques**

* Renforcement de la cohésion et de la solidarité nationales ;
* Développement de l'amitié et de la solidarité entre les peuples par les échanges de groupes sportifs.

- **Loisirs**

- **Effets économiques**

* Incitation à la créativité, à la recherche, à l'invention ;
* Production d'objets d'art (sculpture, poterie, vannerie, etc...);
* Augmentation de la productivité grâce à une meilleure prédisposition physique et intellectuelle.

- **Effets sociaux**

* Assainissement des moeurs ;
* Création d'une atmosphère propice au développement (disponibilité aisance, etc ...) ;
* Brassage des populations à travers des jeux populaires.

- **Effets culturels**

* Revalorisation du patrimoine culturel national ;
* Encouragement des artistes nationaux à promouvoir des oeuvres de qualité par l'émulation entre les groupes et entre les individus ;
* Enrichissement de notre culture par l'apport d'éléments d'autres cultures.

.../...

- Effets politiques

* Renforcement de la cohésion et de la solidarité nationales ;

* Utilisation des éléments de notre culture comme arme de défense des acquis de la Révolution ;

* Renforcement de la coopération régionale et internationale par des échanges entre groupes culturels.

D. ORGANISATION, INFRASTRUCTURE ET EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS

L'administration est l'ensemble des services publics généraux indispensables à l'existence d'un Etat organisé.

L'option pour une économie nationale indépendante, autosuffisante et planifiée exige de l'Etat un rôle de plus en plus accru dans l'orientation et la mise en oeuvre des actions de développemenet économique et social.

Le Discours d'Orientation Politique du 2 octrobre 1983 dit ceci, en ce qui concerne la réforme de l'administration : "elle vise à rendre opérationnelle l'administration héritée de la colonisation... La réforme devra déboucher sur une administration peu coûteuse, plus opérante et plus souple".

En tout état de cause, l'administration burkinabè doit devenir une véritable administration de développement.

1. ANALYSE DE LA SITUATION

Sur la période 1960-1983, la situation est la suivante :

- Infrastructures administratives

Pour l'essentiel, elles se caractérisent par une insuffisance générale doublée d'un manque d'entretien.

- Equipement et matériel

Sur ce plan, il faut déplorer surtout la mauvaise gestion de l'équipement et du matériel existant.

- Mesures et actions institutionnelles

Elles constituent dans tous les pays une condition nécessaire pour l'expression de la puissance publique. Au lendemain de l'indépendance le législateur a apporté peu de changement dans ce domaine et la plupart des mesures insitutionnelles sont restées soumises à des textes d'essence coloniale : au niveau de la justice le pays était

.../...

régi par deux ordres parallèles de juridictions dits de droit coutumier et de droit moderne.

De 1983 à nos jours les efforts suivants ont été entrepris :

- **Infrastructures administratives**

L'effort a consisté en la transformation de la plupart des logements administratifs en bureaux, la construction de bureaux, la construction de bureaux provinciaux, la résiliation des contrats de bail passés entre l'Etat et les privés pour une limitation des charges de l'Etat, une décentralisation de divers services de l'Etat.

- **Equipement et matériel**

Les mesures ci-après ont été appliquées, même si l'équipement demeure insuffisant à plusieurs niveaux :

* redynamisation du parc automobile national ;
* création de pools de directions pour l'utilisation des véhicules de services ;
* L'utilisation de véhicules et engins économiques ;
* redistribution rationnelle du mobilier et du matériel de bureau ;
* mise en place de la Direction Centrale du matériel d'Etat ;
* moralisation de la chose publique.

- **Mesures et actions institutionnelles**

Dans le cadre de la réorganisation de l'appareil d'Etat quelques mesures ont été prises :

* révision d'accords avec certains pays ;
* transformation de l'appareil judiciaire etc ...

.....

La définition d'objectifs clairs a permis d'asseoir les bases d'une véritable administration de développement. En témoignent:

* l'effort de réduction des charges budgétaires ;
* une volonté plus affirmée de décentralisation ;
* approche plus rationnelle de la gestion des ressources humaines.

Malgré ces efforts, des insuffisances demeurent et constituent de véritables golouts d'étranglement :

* absence d'une véritable décentralisation concertée ;
* faiblesse de la circulation de l'information ;
* insuffisance de moyens infrastructurels et d'équipement ;
* persistance de lourdeurs administratives ;
* conflits de compétence entre administration et structures CDR ;
* etc ...

2. POLITIQUE DU SECTEUR

2.1. Objectifs

L'objectif pour une économie nationale indépendante exige une transformation radicale de l'Administration qui doit se débarasser de sa passivité et de sa lourdeur pour devenir une administration efficace, dynamique, en d'autres termes une administration de développement.

2.1.1. Objectifs stratégiques

Les objectifs retenus sont les suivants :

- la restauration et l'affirmation de la souveraineté de l'Etat

Il s'agit de raffermir l'autorité morale et l'image internationale du Burkina Faso à travers une diplomatie plus dynamique.

.../...

- L'amélioration de la connaissance et la maîtrise de l'Economie Nationale

- L'amélioration de la connaissance et de la maîtrise de l'Economie Nationale

Il s'agit d'améliorer les capacités d'analyse globale et sectorielle tant pour la formulation des plans de développement que pour les besoins d'ajustement de la politique économique.

La mobilisation des ressources financières

Cela se traduira par :

* la mise en place d'une politique fiscale
* un meilleur drainage de l'épargne nationale
* une mobilisation judicieuse des ressources antérieures.

2.1.2 Objectifs au cours du Plan

- La Décentralisation Administrative

Il s'agit de rapprocher davantage l'administration de l'administré et de consolider les pouvoirs de décisions politique et économique. Le but visé est de responsabiliser le peuple dans l'exercice du pouvoir.

- La réduction des charges budgétaires de l'administration

Une meilleure maîtrise des charges de fonctionnement associée à la promotion d'activités productives, tendront à enrayer le caractère essentiellement budgétivore de l'administration à consolider la capacité d'investissement des provinces.

.../...

- La gestion rationnelle des ressources humaines

La principale tâche sera la mise en place d'un système adéquat de la planification et de gestion efficiente des ressources humaines; par ailleurs, les statuts de la Fonction Publique seront révisés.

- La promotion d'une véritable justice révolutionnaire pour garantir la paix sociale

Il s'agit du renforcement de l'appareil judiciaire révolutionnaire.

- Maintien de l'ordre public et de la sécurité intérieure et extérieure

- La nouvelle politique nationale informatique

Elle visera à la promotion de l'information dans tous les secteurs de l'activité nationale, en tant qu'instrument de gestion courante et d'aide à la décision.

2.2. Moyens à mettre en oeuvre

2.2.1. Programme d'investissement

Le coût du programme s'élève à 10 492 Millions dont 2 225, sont acquis Ce secteur bénéficiera de 1,7 % de l'enveloppe globale de financement du Plan.

Les projets programmés consistent en :

- la réhabilitation et l'entretien des infrastructures et des équipements existants

- la réalisation de nouvelles infrastructures et l'acquisition de nouveaux équipements permettant aux administrations centrales et locales de disposer de moyens conséquents pour leur bon fonctionnement :

.../...

* bâtiments administratifs,
* logements de fonction,
* parc roulant,
* matériel informatique,
* équipements et systèmes de télécommunication,
* équipements de signalisation routière et de bornage de frontière,
* matériel de bureau.

- la réalisation d'études, sur la mise en oeuvre de réformes et l'élaboration d'instruments juridiques :

* exploitation du recensement général de la population,
* mise en place du Schéma National d'Aménagment du Territoire et de divers schémas directeurs sectoriels,
* études socio-économiques (prix, consommation, revenus),
* mise à jour des codes : code civil, code pénal ...

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
A. Projets en cours d'exécution											
INFRASTRUCTURES											
1. Services régionaux (Ministère de l'Eau)	M	8,9,24,28	280,00	280,00	-	280,00	70,00	210,00	-	-	-
2. Siège ONBAH	M	11	230,00	230,00	-	230,00	90,00	140,00	-	-	-
3. Logements de personnels (1)	P	5	0,71	0,71	0,21	0,50	0,50	-	-	-	-
4. Permanences CDR	P	5	1,44	1,44	0,43	1,01	1,01	-	-	-	-
5. Bureaux préfectures	P	5	1,43	1,43	0,43	1,00	1,00	-	-	-	-
6. Résidence de préfets	P	5	1,43	1,43	0,43	1,00	1,00	-	-	-	-
7. Préfectures (2)	P	13	1,70	1,70	0,30	1,40	1,40	-	-	-	-
8. Résidences (2)	P	13	0,80	0,80	0,24	0,56	0,56	-	-	-	-
9. Gendarmeries	P	13	0,50	0,50	0,15	0,35	0,35	-	-	-	-
10. Commissariat - Mairies de secteurs	P	11	155,73	155,73	-	155,73	155,73	-	-	-	-
11. Commissariat de Police	P	15	2,00	2,00	0,60	1,40	1,40	-	-	-	-
12. Salle de réunion et pied à terre (chambre de passage)	P	17	25,00	25,00	7,50	17,50	17,50	-	-	-	-
13. Bureaux + logements préfecture Oursi	P	19	7,00	7,00	2,40	4,60	4,60	-	-	-	-
14. Commissariat de Police	P	25	0,75	0,75	0,22	0,53	0,53	-	-	-	-
15. Préfectures	P	29	9,80	9,80	3,50	6,30	0,30	6,00	-	-	-
16. Permanences CDR	P	25	0,30	0,30	0,10	0,20	0,20	-	-	-	-
17. Commissariat de Police	P	17	5,00	5,00	-	5,00	5,00	-	-	-	-
18. Bureaux de préfecture	P	7	3,00	3,00	0,90	2,10	2,10	-	-	-	-
19. Construction logements administratifs	P	29	4,50	4,50	1,50	3,00	1,50	1,50	-	-	-
20. Bâtiments administratifs	P	8	25,00	25,00	10,00	15,00	15,00	-	-	-	-
21. Construction préfet-SAARA	P	18	2,00	2,00	0,60	1,40	1,40	-	-	-	-
Sous total 1			758,10	758,10	29,50	728,60	371,10	357,50	-	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Matériels et Equipements											
1. Mini-ordinateurs (2)	M	11	160,00	160,00	-	160,00	160,00	-	-	-	-
2. Micro-ordinateurs (4)	M	11	6,00	6,00	-	6,00	6,00	-	-	-	-
3. Matériel de réparation	M	11	15,00	15,00	-	15,00	15,00	-	-	-	-
4. Acquisition des plaques d'immatriculation des rues	P	11	10,00	10,00	-	10,00	10,00	-	-	-	-
5. Acquition de 2 véhicules (camionnettes)	P	11	10,08	10,08	-	10,08	10,08	-	-	-	-
Sous total 2	-	-	201,08	201,08	-	201,08	201,08	-	-	-	-
Mesures et Actions Institutionnelles											
1. Recensement général de la population (phase II)	M	11	156,50	156,00	-	156,00	101,66	51,84	3,00	-	-
2. Elaboration Code Civil, Code Pénal, Code de procédure...	M	11	3,20	3,20	-	3,20	3,20	-	-	-	-
3. S.N.A.T	M	11	5,50	5,50	-	5,50	2,70	1,20	1,60	-	-
4. Code RCI	M	11	1,56	1,56	-	1,56	1,56	-	-	-	-
Sous total 3			166,76	166,76	-	166,76	109,12	53,04	4,60	-	-
TOTAL GENERAL A			1.125,94	1.125,94	29,50	1.096,44	681,30	410,54	4,60	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs / Sous-secteurs / Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalemlent acquis											
INFRASTRUCTURES											
1. CNSS provinciales	M	30 Provinces	653,00	653,00	-	653,00	401,00	67,50	61,50	61,50	61,50
2. D.R.P.D.P	M	12 Provinces	65,30	65,30	-	65,30	65,30	-	-	-	-
3. Perceptions de villes	M	10 - 11	120,00	120,00	-	120,00	60,00	60,00	-	-	-
4. Réfection bâtiments administratifs	P	1	3,39	3,39	1,09	2,30	2,30	-	-	-	-
5. Bureaux préfectures	P	1	6,36	6,36	2,96	3,40	3,40	-	-	-	-
6. Construction logements préfet	P	1	3,81	3,81	1,23	2,58	2,58	-	-	-	-
7. Construction bureaux - résidences	P	3	34,70	34,70	9,60	25,10	8,95	8,15	5,00	1,50	1,50
8. Permanences CDR (4)	P	5	2,14	2,14	0,64	1,50	-	1,50	-	-	-
9. Cimetière	P	5	1,07	1,07	0,32	0,75	-	-	0,75	-	-
10. Construction salle de réunion + Equipement Haut Commissariat	P	1	6,30	6,30	1,75	4,55	4,55	-	-	-	-
11. Construction magasin stockage	P	1	6,50	6,50	2,00	4,50	4,50	-	-	-	-
12. Bureaux de préfecture	P	7	3,00	3,00	0,90	2,10	2,10	-	-	-	-
13. Construction logements à Boulsa	P	17	25,00	25,00	7,50	17,50	-	5,25	5,25	5,25	1,75
14. Construction de logements	P	8	37,50	37,50	15,00	22,50	22,50	-	-	-	-
15. Résidence (1)	P	13	0,96	0,96	0,36	0,60	0,60	-	-	-	-
16. Bureaux et logements préfecture	P	17	4,00	4,00	1,20	2,80	-	2,80	-	-	-
17. Commissariat de District	P	24	2,50	2,50	0,83	1,67	-	-	1,67	-	-
18. Permanences CDR	P	24	3,00	3,00	0,33	2,67	0,67	0,67	0,67	0,66	-
19. Haut - Commissariat	P	25	7,15	7,15	2,15	5,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
20. Mairie	P	25	5,00	5,00	1,50	3,50	-	1,75	1,75	-	-
Sous total 1			990,70	990,70	49,30	941,40	579,45	148,70	77,59	69,91	65,75

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Equipements et matériels											
1. Equipement 12 appareils RAT	P	25	42,00	42,00	-	42,00	7,00	7,00	7,00	10,50	10,50
2. Acquisition 2 camions SAVIEM	P	25	24,00	24,00	-	24,00	-	24,00	-	-	-
Sous total 2			66,00	66,00	-	66,00	7,00	31,00	7,00	10,50	10,50
TOTAL GENERAL B1			1.056,70	1.056,70	49,30	1.007,40	586,45	179,70	84,60	80,41	76,25
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis											
INFRASTRUCTURES											
1. ONPE Provinciaux	M		300,00	300,00	-	300,00	37,50	65,63	65,63	65,63	65,61
2. Centre d'accueil de délinquants mineurs de Wayalguin	M	11	224,40	224,40	-	224,40	224,40	-	-	-	-
3. Résidences préfecture	P	5	10,00	10,00	3,00	7,00	-	7,00	-	-	-
4. Bureaux de préfectures	P	7	15,00	15,00	4,50	10,50	-	-	10,50	-	-
5. Commissariats de Police	P	6	12,00	12,00	3,60	8,40	-	-	8,40	-	-
6. Bureaux de préfecture	P	6	12,00	12,00	3,60	8,40	-	8,40	-	-	-
7. Clôture du Trésor	P	23	8,00	8,00	2,00	6,00	6,00	-	-	-	-
8. Permanences CDR	P	11	150,00	150,00	45,00	105,00	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00
9. Logements	P	7	12,00	12,00	3,60	8,40	-	-	-	8,40	-
Sous total 1			743,40	743,40	65,30	678,10	288,90	102,03	105,53	95,03	86,61

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Matériels et Equipements											
1. Matériels roulants	M	11	92,00	92,00	-	92,00	73,98	4,68		13,34	
2. Informatisation CNSS	M	11	133,00	133,00	-	133,00	30,00	13,00	70,00	10,00	10,00
Sous total 2			225,00	225,00		225,00	103,98	17,68	70,00	23,34	10,00
Mesures et Actions Institutionnelles											
Réforme de la Fonction Publique, du Code de Travail, de la convention collective	M	11	5,00	5,00	-	5,00	5,00	-	-	-	-
Sous total 3			5,00	5,00		5,00	5,00	-	-	-	-
TOTAL GENERAL B2			973,40	973,40	65,30	908,10	397,88	119,71	175,53	118,37	96,61

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher											
INFRASTRUCTURES											
1. Bornage de frontières	M	5 pays voisins	597,00	597,00	-	597,00	155,70	95,70	108,70	117,80	119,10
2. Postes de Police frontières (100)	M	15 Provinces	200,00	200,00	-	200,00	50,00	50,00	50,00	50,00	-
3. Centres pénitentiaires	M	3-6-15-27	148,55	148,55	-	148,55	73,55	-	25,00	25,00	25,00
4. Réfection de prisons	M	2-4-5-9-10-29-15 21- 24	24,44	24,44	-	24,44	8,30	5,15	5,39	5,60	-
5. Construction directions régionales	M	Régions militaires	90,00	90,00	-	90,00	90,00	-	-	-	-
6. Etablissements Intendances	M	Régions Militaires	128,17	128,17	-	128,17	21,17	42,80	64,20	-	-
7. Sièges brigades de prix	M	15 Provinces	168,14	168,14	-	168,14	27,53	30,30	33,33	36,66	40,32
8. Divisions fiscales provinciales et communales	M	30 Provinces	749,53	749,53	-	749,53	138,06	138,07	157,80	157,80	157,80
9. Construction immeubles (Abidjan - Bouaké - Washington)	M	Extérieur	1.888,00	1.888,00	-	1.888,00	285,60	810,60	280,60	255,60	255,60
10. Réfection INSD	M	11	6,00	6,00	-	6,00	6,00	-	-	-	-
11. Direction provinciale de la Sécurité Publique	P	1	2,80	2,80	1,33	1,47	-	-	-	1,47	-
12. Construction Direction Provinciale de la Sécurité	P	2	15,00	15,00	4,50	10,50	-	-	-	-	10,50
13. Commissariat de Police	P	1	14,00	14,00	-	14,00	-	5,60	8,40	-	-
14. Construction résidences	P	2	11,30	11,30	3,39	7,91	-	3,95	3,96	-	-
15. Commissariat de Police et logements	P	5	4,95	4,95	1,65	3,30	-	-	3,30	-	-
16. Commissariat de Police	P	7	2,00	2,00	0,60	1,40	-	1,40	-	-	-
17. Commissariat de Police (4)	P	10	14,27	14,27	4,28	9,99	5,83	-	2,08	2,08	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs Sous-secteurs Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
18. Bureaux et logements prefectures	P	9	20,00	20,00	8,00	12,00	3,00	3,00	6,00	-	-
19. Bureau Etat-Civil	P	10	0,49	0,49	0,15	0,34	0,34				
20. Logements préfet	P	12	3,00	3,00	0,50	2,50	1,25	1,25	-	-	-
21. Bureaux préfecture	P	12	12,70	12,70	0,70	12,00	-	3,00	3,00	3,00	3,00
22. Construction Haut-Commissariat	P	18	15,00	15,00	4,50	10,50	-	2,50	4,00	4,00	-
23. Bureaux préfecture	P	20	1,65	1,65	0,50	1,15	0,15	1,00	-	-	-
24. Bureaux Trésor	P	14	7,00	7,00	2,10	4,90		4,90	-	-	-
25. Mess Mixte	P	29	20,00	20,00	-	20,00	-	10,00	10,00	-	-
26. Réfection Palais Justice	M	6 - 27	90,00	90,00	-	90,00	30,00	-	30,00	-	30,00
27. Haut - Commissarait	P	28	12,00	12,00	4,80	7,20	7,20	-	-	-	-
28. Construction Commissariat	P	17	2,00	2,00	-	2,00	-	2,00	-	-	-
29. Construction contrôle financier	P	23	20,00	20,00	-	20,00	-	20,00	-	-	-
30. Trésoreries provinciales	M	6-10-11	450,00	450,00	-	450,00	150,00	150,00	150,00	-	-
Sous total 1			4.717,99	4.717,99	37,00	4.680,99	1.053,68	1.381,22	945,76	659,01	641,32
Matériels et Equipements											
1. Panneaux indicatifs	P	19	4,00	4,00	-	4,00	-	2,00	2,00	-	-
2. Equipements appareils RAT	M	30 Provinces	361,00	361,00	-	361,00	180,50	180,50	-	-	-
3. Achat d'un corbillard	P	10	8,00	8,00	-	8,00	8,00	-	-	-	-
Sous total 2			373,00	373,00	-	373,00	188,50	182,50	2,00	-	-

TABLEAU DE PROGRAMMATION

(En Millions de F CFA)

Programmation / Secteurs, Sous-secteurs, Programmes/Projets	Origine/ Réalisation	Localisation	Coût Initial Total	Tranche 1986-1990			Programmation du coût monétaire des investissements				
				(1) Coût Total	(2) Investissement Humain	(1)-(2)=(3) Coût Monétaire	1986	1987	1988	1989	1990
Actions et Mesures Institutionnelles											
1. Enquêtes diverses	M	1 à 30	1.100,50	1.100,50	-	1.100,50	220,10	220,10	220,10	220,10	220,10
2. Elaboration indice national des prix	M	11	5,50	5,50	-	5,50	5,50	-	-	-	-
3. Etude et réalisation d'un réseau de transmission de données	M	11	1.000,00	1.000,00	-	1.000,00	300,00	700,00	-	-	-
4. Messagerie - Gestion automatisée	M	11	320,00	320,00	-	320,00	10,00	305,00	5,00	-	-
Sous total 3			2.426,00	2.426,00	-	2.426,00	535,60	1 225,10	225,10	220,10	220,10
TOTAL GENERAL B3			7.516,99	7.516,99	37,00	7.479,99	1.777,78	2.788,82	1.172,86	879,11	861,42
TOTAL GENERAL A + B1 + B2 + B3			10.673,03	10.673,03	181,10	10.491,93	3.443,41	3.498,77	1.437,58	1.077,89	1034,28

(En Millions de F CFA)

Situation / Origine / Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
A. Projets en cours d'exécution															
INFRASTRUCTURES															
1. Services régionaux (Ministère de l'Eau)	M	8,9,24, 28	280,00	280,00	-	280,00	-	-	-	-	-	280	-	280,00	-
2. Siège de l'ONBAH	M	11	230,00	230,00	-	230,00	-	-	-	230,00	230,00	-	-	-	-
3. Logement de personnel (1)	P	5	0,71	0,71	0,21	0,50	-	0,50	-	-	0,50	-	-	-	-
4. Permanences CDR	P	5	1,44	1,44	0,44	1,00	-	-	-	1,00	1,00	-	-	-	-
5. Bureaux de préfecture	P	5	1,43	1,43	0,43	1,00	-	1,00	-	-	1,00	-	-	-	-
6. Résidences de prefet	P	5	1,43	1,43	0,43	1,00	-	1,00	-	-	1,00	-	-	-	-
7. Préfectures (2)	P	13	1,70	1,70	0,30	1,40	-	1,40	-	-	1,40	-	-	-	-
8. Résidences (2)	P	13	0,80	0,80	0,24	0,56	-	0,56	-	-	0,56	-	-	-	-
9. Gendarmeries	P	13	0,50	0,50	0,15	0,35	-	0,35	-	-	0,35	-	-	-	-
10. Commissariats Mairies de Secteurs	P	11	155,73	155,73	-	155,73	-	155,73	-	-	155,73	-	-	-	-
11. Commissariat de Police	P	15	2,00	2,00	0,60	1,40	-	1,40	-	-	1,40	-	-	-	-
12. Salle de réunion + pieds à terre (chambres de passage)	P	17	25,00	25,00	7,50	17,50	-	-	-	17,50	17,50	-	-	-	-
13. Bureaux et logements préfectures d'Oursi	P	19	7,00	7,00	2,40	4,60	-	4,60	-	-	4,60	-	-	-	-
14. Commissariat de Police	P	25	0,75	0,75	0,21	0,54	-	0,54	-	-	0,54	-	-	-	-
15 Commissariat de police	P	17	5,00	5,00	-	5,00	-	5,00	-	-	5,00	-	-	-	-
16 Permanences CDR	P	25	0,30	0,30	0,10	0,20	-	-	-	0,20	0,20	-	-	-	-
17 Préfectures	P	29	9,80	9,80	3,50	6,30	-	6,30	-	-	6,30	-	-	-	-
18 Bureaux de préfecture	P	7	3,00	3,00	0,90	2,10	-	2,10	-	-	2,10	-	-	-	-
19 Construction logements administratifs	P	29	4,50	4,50	1,50	3,00	-	3,00	-	-	3,00	-	-	-	-
20 Bâtiments administratifs	P	8	25,00	25,00	10,00	15,00	-	15,00	-	-	15,00	-	-	-	-
21 Construction préfecture SAABA	P	18	2,00	2,00	0,60	1,40	-	1,40	-	-	1,40	-	-	-	-
Sous total 1			758,10	758,10	29,50	728,60		199,90		248,70	448,60	280,00		280,00	

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Origine / Réalisation — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
		Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	-
Matériels et Equipements														
1. Mini ordinateurs (2)	M	11	160,00	160,00	-	160,00	-	-				160,00		160,00	
2. Micro-ordinateurs (4)	M	11	6,00	6,00	-	6,00	-	-				6,00		6,00	
3. Matériels de réparation	M	11	15,00	15,00	-	15,00	-	-				15,00		15,00	
4. Requisition de plaques d'immatriculation (pour rues)	P	11	10,00	10,00	-	10,00	-	10,00	-	-	10,00	-	-	-	
5. Acquisition de 2 véhicules (camionnettes)	P	11	10,08	10,08	-	10,08		10,08	-	-	10,08	-	-	-	
Sous total 2			201,08	201,08		201,08		20,08			20,08	181,00		181,00	
Mesures et Actions Institutionnelles															
1. Recensement général de la population (phase II)	M	11	156,50	156,50		156,50	-	-	-	-	-	156,50	-	156,50	
2. SNAT	M	11	5,50	5,50		5,50						5,50	-	5,50	
3. Elaboration code civil, code pénal, code de procédure	M	11	3,20	3,20		3,20	3,20				3,20	-	-		
4. Elaboration code RCI	M	11	1,56	1,56		1,56	1,56	-	-	-	1,56	-	-	-	
Sous total 3			166,76	166,76		166,76	4,76				4,76	162		162	
TOTAL GENERAL A			1.125,94	1.125,94	29,50	1.096,44	4,76	219,98	-	248,70	473,44	623		623	

SECTEUR DE EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS

TABLEAU DE FINANCEMENT

(En Millions de F CFA)

Situation du financement / Origine / Réalisation — Secteurs, Sous-Secteurs, Programmes/Projets	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
		Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B1. Projets non démarrés dont le financement est totalement acquis														
INFRASTRUCTURES														
1. CNSS provinciales	M	30 prov.	653,00	653,00	-	653,00	-	-	-	653,00	653,00	-	-	-	-
2. D.R.P.D.P	M	12 prov.	65,30	65,30	-	65,30	-	-	-	-	-	65,30	-	65,30	-
3. Perceptions de villes	M	10,11	120,00	120,00	-	120,00	120,00	-	-	-	120,00				
4. Refection bâtiments administr.	P	1	3,39	3,39	1,09	2,30	-	2,30	-	-	2,30				
5. Bureaux préfectures	P	1	6,36	6,36	2,96	3,40	-	3,40	-	-	3,40				
6. Construction logts préfets	P	1	3,81	3,81	1,23	2,58		2,58			2,58				
7. Construction bureaux et résidences	P	3	34,70	34,70	9,60	25,10		25,10			25,10				
8. Permanences CDR	P	5	2,14	2,14	0,64	1,50				1,50	1,50				
9. Cimetière	P	5	1,07	1,07	0,32	0,75		0,75			0,75				
10. Salle de réunion + Equipements Haut Commissariat	P	1	6,30	6,30	1,75	4,55		4,55			4,55				
11. Magasin de stockage	P	1	6,50	6,50	2,00	4,50		4,50			4,50				
12. Bureaux de préfecture	P	7	3,00	3,00	0,90	2,10		2,10			2,10				
13. Logements à Boulsa	P	17	25,00	25,00	7,50	17,50		17,50			17,50				
14. Construction de logements	P	8	37,50	37,50	15,00	22,50		22,50			22,50				
15. Résidences	P	13	0,96	0,96	0,36	0,60		0,60			0,60				
16. Bureaux et logements	P	17	4,00	4,00	1,20	2,80		2,80			2,80				
17. Commissariats de districts	P	24	2,50	2,50	0,83	1,67		1,67			1,67				
18. Permanences CDR	P	24	3,00	3,00	0,33	2,67				2,67	2,67				
19. Haut Commissariat	P	25	7,15	7,15	2,15	5,00		5,00			5,00				
20. Mairie	P	25	5,00	5,00	1,50	3,50		3,50			3,50				
Sous total 1			990,70	990,70	49,30	941,40	120,00	98,90		657,17	876,07	65,30		65,30	

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Equipements et Matériels															
1. Equipements 12 appareils RAT	P	25	42,00	42,00	-	42,00		42,00			42,00				
2. Acquisition de 2 camions SAVLEM	P	25	24,00	24,00	-	24,00		24,00			24,00				
Sous total 2			66,00	66,00		66,00		66,00			66,00				
TOTAL GENERAL B1			1.056,70	1.056,70	49,30	1.007,40	120,00	164,9		657,17	941,91	65,30		65,30	
B2. Projets non démarrés dont le financement est partiellement acquis															
INFRASTRUCTURES															
1. ONPE Provinciaux	M		300,00	300,00	-	300,00	-	-	-	37,50	37,50	-	-	-	262,50
2. Centres d'accueil de délinquants mineurs de WAYALQUIN	M	11	224,40	224,40	-	224,40	-	-	-	33,00	33,00	-	-	-	191,40
3. Résidences préfet	P	5	10,00	10,00	3	7,00	-	-	-	-	-	-	-	-	7,00
4. Bureaux de préfectures	P	7	15,00	15,00	4,50	10,50	-	-	-	-	-	-	-	-	10,50
5. Commissariat de Police	P	6	12,00	12,00	3,60	8,40	-	-	-	-	-	-	-	-	8,40
6. Bureaux de préfecture	P	6	12,00	12,00	3,60	8,40	-	-	-	-	-	-	-	-	8,40
7. Clôture du Trésor	P	23	8,00	8,00	2,00	6,00	-	-	-	-	-	-	-	-	6,00
8. Permanences CDR de secteurs	P	11	150,00	150,00	45,00	105,00	-	-	-	-	-	-	-	-	105,00
9. Logements de préfet	P	7	12,00	12,00	3,60	8,40	-	-	-	-	-	-	-	-	8,40
Sous total 1			743,40	743,40	65,30	678,10				70,50	70,50				607,60

Situation du financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
			Coût total initial	Tranche FQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
				Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
Matériels et Equipements															
1. Matériels roulants	M	11	92,00	92,00	-	92,00						16,18		16,18	75,82
2. Information CNSS	M	11	133,00	133,00	-	133,00				33,00	33,00				100,00
Sous total 2			225,00	225,00		225,00				33,00	33,00	16,18		16,18	175,82
Mesures et Actions Institutionnelles															
Réforme de la Fonction Publique, du code du travail, de la convention collective	M	11	5,00	5,00	-	5,00	2,00				2,00				3,00
Sous total 3			5,00	5,00		5,00	2,00				2,00				3,00
TOTAL GENERAL B2			973,40	973,40	65,30	908,10	2,00			103,50	105,50	16,18		16,18	786,42

Situation au financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
B3. Projets non démarrés dont le financement est totalement à rechercher															
INFRASTRUCTURES															
1. Bornage de frontières	M	5 pays voisins	597,00	597,00	-	597,00									597,00
2. 100 postes de police fontières	M	15 Prov.	200,00	200,00	-	200,00									200,00
3. Centres penitentiaires	M	3,6,15 27	148,55	148,55	-	148,55									148,55
4. Réfection prisons	M	4,5,9, 10,29,15 21,24	24,44	24,44	-	24,44									24,44
5. Construction de directions régionales	M	Régions militaires	90,00	90,00	-	90,00									90,00
6. Etablissements intendances	M	Régions Militaires	128,17	128,17	-	128,17									128,17
7. Sièges brigades des prix	M	15 Prov.	168,14	168,14	-	168,14									168,14
8. Divisions fiscales provinciales et communales	M	30 Prov.	749,53	749,53	-	749,53									749,53
9. Construction immeubles (Abidjan - Bouaké - Washington)	M	Extérieur	1.888,00	1.888,00	-	1.888,00									1.888,00
10. Réfection INSD	M	11	6,00	6,00	-	6,00									6,00
11. Direction provinciale de la sécurité publique	P	1	2,80	2,80	1,33	1,47									1,47
12. Construction directions provinciales de la sécurité	P	2	15,00	15,00	4,50	10,50									10,50
13. Commissariat de Police	P	1	14,00	14,00	-	14,00									14,00
14. Construction résidences	P	2	11,30	11,30	3,39	7,91									7,91
15. Commissariat de Police + logts	P	5	4,95	4,95	1,65	3,30									3,30
16. Commissariat de Police	P	7	2,00	2,00	0,60	1,40									1,40
17. Bureaux et logts préfecture	P	9	20,00	20,00	8,00	12,00									12,00
18. Commissariat de Police	P	10	14,27	14,27	4,28	9,99									9,99
19. Bureau Etat-Civil	P	10	0,49	0,49	0,15	0,34									0,34
20. Logements préfet	P	12	3,00	3,00	0,50	2,50									2,50
21. Bureaux préfecture	P	12	12,70	12,70	0,70	12,00									12,00

Situation au financement / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Origine / Réalisation	Localisation	Coût total				Financement acquis								Financement à rechercher
				Tranche PQDP			Sources Nationales					Sources Extérieures			
			Coût total initial	Coût total(1)	I.H (2)	Coût mon.. (3)=(1)-(2)	B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
22. Construction Haut Commissariat	P	18	15,00	15,00	4,50	10,50									10,50
23. Bureaux préfecture	P	20	1,65	1,65	0,50	1,15									1,15
24. Bureaux Trésor	P	14	7,00	7,00	2,10	4,90									4,90
25. Mess Mixte	P	29	20,00	20,00	-	20,00									20,00
26. Réfection Palais de Justice	M	6,27	90,00	90,00	-	90,00									90,00
27. Haut Commissariat	P	28	12,00	12,00	4,80	7,20									7,20
28. Construction Commissariat	P	17	2,00	2,00	-	2,00									2,00
29. Construction contrôle Financier	P	23	20,00	20,00	-	20,00									20,00
30. Trésoreries provinciales	M	6,10,11	450,00	450,00	-	450,00									450,00
Sous total 1			**4.717,99**	**4.717,99**	**37,00**	**4.680,99**									**4.680,99**
Matériels et Equipements															
1. Panneaux indicatifs	P	19	4,00	4,00	-	4,00									4,00
2. Equipement appareils RAT	M	30 prov.	361,00	361,00	-	361,00									361,00
3. Achat d'un corbillard	P	10	8,00	8,00	-	8,00									8,00
Sous total 2			**373,00**	**373,00**		**373,00**									373,00

SECTEUR DE EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS — TABLEAU DE FINANCEMENT — (En Millions de F CFA)

Situation de l'Financement / Origine / Réalisation / Secteurs Sous-Secteurs Programmes/Projets	Localisation	Coût total initial	Coût total	Tranche PQIP		Financement acquis								Financement à rechercher
						Sources Nationales						Sources Extérieures		
						B.N	B.P	Prêts	Autres ressources	Total	Subv.	Prêts	Total	
			Coût total(1)	I.H (2)	Coût ann. (3)=(1)-(2)									
Actions et Mesures Institutionnelles														
1. Enquêtes diverses	National	1.100,50	1.100,50	-	1.100,50									1.100,50
2. Elaboration indice national des prix	"	5,50	5,50	-	5,50									5,50
3. Etude et réalisation d'un réseau de transmission de données	"	1.000,00	1.000,00	-	1.000,00									1.000,00
4. Jessagerie gestion autonomisée	"	320,00	320,00	-	320,00									320,00
Sous total 3			**2.426,00**		**2.426,00**									**2.426,00**
TOTAL GENERAL B3			**7.516,99**	**37,00**	**7479,99**									**7479,99**
TOTAL GENERAL A + B1 + B2 + B3			**10.673,03**	**181,10**	**10491,93**	**126,76**	**381,88**	**-**	**1 009,40**	**1.521,04**	**701,48**		**701,48**	**8.266,11**

2.2.2. Mesures d'accompagnement

Au niveau de chaque Ministère la direction des Etudes et de la Planification utilisera un personnel formé aux techniques de planification et connaissant parfaitement les secteurs à couvrir ; chaque Direction comprendra une Cellule Statistique.

Des structures de même nature seront implantées dans les provinces.

Des activités productives, notamment agricoles, seront développées afin de dégager des ressources budgétaires pour le financement du fonctionnement des administrations.

Une réforme de la Fonction Publique sera entreprise, qui permettra une meilleure allocation des ressources humaines au profit du secteur productif.

3. EFFETS ATTENDUS

- Sur le Plan économique et social

* la décentralisation administrative aura pour conséquence politique, le renforcement de l'exercice du pouvoir populaires ;

* la répartition judicieuse des infrastructures sociales permettra la réduction progressive des déséquilibres régionaux.

* Cette décentralisation accélerera la mise en valeur des potentialités économiques régionales.

* La maîtrise des charges budgétaires de l'administration permettra une meilleure gestion des finances de l'Etat et un meilleur encadrement des dépenses publiques tant au niveau central que provincial.

.../...

Le renforcement des moyens d'intervention de l'armée nationale et la généralisation de la justice populaire consolideront les acquis de la révolution.

- Sur le plan politique

La réalisation des objectifs ci-dessus garantiront l'exercice des libertés individuelles dans l'indépendance, la dignité et la souveraineté du pays.